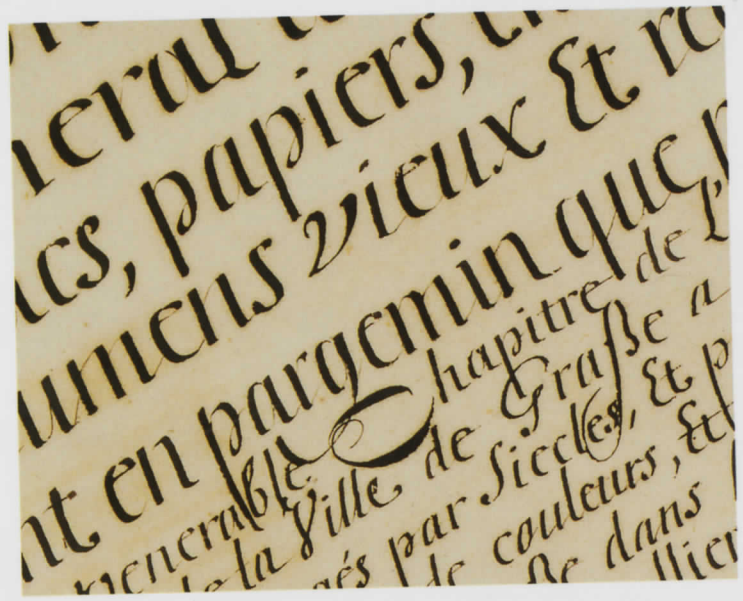


4502007



2007 - N°187

RECHERCHES  
ALPES-MARITIMES  
ET CONTRÉES LIMITROPHES  
RÉGIONALES



CONSEIL GENERAL DES ALPES-MARITIMES

## SOMMAIRE

### ETUDES FRANCO-ITALIENNES

- À propos du *Voyage en Italie* (1864), réflexions sur la place de la géographie du milieu dans la relation d'Hippolyte Taine  
par Robert Escallier p. 1
- L'Italien anarchiste à Nice dans les rapports de police à la fin du XIXe siècle : la figure introuvable du terroriste  
par Yvan Gastaut p. 9
- Un impérialisme sans base économique : le cas de l'Italie (1869-1939)  
par Romain H. Rainero p. 17
- Le Fonti francesi del pensiero politico di Guglielmo Ferrero : Montesquieu, la Rivoluzione e Napoleone  
par Stefano B. Galli p. 29
- La Revue *l'Europe nouvelle* et l'établissement du régime fasciste en Italie  
par Pierre Guillen p. 39
- Maurice Bedel : un écrivain français dans l'Italie de Mussolini en 1929  
par Ralph Schor p. 47
- La Rivendicazione fascista della Corsica (1938-1943)  
par Marco Cuzzi p. 57
- Italia e Francia nel progetto di formazione della Cecoslovacchia di Benes  
par Edoardo Del Vecchio p. 73
- La France, l'Italie et le Maroc dans les années 1950-1960  
par Stéphane Mourlane p. 89
- I Convegni italo-francesi per la revisione dei manuali di storia (1951-1954)  
par Romain H. Rainero p. 97
- Il Viaggio di Giovanni Gronchi, presidente della Repubblica italiana, a Parigi (25-27 aprile 1956)  
par Anna Bedeschi p. 113
- Une manifestation de l'ambivalence des rapports franco-italiens : la visite officielle à Paris du président Segni (19-21 février 1964)  
par Stéphane Mourlane p. 119
- Les enjeux géo-économiques de la liaison ferroviaire Lyon-Turin  
par Robert Escallier p. 129
- Italia e Francia di fronte alla crisi del 1973 una breve premessa  
par Edoardo Del Vecchio p. 137
- Maurice Barrès e L'italia : appunti di viaggio  
par Alessandro de Servi p. 143

### RECHERCHES REGIONALES

---

### Alpes-Maritimes

et

### Contrées limitrophes

---

48<sup>e</sup> année

Juillet-septembre 2007

N° 187

**A PROPOS DU VOYAGE EN ITALIE  
(1864) , RÉFLEXIONS SUR LA  
PLACE DE LA GÉOGRAPHIE DU  
MILIEU DANS LA RELATION  
D'HIPPOLYTE TAINÉ**

**Robert ESCALLIER**

Hippolyte Taine (1828-1893), normalien, essayiste, critique d'art, philosophe, historien, est l'auteur de nombreux ouvrages de renom, œuvres souvent critiquées en raison des engagements philosophiques de l'auteur et parfois couronnées comme son *Essai sur Tite Live*. Son élection à l'Académie française, en 1878, parachève l'accomplissement de la vie de l'un des maîtres à penser de la France du dernier tiers du XIXe siècle ; lu et reconnu dans toute l'Europe, son influence est réelle en Angleterre, en Allemagne où Nietzsche fut un lecteur attentif, en Italie même.

Lorsque H. Taine entame son « *Voyage en Italie* » en janvier 1864, il a trente-six ans. Il s'affirme comme l'un des intellectuels-essayistes les plus féconds et prometteurs de sa génération. A Paris, il fréquente les milieux littéraires et artistiques, collabore à plusieurs journaux et revues et se lie avec Renan, Sainte-Beuve et Gustave Doré. Le grand œuvre qui l'a longtemps occupé paraît un mois avant son départ, sous la forme de trois gros volumes, consacré à « La littérature anglaise jusqu'à Byron ». Si ses convictions de penseur rationaliste le placent encore sous la critique virulente des catholiques conservateurs (Monseigneur Dupanloup, le Comte de Falloux sont les plus sévères) ce qui lui vaut quelque déboire ou déception, sa situation économique et sociale n'en souffre plus désormais. Examineur à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, à son retour d'Italie il est désigné pour remplacer Viollet-le-Duc au poste de professeur à l'Ecole des Beaux Arts – chaire d'Histoire de l'Art et d'Esthétique. C'est donc un homme assuré, du fait de ses fonctions officielles, de revenus réguliers et confortables, un intellectuel, critique et historien de l'Art, sûr de lui, et de son système d'analyse fondé sur les certitudes naturalistes et positivistes qui entre en Italie pour un voyage de quatre mois.

La critique principale dont il est l'objet de la part de l'Académie que résumait les propos du rapporteur Abel Villemain, concerne, je cite, sa « doctrine qui n'explique le monde, la pensée, le génie que par les forces vives de la nature ». L'adhésion à la doctrine naturaliste qui vise, par l'application à l'art des principes du positivisme, à reproduire la réalité avec une objectivité parfaite et dans tous ses aspects, il la revendique. Ainsi dans le « *Voyage en Italie* »<sup>1</sup> dès la deuxième page de la relation, il écrit éprouver « plus de plaisir devant les choses naturelles que devant les œuvres d'art ». Quant aux œuvres ce qui le touche « c'est le naturel, l'élan spontané des puissances humaines ». L'œuvre de l'artiste écrit-il « représente en abrégé les sentiments publics, les passions dominantes du temps et du pays où elle est née, en sorte que la voilà elle-même une œuvre naturelle, l'œuvre de grandes forces qui conduisent ou entrechoquent les événements humains ».

L'esthétique de H. Taine est influencée par le déterminisme philosophique de Spinoza, ainsi que par celui des sciences-naturelles d'un Linné ou Darwin lorsque la méthode employée par la botanique ou par la biologie sert de modèle aux sciences humaines, au critique d'art. Déterminé « à étendre la méthode scientifique aux domaines jusque là livrés à l'impressionnisme ou au dilettantisme : morale, sociologie, esthétique, critique littéraire, histoire », H. Taine s'attache ainsi à la recherche de la causalité de l'œuvre et affirme la trouver dans la théorie dite des trois facteurs : la race (facteur individuel), le milieu (facteur géographique et social), le moment, facteurs qu'il ne définit pas clairement. Chez tout créateur, il décèle une faculté maîtresse dont il déduit tous les autres caractères selon une loi « des dépendances multiples ». Ainsi s'efforce-t-il d'atteindre derrière les œuvres la société qui les a rendues possibles. H. Peyre<sup>2</sup> y reconnaît une sorte de structuralisme avant la lettre « mais infiniment plus rigide qui ne saisit pas l'unicité de l'individu dans son authenticité originale ».

---

<sup>1</sup> *Voyage en Italie* est publié en 1866 en deux tomes chez Hachette Paris Tome I. Naples et Rome (409 pages) et Tome II. Florence et Venise (443 pages).

<sup>2</sup> H. Peyre est le rédacteur de la notice consacrée à H. Taine par l'*Encyclopédie Universalis*.

Les théories de Taine marquées par un déterminisme strict, trop absolues, maintes fois réfutées, paraissent bien d'un autre temps. Cependant, elles ont le mérite d'introduire dans l'analyse critique la variable environnementale, celle du milieu géographique et sociologique, et ainsi de libérer la critique de l'idée que rien n'est mesurable dans les sciences humaines et que l'œuvre est sans rapport avec l'état du social.

L'objet de la communication est de rechercher le milieu géographique et sociologique tel que rendu par H. Taine et de se demander en quoi il informe sur le territoire, donne à connaître l'Italie.

L'Italie que rencontre Taine en 1864 est un pays à la veille de trouver un cadre territorial quasi définitif. Le royaume récupère la Vénétie en 1866 (suite à sa participation à la guerre contre l'Autriche) et intègre à son territoire les Etats de l'Eglise en 1870, suite à la chute du Second Empire et du départ des français (et de la prise de Rome par le général Cadorna). L'itinéraire de Taine (Fig. 1) s'apparente à une vaste coupe Sud-Nord du territoire italien. Il mène le voyageur d'une Italie pauvre, arriérée et mal équipée - les régions de Naples et de Rome -, espace méditerranéen dominé, à une Italie plus développée et riche - l'Italie centrale et septentrionale -, territoire européen et en partie connecté au monde industriel. Le gradient n'est pas conceptualisé, mais il est bien décrit tout au long de la relation.

Taine se voit comme un naturaliste « libre de préoccupation et d'engagement, occupé à observer les bâtiments et les sentiments des hommes comme nous ferions des instincts, des constructions et des mœurs des abeilles ou de fourmis », en possession d'une méthode tirée des sciences expérimentales qui « sont maintenant reconnues comme les seules maîtresses légitimes de l'esprit humain et les seules guides de l'action humaine ».

La géographie du temps de Taine est celle de la définition qu'en donne le Littré (en 1873) « science qui a pour objet de connaître les différentes parties de la superficie de la Terre, d'en assigner les situations réciproques et d'en donner la description... » ; elle est en convient son auteur « de tous les arts celui qui a le plus besoin d'être perfectionné », une archéogéographie selon le mot de J. Levy<sup>3</sup>. La démarche géo-sociologique de Taine est de cette nature, profondément marquée par un déterminisme souvent simpliste. Il se contente de regarder les choses, au mieux de rapporter les informations collectées à la suite de longues discussions avec différents acteurs de la bourgeoisie ou de l'aristocratie locale. Il démontre un goût pour les typologies, pour une taxinomie élémentaire et intuitive. Ainsi dès le premier contact avec le peuple napolitain, il relève et classe quatre types saillants d'individus dont les qualificatifs informent sur le style de l'auteur : « la tête de camée, inspiratrice de l'amour », « la tête carrée plantée sur un coffre solide », « l'animal maigre et noir, brûlé, tout en traits saillants », « l'homme beau et vigoureux, fortement bâti »... Dans la société romaine, il distingue le bourgeois, le demi-bourgeois, le noble, le gentilhomme, le demi-homme, le plébéien, la canaille débraillée, le monsignore... autant de types sociaux non définis...

Mais si l'objet de la géographie moderne est l'espace comme dimension de toute vie sociale, et si la géographie intègre à son étude les caractéristiques de la complexité du social : « l'historicité, la sociétalité, la pragmatique, le rôle des langages et des représentations comme composantes majeures du réel social... »<sup>4</sup>, H. Taine retrouve une modernité inattendue qui peut être décryptée et même enrôlée.

Un gradient sud-nord caractérise le degré de développement des campagnes où vit la majorité des Italiens. La campagne romaine est mal tenue sinon dévastée, « c'est un cimetière abandonné... Pas un arbre, pas un ruisseau, pas une cabane. En deux heures je n'ai

---

<sup>3</sup> Sous la direction de J. Levy et Michel Lussault : *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Belin 1034 p. 2003

<sup>4</sup> J.Lévy et M. Lussault, ouvr. cité

aperçu qu'une hutte ronde à toit pointu, comme on trouve chez les sauvages ». Sitôt passée la frontière, en Ombrie, le paysage agricole change « les villages ressemblent aux nôtres et indiquent à peu près le même degré de culture... », entre Pérouse et Sienne « l'aspect des villages et des petites villes reporte l'esprit vers notre midi ». En route vers Bologne, au nord de Florence, les champs, les jardins en terrasse chargés d'arbres fruitiers, d'oliviers sont aux yeux de Taine les « marques du travail et de la prospérité humaine. Tout est mis à profit ». Le paysage toscan agréable et noble, c'est vraiment ici, « le cœur de l'Italie, par le génie, la puissance d'invention, la prospérité, la beauté, la salubrité ». Quant aux campagnes lombardes, elles ne sont qu'un « grand verger qui regorge de moissons, de prairies artificielles, d'arbres à fruit, où les mûriers déjà tout verts arrondissent leurs têtes parmi les vignes, où de petits canaux portent le fraîcheur dans les cultures ». Taine décrit l'inégal développement économique régional, mais à aucun moment, il ne s'intéresse aux causes profondes d'un tel différentiel, ni aux structures agraires, ni aux techniques agronomiques, ni aux relations villes-campagnes... Face aux paysages naturels ou construits, paradoxalement, il ne s'égare point, sa prose en impose et son naturalisme tout réducteur qu'il soit est recevable...

Mais à partir de solides observations, il construit un discours parfaitement déterministe. En affirmant que « le goût et l'esprit d'un peuple prennent la forme de son paysage et de son climat », que de nombreux traits de l'individu et de l'histoire sont imprimés par le caractère du milieu, H. Taine conçoit l'existence de races régionales et locales déterminées par celui-ci. Abondent les assertions de type « la race est bien supérieure à celle de Naples, où elle est rapetissée et déformée, où les jeunes filles semblent des grisettes rabougries et blafardes », en Toscane, « il y a des races si fines qu'elles ne peuvent déchoir tout à fait ; l'esprit leur est inné ; on peut les gâter, mais non les détruire ». Les stéréotypes se font légion, ainsi « l'imagination superstitieuse, plus ou moins grande selon les climats, très forte dans les pays du midi », le Napolitain est « un Grec gâté » comme un fruit, « à côté d'eux, comme autrefois à côté des Grecs, les Italiens du Nord (les Piémontais) sont des lourdauds ». Plus loin encore, « ces races latines et méridionales semblent composées d'amateurs, qui, ayant la conception prompte et la langue facile, planent et circulent au-dessus de l'action sans s'y engager ». Si « la race supérieure est celle qui est apte à la société et au développement » et à ce titre « la douceur, les instincts sociables, le sentiment chevaleresque de l'honneur, le bon sens flegmatique, la sévère conscience puritaine, sont des dons précieux », c'est le manque de ces dons qui « a empêché la société de s'établir et le développement de se faire ». Difficile de concevoir que de tels propos puissent valider la démarche expérimentale de l'auteur

Les observations relatives à la société italienne, particulièrement à celle de la Rome papale sont plus intéressantes.

Suite aux nombreuses conversations qu'il a avec des interlocuteurs généralement de son milieu social (une soixantaine précise-t-il) H. Taine construit un tableau de la société distinguant trois classes : la bourgeoisie, les nobles, le peuple. Il est curieux de la place qu'occupe la bourgeoisie et perçoit la montée des classes moyennes en des termes surprenant de lucidité : « bourgeois médiocrement instruits, fort bien protégés, fort inertes, dont toute la pensée est de passer de deux mille francs à six mille francs de rente... vingt ou trente millions d'individus passablement heureux, soigneusement parqués, disciplinés, rétrécis, ... A prendre les choses en gros, c'est à peu près ce que les hommes ont encore trouvé de meilleur... ».

L'étude de la société romaine du temps du gouvernement de l'église est bien venue. L'ordre papal, soit le mode d'organisation et de fonctionnement de la société romaine, dans la logique de Taine, est responsable d'un paysage social particulièrement critique. Le constat établi est que « Rome n'a point fait à temps le pas qui sépare le Moyen Age des temps

modernes ». La critique est forte ; les Etats de l'église sont fermés aux innovations quelles soient d'ordre technique, culturel, politique ou informationnel. La fermeture n'est pas que simple image, les mobilités géographiques ordinaires sont limitées, des restrictions bureaucratiques étant imposées à la circulation des citoyens de Rome - le passeport obligatoire est souvent refusé par l'administration -. La critique de Taine est sévère à l'égard de l'occupation française qui donne au gouvernement de Rome les moyens d'une surveillance serrée des populations: « Tout est contrôlé et soumis au monsignor », les tracasseries policières réelles. « Le pape, écrit-il, n'est qu'un grand fonctionnaire âgé, dont la place est viagère ; sa famille est obligée de l'exploiter au plus vite... L'Etat était une propriété dont on pouvait user et abuser ». On imagine les réactions du parti conservateur en France à la lecture de tels jugements. Les mêmes termes peuvent être employés aujourd'hui pour décrire le mode de fonctionnement des systèmes politiques népotiques<sup>5</sup> d'Afrique Noire ou des pays arabes rentiers du pétrole. L'absence de pratiques démocratiques, le système clientéliste...font que « ce n'est pas un Etat, encore moins une patrie...chacun a ses privilèges ». Société de privilégiés et d'oisifs, vivant dans la proximité du prince, comme aujourd'hui les membres de la grande famille des Saouds ou de la tribu africaine au pouvoir. Il résulte de ce système que « la sécurité et la justice y manquent » et que « chacun est tenu de s'y protéger lui-même par force ou par ruse ». Ainsi décrite, est-on si éloigné de cette société tiers-mondiste marquée par l'autoritarisme et l'informalité compensatrice ?

La société et l'espace urbain sont témoins de ces contraintes et de ces vicissitudes. Nul doute que pour Taine la seule classe sociale qui vaille soit la classe moyenne et bourgeoise selon son expression et que la difficulté de celle-ci est « de gagner, civiliser et italianiser le peuple ». A Rome, la bourgeoisie n'a pas les qualités qu'on lui prête dans toute l'Europe libérale et que Taine trouve dans les régions du Centre et du Nord. Pour lui le gouvernement est responsable de cet état, en particulier de l'effondrement de l'enseignement. « L'ignorance est la bien venue, elle rend docile ». Quant à son contenu, il est jugé faible et archaisant : « point d'italien, point de français, nulle langue vivante, point d'histoire sauf la romaine antique ».

Le défaut de motivation dans le champ de l'économie comme du politique va de pair avec la paresse intellectuelle et l'absence d'initiative d'une classe pourtant vouée à l'action et à être le modèle de référence. Le bilan proposé par H. Taine est très pessimiste ; le tableau des professions libérales est noir : les médecins « des donneurs de lavement », les avocats « des praticiens de chicane », les professeurs de médecine « des barbiers de village », on dirait du Molière. Paresse, ignorance, népotisme, clientélisme « pas moyen de subsister sans protecteur, il en faut pour obtenir la moindre chose, pour toucher son revenu, garder son bien, pour se faire rendre justice », et tout cela avec adresse, avec finesse car écrit-il « sous un gouvernement des prêtres, on a horreur de l'éclat ». Ce niveau de l'apparence ou du factice touche à la caricature chez les nobles romains. Que peuvent-ils faire s'interroge le voyageur puisque « la diplomatie et les hauts emplois sont aux prêtres » et « l'armée est étrangère », sinon épier l'autre, ruser, d'autant qu'ils manifestent pour l'ailleurs un lourd désintérêt. Les membres de l'aristocratie sont pour la plupart des « papelins, enfermés dans leur éducation, dans leurs préjugés, dans leur inertie, comme une momie dans les bandelettes ». S'ils s'adonnent à l'agriculture, c'est en tant que propriétaires absentéistes et par l'intermédiaire des intendants, étrangers aux gens des campagnes dont les statuts ne sont jamais définis et hiérarchisés.

Quant au peuple romain, « machine endurcie par la peine » et par la violence du quotidien du fait d'une situation d'iniquité et d'une administration partielle, il est éloigné « des idées modernes de l'humanité, de modération, de justice qui ne se sont pas insinuées en eux

---

<sup>5</sup>Au sens premier népotisme désigne les faveurs et l'autorité excessives accordées par certains papes à leurs neveux, parents, dans l'administration de l'église.

pour amortir les chocs ou diriger les coups ». Cet éloignement résulte, selon Taine, de la volonté du gouvernement « qui n'a jamais songé à les civiliser, il ne leur demande que l'impôt et un billet de confession ». Ce fait paraît d'autant plus condamnable que les Romains sont les héritiers d'une histoire grandiose qui fait qu'ici « la cervelle est pleine et l'homme complet ». En réalité poursuit-il « bien traités et considérés, l'énergie et l'intelligence y éclatent ».

Taine par sa formation et ses pôles d'intérêt est plus sensible à l'histoire des villes, à leur passé souvent grandiose qui fait voir le présent de la cité comme un temps de décadence et d'ennui, qu'aux situations auxquelles il se trouve confronté. Pour lui, la cité a du sens parce qu'elle est « une institution unique, le fruit d'une idée souveraine...c'est la grande invention pour laquelle l'homme est sorti de la sauvagerie primitive ». Les historiens de la ville et les géographes ne disent pas plus et mieux ; il écrit encore : « la cité était une vraie patrie, et non comme aujourd'hui une collection administrative d'hôtels garnis », dans ce cas il pense plus aux grandes villes européennes qu'aux cités visitées.

La description des villes est limitée à quelques impressions visuelles ou olfactives qui deviennent plus favorables à mesure qu'il s'éloigne du midi. Au sud, les villes sont généralement mal gérées, mal équipées, peuplées de pauvres souvent en guenilles selon le mot de Taine. Naples dont il estime la population à 500.000 habitants<sup>6</sup>, vue d'en haut séduit l'homme du Nord qui découvre la douceur du climat et la beauté du paysage naturel. Succombant à un héliotropisme précoce, il y perd même son latin s'exclamant « Comment se donner l'embarras de travailler et de produire quand on a cela devant les yeux ? ». A grande échelle, parmi la foule urbaine « noire et grouillante », la perception des choses évolue : « dans tout Naples on a envie de se boucher le nez », mais il a l'honnêteté de reconnaître que « cela est universel dans le Midi, à Avignon, à Toulon comme en Italie ».

Rome procure le plus fort sentiment d'abandon et d'échec. La future capitale, à l'inverse de Londres ou de Paris, n'est dominée ni par le travail, ni par le progrès, mais elle captive le regard du voyageur par ses ruines, son aspect musée, l'absence de présent. H. Taine retrouve alors les stupeurs et étonnements d'un Stendhal<sup>7</sup> constatant que « Tout est décadence ici, tout est souvenir, tout est mort », lorsqu'il écrit « le jour cela sent le mort, mais la nuit c'est toute l'horreur du sépulcre ». Mais si Rome est sale et triste, elle n'est jamais commune tout annonce « des vies et des goûts qui ne sont pas ordinaires », mais ici le voyageur s'efface devant l'érudit.

Nulle part ailleurs, la cité n'a connu une semblable régression. Sienna toute « moisie » est visitée par les touristes...déjà. Florence est équilibrée car « le passé se raccorde avec le présent...animée et point trop peuplée, capitale et point trop grande, belle et gaie ». Pise est « négligée, maigrement peuplée et inerte » mais pas plus que les villes de Poitiers, de Rennes ou d'Aix-en-Provence « laissées de côté par la civilisation qui se déplace ». Venise est à part, riche de 120.000 personnes dont le quart est pauvre. Padoue et Vérone sont mieux tenues et dévoilent une certaine modernité. Milan fait impression auprès de Taine qui la juge riche, prospère et puissante « luxueuse même ». Seule la ville de Ravenne peut rappeler l'aspect mortuaire de la capitale romaine : « On n'imagine pas une ville plus abandonnée, plus misérablement provinciale, plus déchu...la ville est morte depuis je ne sais combien de siècles », impression aggravée par le fait qu'elle vit dans un environnement alluvionnaire, marécageux, menacé par les fièvres.

Taine porte un regard lucide sur le caractère âpre de la vie urbaine, tout en soulignant les différences, par contre son discours est éteint pour ce qui concerne la dimension proprement économique, les rapports sociaux, la dimension spatiale du rapport à la ville...La

---

<sup>6</sup> Le nombre d'étudiants est estimé à 10.000, celui des professeurs à soixante....

<sup>7</sup> Stendhal, *Rome, Naples et Florence*, 1817, C. Lévy. Paris 1896 et *Promenades dans Rome*, 1829, M.Lévy, 1858 cités par C. Ossolo « *Littératures modernes de l'Europe néolatine* ».



modernité du discours, si elle subsiste quelque part, est à rechercher dans le champ d'une géographie des paysages et des représentations .

H. Taine manifeste une sensibilité au paysage qui va au-delà de celle que l'on trouve dans la plupart des relations de voyage. Longtemps et particulièrement après les travaux d'Alexandre Humboldt, fut donné à la géographie naissante, l'objectif d'étudier selon son expression « la physionomie naturelle qui appartient exclusivement à chacune des contrées de la terre ». Le paysage tel qu'il est conçu alors, établit la prééminence du visible, privilégiée par rapport aux autres sens ce qui faisait écrire à L. Febvre que le géographe était « l'analyste du paysage », perspective quelque peu limitée.

Le paysage est l'aspect du pays tel qu'il s'offre à l'observateur et tel qu'il est lu par le regard de celui-ci. La géographie perçoit la contrée comme digne d'intérêt et adopte une disposition d'esprit pour la voir comme un paysage. Cette sensibilité paysagère est fondamentalement un acte de culture qui ne se retrouve qu'en Chine et en Occident (depuis la Renaissance avec une Italie omniprésente), ainsi que l'affirme A. Berque.

Tout naturellement H. Taine, par l'attention qu'il porte à la littérature, à l'architecture, à la peinture, à l'histoire, aux arts et aux lettres en général, possède toutes les dispositions d'esprit pour explorer et penser même la dimension paysagère et au-delà pour rencontrer une géographie des représentations. A propos des villas de la périphérie de Rome ( villas Albani, Borghèse, Ludovini), sa réflexion s'affine et s'approfondit, rejoint parfois les préoccupations des géographes actuels dont A. Berque soulignant que « le paysage donne à percevoir le sens du monde où nous sommes et ce que nous sommes aussi en ce sens là ». C'est le sentiment qu'il exprime par exemple lorsqu'il écrit : « rien ne m'a plus intéressé dans les villas romaines que leurs anciens maîtres » . Il les traque à travers les paysages construits. A la villa Albani, il y devine « le grand seigneur homme de cour » ; le paysage est recréé à son image, le goût pour l'antique et l'archéologie...Le paysage savamment ordonné donne « la même sensation qu'un appartement haut et ample, solidement bâti et bien décoré : cela leur suffisait, il n'avait point de conversation avec un arbre ».

Le paysage n'est pas que décor, il est lieu et moment de l'expérience géographique. Alors Taine rejoint celle de la géographie la plus actuelle. Il y parvient d'autant que s'y ajoutent les préoccupations concernant les représentations de l'espace. Il souligne en particulier tous les enjeux de la maîtrise de l'image, du théâtral...l'architecture et sa signification. Il souligne combien l'architecture peut être un « art calculé », combien elle « fait partie du gouvernement, elle complète un spectacle »...<sup>8</sup>. Il rejoint ainsi les observations des historiens actuels de la ville à propos du traitement théâtral du paysage urbain à visée identitaire, symbolique... Grâce aux villes italiennes, il gagne une certaine pertinence qui peut le sauver d'un oubli radical.

---

<sup>8</sup> Il écrit : « les édifices ecclésiastiques italiens glorifient non le christianisme mais l'Eglise ».

**L'ITALIEN ANARCHISTE À NICE  
DANS LES RAPPORTS DE  
POLICE À LA FIN DU XIXE  
SIÈCLE : LA FIGURE  
INTROUVABLE DU TERRORISTE**

**Yvan GASTAUT**

L'immigration italienne qui s'intensifie dans les Alpes-Maritimes à la fin du XIXe siècle est composée de familles et d'individus pour la plupart pauvres et ignorants<sup>1</sup>. L'ensemble de ces migrants constitue une population docile et laborieuse, loin de prendre en considération les réalités politiques de la France et du Comté de Nice. Cependant, parmi eux, un petite minorité sans doute agités par un désir d'action et un sens de la rébellion assez peu commun, se montrent sensibles au militantisme politique révolutionnaire. Au sein de cette minorité de la minorité, un petit noyau de militants anarchistes est l'objet d'une attention soutenue de la part des Autorités et de la presse locale relayant l'inquiétude des azuréens quant aux conséquences de cette forme d'extrémisme venue de l'autre côté de la frontière.

Au cours de la première partie des années quatre-vingt-dix, dans un contexte d'insécurité et de psychose provoqués par des attentats perpétrés dans tout l'Hexagone, les méfaits de quelques agitateurs anarchistes de nationalité italienne sont rendus visibles par la bombe lancée par François-Claudius Koenigstein dit « Ravachol » au restaurant Very à Paris le 30 mars 1892<sup>2</sup> et l'assassinat au cours d'un défilé du président de la République Marie-François Sadi Carnot par Santo Ironimo Caserio venu de Turin<sup>3</sup>, le 24 juin 1894 qui engendre le vote des lois qualifiées de « scélérates » dont le but est de compléter l'arsenal répressif contre les menées anarchistes. En conséquence, la diffusion du stéréotype de l'Italien terroriste, poseur de bombe en choisissant la source spécifique des rapports de police<sup>4</sup>, n'est pas sans rappeler les vicissitudes les sociétés occidentales en proie à un terrorisme aveugle un siècle plus tard, favorisant la désignation de boucs émissaires en la personne des Musulmans assimilés à des délinquants naturels.

Durant cette période de tension à l'échelle nationale, l'anarchisme dans le département des Alpes maritimes est groupusculaire : quelques hommes issus du sous-prolétariat se limitant à de rares actes isolés et sans gravité ni conséquences<sup>5</sup>. Pourtant, l'image de l'Italien ne peut se départir de celle de l'anarchiste dangereux, occasionnant des pratiques de surveillance et des discours uniquement fondés sur des fantasmes et des préjugés véhiculés par les policiers au diapason de l'opinion locale. Il est vrai que présence de plus en plus massive de travailleurs immigrés italiens à la fin du XIXe siècle, représentant environ un quart de la population niçoise (19700 en 1881 soit 29 % ; 23300 en 1891 soit 26 % ; 22500 en 1896 soit 24 % ; 32600 en 1911 soit 24 %) <sup>6</sup>, ne manque pas de provoquer des réactions xénophobes, notamment en matière de concurrence sur le marché du travail.

### ● L'anarchisme à Nice, une spécificité italienne ? (1884-1894)

Jusqu'aux débuts des années 1890, la police et la presse sont discrètes au sujet des activités anarchistes. La première trace se trouve dans un rapport de police du commissaire central de Nice<sup>7</sup> le 29 septembre 1884 qui signale « un nommé Giacobi, chef d'un groupe anarchiste qui va demeurer à Nice »<sup>8</sup>. Ce constat est complété par un rapport du secrétaire

<sup>1</sup> Voir Stéphane Fabre, *La colonie italienne à Nice (1860-1914)*, Mémoire de Maîtrise soutenu sous la direction de Ralph Schor, université de Nice, 1987.

<sup>2</sup> Ravachol, né en 1859 à Saint-Chamond (Loire) ouvrier-teinturier de père néerlandais, et militant anarchiste, sera guillotiné le 11 juillet 1892 pour ses attentats.

<sup>3</sup> Condamné à mort par la Cour d'Assises du Rhône, le 3 août 1894, Caserio est guillotiné le 16.

<sup>4</sup> Voir également la base de donnée des ADAM sur les Italiens, élaborée à partir des expulsions de 1888 à 1931.

<sup>5</sup> Ulysse Martinez, *Le mouvement anarchiste dans les Alpes-Maritimes, d'après les dossiers de police (1884-1904)*, Mémoire de Maîtrise soutenu sous la direction de Paul Gonnet, université de Nice, 1974.

<sup>6</sup> Cf. Anne-Marie Faidutti-Rudolph, *L'immigration italienne dans le Sud-Est de la France, étude géographique*, Gap, Imprimerie Louis-Jean, 1964.

<sup>7</sup> Il existe deux commissariats centraux situés dans les deux plus grandes villes Nice et Cannes. Leur rôle de centralisation en relation directe avec la préfecture est essentiel en matière de surveillance et de répression, d'où l'intérêt que représente leur fichier nourri par tout le réseau des commissariats de police du département.

<sup>8</sup> ADAM, 4 M 488.

général de la préfecture, le 13 décembre 1884 sur le dénommé Sartoris, né en 1844 à Cocconato dans le Piémont, déclaré musicien et chef du groupe anarchiste « les fils de la misère » qui teint ses réunions rue Bavastro<sup>9</sup>. Ce groupuscule, dissident du mouvement socialiste révolutionnaire se serait constitué au printemps 1884, autour de cinq Italiens : Giacobi, Matteucci, Sartoris, Zavoli, Vannucci. Le groupe est rapidement disloqué en février 1885 avec l'expulsion des trois derniers vers l'Italie. Les raisons de l'expulsion sont simples : la police veut à tout prix empêcher ces Italiens de se rapprocher d'un noyau d'anarchistes niçois « constitué depuis peu » et qui en fait n'existe pas. La police poursuit une surveillance assidue des activités anarchistes sans grand résultat en 1885 et 1886.

Une seconde trace plus sérieuse de rassemblement anarchiste à Nice apparaît en 1887 avec la constitution d'un groupe évalué à une douzaine d'individus mieux organisé autour d'un chef, Giovanni Talchi, né en 1851 à Florence, venu à Nice en 1881 où il s'établit comme typographe : leur objectif est de faire de la propagande par voie de presse en éditant un journal *Lo Schiavo (L'Esclave)*<sup>10</sup>, présenté comme « socialiste-anarchiste », inspiré des théories de Michel Bakounine popularisées en Italie. Ce journal, rédigé en langue italienne semble être une feuille faite par des Italiens pour des Italiens. Mais sa vie est éphémère, faute de moyens et d'énergie suffisante : le premier numéro est distribué en août 1887 et le dernier en novembre de la même année. Cet échec plonge à nouveau les anarchistes de Nice dans une torpeur durable comme le note Giovanni Talchi une décennie plus tard en revenant sur son action : « Après la disparition du Schiavo, plusieurs camarades partirent de Nice et nous vécurent pendant plusieurs années une vie contemplative »<sup>11</sup>.

La documentation disponible pour l'historien devient brusquement plus importante à partir de 1892 lorsqu'un fichier anarchiste est mis en place à la préfecture. Cette soudaine visibilité correspond à la montée de la peur des attentats anarchistes dans toute la France. A partir de cette date et pour deux ans jusqu'à l'assassinat de Sadi Carnot en 1894 dont l'une des conséquences est une vague d'expulsions massives d'Italiens, les Autorités locales se montrent prêtes à réagir au plus vite en cas d'activisme anarchiste. Si les vellétés locales des Transalpins libertaires sont restées tout aussi faibles, si l'on en croit la presse et certains rapports de police, la ville de Nice semble infestée de terroristes venus de l'autre côté de la frontière, prêts à profiter de la moins inattention pour placer une bombe.

L'anarchisme à Nice reste une tendance ultra-minoritaire toujours limitée à quelques immigrants italiens. Entre 1892 et 1894, il n'existe aucun groupe anarchiste constitué en tant que sur la Côte d'Azur. L'unique tentative au cours de ces deux années n'est signalée qu'en novembre 1893 dans un rapport du Consulat d'Italie : « Les anarchistes italiens cherchent à s'organiser en groupe et augmenter les adhérents par un cercle d'études sociales qui tiendra ses réunions dans les buvettes, à commencer du premier dimanche prochain »<sup>12</sup>. Cette tentative est sans le savoir, vouée à l'échec car trois mois plus tard, en janvier 1894, une première série de mesures d'expulsion décime les éléments anarchistes ou considérés comme tels de la population italienne en France et dans les Alpes-maritimes.

Sans groupement déterminé, sans local pour se réunir, le petit groupe des anarchistes de Nice ressemble davantage à une réunion d'amis repliés sur eux-même par crainte des indicateurs et de la menace permanente des expulsions. Les anarchistes se réunissent au domicile de deux d'entre eux acquis à leur cause. Le premier est Averado Gianneschi dit « bobo », né en 1859 à Pise. Arrivé à Nice en juin 1891, il ouvre une buvette rue de Villefranche qui devient le repaire d'une poignée d'Italiens activistes. En juillet 1894, le commissaire central écrit à son sujet : « Les anarchistes se donnent rendez-vous dans sa

<sup>9</sup> ADAM, rapport rendu au préfet le 13 décembre 1884.

<sup>10</sup> Aucun numéro de cette feuille n'a été conservé hormis le tract de présentation daté du 3 août 1887.

<sup>11</sup> ADAM 4 M, anarchistes, dossiers états divers n°3, socialistes italiens, lettre de Talchi, 1<sup>er</sup> septembre 1899.

<sup>12</sup> ADAM 4 M, anarchistes, dossiers états divers groupes et réunions.

buvette. C'est là qu'ils viennent prendre un mot d'ordre et se rencontrer pour échanger et recevoir les instructions et leur correspondance. Gianneschi donne asile aux compagnons de passage et les cachent. Il faut croire que cette buvette est bien connue d'un certain monde de l'autre côté des Alpes, car c'est là que se rendent tous les malandrins »<sup>13</sup>. Le second est Robert Rolli, né à Bologne en 1850 et venu s'établir à Nice en 1885. Il est épicier, marié père de trois enfants : son magasin devient aussi un lieu de rassemblement. Une mention est faite sur son cas dans un rapport du commissariat général en 1893 : « Rolli est le chef du parti anarchiste à Nice. Il fait l'apologie de Ravachol à chaque occasion »<sup>14</sup>. Les commerces de ces deux Italiens sont bien connus des services de police à tel point qu'un agent de la sûreté publique est affecté en permanence devant la buvette de Gianneschi dès 1892. Un rapport du commissaire central du 7 juillet 1894 rend compte de cette activité : « Dans la soirée du 21 juin, l'agent Trucchi chargé de la surveillance de la buvette Gianneschi a surpris dans cet établissement dix anarchistes qui discouaient en langue italienne »<sup>15</sup>. Auparavant, une seule réunion tenue au domicile de Rolli avait motivé un rapport, le 11 décembre 1893. On y célèbre sous la forme d'applaudissements des attentats commis à Paris et on s'interroge sur l'opportunité d'organiser des actions à Nice. Mais si l'intention existe bel et bien, rien ne permet de dépasser le statut de marginalité et une impuissance chronique.

Le principe anarchiste « la propagande par le fait » est ainsi loin d'être mis en pratique à Nice où aucune destruction ni victime n'est à déplorer au cours de cette période d'activisme anarchiste et malgré une situation plutôt favorable dans la mesure où Nice est alors chargée d'explosif et de dynamite avec es travaux de doublement de la voie ferrée. Que font alors les anarchistes italiens sur la Côte d'Azur ? Ils se limitent à lire, placarder et manifester.

La lecture est la traduction d'une activité de formation inscrite dans la philosophie anarchiste : presse, brochures de propagande, écrits théoriques passent entre les mains des militants lettrés qui en rendent compte aux compagnons analphabètes. Ainsi Baudisson, Italien né en 1864 à San Remo, célibataire, boulanger installé à Nice depuis 1881 est « presque toujours en possession de journaux et de brochures anarchistes qu'ils commentent avec des camarades »<sup>16</sup>. Sur le plan des liens intellectuels, quelques amitiés se nouent avec des Français tel le Roquebilliérois François Guignonis, précurseur autochtone en la matière, né en 1865 et installé à Nice avec sa femme et ses deux enfants, dépositaire de plusieurs publications anarchistes. Ce dernier accueille à son domicile les Italiens les plus actifs pour leur dispenser une formation, servant d'intermédiaire entre la France et l'Italie en vue d'une hypothétique internationale anarchiste qui passerait par Nice.

Les anarchistes développent par ailleurs une activité d'inscriptions sauvages sur les murs des rues de Nice pour exprimer leurs opinions. Le 20 décembre 1892, Primo Antiglio, célibataire, marbrier né à Carrare en 1857 et arrivé à Nice en 1889 est arrêté en flagrant délit, en train d'écrire sur un mur « Vive l'anarchie, vive la révolution sociale, mort au Roi d'Italie », confirmant que dans l'esprit de nombreux Italiens anarchisme rime avec anti-monarchisme. Des graffitis anonymes annoncent parfois des explosions qui ne viendront jamais, telle le 11 janvier 1894 sur les bancs de la jetée-promenade : « Mort aux vaches, la jetée-promenade sautera dimanche ». Le 16 août 1894, une inscription sur une guérite située au pied d'un escalier conduisant au sommet de la promenade du Château prend fait et cause pour Caserio exécuté le jour même : « Vive l'anarchie, à bas les lâches ! Tuons tous les commissaires ! Vive les gratteurs ! A mort Casimir Perier (successeur de Sadi Carnot à la présidence de la République) ! Je suis anarchiste ! J'emmerde la police ! Vive Caserio et sa vengeance ! ». Ces modes d'expression éparpillés et désordonnés témoignent d'une

---

<sup>13</sup> ADAM 4 M 502.

<sup>14</sup> ADAM 4 M 513.

<sup>15</sup> ADAM 4 M 1384, 7 juillet 1894.

<sup>16</sup> ADAM 4 M 492.

organisation défailante, d'une absence d'unité aggravée par une impitoyable surveillance policière : les graffitis inscrits à la dérobée sont un moyen dérisoire de militantisme. Au-delà de l'inscription sauvage, quelques placards dont la spécificité était de reproduire des affiches venus directement de Londres ou de Paris sont apposés sur la Promenade des Anglais et la place Masséna en février 1893, d'autres en mars et en novembre. Le propos, général, porte sur les grandes orientations du mouvement anarchiste en France ou en Europe.

La seule manifestation rassemblant des anarchistes italiens se déroule à l'occasion de l'affichage le 6 juillet 1891 d'un manifeste signé par 12 personnes que la police fiche comme anarchistes. L'instigateur de la réunion est Giovanni Talchi présenté sous un sombre par les rapports de police : « D'un caractère violent, ses opinions sont des plus avancées. Il prêche l'avenir de l'anarchie avec virulence à ses compagnons de travail. Il est l'un des principaux chefs du parti anarchiste et reçoit chez lui des acolytes venus d'Italie qu'il héberge jusqu'à ce qu'ils aient trouvé du travail »<sup>17</sup>.

Les fiches de police sont une source précieuse pour dresser un tableau des milieux anarchistes puisqu'elles renseignent sur plusieurs années sur le sexe, l'âge, la profession et la situation de famille. Ainsi entre 1892 et 1894, 107 militants anarchistes sont fichés dans le département des Alpes-Maritimes. La plupart vivent à Nice (92), les autres à Cannes (6), Carnier (futur Beausoleil) (4), Saint-Martin Vesubie (3), Antibes (1) et Saint-Laurent du Var (1). Parmi ces 107 anarchistes recensés sur trois années, 98 sont Italiens, 8 sont Français et 1 est Suisse. L'anarchisme recrute ainsi dans les milieux transalpins en grande majorité. La surprise vient du fait qu'il ne s'agit pas seulement de jeunes célibataires, mais aussi d'hommes mûrs, pères de famille, bien intégrés à la vie locale. Sur les 98 anarchistes italiens, 50 sont célibataires, 21 sont mariés sans enfants et 27 sont mariés avec enfants. Nombreux sont des travailleurs immigrés aux activités diverses, manœuvre, ouvrier spécialisé, artisan dans le bois, l'alimentation, le bâtiment ou le fer, petit commerçant voire employé, quelques-uns sont sans profession, « vagabonds » ont une activité nomade (musicien ambulant, colporteur, journalier). Aucun n'occupe un poste à responsabilité ou une profession intellectuelle. 45 proviennent de Toscane, 37 de Ligurie-Piémont, 12 d'Emilie et 4 d'autres régions : ce découpage correspond aux foyers de l'anarchisme en Italie<sup>18</sup>.

Ces anarchistes subissent une forte répression dans la période 1892-1894, dans le contexte de développement du terrorisme en France. A l'issue de l'attentat de Ravachol à Paris, la police niçoise procède à une traque des anarchistes : 12 Italiens sont arrêtés entre le 27 avril et le 1<sup>er</sup> mai 1892, plusieurs dizaines d'autres sont soupçonnés et placés sous surveillance serrée. Par exemple, le 1<sup>er</sup> janvier 1894, à 5 heures du matin, dans plusieurs villes du département, la police entreprend des perquisitions chez 28 individus, tous Italiens<sup>19</sup>. Mais aucune arrestation : les personnes contrôlées au Carnier, Cannes, Mouans-Sartoux, Saint-Laurent-du-Var sont irréprochables<sup>20</sup>. Le nombre d'expulsions progresse ainsi de manière spectaculaire au cours de cette période : 10 Italiens expulsés pour anarchisme en 1892 ; 38 en 1893 à la suite d'instructions ministérielles et d'initiatives préfectorales préconisant l'expulsion d'anarchistes étrangers ; 72 en 1894.

Au cours de ces trois années, l'amalgame entre « Italien » et « anarchiste » s'est largement renforcé, signe d'une italophobie de plus en plus partagée au sein de l'opinion azurée. Les mesures anti-anarchistes sont assimilées à des mesures à l'encontre de tous les Italiens. Pourtant l'activité anarchiste à Nice n'a pas connu plus d'intensité au cours de la même période comme le déplorent certains militants : l'un d'entre eux dans une carte postale adressée à des amis de Marseille affirme que les anarchistes à Nice sont « bons à rien » et

---

<sup>17</sup> ADAM 4 M 516.

<sup>18</sup> Cf. Enzo Santarelli, « L'anarchisme en Italie », in *Le Mouvement Social*, n°83, 1973.

<sup>19</sup> ADAM 4 M, anarchistes, dossiers états divers, n°1, expulsion, 1894.

<sup>20</sup> ADAM 4 M 1329, 1894 et rapport du préfet 5 janvier et 12 février 1894.

qu'il n'est pas possible d'organiser quelque chose de sérieux<sup>21</sup> ; dans le même sens, un Italien, Rosso est signalé comme excitant les ouvriers en déclarant « les anarchistes de Nice sont trop travailleurs et trop sérieux pour former un comité d'action »<sup>22</sup>. Giovanni Talchi dans une lettre saisie par la police en 1894, juge tout aussi durement ses compagnons : « plusieurs des nôtres furent expulsés, mais ce furent principalement ceux qu'on voyait toujours dans les buvettes faisant les révolutionnaires le verre à la main »<sup>23</sup>. Manque de moyens, manque d'unité, d'organisation et de motivation, le mouvement anarchiste reste embryonnaire, contemplatif et spécifiquement italien à Nice, ce qui explique ses échecs. A travers cet exemple se pose la question de l'autonomie politique d'un mouvement social piloté par des étrangers sur le territoire français : son faible écho l'enferme dans une marginalité qui devient un carcan.

Ainsi, la plupart des complots signalés par la police sont imaginaires. A l'image de leurs concitoyens, les policiers ont cédé à une véritable psychose de l'acte terroriste, voyant des anarchistes partout, surtout personnifiés par les Italiens. A l'issue de la répression de 1892-1894, les rares militants anarchistes rentrent dans le rang ou quittent Nice : le mouvement entre en léthargie pendant quelques années.

### • Des militants mieux intégrés, un anarchisme apaisé ? (1897-1904)

Après trois années de silence total, l'activité anarchiste reprend de manière larvée au sein de la colonie italienne en 1897. L'efficacité de la répression policière a porté ses fruits : aucune réunion, aucune manifestation ni altercation signalée.

Les anarchistes s'en tiennent à des activités de formation, de lecture, de discussion entre compagnons. En 1898, la seule découverte de matériel lors d'une perquisition chez un militant italien se limite à des livres : Henri Tricot *Confessions d'un anarchiste*<sup>24</sup> en français, Errico Malatesta, *Entre paysans*<sup>25</sup>, en italien. Mibitz Cristofori, né à Arrone (Ombrie) en 1867, célibataire, est signalé comme « s'occupant beaucoup de propagande anarchiste par la distribution de brochures qu'il se fait adresser d'Italie et de Londres »<sup>26</sup>. Une enquête du *Phare du Littoral* effectuée dans les milieux anarchistes niçois en 1897, confirme cet engouement pour la lecture et la méditation philosophique<sup>27</sup>. Mélange de militantisme et de vagabondage, le colportage est une autre activité répandue chez les anarchistes italiens : elle s'adapte bien à la situation précaire de beaucoup d'entre eux comme Olympe Ballerini, installé à Nice en 1897 à l'âge de 45 ans pour fuir les condamnations des tribunaux italiens en raison d'un passé politique chargé. Dès son arrivée sur la Côte d'Azur, il vend des journaux anarchistes et socialistes italiens. Accusé par la police de faire une intensive propagande anarchiste dans les milieux italiens, il est reconduit à la frontière suisse en août 1900<sup>28</sup>.

A partir de 1900, l'agitation dans les milieux italiens reprend grâce à des hommes nouveaux et dans le but de sortir de l'isolement, un rapprochement s'opère avec la Fédération Socialiste Révolutionnaire Italienne (FSRI) qui n'est pourtant ni révolutionnaire (malgré sa dénomination), ni terroriste. Des actions communes sont immédiatement envisagées, provoquant un amalgame entre socialistes et anarchistes dans la police et l'opinion, souvent incapable de distinguer l'appartenance politique des individus tant leur militantisme est confus, entre l'une et l'autre des organisations politiques révolutionnaires. L'alliance avec la FSRI bien structurée à Nice, offre aux anarchistes un cadre d'action pour « sortir du ghetto » :

<sup>21</sup> ADAM 4 M 493, notice de renseignement fournie par le Consulat d'Italie en janvier 1893.

<sup>22</sup> ADAM 4 M, anarchistes, dossiers états divers, n°3, socialistes.

<sup>23</sup> ADAM 4 M, anarchistes, dossiers états divers, n°3, socialistes.

<sup>24</sup> Henri Tricot, *Confessions d'un anarchiste*, Lyon, Edition Bichel, 1898.

<sup>25</sup> Errico Malatesta (1853-1932), *Entre paysans*, Paris, La Révolte, 1885.

<sup>26</sup> ADAM 4 M 497.

<sup>27</sup> *Le Phare du Littoral*, 16 septembre 1897.

<sup>28</sup> ADAM 4 M 491.

plus de moyens matériels, une meilleure organisation, une vie quotidienne plus simple. Les anarchistes participent même aux fêtes organisées par la FSRI : le 21 juillet 1900, une fête organisée par les socialistes italiens de Vallauris, accueille 30 compatriotes anarchistes venus de Nice ; quelques mois plus tard, le 11 octobre, un banquet commun d'anarchistes et socialistes italiens se tient au quartier Fabron à Nice ; le 13 mars 1901 pour commémorer le trentenaire de la Commune de Paris, les socialistes italiens invitent les anarchistes à un « punch conférence » à Nice ; enfin au restaurant Cuggia au quartier Saint-Sylvestre de Nice, le 1<sup>er</sup> mai 1901, répondant à l'invitation du FSRI, les anarchistes manifestent leur présence en criant à plusieurs reprises, toujours préoccupés et tournés vers la vie politique italienne : « *Mort au roi ! Vive l'anarchie !* ».

Lorsque la police arrête un Socialiste, celui-ci commence par se défendre d'être anarchiste, averti de l'aversion des policiers pour ces militants considérés comme des terroristes et plus rapidement expulsés. Mais cette alliance n'est pas sans tensions : entre socialistes et anarchistes, il n'y a pas d'alliance réelle, une entraide tout au plus, car dans la durée, les différences de sensibilité resurgissent entre des socialistes légalistes, assimilés à une certaine tradition française et plutôt bien perçus par la police et l'opinion et les anarchistes révolutionnaires considérés comme des terroristes à expulser sans ménagement. Et même si la réalité n'est pas aussi claire, après quelques années, querelles, mésentente, scissions empêchent d'envisager une unification durable des tendances de gauche au sein de l'immigration italienne. En novembre 1903, une réunion d'un groupe d'une quinzaine de personnes composé de socialistes et d'anarchistes italiens se tient au boulevard de l'impératrice de Russie : un désaccord intervient au sujet sensible de l'action à mener en Italie pour renverser le Roi. Parfois l'opposition interne tourne à l'affrontement physique comme le 1<sup>er</sup> mai 1904 lorsque à l'occasion d'une fête au quartier Saint-Sylvestre, anarchistes et socialistes en viennent aux mains à l'issue d'une altercation sur des sujets liés à la politique intérieure de l'Italie.

A l'occasion de la campagne électorale en vue des élections législatives en Italie, les groupes anarchistes de Nice manifestent une certaine vitalité, à l'image du groupe « Germinal » signalé à partir de 1904. Les militants se retrouvent désormais au café de Turin (ex-café de Rome), place Garibaldi, lieu bien plus visible que la clandestinité de la rue, du magasin ou du domicile. C'est dans ce café qu'une réunion importante, le 30 octobre 1904, est ponctuée par la rédaction d'un manifeste imprimé et unanimement approuvé. Aussitôt, les militants quittent le café de Turin en direction du théâtre Rizzo pour distribuer leur tract à la sortie du spectacle<sup>29</sup>.

Deux hommes venus d'Italie sont les plus en vue : non seulement ils sont considérés comme des « meneurs » par la police, mais ils organisent également à leur domicile des réunions de travail. César Basso, né en 1878 à Gênes, est marié et père de deux enfants. Arrivé à Nice en 1899, il se fait d'abord embaucher comme garçon d'hôtel avant de parvenir à ouvrir une buvette, rue de Villefranche, qui devient très vite selon la police, « Le lieu de réunion des anarchistes italiens ». Toutefois, le bon comportement de César Basso, père de famille sans histoires, lui vaut d'être radié de la liste des anarchistes par la police<sup>30</sup>. Philippe Mancini, né en avril 1867, Marié, cinq enfants est arrivé de Rome en juin 1898 pour y exercer la profession du peintre en bâtiments. La police se méfie de lui, influencée par plusieurs rumeurs le concernant : il est considéré comme un « militant dangereux » capable de fomenter des complots en se procurant des armes venus de réseaux transalpins. A l'inverse de son compagnon, la police le surveille de près.

A partir de 1903-1904, grâce à la fréquentation du FSRI, les anarchistes italiens parviennent à surmonter la difficulté qui les minait jusqu'alors : la structuration en entité

---

<sup>29</sup> Rapport du Commissaire spécial de Nice, 6 novembre 1904.

<sup>30</sup> ADAM 4 M 492.



collective. Cette évolution, signe de maturité, s'accompagne d'une meilleure intégration à la vie niçoise, mais aussi une ouverture en direction des Italiens des autres villes du département de Menton à Cannes. Les progrès dans l'implantation des anarchistes s'accompagnent de tout un réseau d'indicateurs transalpins qui jouent le « double jeu », se rapprochant des anarchistes pour mieux informer la police.

Les contacts avec les Niçois se développent aussi : compagnonnages avec des intellectuels, rapprochement des syndicats. Le cas de la grève générale de septembre-octobre 1903 est significatif dans la mesure où de nombreux anarchistes italiens y participent derrière Ventri, De Angelis, Motta et Agostinucci, suivant les préceptes de l'anarcho-syndicalisme dont l'idéologie se diffuse lors de la dernière décennie du XIXe siècle. Une stratégie concertée permet aux anarchistes de préparer et organiser l'action et la propagande que des Français exécuteront pour éviter les expulsions. Cet embryon de connivence entre Français et immigré traduit sans doute un changement du statut de l'Italien, moins précaire, plus proche de la classe ouvrière niçoise.

Pourtant, seuls les Italiens continuent à représenter l'anarchisme sur la Côte d'Azur : à cette période, on évalue le nombre d'anarchistes actifs à 60 parmi lesquels se trouve un noyau dur de 15 bien connus de la police et plusieurs dizaines voire une centaine de sympathisants<sup>31</sup>. Mais la vie du militant a changé : le combat d'homme à homme des années 1884-1894 a laissé place une décennie plus tard à un combat « classe contre classe » au sein duquel l'immigration italienne trouve toute sa place en gagnant une certaine respectabilité. Dès lors les plaintes des patrons diminuent, l'italophobie s'estompe pour quelques temps. La police se libère de ses fantasmes et ralentit nettement le rythme des expulsions. Curieusement cette mutation provoque la disparition quasi-totale de velléités anarchistes au sein de la colonie italienne : beaucoup rejoignent les rangs socialistes. La police n'attache plus guère d'importance à cette forme de terrorisme désormais maîtrisée à l'échelle nationale.

L'anarchisme reste donc un phénomène urbain niçois quasi-uniquement italien limité dans le temps à deux décennies, entre 1884 et 1904, période durant laquelle à une autre échelle, les idées anarchistes connaissent un indéniable succès. L'étude de ce militantisme groupusculaire pose le problème de la marginalité des immigrés dans le tissu niçois à la fin du XIXe siècle dans ses expressions politiques. Toute action est efficacement entravée par la police qui, gagnée par la psychose des attentats, déploie un imposant dispositif de surveillance. Mais l'Italien terroriste omniprésent dans les esprits reste introuvable à Nice : la réalité de la population italienne est plutôt celle d'une immigration pauvre, dominée socialement et culturellement.

La tentative de faire de Nice une plate-forme d'agitation au sujet de la vie politique italienne a échoué dans la mesure où les masses italiennes des Alpes-maritimes, sous stricte surveillance n'ont pas été disposées à adhérer à un radicalisme revendicatif. L'anarchisme n'est qu'un avatar de la misère italienne, sans influence sur la vie politique locale, mais stimulant l'imaginaire xénophobe d'une partie de l'opinion azurélienne.

---

<sup>31</sup> Ulysse Martinez, *op.cit.*

**UN IMPERIALISME SANS BASE  
ECONOMIQUE : LE CAS DE  
L'ITALIE (1869-1939)**

**Romain H. RAINERO**

Les historiens italiens se sont, depuis toujours, posé la question sur l'origine et la réelle nature de l'impérialisme de l'Italie, un pays sans surplus financiers, sans exubérance de production de produits manufacturés et surtout loin d'avoir résolu sur son propre territoire les problèmes de ses zones arriérées, le Mezzogiorno. Les réponses ont été confuses et contradictoires, souvent, trop souvent, les causes profondes de cet impérialisme ont été vues comme une nécessité absolue pour un Etat jeune et vigoureux de s'affirmer dans le monde sans devoir pour cela tenir compte des autres conditions dont jouissaient les autres impérialismes. Toutes les difficultés pour accepter cet impérialisme ont été gommées pour mettre en valeur la grandeur d'une Italie moderne, nationaliste et ensuite fasciste, qui n'avait rien à se reprocher quant à la continuité de l'Imperium classique de Rome. La continuité idéale entre le passé et le présent était vue comme condition nécessaire pour construire un avenir de « grande Nation ». En ligne générale, il est utile de souligner que le débat sur l'impérialisme et sur ses motivations n'a presque pas eut lieu pour des motifs liés au cloisonnement qui a dominé la vie intellectuelle italienne à cet égard. Les deux grandes références de toutes les polémiques européennes sur l'impérialisme ont fait totalement défaut à l'Italie savante. Le texte fondamental à ce sujet, le livre de John A. Hobson, *Imperialism. A Study*, publié à Londres en 1902, qui eut rapidement de nombreuses traductions étrangères, n'a été publié en Italie que 72 ans plus tard, en 1974<sup>1</sup> et donc il n'a guère contribué à offrir des éléments nouveaux ou de réflexion à la critique historique italienne qui n'en connaissait absolument pas l'existence. Quant à l'autre texte d'importance fondamentale pour le débat sur l'impérialisme, l'ouvrage de Lénine, *Impérialisme, phase suprême du capitalisme*, que son auteur publia en 1917, il fallut attendre en Italie, 53 ans pour en avoir le texte complet<sup>2</sup>. Pour ces motifs et aussi pour des raisons d'idéologies de l'Etat fasciste italien, les hommes de culture italiens se sont trouvés coupés de la grande polémique sur l'impérialisme qui dominait la scène en Europe, surtout dans les années de l'entre deux guerres. La fermeture systématique à la diffusion de livres « dangereux » décidée par le régime fasciste accentua une situation de « retard » qui déjà existait en Italie laissant la culture italienne isolée et presque en vase clos.

Dans l'après-guerre, certains historiens italiens, qui avaient finalement connu cette polémique, ont renversé les visions précédentes et ont souligné la validité d'une analyse « marxiste » du cas italien tout en mettant en évidence que les avantages économiques que ce même impérialisme avait procurés n'étaient pas allés à l'Etat italien en tant que tel, mais à certains groupes industriels italiens, tels les armateurs, les fabricants d'armes et les manufacturiers (FIAT, Pirelli, Montecatini, etc.) ou à d'autres classes sociales, tels les fonctionnaires de haut rang et les militaires, donc un retour d'avantages liés à des groupes modestes, voire à quelques unités d'individus. Mais après ces tardives prises de positions, il est temps désormais de mettre un peu d'ordre dans les analyses de cet impérialisme italien qui se présente sous des aspects assez différents des autres impérialismes. En ligne générale, il est aisé de constater que, loin d'avoir été l'impérialisme italien le produit d'une expansion économique en métropole, toutes les initiatives coloniales italiennes se sont effectuées sans la présence d'un élément jugé essentiel pour les provoquer, voire le bien-être financier et économique de la Nation. Les trois conditions considérées nécessaires et préalables à toute manifestation d'impérialisme manquèrent à l'Italie. La saturation du marché financier, l'absence d'occasions favorables à un investissement dans sa propre patrie et enfin la nécessité de s'accaparer des sources de matières premières pour le développement industriel n'apparaissent point dans le cas italien. Presque toujours, dans ce cas, il faut faire appel à d'autres motifs ; et ceux-ci vont des vagues aspirations à la participation à un commerce lucratif dans le monde colonial, à l'espoir de trouver, en Afrique, la solution aux multiples pro-

<sup>1</sup> J.A. Hobson, *L'imperialismo*, Milan, ISEDI, 1974.

<sup>2</sup> Lenin, *L'imperialismo fase suprema del capitalismo*, Roma, Editori Riuniti, 1970.

blèmes nationaux : l'explosion démographique, et donc la surpopulation, et l'absence d'un sérieux avenir économique en métropole. Il est clair désormais que ces éléments, qui, de toute évidence, sont à évoquer quant aux décisions coloniales du gouvernement de Rome, n'en furent que des motifs accessoires ou des prétextes ; le vrai motif de cet impérialisme souvent tapageur fut la recherche d'un prestige à usage intérieur que cette politique provoquait auprès d'une opinion publique entretenue à l'écart de la polémique mondiale à cet égard sur le plan des informations et donc dominée par une obsession, celle de construire une jeune Italie avec une ambition nationale à la hauteur des souvenirs de l'antique Empire romain. Et ceci malgré le fait que dans l'histoire générale de la pénétration coloniale européenne en Afrique, la part de l'Italie apparaît modeste et tardive. Le fait que ces aspirations impérialistes se soient conjuguées, à l'évidence, avec des intérêts de certaines activités économiques de quelques industriels, nous apparaît un accessoire, utile pour ses bénéficiaires, mais absolument sans conséquences et sans retours financiers pour l'Etat italien.

Il faut, en outre, souligner que cette présence coloniale et cet impérialisme ne concernent que quatre régions coloniales qui se trouvent toutes en dehors de l'Afrique noire qui a été le cœur de toutes les expansions des autres Etats européens. Mais l'intérêt de cette analyse reste quant aux dimensions européennes de l'histoire de l'expansion impérialiste. Il convient de faire à cet égard quelques observations sur cet impérialisme dans une Afrique non noire, observations qui peuvent avoir quelque intérêt pour l'analyse du rapport entre l'impérialisme et ses bases économiques quant au problème de ses conditions générales. Les secteurs géographiques dans lesquels l'impérialisme italien se manifeste sont en Afrique orientale, dans la Baie d'Assab où l'Italie arrive en 1869, et qui sera le point de départ de la colonie de l'Erythrée (proclamée en 1891) ; ensuite il y aura la région du Bénadir, qui deviendra plus tard la Somalie italienne, et enfin l'Ethiopie où la domination italienne arrivera très tard, en 1935, et qui sera très brève (4 ans à peine), auprès d'un élément indigène qui est amharique avec quelques traces arabes et noires. Un dernier secteur de l'impérialisme italien sera en Afrique du Nord, en Libye, dont la population indigène, arabe et berbère, sera dominée par l'Italie à partir de 1911. Trois vagues de colonisation qui toutes n'auront aucune base économique : l'impératif est une image de prestige et dans aucun cas il n'y aura une réalité financière, ni dans la conquête du territoire, ni dans son exploitation, ni dans le dessein général d'une émigration « utile », ni dans celui d'une utilité quelconque de ces territoires dont la conquête et la « pacification » seront longues et coûteront très cher aux budgets italiens et qui ne rendront strictement rien.

Tous ces caractères donneront à l'expansion italienne dans le monde colonial un aspect exceptionnel et spécifique, une expansion qui ne ressemblera à aucun autre impérialisme, tant il sera d'apparat, coûteux et inutile. Un important historien italien, Ernesto Ragionieri, a bien défini ce caractère en affirmant : « Impérialisme faible signifie en réalité presque toujours impérialisme ridicule, mais non pour cela, impérialisme faible signifie impérialisme moins dangereux... »<sup>3</sup>.

La concentration accélérée de capitaux, les cartels improvisés et tous les phénomènes avec lesquels la volonté de puissance de l'Etat italien intervient dans les procédés économiques dans l'espoir de les rendre correspondants et harmoniques aux exigences et aux buts d'une politique d'expansion et d'agression ont provoqué dans la structure de la société italienne des crises profondes dans son précaire équilibre, des ruptures et des drames dont notre vie nationale porte encore les traces négatives. La situation historique de l'Italie sera à l'origine de l'aspect tardif de sa politique coloniale et même si la première décision d'occupation coloniale remonte à l'inauguration du Canal de Suez, les réalités d'une Italie

---

<sup>3</sup> E. Ragionieri, *L'unità d'Italia*, Firenze, Giuntina 1962, p. 28.

unie mais en proie à des problèmes presque insolubles de sa vie économique et sociale seront à la base même de l'aspect épisodique de toute son activité coloniale.

Le grand problème auquel l'Italie doit faire face dès sa constitution unitaire qui n'est pas la proclamation de 1861, mais la conquête de sa capitale historique, Rome, le 20 septembre 1870, réside dans les bases économiques, politiques et sociales du nouvel Etat, bases qui sont toutes fragiles et incohérentes. Sur le plan politique c'est la structure censitaire et autoritaire d'un Etat qui possède un Parlement qui, pour le Sénat, est de nomination royale et qui, pour la Chambre, est le fruit de lois électorales censitaires qui donnent à 605.044 Italiens seulement le droit de vote sur une population de 26.801.154 habitants. Et même parmi ces Italiens nantis, ayant droit au vote, un certain refus régnera : 369.627 électeurs seulement prendront part aux votations (1879). Ceci vaut mieux que toute analyse sur les « coteries » qui dominent les décisions du gouvernement et qui lui donne donc une signification spécifique, loin d'être populaire. Les discussions politiques, les idéologies énoncées et les décisions seront le résultat de cette situation qui favorise évidemment les nantis et oublie les masses pauvres et sans travail auxquelles on peut présenter, et faire subir, sans contredit, les décisions prises comme les meilleures pour leur futur. En présence de cette situation, il est évident que toutes les décisions de la politique impérialiste sont seulement le fruit « de quelques armateurs, de quelques fonctionnaires des Affaires Etrangères à Rome et de quelques consuls à l'étranger qui énoncent l'idéal de l'expansion »<sup>4</sup>. Vouloir évoquer pour la politique impérialiste une opinion publique est une référence sans sens car celle-ci se situe dans les maigres secteurs des électeurs, des décideurs et des éligibles et non dans le pays.

Sur le plan social, c'est la misère de la plus grande partie de la population qui donne le caractère général d'une Italie qui ne peut certainement pas se permettre de se compter parmi les « grandes Nations ». La fameuse affirmation d'une Italie qui se veut « la plus petite des Grandes Nations et la plus grande des Petites Nations » n'a aucun sens réel mais s'apparente aux ambitions et à la propagande des gouvernements. Le problème de la survie d'une population en expansion démographique continue devint le grand problème, non pas des gouvernements qui paraissaient ne pas tenir compte des tristes considérations de l'Enquête Agricole du sénateur Stefano Jacini, mais du peuple et du bas-peuple des régions méridionales (Sicile et Calabre) comme des régions préalpines du Nord (Piémont, Lombardie, Frioul, Vénétie). Sans avenir et sans moyens de subsistance suffisants, la population se donna à la fuite, voire à l'émigration sauvage, à la recherche de tous les moyens pour survivre. Le phénomène de l'émigration italienne devait entretenir auprès de certains hommes politiques l'illusion d'un impérialisme nécessaire et de la conquête coloniale, considérés comme les moyens les plus efficaces pour faire face à cet exode biblique. Sur le plan populaire aucune évocation de ce genre : la fuite vers l'étranger était l'unique orientation réelle. Et l'on parlait sans tenir compte des bavardages sans fin des hommes au pouvoir qui ne prirent aucune décision sur l'émigration. La Droite historique ne connaissait pas le problème ; en arrivant au pouvoir, en 1876, la Gauche historique ne résolut pas le problème et le transforma en simple problème de police. Dans les débats politiques de la fin du XIXe siècle on peut noter que certains souhaitaient le départ d'individus en délicatesse avec les lois, d'autres débattaient stérilement afin de savoir si l'émigration devait être combattue en tant que perte de bras pour le pays ou s'il convenait de l'encourager en tant que vecteur d'une richesse future.

Et à partir de ce débat on évoquait une alternative coloniale comme exutoire de cette plaie nationale. L'option impérialiste paraissait à certains observateurs, tel le sénateur Leopoldo Franchetti, la seule solution à cultiver. La problématique de l'émigration allait de pair avec celle impérialiste : bien sûr pour éviter les pertes humaines que l'émigration provoquait dans le corps de la nation, il fallait avoir des colonies qui auraient permis de conserver sous le

---

<sup>4</sup> J.L. Miège, *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*, Paris, SEDES, 1968, p. 26.

drapeau italien les travailleurs et donc les soldats qui déferlaient vers les pays étrangers. Le problème social paraissait ainsi devoir s'associer au problème colonial dans une version « nationale ». Une vraie aubaine pour certains, car les dimensions de cette émigration qui grandissaient au galop conseillaient, et même « imposaient » les audaces coloniales. Pour avoir des références sûres de cette émigration quelques chiffres suffiront<sup>5</sup>. Durant la période 1876-1915 les émigrants italiens de par le monde furent 14.027.100. En grande partie leurs destinations furent l'Europe (44,0%) et les Amériques, du Nord (30,5 %) et du Sud (23,5 %). Quelques poussières ailleurs. Quant au sort démographique des maigres colonies italiennes, argument-clef de la propagande pro-impérialisme, les données que nous possédons sont extrêmement significatives.

En effet, malgré ces dimensions émigrations, les initiatives coloniales italiennes qui, dans une première période, paraissaient plutôt timides et même inutiles quant aux fins émigratoires, le furent même dans les autres périodes. A Assab et à Massawa, que l'on avait somptueusement baptisés « Possessions et protectorats italiens sur la Mer Rouge », le climat tropical et l'absence de tout avenir commercial n'avaient pas favorisé l'émigration : en 1882, après 13 ans de la première occupation, on pouvait compter sur une population totale de 177 habitants, une présence italienne de 7 individus seulement (5 hommes et 2 femmes), ce qui ne répondait certes pas aux espoirs de colonisation rapide et nombreuse. Notons que durant la même année, 1882, la vague migratoire touchait quelques centaines de milliers d'Italiens. Naturellement ce manque d'utilité sociale de la colonie renforça l'opposition anticolonialiste, mais les propos du gouvernement quant au « prestige » coloniale ne changèrent guère.

Sur plan territorial, les volontés italiennes tentèrent de s'élargir vers les hauts plateaux abyssins qui étaient fertiles et dotés d'un climat favorable. Mais là, les obstacles politiques et militaires se heurtèrent aux ambitions de Rome. Evidemment le choc que fut la défaite de Adoua (1896) compliqua le problème migratoire sur les horizons coloniaux : l'exode s'orienta ailleurs. Mais les illusions survécurent et ce fut encore sur l'équation « émigration colonialisme-impérialisme » que les gouvernements successifs concentrèrent leurs attentions. Le ministre des Affaires Etrangères, Antonino di San Giuliano, se trouvait parmi ceux qui cultivaient encore des illusions coloniales-migratoires, rappelant qu'il était urgent de trouver une solution : « Cette nécessité, douloureuse et humiliante (de l'émigration) impose d'envisager rapidement, avec sérieux et une conscience claire des buts, l'ensemble du problème colonial et cette urgence est d'autant plus aigue chez nous qu'elle est à la mesure de l'importance qui est en train de revêtir dans la vie de notre pays l'émigration vers l'Amérique »<sup>6</sup>.

S'étant longtemps bercé, selon l'air du temps, de calculs béats et fantaisistes sur le « pactole » qu'apportait l'émigration à l'économie interne et sur la « soupe de sécurité » qu'elle représentait face aux problèmes sociaux et démographiques, San Giuliano voyait dans ce jugement superficiel, limité au plus évident, un grand danger pour l'Italie : « Quels sont les effets de cette fuite pour l'Italie ? – écrivait-il –, l'un est maléfique parce que bénéfique : en atténuant l'appauvrissement des classes laborieuses et les périls de désordres et de difficultés internes, il anesthésie l'opinion et fait reculer la nécessité de prendre à bras le corps le problème de l'émigration comme celui de la colonisation. Qu'importe à nos politiciens si tous ces travailleurs robustes, aptes à constituer un puissant moteur pour faire une Italie magnifique et plus grande sont perdus hors d'Italie ; qu'importe cela à nos politiciens, si cette soupe de sécurité les dispense des surenchères et des difficultés du moment tant qu'elle continue à remplir son rôle ? »

Pour lui le problème était d'une grande évidence et il importait d'y apporter des remèdes avant que d'autres y pensent, avec leurs « codifications imperméables à tous balbutie-

---

<sup>5</sup> Sur l'émigration italienne voir surtout E. Sori, *Storia dell'emigrazione italiana*, Bari, Laterza, 1971.

<sup>6</sup> R.H. Rainero, *L'anticolonialismo italiano da Assab ad Adua*, Milan, Comunità, 1971, p. 43.

ment, à tout appel, du sentiment national ». La raison de cette colonisation était, pour lui, inéluctable ; aucun des arguments avancés par ses adversaires ne pourrait suffire à l'arrêter : « La nécessité de possessions coloniales s'impose, même aux plus réticents ». Mais, la colonisation intérieure (les revendications de l'opposition et particulièrement des socialistes, se retrouvaient sur cette idée) devait précéder la colonisation extérieure. Il poursuivait en ajoutant : « Mais, cela ne peut suffire : on peut en reculer l'accomplissement mais pas la nécessité [...]. La raison en est bien évidente : l'Italie a une densité de population bien supérieure à celle que lui autorise sa richesse ; c'est pour cela qu'elle est poussée vers l'émigration, à chercher ailleurs ce qui lui manque chez elle ».

Pour l'Italie, l'émigration a été un exode, en grande partie inutile, de travail et de capital humain, dans la mesure où un grand nombre de ces émigrés se trouvaient absorbés par d'autre civilisation ou, tout au moins, dépouillés de leur nationalité au point de perdre tout rapport avec la mère patrie. Face à la réalité de ce fait, que les anticolonialistes ne prenaient pas en compte, San Giuliano opposait ce que la colonisation de pays, comme l'Afrique, pouvait apporter de plus riche, de plus adapté au développement à ce moment là.

« Notre politique coloniale doit être démocratique ou ne doit pas être : pour mieux dire elle doit procurer à nos émigrants de la terre et du travail tout en leur conservant une patrie [...] La politique coloniale ne doit pas être faite pour enrichir majoritairement quelques capitalistes, mais avec le souci de l'intérêt immédiat des prolétaires italiens, lequel se traduira à la longue en un intérêt général pour la Nation entière ».

Voilà, en résumé, sa pensée à propos du colonialisme, que ce soit contre les colonialistes à outrance, emplis d'impérialisme militariste ou contre tous ces partis qui militaient dans l'opposition, se gargarisant d'humanisme et de pacifisme. Bien sur, l'expérience négative de l'Érythrée et bien d'autres paraissaient peser dans le jugement, mais pas au point d'abandonner l'idée de colonisation démographique vouée à résoudre pour l'Italie, et seulement pour elle, le lancinant problème de l'émigration. La politique coloniale n'avait pas eu les résultats escomptés du fait de notre impréparation, mais elle se trouvait être adaptée à nos nécessités fondamentales et vitales.

« Je suis convaincu qu'une politique d'émigration ne peut qu'aller de pair avec la politique extérieure à laquelle elle est étroitement liée ; si elle est ralentie, elle nuit aux travailleurs car elle fait augmenter l'offre de bras et de travail et contribue à faire baisser les salaires ; si on libéralise l'accès aux pays de langue et de nationalité différentes et de culture avancée, il reste, en grande partie, pour l'Italie, après un temps plus ou moins long, une force politiquement et économiquement perdue : une force énorme, décisive, pour l'avenir de notre race, de notre langue, de notre position dans le monde [...] D'où la nécessité d'avoir des possessions où nos émigrants pourraient conserver leur nationalité et leur langue, et même absorber d'autres éléments, au lieu d'être absorbés[...] ».

Dans ce sens, cette théorie s'accordait avec les idées naissantes du nationalisme italien et de son plus chaud partisan, Enrico Corradini, qui, anticipant les idées et les prises de position du régime fasciste, n'hésitait pas à affirmer : « Quand les choses sont ainsi il est nécessaire de conquérir des colonies, d'émigrer ou de devenir malthusiens. Mais, devenir malthusien est vil, émigrer est servile et seule la conquête de colonies par le travail est digne d'un peuple libre et noble ».

J'ai tenu à faire cette rapide incursion dans le domaine politique et parlementaire afin de bien montrer à quel point les hommes de pouvoir étaient éloignés des réalités de l'émigration et comment chacune de leur pensée se trouvait dominée par la « grande politique », alors que, pour les émigrés, le problème était bien plus terre à terre, bien plus direct et immédiat car lié au problème de la subsistance et du travail<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> R.H. Rainero, *Les Piémontais en Provence : aspects d'une émigration oubliée*, Nice, Serre, 2001, p. 60.

Il est intéressant de souligner un aspect oublié de cette période : même si la question coloniale était agitée, les aspects financiers d'un certain bien-être industriel ne se manifestèrent point. L'Italie restait un Etat arriéré quant aux finances et aux industries, avec une situation où l'argent ne circulait guère, où les financements rapportaient gros sans les aléas des initiatives coloniales et, enfin, où les manufactures italiennes réussissaient à couvrir seulement en modestes parties les nécessités du marché national. Et toutes ces conditions réunies opposent un démenti formel et historique aux thèses d'origine marxiste sur le fait impérialiste et sur son « inévitable » naissance. L'Italie connaîtra un impérialisme tout à fait particulier, un impérialisme des pauvres, des gueux comme l'a défini Giuseppe Maione un *imperialismo straccione*<sup>8</sup>.

Et dans ce cadre, il en reste à examiner certains aspects spécifiques, avant de tirer quelques conclusions à ce sujet. Avant tout, en parlant des finances à la base de la politique impérialiste, il faut rappeler le cas de la « colonie du Bénadir ». Ce fut un cas exceptionnel dans lequel, loin d'être le produit d'une activité financière, la colonie fut un prétexte pour certains affairistes pour s'enrichir grâce aux deniers de l'Etat italien, sans pour autant s'engager dans une politique d'investissement colonial. Le Bénadir, soit l'actuelle Somalie ex-italienne, était l'objet des activités coloniales de l'Italie officielle, mais à cet égard et pour la première fois dans l'histoire des initiatives coloniales italiennes, l'Etat accepta de nouer, à propos de la Somalie, un dialogue de genre classique de Compagnie à charte à partir d'une coalition d'hommes d'affaires et de banques de Milan qui fondèrent en 1893, une entreprise spécifique, la *Società anonima commerciale italiana del Benadir*.

Examinons d'abord la consistance, la nature des associés et leurs buts. Il faut dire en premier lieu que l'affaire est bien entre les mains d'hommes « nouveaux » de l'industrielle ville de Milan. Sur le plan historiographique, les aspects « privés » de « l'affaire du Benadir » n'ont guère intéressé les historiens italiens, si l'on ne veut pas citer les historiens colonialistes qui exaltèrent, à la suite de Botarelli, « le sens élevé d'amour de la patrie » du groupe milanais « qui jeta dans la société [du Benadir] les capitaux que l'Etat tardait à fournir »<sup>9</sup>. Seules les études de Milanini Kemeny et de Grassi ont éclairé ces fausses interprétations qui, d'ailleurs, se sont heurtées à de sérieuses oppositions. En effet, les premières déclarations négatives sur la bonté et la « générosité » des hommes de la « Società » remontent à un fameux républicain italien, Arcangelo Ghisleri, qui dénonça dès son apparition cette expression du pire colonialisme<sup>10</sup>. Mais voyons les personnages de l'affaire. C'est un industriel du coton, Giorgio Mylius, qui se charge dès le début de 1895, d'aller explorer les possibilités d'utilisation, par l'industrie textile italienne, de la production et du marché somalien. L'industrie italienne du textile jouissait dans les dernières années du siècle d'une santé et d'une vigueur exceptionnelles. Localisée presque tout entière dans le nord de l'Italie, sa concentration facilitait beaucoup les contacts entre les industriels. Les audaces de ceux-ci étaient confortées par un bien-être financier qui leur permettait la recherche de nouvelles activités mais surtout de nouveaux et plus rentables investissements. La Somalie parut la terre la plus apte à cette entreprise ; officiellement, on déclara que l'intérêt des hommes de la société était de nature patriotique et que celui-ci se conjuguaient assez bien avec le fait que le marché somali présentait des débouchés surs : la structure du commerce extérieur du pays somali était caractérisée par l'importation, au premier rang, de tissus de coton à partir de l'aire indienne, d'autre part, il y existait une certaine activité de production qui pouvait être encouragée et

<sup>8</sup> G. Maione, *L'imperialismo straccione*, Bologne, Il Mulino, 1979.

<sup>9</sup> A. Botarelli, *Compendio di storia coloniale italiana*, Rome, Chambre des députés, 1914, p 160.

<sup>10</sup> A. Milanini Kemeny, *La Società d'esplorazione Commerciale in Africa e la politica coloniale 1879-1914*, Florence, Nuova Italia, 1973 ; F. Grassi, *Le origini dell'imperialismo italiano*, Lecce, Milella, s.d. ; R.H. Rainero, *La politica coloniale nelle riviste di A. Ghisleri*, in *I periodici ghisleriani*, Bergamo, I.I.A.G., 1979, pp. 142 et suiv.



modernisée, et c'était là un champ d'activité que les initiatives industrielles du groupe lié à G. Mylius semblait vouloir privilégier pour le futur de la colonisation italienne.

Dès lors la valeur nationale d'une présence accrue de l'Italie dans cette région prit l'allure d'une mission que l'Etat devait encourager de son haut patronage et, surtout, avec ses finances. Les rencontres qui se multiplièrent à Milan dès le retour d'une mission milanaise, soulignent d'un côté la disponibilité de certains industriels à se lancer dans une initiative en Somalie, mais d'un autre côté, leur désir de ne pas vouloir le faire sans l'appui concret du gouvernement italien, appui que le président du Conseil, d'alors, Francesco Crispi, se déclara bien décidé à donner. Dès lors la société fut fondée ; sa composition financière compte, elle naît au moment de sa formation, le 21 novembre 1895, 34 industriels de grande importance, une banque, la Banca Commerciale Italiana, et une société financière, la Società di esplorazione in Africa. Il convient de rappeler quelques noms. En sus de Mylius, on y rencontre des industriels de grande renommée tels Benigno Crespi qui, outre à des industries de coton, est le propriétaire du très important quotidien de Milan le *Corriere della Sera*, Erba et Pirelli, industriels de la chimie et du caoutchouc, deux explorateurs, Pippo Vigoni et Manfredo Camperio, etc. Quant à la Banque Commerciale Italienne, sa participation est d'un grand intérêt car elle apparaît à l'origine même de cette initiative qui se réalise sous la direction de ses plus gros client, Benigno Crespi, qui, pressé par Mylius, déclare non seulement son accord mais sa volonté absolue de réaliser la société en apportant tout de suite une participation de 75.000 liras, ce qui le place au troisième rang des partenaires, et en déclarant qu'il comblerait la différence si la somme rassemblée n'atteignait pas le montant souhaité d'un million de liras<sup>11</sup>. Et, en effet, il effectua un second versement de 114.500 liras, ce qui permit de rassembler le million requis et plaça Crespi au premier rang des actionnaires pour 189.500 liras.

Voyons maintenant quels étaient les buts déclarés de la « Società ». La colonisation avant tout, et, d'abord, une tutelle de la part de l'Etat qui, d'un côté, se déclara disposé à verser 400.000 liras à la société « pour ses activités » et pour représenter l'Italie, et, d'un autre côté, qui décida de céder à la « Società » les attributs de la souveraineté que l'Italie avait obtenue sur la cote de la future Somalie après les accords de Londres du 3 août et du 18 novembre 1889 avec le sultan de Zanzibar. Observons que l'accord dut apparaître suspect sur le plan intérieur : dans une première phase, ce fut au lendemain même de la grave défaite italienne de Adoua (1<sup>o</sup> mars 1896) que la première convention entre l'Etat italien et la « Società » fut signée (15 avril 1896). L'émotion suscitée par la question éthiopienne fut telle que la convention passa inaperçue à l'opinion publique. Le deuxième épisode des rapports entre l'Etat italien et la « Società » se situa dans une autre période de crise, intérieure cette fois. Les agitations sociales du début de 1898 qui amenèrent à la révolte populaire de mai à Milan semblèrent favoriser la signature des accords sur le Benadir : le 24 janvier 1898 en ce qui concerne le protocole sur l'administration indirecte, le 25 mai en ce qui concerne la convention dont les aspects financiers, si favorables aux administrateurs de la société, feront crier d'horreur l'opposant républicain Arcangelo Ghisleri qui écrira à cet égard : « C'est vraiment la période juste pour ces activités généreuses, nobles et patriotiques, période durant laquelle les coups de canon de Milan, l'état de siège et les tribunaux militaires ont éliminé tout fâcheux contrôle de libre discussion et de presse... »<sup>12</sup>. Et un autre opposant démocratique, Gustavo Chiesi, n'hésita pas à écrire : « [...] La Convention fut approuvée sur-le-champ car le ministre des Affaires étrangères, Emilio Visconti Venosta, s'en était chargé pour faire plaisir à ses amis milanais attirés par ses aspects avantageux [...]. Le déboursement de la part de l'Etat d'une somme élevée en échange de charges de beaucoup inférieures et de

---

<sup>11</sup> Il est regrettable que les archives de la Banca Commerciale Italiana ne soient pas ouvertes à la consultation sous prétexte d'une révision de leur mise en place.

<sup>12</sup> A. Ghisleri, *Nascita, vita e miracoli della Società del Benadir*, in « Vita Italiana », 1904, p. 8.

la possibilité d'établir et de mettre en poche les impôts et les douanes encore à fixer [...]. Si ce n'était pas cela une cocagne, nous ne saurions comment mieux la définir [...] ».

Il serait d'un intérêt certain de suivre ces débats tardifs qui furent souvent étouffés sous couvert de patriotisme. En fait, la convention entre l'Etat italien et la société entra en vigueur et ceci malgré le fait assez grave, et même juridiquement irrégulier, qu'en réalité les participants-fondateurs de la société se crurent libres de verser effectivement seulement 300.000 liras sur le million promis. En échange, le gouvernement versa ses 400.000 liras et ainsi commença l'aventure du Benadir qui se révéla, dès ses débuts, une grosse aubaine pour la société : malgré les promesses, les « activités de colonisation agricole » et le projet de jeter les bases d'une colonisation démographique restèrent sur le papier.

Les « bonnes intentions » furent renouvelées mais, dans la réalité, la société se contentait de gérer les fonds gouvernementaux, de payer ses quelques fonctionnaires et de présenter aux différents gouvernements italiens des requêtes de subvention. Toutefois, et ceci apparaît dans le budget 1900-1901, un bénéfice net assez élevé est déclaré par les dirigeants de la société. Il s'agit pour cette année-là de 53.455 liras, ce qui représente un pourcentage très élevé par rapport aux subventions de l'Etat. La liste des engagements financiers de la société est elle-même très significative : « les voyages, les dépenses occasionnées par la mise en place des « bureaux » au Benadir, sont, après le paiement au sultan de Zanzibar, les uniques parties de la partie passive du budget A cet égard, il y a lieu de faire certaines observations : le budget est-il sincère ? surtout sur les bénéfiques ? Il y manque totalement les parties actives représentées par les taxes, les impôts et les droits de douane que la société retirait de son activité de gestion souveraine [...], ces données semblent se perdre dans les méandres d'une administration a simple » qui sera à l'origine même du « scandale » qui éclatera bien vite. Il y a aussi une autre observation à faire quant aux activités de la société : l'abolition de l'esclavage qui avait été promise dans la convention ne se fit point et la « désinvolture » des administrateurs coloniaux italiens fut telle qu'ils taxèrent l'esclavage comme activité commerciale et ceci en dépit des conventions internationales et des engagements pris.

Dans les rapports au ministère des Affaires étrangères les prétextes les plus divers sont évoqués par la société pour expliquer les retards dans la réalisation des « grands projets de colonisation » : d'abord les séquelles des événements qui secouaient Mogadiscio, avec l'assassinat, à Lafolè (février 1896) de l'explorateur et consul général italien à Zanzibar, Antonio Cecchi ; puis la révolte des Bimal avec les répercussions tragiques de l'insurrection du Mad Mullah, etc. Cependant, les missions officielles qui commencèrent à se multiplier sur la cote du Benadir confirmèrent les doutes sur la nature des activités de la « Società ». Il suffisait pourtant de lire, notamment en ce qui concerne les plans de colonisation démographique, ce que la société elle-même transmettait au ministère des Affaires étrangères de Rome, c'est-à-dire des éléments tout à fait dérisoires : le 29 septembre 1900, la liste totale faisait état de... dix Italiens établis dans la colonie (dont deux en congé en Italie) : cinq personnes dans la capitale, dont le gouverneur E. Dulio, un résident et un employé à Merca, un vice-résident dans les villes de Brava, Gumbo et Bardera<sup>13</sup>. Le cri d'alarme fut lancé par la marine militaire italienne et par d'autres observateurs, parmi lesquels il convient de mentionner l'explorateur et philanthrope milanais Luigi Robecchi Bricchetti, et dès lors le scandale éclata. Les discussions dans la presse et à la Chambre des députés de Rome mirent en évidence les abus de la société et les aspects négatifs d'une activité qui s'était décidément bornée à encaisser l'argent du gouvernement et celui qui provenait des différentes activités que la convention d'établissement lui avait confiées, et à ne rien faire que ce soit pour réaliser une transformation économique ou pour coloniser le pays. L'appel du ministre des Affaires étrangères, Giulio Prinetti, à la direction de la société du 9 octobre 1901 fut une sommation grave que la so-

---

<sup>13</sup> *Elenco del personale italiano residente al Benadir (Somalia Italiana)*, in « Archives du Museo Africano ».

ciété ne voulut pas comprendre. Pour la société, il s'agissait d'étouffer les protestations en évoquant des difficultés générales et en demandant au gouvernement d'augmenter sa subvention. En réponse à Prinetti, le conseil directeur répétait la nature patriotique des activités de la société et la nécessité d'administrer le pays avec tact et sans précipitation. Il y a lieu à cet égard de souligner que, d'après le budget de la société de l'année 1900-1901 et des années suivantes, les activités de la société sont réellement nulles ou presque nulles d'où la force des polémiques qui déferlèrent dans la presse de l'opposition démocratique et même dans une certaine presse progouvernementale. Le « miracle » de la société, comme l'a bien défini A. Ghisleri, ne résidait pas dans ses activités coloniales mais plutôt dans ses amitiés métropolitaines. Les dessous de l'affaire tardèrent à apparaître en plein jour : la crise se déchaîna sur les aspects liés à l'esclavage et à sa permanence (dans la forme dite « domestique ») sous la protection même de la société<sup>14</sup>. Mais là aussi la société fit preuve d'une habileté exceptionnelle. Le chef de file des accusateurs était un député républicain, Gustavo Chiesi, qui, depuis les débuts de la crise accusait la société du Benadir d'avoir trahi la confiance du gouvernement et d'avoir administré le pays dans le seul but d'exploiter toutes les occasions pour s'enrichir. Les attaques des journaux dans lesquels il écrivait furent d'une telle vigueur que la discussion à la Chambre se transforma bien vite en une requête presque unanime d'enquête sur la société. La société prit toutefois les devants et se mit d'accord avec le député Chiesi en le chargeant d'une enquête financée par la société, et en le nommant Haut Commissaire de la société en Somalie. L'étrangeté de la chose fut que le député Chiesi déclara accepter cette charge (non seulement honorifique mais très bien rémunérée) et ceci... « pour mieux continuer ses activités au profit du peuple » (2 avril 1903). Le scandale cette fois-ci était du côté des accusateurs : les Républicains chassèrent Gustavo Chiesi de leur parti mais celui-ci avait déjà présenté sa démission.<sup>15</sup> L'enquête, et ceci était évident dès le départ, déboucha sur un rapport final où la bonne foi de la société était souvent évoquée de même que les difficultés réelles de la situation locale, tandis que la réalité de l'esclavage domestique n'était pas remise en cause. Toutefois le ton général du rapport était négatif quant à la possibilité de perpétuer sous le régime de la société une administration qui était encore à créer, alors que les problèmes à régler étaient surtout d'ordre politique général, donc relevaient de la compétence de l'Etat italien.

Les accusateurs toutefois ne s'en tinrent pas là et la crise du Benadir, que les Livres Verts officiels soulignèrent malgré les argumentations de la société, ne put se conclure qu'avec la décision du gouvernement, en date du 14 mai 1904, de retirer la concession faite à la société milanaise. Avec l'accord du 29 janvier 1905, le Benadir passa sous l'administration directe de l'Italie mais, pour la société qui, comme l'écrivit Paolo Valera, « n'avait rien fait dans la colonie »<sup>16</sup>, s'ouvrit une période assez longue durant laquelle elle négocia avec le gouvernement le remboursement des biens laissés dans la colonie et des activités que la décision « prématurée » du gouvernement avait rendu stériles. Le jeu de la négociation qui dura plusieurs mois se fit à l'avantage de la société qui reçut du gouvernement un « remboursement » que les archives définissent souvent comme exagéré. La fin des activités de la société s'accompagna en effet de gros versements en faveur de la société de la part de l'Etat italien, officiellement pour l'indemniser de la rupture anticipée de sa charte, mais en réalité pour augmenter encore les avantages économiques d'une activité coloniale qui n'avait guère démarrée et dans laquelle se trouvaient aussi mêlés certains hommes politiques et hommes d'affaire en très bonnes relations avec le pouvoir certains milieux qui prenaient comme prétexte l'impérialisme pour trouver des financements occultes et sans risques. Le cas du Bénir ne resta pas isolé : la guerre contre Tripoli prouva encore une fois que la règle avait été ren-

---

<sup>14</sup> Lettre de l'administrateur au Ministère en date du 28 août 1901.

<sup>15</sup> G. Chiesi, in « Il Tempo, Giornale della democrazia italiana », Milan, 29 décembre 1901.

<sup>16</sup> P. Valera, in « La Folla », 28 février 1904.

versée par les opérateurs italiens. Loin d'être le miroir d'activités financières saines, les opérations militaires de l'impérialisme italien couvraient les bénéfices des industriels en quête de monopole et des financiers à la recherche d'activités sûres et rentables.

Quant à l'autre prétexte de l'impérialisme de Rome, la recherche de lieux coloniaux à destiner à l'émigration, les résultats furent négatifs et cela même pour la grande aventure de Mussolini, la conquête de l'Éthiopie. La lutte pour « une place au soleil » fut un prétexte répété, mais la réalité des conquêtes fut loin de ces objectifs. En Érythrée il y avait, en 1934, seulement 4.500 Italiens et en Somalie, 1.600. A ces modestes chiffres il faut soustraire les fonctionnaires d'Etat et les militaires pour constater la faillite totale de l'émigration espérée. Quant à l'Empire proclamé en 1936, la population italienne en A. O. I. ou Africa Orientale Italiana (Érythrée, Somalie et Éthiopie), était, en 1940, de 184.824 Italiens (151.224 hommes et 33.600 femmes) mais parmi les hommes il faut compter 109.212 militaires. En Libye, la population italienne, en juin 1940, était de 102.281 individus, dont un gros pourcentage était dans les villes et non dans les campagnes qui étaient de partout dans le monde les lieux de l'émigration italienne. On comptait, en effet, 40.000 Italiens à Tripoli et 20.000 à Benghazi et en Libye aussi les fonctionnaires et les militaires faisaient le gros de la population.

Ces chiffres doivent avoir un écho dans les dimensions qu'avait atteint l'émigration depuis le début de l'impérialisme italien. Il convient de les citer, presque en guise de conclusion : 382.340 Italiens avaient choisi le chemin de l'exil et cet élément chiffré nous confirme le caractère de cet impérialisme d'apparat qui fut totalement négatif et différent de tous les autres impérialismes européens de la période, quant à ses motivations, et inutile pour les problèmes sociaux, quant à ses résultats.

**LE FONTI FRANCESI DEL  
PENSIERO POLITICO DI  
GUGLIELMO FERRERO :  
MONTESQUIEU, LA RIVOLUZIONE  
E NAPOLEONE**

**Stefano B. GALLI**

## ● Un maestro del Novecento

Ormai sei anni orsono, sul « Corriere della Sera » apparve una bella intervista di Ulderico Munzi allo storico francese del Collège de France, allievo di Fernand Braudel ed esponente della scuola delle « Annales », Emmanuel Le Roy Ladurie, l'ineguagliato studioso dell'economia e della società dei contadini della Linguadoca e del tentativo di estirpare l'eresia catara dal villaggio occitano di Montaignou<sup>1</sup>. In quell'intervista, con un'affermazione quasi sorprendente, Le Roy Ladurie si professava, dal punto di vista storiografico, allievo non solo del grande Fernand Braudel, ma anche di Guglielmo Ferrero, un autentico maestro che deve essere annoverato tra i maggiori storici del Novecento. Malgrado questo importante riconoscimento da parte di uno dei più brillanti storici francesi della civiltà di *Ancien régime*<sup>2</sup>, Guglielmo Ferrero –come del resto molti altri pensatori eclettici, che sfuggono a qualsiasi tentativo di classificazione disciplinare– viene comunque ancora oggi considerato un « minore » nel quadro del pensiero politico italiano del ventesimo secolo e, più in generale, europeo; è insomma relegato in una sorta di dimenticatoio, quasi di oblio, dal quale è necessario sottrarlo tempestivamente.

È impossibile cogliere sino in fondo il tono complessivo e i risvolti particolari della speculazione dottrinarica di Guglielmo Ferrero<sup>3</sup> senza inquadrarlo con attenzione nel quadro di quell'autentica e suggestiva polifonia di voci che, nella prima metà del ventesimo secolo, caratterizza il dibattito sulla cultura della crisi e il declino della civiltà europea occidentale. Ferrero deve infatti la sua fama, a livello internazionale, alla pubblicazione, nei primissimi anni del Novecento, dei cinque volumi sulla *Grandezza e decadenza di Roma* (1902-1906), innestandosi in una tradizione di pensiero che affonda le proprie radici nel secolo decimottavo e nelle opere di Montesquieu e Gibbon.

I concetti di grandezza e di decadenza<sup>4</sup>, come quelli di ascesa e declino, sono legati da un rapporto di stretta interdipendenza nel momento in cui rivelano una interpretazione

---

<sup>1</sup> Cfr. : U. Munzi, *Le Roy Ladurie : italiani, meglio un papa per presidente*, « il Corriere della Sera », 11 aprile 2000. I due noti lavori di Le Roy Ladurie ai quali alludo nel testo, ovviamente, sono : E. Le Roy Ladurie, *Les paysans de Languedoc*, Parigi 1966 (trad. it. *I contadini di Linguadoca*, Bari, 1970) ; E. Le Roy Ladurie, *Montaignou, village occitan de 1294 à 1324*, Parigi 1975 (trad. it. *Storia di un paese : Montaignou*, Milano 1977). Su Braudel, il suo metodo e la sua scuola, si vedano : *Braudel. Il mondo come storia*, a cura di M. Moretti, Milano 1988 ; T. Stoianovich, *La scuola storica francese. Il paradigma delle « Annales »*, Milano 1978 ; G. Gemelli, *Fernand Braudel e l'Europa universale*, Venezia 1990, senza dimenticare la testimonianza di R. Romano, *Braudel e noi. Riflessioni sulla cultura storica del nostro tempo*, Roma 1995.

<sup>2</sup> Il riferimento è, a titolo esemplificativo, tra i tanti che ha dedicato al tema, ai seguenti lavori : E. Le Roy Ladurie, *L'Etat royal. De Louis XI à Henry IV (1460-1610)*, Parigi 1987 (trad. it. *Lo Stato del re. La Francia dal 1460 al 1610*, Bologna 1999) ; E. Le Roy Ladurie, *L'Ancien Régime*, 2 voll. (I : *L'Absolutisme en vraie grandeur 1610-1715* ; II : *L'Absolutisme bien tempéré 1715-1770*), Parigi 1991 (trad. it. *L'Ancien Régime*, 2 voll., Bologna 2000: solo di passaggio ci sia consentito di osservare che l'assolutismo « ben temperato » è stato in italiano tradotto «al negativo» e cioè come « declino dell'assolutismo »).

<sup>3</sup> Per una messa a punto della vicenda umana e intellettuale di Guglielmo Ferrero, cfr.: *Guglielmo Ferrero: histoire et politique au 20 siècle*, a cura di Luigi Salvatorelli, Ginevra 1966 ; G. Sorgi, *Potere tra paura e legittimità. Saggio su Guglielmo Ferrero*, Milano 1983 ; H. Goetz, *Guglielmo Ferrero e gli stati totalitari*, Genova 1986 ; *Guglielmo Ferrero tra società e politica*, Atti del Convegno di Genova (4-5 ottobre 1982), a cura di R. Baldi, Genova 1986 ; R. Giannetti, *Rivoluzione, democrazia, legittimità nel pensiero politico di Guglielmo Ferrero*, Napoli 1988 ; D. Pacelli, *Una critica alla modernità : qualità, limiti e legittimità nell'opera di Guglielmo Ferrero*, Roma 1989 ; L. Cedroni, *I tempi e le opere di Guglielmo Ferrero. Saggio di bibliografia internazionale*, Napoli 1993; *Guglielmo Ferrero : itinerari del pensiero*, a cura di L. Cedroni, Napoli 1994; S. Trinchese, *Un saggio su Guglielmo Ferrero*, Roma 1998. Cfr. anche: P. Treves, *Ferrero, Guglielmo*, voce del *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 47 (1997), pp. 17-27 e L. Cedroni, *Ferrero, Guglielmo*, voce dell'*Enciclopedia del pensiero politico*, diretta da R. Esposito e C. Galli, Bari 2000, pp. 240-241.

<sup>4</sup> Cfr. J. Le Goff, *Decadenza*, in *Enciclopedia Einaudi*, IV, Torino 1978, pp. 389-420.

organicistica delle civiltà cui vengono applicati che poggia su un'idea ciclica delle loro vicende : come gli individui invecchiano o le specie degenerano, così gli Stati e le civiltà decadono. Le immagini che evocano tali concetti sono riconducibili al « linguaggio » dei giorni, delle stagioni e alla stessa vita dell'uomo (a ogni alba segue un tramonto, a ogni primavera segue un autunno, a ogni nascita segue una morte), esplicitano un rapporto privilegiato con la transitorietà del tempo ed evocano l'idea di un « eterno ritorno ». L'alternanza dell'alba e del tramonto è regolarmente ciclica, perché si tratta sempre fasi transitorie, sospesa nel tempo : ogni alba annuncia un tramonto e ogni tramonto annuncia un'alba, e solo così assumono un senso compiuto.

### ● L'insegnamento di Montesquieu

L'« invenzione » del concetto di declino –al quale fa riferimento anche Ferrero– risale all'antichità classica<sup>5</sup>, appare nel corso del Medioevo (*decadentia*) e conosce un certo successo a partire dal Rinascimento, nella cultura italiana ed europea, in Francia (*decadence* e *déclin*), nel mondo anglosassone (*decline*) e in quello germanico (*Verfall* e *Untergang*). Parlare di declino, infatti, assume un senso compiuto solamente nel quadro dell'affermazione della modernità : più che il contrappeso (semmai individuabile nella tradizione), l'idea di declino riassume in sé le incertezze e le contraddizioni della modernità e si configura come l'ineludibile controcanto di fronte alle sue battute a vuoto e alle sue sospensioni, ai suoi ripiegamenti e ai suoi arretramenti.

Con l'affermazione, poi, nell'epoca del massimo dispiegamento della modernità o, meglio, della sua maturità, dell'idea di progresso<sup>6</sup>, che aveva sostenuto e promosso l'ascesa e lo sviluppo della borghesia, il declino acquista una maggiore « densità » concettuale e un più significativo peso specifico, volto a indicare, nell'andamento ciclico del processo di modernizzazione, tra fasi di sviluppo e repentine accelerazioni, i momenti di crisi e le cadute. È, pertanto, nel corso di un ciclo della durata di tre secoli– dal decimoquinto al decimottavo – che il concetto di decadenza, abbandonando i risvolti prevalentemente religiosi, tipici dell'età medievale, abbraccia il processo di laicizzazione e s'impone come strumento analitico, in una prospettiva storica, della vita delle comunità politiche organizzate e del potere attorno al quale esse sono costruite. L'idea cristiana di una storia lineare sostanzialmente si secolarizzò nell'idea di progresso tra gli illuministi e i positivisti, ma ciò tuttavia non sopprime la morfologia ciclica del concetto di decadenza.

Nel 1734, Charles Louis de Montesquieu –al quale, con netta evidenza, s'ispira Ferrero– pubblica le sue celebri *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, ove ripropone quell'idea ciclica della vita di un ordine politico che aveva già illustrato tredici anni prima con la parabola del piccolo popolo dei Trogloditi nelle *Lettres persanes* (1721)<sup>7</sup>. Di ritorno dai viaggi europei successivi alla sua elezione all'*Académie française* (1728), Montesquieu si dedicò a sistemare organicamente le proprie idee e le proprie teorie politiche. E tuttavia, prima della faticosa elaborazione dello *Spirito delle leggi*, apparso a Ginevra nel 1748, scrisse un libro più breve e, dal punto di vista dell'impianto

<sup>5</sup> Cfr. ivi, pp. 391-399. Sull'idea di declino nell'antichità classica si vedano le ineguagliate pagine di Santo Mazzarino (*La fine del mondo antico*, Milano 1959).

<sup>6</sup> Occorre tuttavia osservare che « il concetto di decadenza si colloca in una lettura verticale della storia, dall'alto in basso, mentre quello di progresso si colloca in una lettura orizzontale, orientata in avanti » : Le Goff, *Decadenza*, cit., p. 390.

<sup>7</sup> Cfr. : C.L. de Montesquieu, *Lettere persiane*, Introduzione e note di Jean Starobinski, Milano 1995, pp. 76-83. Sul romanzo epistolare del presidente del Parlamento di Bordeaux, cfr. : C. Spector, *Montesquieu. Les « Lettres persanes »*, Parigi 1997. Cfr. anche : S.B. Galli, *Dall'alterità alla politica : le Lettere persiane di Montesquieu*, in E. Kanceff (a cura di), *Lo sguardo che viene di lontano : L'alterità e le sue letture*, II, Moncalieri 2001, pp. 727-765.

analitico, assai discusso : le *Considerazioni sulle cause della grandezza dei Romani e della loro decadenza*, pubblicate anch'esse ad Amsterdam, nel 1734<sup>8</sup>. « Malgrado la grande differenza –ha osservato Judith Shklar– che separava l'Europa moderna dall'antica Roma, Montesquieu credeva che la storia di questo popolo straordinario fosse utile, specialmente quando veniva raccontata per illustrare le leggi universalmente valide del cambiamento politico »<sup>9</sup>. I suoi modelli storiografici sono rappresentati dai classici come Tucidide e Polibio, dal quale egli trae ispirazione per la teoria ciclica del mutamento dei sistemi politici che, toccato il momento di massimo splendore, declinano progressivamente e, infine, periscono<sup>10</sup>, non già per effetto del conflitto sociale, bensì per l'incapacità del sistema politico di adattarsi alle nuove circostanze e di governare il mutamento in atto. Grandezza e decadenza hanno pertanto anche un risvolto etico e determinano il movimento ciclico di ogni sistema politico.

Severamente criticate da Voltaire, ammirate da d'Alembert, che le giudicò un importante «prontuario» per filosofi e statisti, le *Considérations* ispirarono lo storico inglese Edward Gibbon che, tra il 1776 e il 1788, pubblicò *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*<sup>11</sup> : una sorta di storia universale che analizza tutte le popolazioni che vennero in contatto con l'impero romano e con la sua civiltà. Siamo ormai nella piena maturità della cultura dei lumi, laica e secolarizzata, e la caduta dell'impero non viene analizzata come un disegno provvidenziale e divino volto alla diffusione del cristianesimo, ma come una vicenda strettamente umana. Anzi, il perfetto equilibrio istituzionale, politico e sociale, della civiltà romana, che consentiva lo sviluppo dell'economia, delle arti, della cultura, e garantiva benessere e prosperità, venne pregiudicato proprio dal cristianesimo e anche dalle invasioni barbariche che ne determinarono il declino. E tuttavia, l'eredità di Roma, lo spirito religioso che derivò dalla diffusione del cristianesimo e la cultura libertaria delle popolazioni barbariche : tutto ciò contribuì a determinare il processo di civilizzazione e a forgiare l'identità della civiltà dell'Europa medievale che si configurò come un articolato sistema di Stati indipendenti che consentivano al suddito di vivere in un regime di libertà.

### • Passaggio d'epoca

Da Condorcet<sup>12</sup> in poi, tra il sorgere dell'idea di progresso, l'età delle rivoluzioni industriali e l'ottimismo positivista, il concetto di decadenza non fu –ovviamente– molto popolare e incontrò un generalizzato discredito in ambito dottrinario. Ma l'idea di declino, come fase specifica dell'evoluzione ciclica delle civiltà, in particolare di quella europea occidentale, riemerse, in modo più maturo e consapevole, all'inizio del ventesimo secolo<sup>13</sup>, inizialmente per effetto del processo di democratizzazione del liberalismo e dell'avvento della società di massa, poi a causa del disastro morale generato dai drammatici esiti della Prima guerra mondiale, infine di fronte alla involuzione autoritaria e, successivamente, totalitaria in Europa (tutte esperienze storiche di cui Guglielmo Ferrero fu testimone privilegiato), alimentando appunto quella polifonia di voci sulla cultura della crisi e il declino della civiltà che prese avvio con Oswald Spengler e il suo *Tramonto dell'Occidente* (1918), all'indomani

---

<sup>8</sup> Cfr. : C.L. de Montesquieu, *Considerazioni sulle cause della grandezza dei Romani e della loro decadenza*, a cura di Massimo Mori, Torino 1980.

<sup>9</sup> J.N. Shklar, *Montesquieu*, Bologna 1990, p. 69.

<sup>10</sup> Per un'analisi complessiva delle *Considérations* montesquieuiane, cfr. : ivi, pp. 53-70.

<sup>11</sup> Cfr. : E. Gibbon, *Declino e caduta dell'impero romano*, Milano 1986. Occorre rilevare come Gibbon, contrariamente a Montesquieu, sostituisca il termine « decadenza » con quello di « declino ».

<sup>12</sup> L'allusione è, ovviamente, all'*Esquisse*, il *Quadro storico dei progressi dello spirito umano* (Milano 1989). Su Condorcet, cfr. : K.M. Baker, *Condorcet*, in *Dizionario critico della Rivoluzione francese*, cit., pp. 207-215. Cfr. anche : E. Badinter e R. Badinter, *Condorcet. Un intellectuel en politique*, Parigi 1988.

<sup>13</sup> In tal senso, cfr. : G. Sasso, *Tramonto di un mito. L'idea di progresso fra Ottocento e Novecento*, Bologna 1984 e P. Rossi, *Naufrazi senza spettatore. L'idea di progresso*, Bologna 1995.



della conclusione del primo conflitto mondiale ; una corrente di pensiero destinata a protrarsi sino a oltre la fine della seconda guerra, almeno sino alla pubblicazione di *Civiltà al paragone* (1948) di Arnold Toynbee.

In tale corrente di pensiero deve essere inserito Guglielmo Ferrero che manifestò le sue più vive preoccupazioni per il futuro della civiltà europea occidentale, destinata a diventare una « civiltà quantitativa ». Egli attese alla riflessione e alla scrittura della sua monumentale opera sulla *Grandezza e decadenza di Roma* – monumentale opera che fu severamente censurata da Benedetto Croce<sup>14</sup> – tra il 1893 e il 1897, pur avendo studiato le vicende storiche dell'antichità classica anche negli anni precedenti, con esiti assai diversi. Stavolta, tuttavia, il suo obiettivo è quello di riuscire a sciogliere teoricamente un interrogativo – appunto quello del declino dei popoli, delle nazioni e delle civiltà – che s'era già posto, a proposito della Germania, della Francia, dell'Inghilterra e degli Usa, nei loro rapporti con il militarismo *fin de siècle*, nell'*Europa giovane*, lavoro apparso a Milano nel 1897. Tali problemi, a suo parere, avevano un antecedente storico nell'impero romano, nella sua genesi, nella sua organizzazione interna e nella sua decadenza, appunto. Il suo obiettivo è quello di cercar di intuire quali siano gli indicatori privilegiati, generalmente validi, per intuire l'ascesa o il declino di una civiltà.

A Ferrero toccò in sorte di vivere il passaggio d'epoca tra Otto e Novecento, tra la crisi di fine secolo, la corsa verso la guerra, il conflitto, il dopoguerra e il dilagare dei totalitarismi in Europa<sup>15</sup>. Interrogandosi sul conflitto europeo, già nel 1915, aveva osservato : « Questa guerra non è soltanto una guerra ma è, come la caduta dell'Impero di Occidente, come l'avvento del Cristianesimo e la Rivoluzione francese, un cataclisma storico »<sup>16</sup>. Da studioso dell'antichità classica, egli era animato dal tentativo – come ha osservato Dino Cofrancesco – della *reductio ad unum* delle cause che determinano gli eventi storici ; si tratta di vicende che, per effetto del classico paradigma che vuole – o, meglio, vorrebbe – la storia *magistra vitae*. E come ha scritto Carlo Mongardini, Guglielmo Ferrero « ricostruisce la storia sul presente perché per lui a fondamento della storia c'è un perenne ripetersi dell'umano al quale l'epoca disegna solo i contorni, lo scenario, i costumi »<sup>17</sup>. Nella sua percezione, insomma, la storia è sostanzialmente un « eterno presente », condizionato dai quei grandi eventi che hanno determinato svolte radicali, il cui riverbero giunge sino a noi e condiziona il nostro giudizio politico che, pertanto, si fonda sull'etica : è, questa, sostanzialmente, la trasfigurazione del moralismo di fondo dei grandi classici, ai quali egli si sentiva indissolubilmente legato come studioso e intellettuale per così dire « militante », che cercò di interrogarsi sulle dinamiche fondamentali della modernità.

E al centro del ciclo storico della modernità politica dell'Europa, questo studioso – che non fu propriamente uno storico e neppure un politologo, un sociologo e neppure un filosofo, uno psicologo e neppure un antropologo<sup>18</sup> – trovò la Grande rivoluzione del 1789. Alla Rivoluzione francese egli approdò solamente negli anni Trenta-Quaranta, dunque nell'ultima fase della sua vicenda umana e intellettuale. Ferrero fu un intransigente e fermo oppositore del fascismo sin dagli inizi poiché a suo giudizio ogni dittatura rappresenta un governo illegittimo

---

<sup>14</sup> B. Croce, *Storia della storiografia italiana del secolo decimonono*, Bari 1921, vol. II, pp. 150-154. Il filosofo di Pescasseroli definì la *Grandezza e decadenza di Roma* di Ferrero un « romanzo » impostato su un « decadente sociologismo positivista ». Questa severa censura costò a Ferrero l'esclusione dagli ambienti accademici e l'isolamento nell'ambito della cultura italiana.

<sup>15</sup> Cfr. D. Cofrancesco, *Tra conservazione e progresso. Guglielmo Ferrero dinanzi alla crisi di fine secolo e alla guerra mondiale*, in *Guglielmo Ferrero tra società e politica*, cit., pp. 137-189.

<sup>16</sup> G. Ferrero, *La guerra europea*, Milano 1915, p. 77.

<sup>17</sup> C. Mongardini, *Introduzione a : Gaetano Mosca-Guglielmo Ferrero. Carteggio (1896-1934)*, a cura di C. Mongardini, Milano 1980, p. 12.

<sup>18</sup> In tal senso è perfettamente condivisibile l'approccio al problema di Giorgio Sola, nel saggio : G. Sola, *Crisi politica come decadenza del vivere civile*, in *Guglielmo Ferrero tra società e politica*, cit., pp. 433-439.

perché nega l'aspetto fondamentale di quella legittimità democratica che contraddistingue i moderni regimi democratici, che si sono sostituiti alle vecchie monarchie, le quali poggiavano, a loro volta, sulla legittimità aristocratico-monarchica. La dittatura nega altresì il diritto all'opposizione, il pluralismo, le garanzie costituzionali e legali affinché una minoranza, attraverso il suffragio universale, possa legittimamente diventare maggioranza politica : tale è, secondo il suo sentire elitista, l'essenza della legittimità democratica.

### • Una trilogia sul potere

Espulso dal « Secolo » nell'estate del 1923, all'indomani del delitto di Giacomo Matteotti, aderì alle principali associazioni democratiche, come l'Associazione proporzionalistica di Filippo Turati, l'Associazione per il controllo democratico (che fondò lui stesso, insieme a Bonomi, De Ruggiero, Barbagallo e Salvatorelli) e l'Unione nazionale di Giovanni Amendola ; collaborò anche alla stesura del volume *Giacomo Matteotti nel primo anniversario del suo martirio*, pubblicato a Roma nel 1925 e presto sequestrato dalla polizia. Gli venne anche sequestrato il passaporto, fu minacciato di essere mandato al confino e sottoposto a strette misure di sorveglianza. Nel 1930, accogliendo l'invito dell'università di Ginevra, ne approfittò per trasferirsi sulle rive del lago Lemano, nella città di Jean-Jacques Rousseau e di Voltaire, per insegnare Storia moderna alla Facoltà di Lettere e Storia militare all'Institut des Hautes Études Internationales.

Esule antifascista, si dedicò, appunto, alla riflessione e allo studio della Rivoluzione francese e della vicenda di Napoleone Bonaparte, della legittimità del potere e della dittatura, del cesarismo e del bonapartismo, temi ai quali sono consacrati i suoi ultimi lavori, come l'incalzante trilogia– ammirata dal grande Henri Pirenne –*Aventure* (Parigi 1936), *Reconstruction* (Parigi 1940) e *Pouvoir* (New York 1942), ma anche dalle sue ultime lezioni. Raccolti in volume da Luc Monnier una decina d'anni dopo, gli appunti, le note e gli schemi delle lezioni degli ultimi corsi ch'egli tenne a Ginevra e dedicò all'*Histoire analytique de la Révolution française*, a guerra mondiale ormai nel pieno del proprio catastrofico e devastante sviluppo, tra il 1940 e il 1942, costituiscono il volume *Le due rivoluzioni francesi* (1951), che sono poi quella del 1789 e quella del 1796, con la discesa di Bonaparte in Italia ; si tratta del volume ch'egli aveva in animo di scrivere e avrebbe scritto se il suo stesso destino gli ne avesse offerto l'opportunità.

Per cogliere tutta l'importanza della grande rivoluzione, nel quadro della storia della civiltà occidentale e anche quale elemento essenziale della sua teoria del potere, Guglielmo Ferrero aveva dovuto vivere sino in fondo il dramma della Prima guerra mondiale. « Dapprima, infatti, vi aveva visto –ha scritto Luc Monnier– solo un incoerente seguito di avvenimenti grandiosi e atroci, fino al giorno in cui il crollo delle grandi dinastie nel 1917 e 1918, e le rivoluzioni che seguirono a tale crollo, non l'illuminarono improvvisamente su quell'immenso dramma. Nel 1918 in Europa non ricominciava forse la tragedia attraverso la quale era passata la Francia, allorquando aveva tentato di fondare una Repubblica, dopo la caduta di Luigi XVI ? »<sup>19</sup>. Per tali ragioni Ferrero si avvicinò alla Rivoluzione.

Guglielmo Ferrero si avvicinò alla Rivoluzione francese in un momento del tutto particolare, quando cioè l'evento, sulla scia della pubblicazione dell'*Histoire socialiste de la Révolution française* di Jean Jaurès, che –secondo Furet– è « il più bello dei grandi monumenti dedicati al 1789 dalla tradizione socialista », diventa il paradigma della rivoluzione « borghese » ; paradigma dal quale trarranno un'ispirazione ideologica i grandi maestri della storiografia classica sulla rivoluzione, come Mathiez e Lefebvre, Labrousse e

---

<sup>19</sup> L. Monnier, *Avvertenza al lettore*, in G. Ferrero, *Le due rivoluzioni francesi*, Milano 1986. Occorre specificare che la paternità del titolo di quest'opera postuma di Ferrero è attribuibile proprio a Luc Monnier.

Soboul<sup>20</sup>. Coloro i quali, secondo François Furet, impegnato nella sua violenta e incalzante polemica «revisionista» degli anni Sessanta e Settanta, diedero vita a un secondo –dopo quello della ragione e dell’essere supremo<sup>21</sup>– «catechismo» rivoluzionario, ovviamente dal punto di vista interpretativo e storiografico<sup>22</sup>, cercando di collegarla, in una prospettiva storica di lungo periodo, alla Comune del 1870 e alla Rivoluzione del 1917 : « Da Mathiez in poi lo spettro della rivoluzione russa ossessiona la storia della rivoluzione francese, e una vulgata comunista si sostituisce alla versione repubblicana di Aulard [...]. I meccanismi di identificazione della rivoluzione e dei suoi eroi con gli avvenimenti del presente sono dunque altrettanto attivi sugli storici del XX secolo che su quelli del XIX. Aulard si era sforzato di mantenere il tutto all’interno di un quadro canonico, ma Mathiez e la rivoluzione russa restituiscono uno spazio nuovo all’immaginario giacobino »<sup>23</sup>.

### ● La legittimità del potere

Ferrero è sostanzialmente estraneo a questo discorso storiografico, anche se il suo approccio interpretativo alla Grande rivoluzione e la sua opera di demolizione del successivo mito napoleonico –secondo una posizione assai affine allo *Spirito di conquista e d’usurpazione* di Benjamin Constant– paiono anticipare i contributi di una tradizione neolibérale che dalle *Origini della democrazia totalitaria* di Jacob Talmon al saggio *Sulla rivoluzione* di Hannah Arendt.

Il suo approccio alla storia, in particolare alla Rivoluzione e a Napoleone, si caratterizza per il tentativo –derivante dal suo legame intellettuale con Gaetano Mosca– di rintracciare nella dinamica e nel senso degli eventi quegli elementi paradigmatici che possano essere considerati universalmente validi e sostenere, dunque, un sistema di categorie interpretative utile a spiegare presente. La moschiana «formola politica», infatti, è paragonabile al «principio di legittimità» in base al quale Ferrero analizza la struttura del potere in ogni sistema politico. A suo giudizio, l’esercizio illegittimo del potere rappresenta la massima dimostrazione della paura (secondo una libera – e, in un certo senso, «rovesciata» – interpretazione della teoria montesquieuiana del dispotismo), perché si tratta una forzatura che l’uomo fa a se stesso, ricorrendo alla violenza nei confronti dei suoi simili per imporsi e affermarsi, di fronte alla trasgressione del comando. E solo la legittimità può liberare il potere da questo sentimento di paura.

I principi di legittimità sono vari e mutevoli : cambiano al mutare di ogni circostanza storica, passando dalla legittimità monarchica ereditaria alla legittimità democratica elettiva<sup>24</sup>. Le fasi di transizione, quando a un principio di legittimità non s’è ancora del tutto sostituito il nuovo principio di legittimità, sono caratterizzate dall’illegittimità del potere che, dominato –

---

<sup>20</sup> Cfr. A. Soboul, *La storiografia classica della Rivoluzione francese*, in M. Terni (a cura di), *Il mito della Rivoluzione francese*, Milano 1981, pp. 235-262. Questo intervento di Soboul, che fu una risposta a quello di Furet che qui si cita in nota 22, apparve su « La pensée » nel 1974.

<sup>21</sup> Cfr. M. Ozouf, *Religione rivoluzionaria*, in *Dizionario critico della Rivoluzione francese*, a cura di F. Furet e M. Ozouf, Milano 1988, pp. 535-545.

<sup>22</sup> Il riferimento è al celebre contributo di François Furet *Penser la Révolution française* (Parigi 1978) : cfr. F. Furet, *Critica della Rivoluzione francese*, Bari 1998, pp. 93-146, testo che presenta alcuni approfondimenti rispetto alla versione originale apparsa sulle « Annales » nel 1971 (per una traduzione in lingua italiana dell’articolo : F. Furet, *Il catechismo rivoluzionario*, in *Il mito della Rivoluzione francese*, cit., pp. 133-186). Cfr. anche le voci *Jaures*, di Mona Ozouf, e *Rivoluzione alla Sorbona*, dello stesso François Furet, del *Dizionario critico della Rivoluzione francese*, cit., rispettivamente alle pp. 893-902 e 947-964.

<sup>23</sup> F. Furet, *Rivoluzione alla Sorbona*, cit., pp. 950-951.

<sup>24</sup> Sulla legittimità aristocratico-monarchica, cfr. R. Giannetti, *Rivoluzione, democrazia, legittimità*, cit., pp. 41-53. Su quella democratica : ivi, pp. 55-99. Cfr. anche: J. Roy, *Sovranità e principi di legittimità*, in *Guglielmo Ferrero*, cit., pp. 403-416 e V. Santato, *Potere e legittimità nell’ultimo Ferrero*, in ivi, pp. 417-431.

appunto– dalla paura, può ricorrere a metodi coercitivi basati sulla violenza. È questo il caso della Rivoluzione francese, che ha abbattuto un ordine politico, quello d'Antico regime, con una sua specifica legittimità del potere monarchica ed ereditaria, ma non è riuscita nell'intento di organizzare un nuovo ordine politico autenticamente democratico, fondato sulla legittimità elettorale. Per tale ragione essa è degenerata in una democrazia totalitaria, che era la sua autentica vocazione e che l'ha posta in una posizione mediana tra due rivoluzioni : la prima è quella del 1789, la seconda è quella del 18 brumaio che, in realtà, affonda le proprie radici nella svolta giacobina del 1793.

In questo modo, la Rivoluzione francese ha generato il primo governo totalitario d'Europa che ha distrutto un potere legittimo per la sua stessa struttura, dando vita a un nuovo potere illegittimo, poiché si trattava della esigua *élite* giacobina, non legittimata dal consenso popolare, che ha fatto ricorso alla violenza per imporsi e governare. La Francia ci mise ben venticinque anni –tanti ne corrono dal 1789 al 1814– per approdare a un potere nuovamente legittimo, quello successivo all'età napoleonica, con la restaurazione borbonica.

Per quanto attiene alla rottura dell'ordine legittimo di Antico regime, Ferrero fa una puntualizzazione piuttosto rilevante : a suo giudizio l'episodio decisivo avvenne il 28 giugno 1789, quando Luigi XVI si arrese alle pressioni e alle volontà del Terzo stato che, come aveva scritto l'abate Joseph-Emmanuel Sieyès, dava un volto politico alla « nazione » e proprio per ciò, dopo il giuramento nella Sala della pallacorda, si riunì in Assemblea nazionale. Il 28 giugno appunto, il sovrano indusse la nobiltà e il clero ad aggregarsi all'Assemblea nazionale nei fatti delegittimando gli Stati generali e la figura stessa del monarca. E la nuova Assemblea non poteva certo dirsi un parlamento elettivo legittimamente costituito.

Se è questo l'atto politico-istituzionale che genera la « rottura », l'episodio della Bastiglia segnò l'archiviazione definitiva della vecchia « legalità » monarchica : « tutto il popolo –masse paesane e operaie, piccola borghesia, funzionari, classi superiori– come a un segnale convenuto, a una parola d'ordine segreta, rifiutò l'obbedienza »<sup>25</sup>. Si rompe così il rapporto tra l'autorità politica e le masse : « le masse si rivoltano perché avvertono la paralisi dell'autorità e l'autorità cessa di agire perché sente che le masse sfuggono »<sup>26</sup>. Per tale ragione il sistema politico è precipitato in una situazione di completa anarchia e, di fronte alla violenza alla quale ha fatto ricorso il potere per garantire l'ordine, s'è generata una generalizzata paura. Non solamente una fredda tensione che pervadeva gli animi, ma una paura vera e propria determinata dall'insicurezza : la « Grande Paura ». Tale situazione, di inevitabile ricorso alla violenza determinata –direbbe Montesquieu– dalla natura delle cose è il tratto comune a tutte le rivoluzioni<sup>27</sup>.

### ● Bonaparte e il bonapartismo

Il bonapartismo rappresenta, nel quadro della storia di questo passaggio d'epoca, la continuazione dell'illegittimità del potere rivoluzionario che si istituzionalizza –nel quadro dell'ordine politico direttoriale e del colpo di Stato del 18 brumaio– in senso dittatoriale. Napoleone, infatti, è « un figlio della rivoluzione : il segreto profondo di tutta la sua politica è la paura. [...] I colpi di Stato che condurranno all'Impero sono ispirati non tanto dall'ambizione del potere assoluto, quanto dalla paura del potere illegittimo »<sup>28</sup>. Tale situazione di illegittimità rivoluzionaria del potere si protrasse sino al 1814, quando « un

---

<sup>25</sup> G. Ferrero, *Le due rivoluzioni*, cit., p. 30.

<sup>26</sup> *Ibidem*.

<sup>27</sup> Sull'illegittimità rivoluzionaria, cfr. : R. Giannetti, *Rivoluzione, democrazia, legittimità*, cit., pp. 133-162.

<sup>28</sup> G. Ferrero, *Avventura. Bonaparte in Italia*, Milano 1996, p. 10. Sul tema, cfr. : G.M. Barbuto, *Rivoluzione francese e Napoleone nella trilogia di Guglielmo Ferrero*, in « Rivista italiana di studi napoleonici », a. XXXII (1999), n. 1, pp. 41-68.

grande re, torna nella sua reggia alle Tuileries, riconducendovi i due Geni che la Rivoluzione aveva prima aizzati l'uno contro l'altro e poi messi in fuga : il diritto divino e la Carta »<sup>29</sup>. Si trattava di Luigi XVIII e della situazione restaurata da Talleyrand, al Congresso di Vienna.

Inevitabilmente erano così contrapposti uno dei più grandi personaggi storici e uno dei più grandi diplomatici di ogni tempo : « Quale antitesi tra i due, l'uno illustre fuoriclasse, l'altro un grande avventuriero : l'uno spirito costruttivo, l'altro lo spirito d'avventura incarnato ; [...] per l'uno la forza non vale che in quanto si lascia regolare e limitare, per l'altro solo in quanto si può scatenare ; l'uno pensa e agisce seguendo, finchè gli è possibile, dei principii, l'altro li disprezza e li utilizza come imposture ; l'uno è un vero realista, l'altro – Napoleone – un eterno illusionista »<sup>30</sup>.

La Campagna d'Italia, nel 1796, aveva rappresentato il trampolino di lancio del giovane generale còrso. Le disavventure che prima avevano colpito solo lo Stato francese in quel momento si allargarono e contaminarono il destino dell'intero Vecchio continente. Era stato il Direttorio, secondo Ferrero, ad attribuire a Napoleone tutti i poteri affinché gestisse l'ordine politico e diffondesse l'ideologia rivoluzionaria nelle province appena conquistate ; un'ideologia che, come un pericoloso virus, distrusse la legittimità monarchica. In questo modo, Napoleone generò il fenomeno politico del bonapartismo<sup>31</sup> che rappresentò la deriva autoritaria di idee e di tendenze già presenti nella circostanza storica che precedette il suo avvento.

Secondo Ferrero si trattava di una forma di dittatura basata sull'esaltazione del *leader* e sul terrore ; un regime politico dittatoriale e personalistico che, per la formazione del consenso, ricorre a tecniche di tipo plebiscitario, e si configura come un pensiero diffuso, una mentalità, un complesso di idee forti che s'impongono per effetto della loro semplicità comunicativa e, dunque, fanno riferimento a un soggetto politico collettivo, quell'idea di popolo che sta diventando nazione. Il bonapartismo è un regime su base di massa, nell'ambito del quale veniva del tutto esautorato il potere legislativo; un regime che interpreta in un modo nuovo il rapporto tra la stessa massa e le strutture istituzionali dello Stato, ma anche tra il singolo individuo e la collettività, e concilia il tempo breve della rivoluzione e della sua affermazione con il tempo lungo delle origini.

Per certi aspetti, la tragedia del bonapartismo –regime personalistico prodotto dal popolo e incoronato dalla partecipazione politica– stava nell'aver conquistato il potere calpestando, insieme, la legittimità del potere dell'Antico regime e anche della prima fase della Rivoluzione : proprio per ciò si era autocondannato alla trasformazione –secondo un processo di ingegneria istituzionale (Direttorio e Consolato) che si configurava come una sorta di trapasso della rivoluzione nelle sue istituzioni– in un regime totalitario, allo scopo di esorcizzare quella paura di un ritorno alle origini dalla quale era assediato. Era, quello di Bonaparte, un regime –a suo giudizio– assai affine a quei totalitarismi del Novecento, che Ferrero aveva visto affermarsi all'indomani del primo conflitto mondiale. Pur con tutti i limiti di un parallelismo –assai discutibile dal punto di vista dell'analisi teorica e dottrina– tra bonapartismo, autoritarismo e totalitarismo, ancora una volta la storia gli serviva per penetrare in profondità i segreti del tempo presente; quel tempo, piuttosto tormentato, che gli era toccato in sorte di vivere.

---

<sup>29</sup> G. Ferrero, *Potere*, Milano 1981, p. 124.

<sup>30</sup> G. Ferrero, *Ricostruzione. Talleyrand a Vienna 1814-1815*, Milano 1946, p. 49.

<sup>31</sup> Sul bonapartismo, cfr. l'omonima voce, firmata da Sergio Pistone, nel *Dizionario di politica*, diretto da N. Bobbio, N. Matteucci, G. Pasquino, Milano 1983, pp. 107-108. Cfr. anche: D. Losurdo, *Democrazia o bonapartismo. Trionfo e decadenza del suffragio universale*, Torino 1992 ; C. Cassina, *Il bonapartismo o la falsa eccezione*, Roma 2001.

**LA REVUE *l'EUROPE NOUVELLE*  
ET L'ETABLISSEMENT DU  
RÉGIME FASCISTE EN ITALIE**

**Pierre GUILLEN**

Fondée en janvier 1918, au moment où Wilson énonce ses Quatorze Points, *l'Europe nouvelle*, revue hebdomadaire des questions extérieures, économiques et littéraires, se propose d'analyser, les problèmes de la reconstruction de l'Europe après la guerre, de définir les principes qui doivent la guider, pour aboutir à un nouvel ordre européen inspiré du wilsonisme<sup>1</sup>.

De 1920 à 1934, la revue est dirigée par Louise Weiss, fille d'un important homme d'affaires parisien, qui dispose de nombreuses relations et soutient financièrement l'entreprise –le conseil d'administration est formé de personnalités industrielles et financières appartenant au cercle des Weiss. Louise Weiss se fait épauler par un professeur agrégé, chroniqueur au *Temps*, Philippe Millet, fils de l'ambassadeur René Millet, avec le titre de directeur politique<sup>2</sup>.

La ligne directrice est de traiter, le plus objectivement possible, les grands problèmes d'actualité, et de chercher la solution des difficultés européennes dans un pacte européen (inspiré du Pacte de la SDN) afin de régler pacifiquement les conflits<sup>3</sup>.

La revue s'adresse à une élite cultivée : diplomates, hauts fonctionnaires, universitaires, étudiants, hommes politiques, hommes d'affaires, publicistes politiques et économiques. Son audience s'étend, y compris hors de France, notamment par la traduction et la publication de documents d'actualité internationale, ces annexes constituant une sorte de Journal officiel international<sup>4</sup>.

Analyser le regard que portent sur l'Italie fasciste les collaborateurs de la revue n'est pas sans intérêt, car les idées qu'ils développent –démocratie, liberté, concorde entre les peuples, relations pacifiques entre les Etats– ne sont pas précisément celles auxquelles se réfère le mouvement fasciste.

L'Europe nouvelle consacre à l'Italie d'assez nombreux articles, sur la crise d'après-guerre, la prise du pouvoir par Mussolini, la mise en place du régime, la crise Matteotti et ses suites. Nous nous arrêtons à l'année 1926, avec les lois « fascistissimes » qui assoient un régime de nature totalitaire.

Qui sont les auteurs des articles ? Dans les années 1920-1922, principalement Benjamin Crémieux, écrivain critique littéraire, essayiste, jouissant d'une certaine notoriété à la NRF et très bon connaisseur de l'Italie : agrégé d'italien, il a enseigné à l'Institut français de Florence de 1908 à 1913, dont il était le directeur de l'Office d'information de relations et d'échanges animant la revue *France-Italie* puis la *Revue des nations latines*, entretenant une correspondance active avec Prezzolini. Démocrate, il admirait Salvemini et détestait les fascistes : « j'ai rarement vu autant d'ordures et de vileries entassées que dans les articles de Mussolini » écrit-il dans une lettre à Prezzolini du 10 juin 1919<sup>5</sup>. Des correspondants à Rome, comme Emmanuel Audisio et d'autres désignés par le pseudonyme Italiens ; des Italiens aussi, Sforza, et surtout Prezzolini, présenté comme particulièrement représentatif de l'Italie nouvelle, « exerçant une influence sur l'élite de sa génération »<sup>6</sup>

## • Interrogations et incertitudes 1920-22

La revue ne prend en compte que tardivement la naissance et le développement du mouvement fasciste, dont elle méconnaît complètement la nature et le danger qu'il représente.

Tout au long de l'année 1920 et jusqu'au printemps 1921, les articles se contentent de souligner la crise générale d'anarchie qui prévaut en Italie et que ni l'Etat, ni les partis

<sup>1</sup> *L'Europe nouvelle*, éditorial 16 février 1918.

<sup>2</sup> Louise Weiss, *Mémoires d'une européenne, t. II, 1919-1934*, Paris, Payot, 1969, passim.

<sup>3</sup> *L'Europe nouvelle*, éditorial de Ph. Millet, 31 décembre 1921.

<sup>4</sup> L. Weiss, o.c., p. 73-79.

<sup>5</sup> Cf. Isabelle Renard, *l'Institut français de Florence, 1900-1920*, thèse de doctorat, Grenoble II, décembre 1996, notice sur Benjamin Crémieux t. 2 p. 454.

<sup>6</sup> *L'Europe nouvelle*, 12 septembre 1920.

politiques ne peuvent maîtriser. « Il n'est pas une corporation qui ne décrète la grève, pour un oui ou pour un non », toutes les activités sont paralysées ; cette situation est condamnée aussi bien par l'opinion bourgeoise qui crie au bolchevisme, que par les socialistes répétant que l'on gaspille ainsi les forces du prolétariat ; en réalité l'immaturation des classes populaires fait que l'Italie « est mûre pour des jacqueries mais non pour la révolution... Non, en vérité ce n'est pas encore en Italie la veille du grand soir »<sup>7</sup>.

Il faut attendre la fin d'avril 1921 pour que la revue, par la plume de Benjamin Crémieux, prenne conscience, à sa grande surprise, que le mouvement fasciste est à prendre au sérieux. « En quelques mois une organisation antisocialiste, le Fascio d'ex-combattants, s'est développée de façon inattendue. Les fascistes sont les maîtres de la rue »<sup>8</sup>.

Mais commentant les élections du printemps 1921, son aveuglement est total : « c'est un miracle que la campagne de violences menée par les fascistes n'ait pas abouti à la démoralisation des classes socialistes ». Il montre un optimisme déconcertant : sous les coups des matraques fascistes, les socialistes renoncent provisoirement à la révolution, l'esprit public est modifié, « c'est le socialisme réformiste, aile gauche de la démocratie qui a le vent en poupe ». L'Italie souhaite le calme. Si elle a soutenu ces derniers temps les violences des fascistes, qui tendaient à ramener le calme, elle ne tardera pas à se retourner contre eux au cas où « ils ne rentreront pas rapidement dans la légalité »<sup>9</sup>.

Benjamin Crémieux voit dans le fascisme un incendie qui s'est embrasé aussi vite qu'il est appelé à s'éteindre. Alors que l'anarchie se généralisait sans que le gouvernement intervienne, que la bourgeoisie italienne semblait résignée à l'établissement d'un régime socialiste, « un véritable coup de théâtre retourna la situation : ce fut l'intervention des associations d'anciens combattants, les fasci » ; leurs premiers succès, soutenus par l'opinion, entraînent l'extension rapide du mouvement, que les banques et la grande industrie subventionnent. Mais le mouvement dégénère, les soutiens de l'ordre se transforment en fauteurs de guerre civile. « Aujourd'hui l'Italie est lasse du fascisme ; Mussolini, désavoué par une partie de ses troupes, présente sa démission ; c'est le déclin du fascisme »<sup>10</sup>.

Cependant dans le premier semestre 1922, Benjamin Crémieux doit constater que l'impasse est totale : poursuite des violences fascistes auxquelles l'Etat n'a pas la force de tenir tête, les chefs fascistes semblaient impuissants à discipliner leurs troupes ; or si les socialistes sont prêts à une lutte sans merci contre le « fascisme dégénéré », les partis du centre craignent que la répression contre les fascistes ne favorise le retour des violences socialistes<sup>11</sup>.

Benjamin Crémieux abandonne en partie son aveuglement et doit reconnaître : « Résoudre le problème fasciste est pour l'Italie une question de vie ou de mort », la paix publique ne renaîtra qu'après la disparition ou la transformation radicale du fascisme. Mais ses analyses sont erronées : selon lui les chefs fascistes souhaitent un arrêt des violences, mais sont entraînés par leurs troupes à des excès qu'ils reprochent secrètement mais auxquels ils doivent donner publiquement leur adhésion<sup>12</sup>.

Autre erreur de jugement : l'incapacité des chefs fascistes à s'installer au pouvoir et à gouverner l'Italie. Refusant de les prendre au sérieux les collaborateurs de l'*Europe nouvelle* trempent leur plume dans le dénigrement et la dérision. Porter les fascistes au gouvernement ? Ce serait folie ; ils manquent de chefs pondérés, expérimentés, instruits ; Mussolini n'a des problèmes de politique extérieure et de politique financière que des notions vagues. Quant à la

<sup>7</sup> *Ibidem*, articles de Jean Murol sur les conflits politiques et sociaux en Italie. C'est aussi le point de vue de Benjamin Crémieux, « L'agitation ouvrière en Italie. Jacquerie ou révolution ? ».

<sup>8</sup> Numéro du 23 avril 1921.

<sup>9</sup> *Ibidem*.

<sup>10</sup> Article de Benjamin Crémieux, 27 août 1921.

<sup>11</sup> Articles de B. Crémieux de février 1922.

<sup>12</sup> Articles de B. Crémieux d'août 1922.



doctrine fasciste, c'est « un ramassis d'idées empruntées au nationalisme, au syndicalisme, au libéralisme et rajoutées n'importe comment les unes aux autres ». C'est une disparition rapide du fascisme que les amis sincères de l'Italie doivent souhaiter. « Tous les défauts traditionnels des Italiens (impulsivité, violence, goût de la mascarade, des serments inutiles) se retrouvent dans les fascistes et aucune des qualités de la race (bon sens, réalisme, tolérance, amour de la paix)... le triomphe du fascisme tel qu'il existe aujourd'hui, ce serait un retard d'un siècle dans la marche de l'Italie vers la place de premier rang à laquelle elle aspire »<sup>13</sup>.

Au moment de la marche sur Rome, les correspondants en Italie de l'Europe nouvelle manient à la fois l'inquiétude et la dérision : il ne faut pas prendre à la légère ce lyrisme exhibitionniste et quelque peu sud-américain ; l'Etat déliquescence est à la merci d'un coup de main de ces milices armées. « L'Italie sérieuse se terre, se cache. Il n'y a en scène que les politiciens sans caractère et les fascistes sans cervelle. Or un Etat moderne ne progresse pas à l'aide de grands mots creux et à coup de gourdin et de revolvers »<sup>14</sup>.

### • Un régime qui se stabilise. 1922-24

Avec l'arrivée des fascistes au pouvoir, l'*Europe nouvelle* prend enfin la mesure du phénomène. « L'expérience fasciste d'union sacrée, de réaction, de nationalisme, de négation de la lutte des classes, a pour l'Europe le même intérêt passionnant que l'expérience communiste en Russie. En Italie comme en Russie, c'est la démocratie... qui est accusée de tous les maux »<sup>15</sup>.

Benjamin Crémieux est perplexe sur les chances de durée et sur la nature du régime qui s'instaure : divergences entre partisans d'un gouvernement fort mais respectueux de la forme libérale de l'Etat et partisans d'une dictature ; absence de programme crédible en politique économique et financière et en politique extérieure ; inexpérience des chefs fascistes qui se complaisent en formules creuses, violences vaines, mépris total du réel ; ou bien le fascisme sera « un succédané rajeuni du parti libéral », ou bien ses éléments extrêmes prendront le dessus, beaucoup s'en détacheront, et ce sera la guerre civile<sup>16</sup>.

Au début la première hypothèse semble l'emporter. « Le coup d'Etat qui devait accoucher d'une montagne n'a enfanté qu'une souris » estime la revue avec soulagement. Mussolini s'est assagi et mène une politique de compromis, le programme gouvernemental annoncé rencontre une approbation générale, car il n'apporte rien de nouveau ; si les élections du printemps 1923 se font dans la liberté, « tout se tassera »<sup>17</sup>.

Mais brusquement tout change. Mussolini demande les pleins pouvoirs, s'engage dans la voie d'une dictature, semble prendre son parti de l'existence de deux Italies ennemies et accentue la lutte contre l'Italie non fasciste. Il s'est donc rallié aux extrémistes de son parti, évolution due, selon B. Crémieux, à la reconstitution d'une opposition antifasciste autour d'un mouvement syndical puissant, dirigé contre le programme financier et social du gouvernement. L'avenir s'annonce sombre : ou le fascisme écrase tous les adversaires, et les Italiens subiront sa tyrannie ; ou ils ne s'en débarrasseront qu'à la suite d'une lutte impitoyable et sanglante. « L'espoir d'un fascisme pantouflard et un espoir vain »<sup>18</sup>.

Méthodiquement, la pieuvre fasciste étouffe toutes les forces qui cherchent à préserver leur autonomie ; selon l'*Europe nouvelle*, si l'ordre public est rétabli en apparence, les haines

---

<sup>13</sup> Cf. également l'article de Sabatino di Loreto, dans le numéro du 19 août 1922 : la composition hétéroclite du mouvement fasciste fait qu'il n'a aucun programme nettement établi ; les fascistes se sont unis par la haine contre leurs adversaires ; guerre au socialisme ne saurait constituer un programme.

<sup>14</sup> Italiens, « Les Chemises-Noires », article du 28 octobre 1922.

<sup>15</sup> Article de B. Crémieux, 30 décembre 1922.

<sup>16</sup> Article de B. Crémieux, 4 novembre 1922.

<sup>17</sup> Article de B. Crémieux, 11 novembre 1922.

<sup>18</sup> Article de B. Crémieux, 30 décembre 1922.

couvent, la terreur fasciste les empêche d'exploser mais elles attendent la première occasion.

L'avenir du fascisme dépend du succès de la politique économique et financière, « car un pays prospère peut se résigner à la dictature ». Or au printemps 1923, la revue doit constater que l'Italie s'est remise au travail, que les exportations se développent, que le monde financier et industriel fait crédit au fascisme<sup>19</sup>.

Désormais l'*Europe nouvelle* en prend acte et change de ton. Au dénigrement fait place le souci de l'objectivité ; on cherche à comprendre pourquoi le fascisme, contre toute attente, s'est stabilisé et est appelé à durer. En octobre 1923, un numéro de la revue est entièrement consacré à « l'Italie de Mussolini ». L'éditorial de Philippe Millet reconnaît que tous les augures sur la fragilité et le caractère éphémère du régime fasciste se sont trompés ; au témoignage des observateurs impartiaux, l'Italie mussolinienne connaît un bond économique et social qu'elle avait ignoré jusque là. « Méthodes déconcertantes pour ceux qui s'efforcent, comme nous, d'acclimater la démocratie en Europe ». Mais l'importance des résultats obtenus, la rapidité de décision dans l'ensemble des réformes pour remettre en bon état « le moteur central de la vie nationale », les effets positifs de ces réformes font que l'Italie de Mussolini offre des garanties de stabilité. La revue ouvre ses colonnes à des personnalités de l'Italie officielle, ayant des responsabilités, pour décrire l'amélioration de la situation financière, l'essor industriel, la réforme Gentile dans l'enseignement, les progrès des chemins de fer et de l'aéronautique, la nature du mouvement syndical fasciste<sup>20</sup>.

A côté de la réussite de la politique économique et financière, l'atout maître du régime, c'est la personnalité même de Mussolini, dont la complexité exerce sur la rédaction de la revue une sorte de fascination : orgueil et vanité, confiance en soi, mais prompt intelligence, souplesse, réalisme pour s'adapter aux circonstances, homme loyal et droit qui s'efforce de rassurer. En tout cas, il n'est plus question de « César de carnaval ». Selon E. Audisio, correspondant à Rome, Mussolini a fait appel à un large éventail de personnalités, les fascistes sont en minorité dans l'appareil de l'Etat, mais les non fascistes collaborent avec Mussolini qui leur inspire confiance, par son énergie, sa puissance de travail, sa souplesse réaliste, pour restaurer la vie économique et morale de la nation et développer le bien-être du peuple italien<sup>21</sup>.

Les articles de la revue distinguent soigneusement Mussolini, personnalité attachante et d'envergure, aux grandes qualités, des excités et des irresponsables du PNF. « Il faut espérer pour le salut de l'Italie et la paix de l'Europe qu'il triomphera du programme, des méthodes de son parti et de l'extrémisme de ses amis »<sup>22</sup>. « C'est de Mussolini que les masses italiennes attendent d'être sauvées du fascisme »<sup>23</sup>.

Le Duce semble l'avoir compris. Il aurait confié à un proche : « D'ici deux ans, je me serai débarrassé des chemises noires et j'aurai débarrassé le fascisme de toutes les canailles qu'il contient ». De fait il procède à l'épuration du PNF et diverses réformes allègent l'emprise du parti sur le pays. Aussi selon le correspondant à Rome, Mussolini jouit d'une popularité énorme, « expression de l'espérance et du sentiment qu'il est seul capable de remettre de l'ordre »<sup>24</sup>. Tel est aussi l'avis de Prezzolini : Rocca a mis les choses au point : la révolution a été faite par Mussolini pour l'Italie et non pour les fascistes ; que les éléments

---

<sup>19</sup> Italiens, numéro du 5 mai 1923.

<sup>20</sup> *L'Europe nouvelle* 6 octobre 1923, l'Italie de Mussolini. Dans son mémoire de maîtrise soutenu à Grenoble en 2003, « *La vision de l'Italie fasciste dans l'Europe nouvelle. 1922-1939* », Aurélien Sayouri date seulement des accords du Latran en 1929 le passage du dénigrement à la prise de considération. En fait, c'est dès octobre 1923 que ce changement d'attitude apparaît dans la revue.

<sup>21</sup> Article d'Emmanuel Audisio, *Mussolini et ses collaborateurs*, article du 6 octobre 1923.

<sup>22</sup> Italiens, 18 novembre 1922.

<sup>23</sup> Italiens, 23 juin 1923.

<sup>24</sup> *Ibidem*.

turbulents rentrent dans le rang ; le parti doit à présent se fondre dans toute l'Italie, sans distinction entre vainqueurs et vaincus de la révolution<sup>25</sup>.

Confiant dans la stabilisation du régime, Mussolini renonce au renouvellement des pleins pouvoirs et semble vouloir, par des élections, rétablir une situation légale et régulière<sup>26</sup> ; il constitue une sorte de bloc national en adjoignant aux candidats fascistes des libéraux de droite et divers ralliés. Mais, estime Prezzolini, dans le bloc majoritaire, les fascistes sont l'élément moteur, « minorité ardente unifiée par la volonté d'un homme »<sup>27</sup>.

Les élections sont un succès pour le Bloc, le régime semble définitivement stabilisé. L'éditorial de l'Europe nouvelle souligne la souplesse et l'habileté de Mussolini pour s'adapter aux réalités. Mais il ne faudrait pas y voir la preuve de la force du fascisme ; Mussolini est à la recherche d'un compromis, car les 2,1 millions de voix qui se sont prononcées contre l'expérience fasciste représentent la majorité « de l'Italie qui travaille et qui pense »<sup>28</sup>.

### ● La crise Matteotti et l'évolution vers le totalitarisme 1924-1926.

L'émotion suscitée par l'assassinat de Matteotti semble remettre en question la stabilisation du régime. Jusqu'ici l'opinion pensait que si l'illégalité perdurait en province, elle était condamnée à Rome, et que le gouvernement arriverait à la longue à se débarrasser des aventuriers qui avaient terrorisé l'Italie. Or l'affaire révèle que dans les sphères gouvernementales on favorise des bandes, des assassinats, l'entourage de Mussolini est compromis, Mussolini lui-même est éclaboussé ; pour le correspondant de l'*Europe nouvelle*, il est acculé à choisir : être chef du parti ou chef du gouvernement<sup>29</sup>.

Le prestige de Mussolini l'avait jusqu'ici préservé de la boue qui l'entoure, écrit Prezzolini, mais cette fois, le mouvement d'indignation est tel que s'est formé, au sein même du ministère, un groupe « des honnêtes gens » appuyé sur l'opinion. Mussolini doit donner un coup de barre à droite en nommant le nationaliste Federzoni, ministre de l'intérieur, ce qui garantit plus de tranquillité et de respect de la loi. Prezzolini estime que l'on est arrivé à un moment décisif : le fascisme doit reconnaître que le système de violence n'arrive à rien de décisif ni de durable ; que Mussolini ait le courage de l'imposer à ses troupes<sup>30</sup>.

Vœu pieux, car l'opposition refuse la main tendue par Mussolini pour sortir de la crise par la conciliation. C'est donc l'épreuve de force, le PNF annonce « la seconde vague » de la marche sur Rome, le gouvernement prend des mesures répressives<sup>31</sup>. Renonçant au jeu de bascule entre politique libérale et politique dictatoriale, Mussolini opte pour cette dernière. Selon le correspondant à Rome, cette décision est due à la campagne acharnée de l'opposition qui reçoit le renfort de la droite libérale ; Mussolini interprète la désagrégation de la majorité parlementaire comme une trahison ; il affirme le droit de la minorité fasciste à encadrer la nation<sup>32</sup>.

La crise du régime va-t-elle entraîner sa chute ? C'est ce qui pense Marcel Ray, un collaborateur de la revue qui vient de passer trois semaines à Rome ; lâché par ceux qui s'étaient ralliés, Mussolini est réduit à la défensive ; sa politique, mélange de poigne et d'opportunisme, a atteint ses limites ; par sa politique réactionnaire, il a perdu le contact des

---

<sup>25</sup> Article de Prezzolini, 6 octobre 1923.

<sup>26</sup> article d'E. Audisio, 26 janvier 1924.

<sup>27</sup> Article de Prezzolini, 19 janvier 1924.

<sup>28</sup> Editorial du 31 mai 1924.

<sup>29</sup> Italiens, 21 juin 1924.

<sup>30</sup> Pressolini, 5 juillet 1924.

<sup>31</sup> Italiens, 12 juillet 1924.

<sup>32</sup> Italiens, 6 septembre 1924.

masses sans avoir l'appui de la grande bourgeoisie. Frappé par la force d'opposition, Marcel Ray conclut hâtivement au « crépuscule du fascisme »<sup>33</sup>.

Ce n'est pas l'avis du correspondant à Rome : « Ce qui fait la force du fascisme, c'est que 40 millions d'Italiens ne savent pas par quoi le remplacer »<sup>34</sup>

De fait, si à la fin de décembre 1924 le fascisme semblait à terre, finalement il gagne la bataille contre l'opposition et triomphe de la crise. Dans un long article Prezzolini relève comme raisons : les divisions de l'opposition au programme purement négatif et sans cohérence ; l'indifférence de l'opinion, qui sans doute n'aime pas les violences et la rhétorique fascistes, mais redoute un saut dans l'inconnu ; la très forte personnalité de Mussolini, son habileté, son flair qui lui permettent de dominer les foules et de rester très populaire ; l'opposition a fondé sa campagne sur la liberté d'opinion, question qui n'intéresse pas le peuple italien ; le fascisme répond à un mouvement d'échelle mondiale de mise en cause du parlementarisme et de ses défauts ; le fascisme a réalisé de bonnes réformes que les Italiens attendaient depuis longtemps ; enfin la crise Matteotti a provoqué une critique interne au PNF et fait émerger des éléments nouveaux, intelligents et cultivés. Conclusion de Prezzolini : le fascisme domine encore plus qu'avant la vie politique italienne ; « ce n'est pas le fait d'un homme ou d'un parti ; c'est l'expérience d'un peuple, ceux qui jugent le fascisme à l'aune de la démocratie libérale occidentale ignorent les spécificités italiennes »<sup>35</sup>.

Même remarque dans la conclusion de l'éditorial du 14 novembre 1925, « Bilan du fascisme » : « Il ne faut pas juger la situation italienne selon les critères français. L'Italie a des traditions d'affrontements et de rivalités locales communales ». Quant au bilan, il est jugé globalement positif : s'il n'a pas tenu toutes ses promesses, le fascisme a rendu à l'Italie l'ordre intérieur (malgré les attentats politiques) ; « il a surtout donné à un peuple profondément pénétré d'esprit de dignité nationale la fierté de la patrie, et développé au plus haut degré le sentiment nationaliste ». Les manifestations de Milan à la suite de l'attentat de Zamboni contre Mussolini ont montré au Duce que le mouvement n'avait rien perdu de sa force et que son propre prestige restait intact. « Dans la crise que traversent les Etats européens, le nationalisme peut être un efficace facteur de relèvement »<sup>36</sup>.

La revue n'en souligne pas moins que le fascisme a renoncé à s'imposer par la persuasion et procède à une mainmise générale sur le pays. Mussolini l'avait annoncé dans son discours du 31 janvier 1925, et depuis il préparait la mise en place d'une dictature totalitaire (lois « fascistissimes » adoptées à partir de décembre 1925). Selon *l'Europe nouvelle* il avait jusqu'ici refusé de soumettre aux Chambres les projets de loi élaborés par le Grand Conseil fasciste, dans l'esprit de la révolution fasciste ; mais les violentes attaques dont il a été l'objet, lors de la crise Matteotti, le conduisent à répliquer en légalisant les pratiques jusque là illégales, en épurant massivement les organes de l'Etat et en supprimant les organisations non fascistes<sup>37</sup>.

Tout opposait l'équipe de *l'Europe nouvelle* à l'idéologie, aux conceptions politiques, aux pratiques fascistes. Dans un premier temps, surprise par l'orage qu'elle n'avait pas vu venir, elle en a minimisé l'importance et dénigré un phénomène à ses yeux anormal, aberrant, sans avenir. Ensuite elle a reconnu s'être trompée ; dès lors que le régime fasciste s'est enraciné, les analyses sont marquées par le souci de comprendre, par la recherche de l'objectivité et de l'impartialité et elle n'hésite pas à ouvrir ses pages à des représentants de l'Italie officielle. Tout en continuant de condamner les principes et les méthodes de

---

<sup>33</sup> Article de Marcel Ray, 3 janvier 1925.

<sup>34</sup> Italiens, 1 janvier 1924.

<sup>35</sup> Prezzolini, 9 mai 1925.

<sup>36</sup> Editorial du 14 novembre 1925, Bilan du fascisme.

<sup>37</sup> Italiens, 21 août 1926.

l'expérience fasciste, elle en reconnaît les aspects positifs et souligne la personnalité exceptionnelle de Mussolini, auquel la majorité des Italiens restent attachés.

Cette évolution correspond à celle d'une bonne partie des élites françaises qui jusqu'à la formation de l'Axe Rome-Berlin ont eu une image assez positive de l'Italie de Mussolini.

**MAURICE BEDEL  
UN ECRIVAIN FRANÇAIS DANS  
L'ITALIE DE MUSSOLINI EN 1929**

**Ralph SCHOR**

Aujourd'hui oublié, Maurice Bedel (1883-1954) connut la notoriété dans l'entre-deux-guerres. Docteur en médecine, il fit une brillante entrée dans la littérature en obtenant en 1927 le prix Goncourt pour son premier roman, *Jérôme, 60° de latitude nord*. Il enchaîna toute une série de romans qui connurent le succès comme *Molinoff Indre-et-Loire* (1928), *Zulfu* (1933), *Le Laurier d'Apollon* (1937)... Ces ouvrages manifestaient une sagesse équilibrée, un fort attachement au sol français, une ironie parfois mordante. Bedel publia aussi des pamphlets dont le plus remarqué fut *Bengali* (1937) où, s'en prenant au Front Populaire et surtout à Léon Blum, il affichait des idées xénophobes et antisémites très éloignées de l'humanisme tempéré de ses autres œuvres. Grand voyageur, il se rendit en Italie en 1929, rencontra Mussolini et parcourut la péninsule. Ses observations lui inspirèrent un nouveau livre, *Fascisme an VII* qui connut le succès<sup>1</sup>. L'exemplaire utilisé pour la présente étude indique qu'il s'agit de la 25<sup>e</sup> édition.

## • Le Duce

Maurice Bedel ouvre son livre par un portrait du Duce qui le reçoit au Palais Chigi. La date de cette audience n'est pas donnée, mais elle se situe nécessairement avant le 19 septembre 1929, jour où Mussolini s'installa au Palazzo Venezia. En tout cas, il n'est pas difficile d'obtenir une rencontre ; le dictateur, peu avare de son temps en la matière, aurait reçu 130 000 visiteurs, Italiens et étrangers, au cours de ses années de pouvoir<sup>2</sup>.

Bedel évoque d'abord le physique de son hôte et s'emploie à humaniser celui-ci : « On a trop vu, répandus par l'image, son visage au sourcil froncé, au regard ardent, sa mâchoire aux dents serrées, sa lèvre close sur un ordre bref et sans appel. Ce masque exprimant la volonté d'être dur, on se heurte à lui de quelque côté que l'on se tourne, dans les salles de rédaction, chez le confiseur, chez le perruquier, dans les cabines téléphoniques, chez le marchand de tabac, dans le salon de Grazia Deledda. C'est une obsession. C'est à se demander s'il garde cet air-là en dormant »<sup>3</sup>.

Bedel se démarque aussitôt du portrait stéréotypé : « Le vous assure qu'il est tout autre »<sup>4</sup>. Il montre Mussolini qui sourit et rit, s'exprime « avec la voix la plus douce du monde » dans un français chantant et presque gazouillé, un homme aux « manières pleines de délicatesse »<sup>5</sup>.

« Non, cet homme ne passe pas sa vie dans un sombre palais à parapher des listes de proscrits ou bien sur un balcon à haranguer des bonnets noirs et des bannières tricolores d'une bouche que convulse l'éloquence populaire »<sup>6</sup>.

Les propos de l'écrivain français se trouvent en accord avec ce que tous les biographes du Duce observent : s'il est rare que la maître de l'Italie fasse preuve d'aménité ou même de courtoisie avec ses compatriotes, mêmes ministres ou hiérarques fascistes, il se montre volontiers aimable avec ses visiteurs étrangers. Il va à la rencontre de ces derniers, égard auquel les Italiens n'ont pas droit. Bedel peut apprécier en cette circonstance la démarche légère de Mussolini, « la grâce d'un homme aux muscles assouplis, aux jointures huilées »<sup>7</sup>. Cette appréciation correspond à l'apparence du Duce à cette époque : si celui-ci souffre de l'estomac et est atteint d'une calvitie naissante, il a conservé un aspect robuste et agile. Il entretient son corps en pratiquant divers sports, activités abondamment mises en scène par la

---

<sup>1</sup> Maurice Bedel, *Fascisme an VII*, Gallimard, Paris, 1929.

<sup>2</sup> Max Gallo, *L'Italie de Mussolini*, Marabout, Paris, 1964, p. 212.

<sup>3</sup> *Fascisme an VII*, p. 9-10.

<sup>4</sup> *Ibid.* p. 10.

<sup>5</sup> *Ibid.* p. 20.

<sup>6</sup> *Ibid.* p. 10.

<sup>7</sup> *Ibid.* p. 11.

propagande officielle : natation, escrime, équitation, tennis, ski, pilotage d'avions, d'autos de course, de canots automobiles.

Maurice Bedel est également frappé par un fait que relèvent tous les visiteurs du Palais Chigi et du Palais de Venise : la nudité de la table sur laquelle travaille son hôte. Celui-ci dispose seulement sur son bureau un encrier, une pendule, un pot à crayons, une miniature représentant sa mère, mais « pas un papier, pas un dossier »<sup>8</sup>. De fait, Mussolini, maniaque de l'ordre, accepte seulement sur sa table les documents utiles à la tâche de l'instant et range méticuleusement les autres. Bedel en déduit un peu abusivement que le maître du pays est avant tout un homme d'action qui parle, ordonne, mais n'écrit pas. La réalité diffère quelque peu. Mussolini, certes cyclothymique et travaillant par à-coups, abat une besogne considérable, annote de nombreux rapports, règle une foule de questions, souvent dans le détail.

Le Français achève son portrait en vantant la « vertu » de son hôte qui est courageux et indifférent aux biens de la terre, ce que, dit l'écrivain, lui reconnaissent même « ses pires ennemis ». Les seuls loisirs qu'on lui connaisse, ajoute-t-il, sont l'équitation, la conduite automobile et le violon. Mussolini montre certes du courage physique et ne détourne pas les finances publiques à son profit. Il tient même à donner un tour spectaculaire à son désintéressement : ainsi il affiche son irritation à l'annonce d'un projet de la firme Lancia qui veut offrir une superbe automobile à ses fils ; après des discussions serrées avec la direction de l'entreprise, il accepte le cadeau « à titre tout à fait exceptionnel »<sup>9</sup>. Quant aux loisirs, il est vrai que le Duce fait bonne figure à cheval, au volant d'une auto, devant une partition classique. Mais il s'octroie d'autres distractions moins nobles comme les plaisanteries un peu grasses, les films comiques, surtout ceux de Charlot et Laurel et Hardy, et les femmes. Paradoxalement c'est cette dernière entorse à la grande vertu des temps anciens qu'il dissimule le moins, car elle renforce son image de virilité et d'homme proche des réalités.

### ● La nature du régime

Maurice Bedel qui n'est pas philosophe, politologue ou historien, ne livre pas une analyse complète et architecturée du fascisme, mais il en présente les éléments qui lui paraissent saillants.

Il relève d'abord le mépris de Mussolini pour « les idéologues, les bâtisseurs de rêve, les prometteurs de lune »<sup>10</sup>. Il confirme ainsi des traits bien connus, le réalisme et l'opportunisme du Duce, sa méfiance pour un intellectualisme et un rationalisme desséchants. Bedel ne porte pas un jugement sur ce point, mais il déplore ce qu'il croit être une conséquence du rejet de la spéculation théorique : « C'est en vain que j'ai cherché (à Rome) dans sa production littéraire ou philosophique, artistique ou scientifique, quelques unes des ces œuvres qui annoncent la précellence d'une ville, le rayonnement d'un nouveau foyer de l'intelligence »<sup>11</sup>.

La pensée se trouve certes bridée par un régime totalitaire, les intellectuels et les artistes sont encadrés, tenus par des institutions nouvelles comme l'Institut fasciste de la culture, le Conseil national de la recherche, l'Académie d'Italie<sup>12</sup>. Cependant le jugement de Maurice Bedel, très pénétré de l'importance de la culture française et du foyer parisien, paraît

---

<sup>8</sup> *Ibid.* Confirmé par l'huissier de Mussolini, Quinto Navarra, *Memorie del cameriere di Mussolini*, Longanesi, Milan, 1946, p. 112.

<sup>9</sup> Cf. Pierre Milza, *Mussolini*, Fayard, Paris, 1999, p. 473.

<sup>10</sup> *Fascisme an VII*, p. 118.

<sup>11</sup> *Ibid.* p. 54.

<sup>12</sup> Cf. Michel Ostenc, *Intellectuels italiens et fascisme*, Payot, Paris, 1983. Michel Ostenc pense que, malgré tous ses efforts, le régime n'a pas fait naître une culture fasciste, mais plutôt un style et des comportements superficiels.



excessif. Le régime fasciste peut en effet se flatter de l'adhésion, sincère ou intéressée, de nombreux intellectuels et savants, dont l'œuvre n'est pas toujours négligeable, comme Gentile, Marinetti, Pirandello, Malaparte, Soffici, Corradini, Orano, Piacentini, Mascagni, Marconi, Fermi...

Si, pour Bedel, l'Italie nouvelle dédaigne l'intellectualisme, elle privilégie l'action. Il montre que Mussolini a donné à son pays une réelle fierté nationale et que ce sentiment engendre une soif d'action, notamment sur la scène internationale. Il ajoute que cette intervention à l'extérieur servirait à faire oublier la confiscation de la liberté à l'intérieur. Cette observation est justifiée par le comportement et certains propos du Duce qui résume sa doctrine en un seul mot, le fait. Cependant si le régime exalte l'action et affectionne un discours guerrier grandiloquent, il glorifie plus l'idée de guerre que sa réalité. Pour lui le combat n'évoque pas le goût du sang, mais il implique surtout une mobilisation régénératrice du peuple. L'armée ne joue d'ailleurs pas de rôle politique important. Comme dit Eric Vial : « Le régime mussolinien recourt volontiers à une rhétorique guerrière, faite de grands mots accompagnés d'une pratique qui se voudrait audacieuse, mais qui est souvent fort prudente »<sup>13</sup>.

La phrase attribuée à Mussolini, « la cinématographie est l'arme la plus forte », est relayée par l'écrivain français qui consacre un long passage au septième art considéré comme un important moyen de propagande. De passage dans la campagne d'Orvieto, il assiste à une séance de cinéma ambulant donné par la Luce. Bedel commence par dire son admiration pour l'œuvre que Mussolini a conduite en la matière : « Cette Luce, c'est lui qui l'a réalisée, qui l'a en quelques mois amenée à un développement prodigieux, sur le seul programme de l'éducation sociale et intellectuelle du peuple »<sup>14</sup>.

Bedel conserve un certain recul et il présente la projection avec une ironie qui ne remet pas en cause l'appréciation admirative du début : « Par les mêmes sentiers où leurs aïeux suivaient le Poverello en écoutant son enseignement mystique, ces garçons allaient à la lumière des temps nouveaux : les miracles, qu'ils viennent du ciel ou qu'ils viennent de la science, auront toujours la ferveur des foules. Et n'était-ce pas miraculeux qu'une auto, portant dans ses flancs des sources électriques, vint donner en spectacle aux habitants des collines ombriennes la figure vivante du dieu nouveau et les tableaux mouvants de ses évangiles ? On verrait, ce soir, la parabole du bon grain italien, l'histoire merveilleuse de la charrue qui marche toute seule, et ces Terres promises aux fidèles de l'avenir : la Tunisie, l'Albanie, la Corse »<sup>15</sup>.

Ce qui, dans le système fasciste, retient le plus l'attention de Maurice Bedel est la disparition de la liberté. Après un séjour de deux semaines à Rome, il étouffe littéralement : « L'atmosphère politique y tient l'esprit dans une sorte d'oppression qui lui donne vite, comme à tout prisonnier, le goût de l'évasion »<sup>16</sup>.

Aussi prend-il le train pour la province. Mais, durant le voyage, il se trouve à nouveau paralysé par les mesures de contrôle omniprésentes : « J'en fus bien empêché par la présence dans les couloirs de ces sombres miliciens qui vont et viennent d'un soufflet à l'autre, plongeant dans chaque compartiment un regard chargé d'une curiosité inquiétante. Il vous brosent le ventre de l'étui de leur revolver et, comme le mot pardon est rayé du langage fasciste, ils vous marchent sur les pieds sans que l'on sache si c'est par avertissement ou par inadvertance »<sup>17</sup>.

---

<sup>13</sup> Eric Vial, *Guerres, sociétés et mentalités. L'Italie du premier XXe siècle*, Seli Arslan, Paris, 2003, p. 118.

<sup>14</sup> *Fascisme an VII*, p. 94.

<sup>15</sup> *Ibid.* p. 95.

<sup>16</sup> *Ibid.* p. 83.

<sup>17</sup> *Ibid.* p. 85.

L'ambiance, même dans les campagnes, est si pesante que, selon le voyageur, les cultivateurs semblent « remplir un devoir plutôt qu'accomplir une tâche »<sup>18</sup>.

Ce qui paraît le plus lourd à Bedel, c'est l'ordre moral que fait régner le régime, l'atmosphère digne et puritaine qu'il impose à chacun, une vie dans laquelle l'ennui le dispute à l'oppression. Il montre que les amoureux n'osent plus s'aventurer sous les ombrages du Pincio où ils sont traqués par les chemises noires. Les femmes sont confinées chez elles et invitées à se consacrer entièrement à leurs enfants. Les mendiants ont disparu de la capitale. Les fonctionnaires affectent une correction qui confine à la raideur. Les touristes amateurs de fantaisie se font rares dans un pays dont les habitants, dit le Duce, ne veulent plus être représentés « avec le bonnet de l'aubergiste » et être considérés comme des pourvoyeurs de plaisirs. Ce climat empesé est bien conforme aux vœux du dictateur qui déclare : « La vie telle que la conçoit le fascisme est grave, austère, religieuse. Le fascisme méprise la vie commode. Il croit encore et toujours à la sainteté et à l'héroïsme »<sup>19</sup>.

Mussolini, à partir d'un exemple concret, confirme ce programme devant Maurice Bedel : « Depuis que j'ai interdit à la presse d'en donner la relation, il n'y a presque plus en Italie de drames passionnels. Vous savez que la presse italienne est la plus libre du monde... Eh bien, j'ai dû, malgré cela, séquestrer le journal de mon frère Arnaldo, le *Popolo d'Italia*, qui avait publié le récit d'un drame passionnel (...). Et vous pouvez penser que le récit de cette mort inspirait à d'autres femmes l'idée d'en faire autant »<sup>20</sup>. Elargissant son propos, le Duce conclut : « Rome deviendra la ville du monde où la moralité sera la plus élevée, où la vie publique, la rue auront la tenue la meilleure »<sup>21</sup>.

Bedel désapprouve cette volonté de tremper l'âme d'un peuple bon gré mal gré et se demande si l'Italie n'est pas devenue « le triste jardin de toutes les vertus »<sup>22</sup>. Il se rassure juste un peu quand il constate que les chauffeurs de taxi et les garçons de café, pourtant élevés à l'école d'une austère dignité, acceptent les pourboires<sup>23</sup>.

### ● L'adhésion au régime

« La jeunesse sert et obéit avec joie », déclare Mussolini à Bedel<sup>24</sup>. Celui-ci ratifie cette affirmation. Pour lui le dictateur est un prince de la jeunesse, « sévère mais adulé, exigeant mais comblé ». Il ajoute : « C'est naturellement chez les jeunes gens que l'on rencontre la plus ardente admiration pour Mussolini. Elle va parfois jusqu'à la phraséologie mystique »<sup>25</sup>.

Bedel ressent le même sentiment d'adhésion chez les paysans quand il observe leur comportement, particulièrement leur respect pour les symboles du régime. Le Français pense que la population, confiante dans l'envergure de son chef et la destinée de son pays, a sacrifié volontiers sa liberté, cela sans déchoir : « La discipline consentie maintient, malgré les apparences, le cœur en état d'allégresse. L'Italie fasciste est aux ordres de Mussolini comme une équipe de football aux ordres de son capitaine »<sup>26</sup>.

De fait, les historiens, à commencer par Renzo De Felice, admettent qu'il y eut une adhésion réelle au fascisme et que Mussolini, comme dit Pierre Milza, fut « adulé par la

---

<sup>18</sup> *Ibid.* p. 86.

<sup>19</sup> Cité par Max Gallo, *op. cit.* p. 224.

<sup>20</sup> *Fascisme an VII*, p. 14-15.

<sup>21</sup> *Ibid.* p. 16.

<sup>22</sup> *Ibid.* p. 19.

<sup>23</sup> Max Gallo, *op. cit.* Insiste sur l'importance de la corruption, p. 228.

<sup>24</sup> *Fascisme an VII*, p. 12.

<sup>25</sup> *Ibid.* p. 39.

<sup>26</sup> *Ibid.* p. 119-120.

majorité des Italiens »<sup>27</sup>. Cette acceptation se révélait sincère ou opportuniste, mais elle pouvait s'expliquer. Pour les classes moyennes ou populaires non socialistes, le Duce avait évité à son pays les affres de la guerre civile. Issu du peuple, il connaissait les besoins réels de ses compatriotes et pouvait les défendre contre le grand capital. Pour les catholiques il réconciliait l'Etat et l'Eglise, nouait une sorte d'alliance entre les deux institutions et prenait ainsi une stature d'homme providentiel. Le renouvellement des générations servait aussi le régime. Avec la disparition, du fait l'âge, des antifascistes, leur silence forcé ou leur exil, beaucoup de jeunes arrivaient à la majorité sans avoir connu une culture autre que fasciste et sans avoir fait l'expérience de la violence squadrisme. Enfin Mussolini savait flatter la sensibilité de ses contemporains ; Pierre Milza observe : « Ce que nombre d'Italiens apprécient dans la liturgie fasciste, c'est son caractère théâtral et ce qui les captive chez le Duce, c'est son talent de ténor et d'acteur »<sup>28</sup>.

Cependant Bedel nuance son jugement et pense que la force de la répression fait comprendre certaines adhésions : « A Rome, le son de la voix a été mis au diapason de la prudence. On sait ce qu'il en coûte d'exprimer hautement et clairement une opinion subversive. Il entre donc une certaine part d'affectation dans la rigueur des mœurs, dans la sévérité des façons »<sup>29</sup>.

Il est vrai que le régime de Mussolini, sans être aussi dur que celui d'Hitler, traque les opposants. Au début des années 1930, le nombre des perquisitions s'élève chaque semaine à environ 20 000<sup>30</sup>. L'effectif des personnes condamnées pour des faits politiques, à des peines d'une durée moyenne légèrement supérieure à cinq ans, atteint 219 en 1927 et 636 en 1928<sup>31</sup>. De 1930 à 1934, la seule OVRA procède à 6 000 arrestations<sup>32</sup>.

Enfin Bedel conduit son lecteur à Naples dans un chapitre qu'il intitule « La revanche de la mandoline ». Dans la grande ville du sud, il ne retrouve pas la sévérité, l'austérité et la discipline du fascisme romain. A Naples, le premier rival du régime est Dieu : « Le Dieu des Napolitains est débonnaire et familier. Il se promène dans la rue habillé en moine (...). Il tient bureau de charité dans chacune des trois cent cinquante églises et il n'y chôme pas. Il a pour auxiliaires une foule de saints de grand renom. De plus, il a multiplié les postes de secours : il n'est pas un coin de rue, un carrefour, une place où quelque image miraculeuse, ornée de fleurs et de lumières, n'offre ses soins aux malades et aux déshérités. Il sait prendre son monde. Il ne fonce pas les sourcils, il ne roule pas les yeux, il ne jette pas le menton en avant (...). Le dieu des jeunes Romains s'écrie : il faut être dur ! Le Dieu des Napolitains n'est pas nietzschéen ; il est franciscain. Je crois les gens de Naples plus enclins à suivre celui-ci que celui-là »<sup>33</sup>.

Bedel se promène dans les rues du vieux centre. Il rencontre des marchands de légumes qui chantent comme Caruso, des montreurs de marionnettes, des musiciens ambulants, des amoureux ; il hume mille odeurs fortes ; il est envahi de musiques et d'images colorées qui forment comme « la synthèse des douleurs et des joies, des désirs et des plaisirs d'une multitude vibrante, passionnée, sensuelle »<sup>34</sup>. Le visiteur se demande : « Les puritains de Rome viendront-ils à bout de tant de plaisir de vivre ? ». La réponse est assurément négative. Naples a appartenu aux Grecs, aux Romains, aux Normands, aux Allemands, aux Angevins, aux Espagnols, aux Autrichiens, aux Français, et elle n'a jamais cessé d'être elle-même.

---

<sup>27</sup> Pierre Milza, *op. cit.* p. 457.

<sup>28</sup> *Ibid.* p. 561.

<sup>29</sup> *Fascisme an VII*, p. 55.

<sup>30</sup> Pierre Milza, *op. cit.* P. 568.

<sup>31</sup> Danilo Veneruso, *L'Italia fascista (1922-1945)*, Il Mulino, Bologne, 1981, p. 155.

<sup>32</sup> Renzo De Felice, *Mussolini*, t. 3. *Gli anni del consenso (1929-1936)*, Einaudi, Turin, 1974, p. 86.

<sup>33</sup> *Fascisme an VII*, p. 103-104.

<sup>34</sup> *Ibid.* p. 107.

## ● France et Italie

Maurice Bedel se penche enfin sur les relations franco-italiennes. Il observe d'abord chez les personnes qu'il rencontre un élan spontané et amical envers lui. Il est accueilli, fêté et comblé de prévenances. Il remarque aussi l'intérêt que ses hôtes portent au mouvement artistique et littéraire français. Il conclut de toutes ses expériences que les deux pays sont plus séparés par des idées que par des sentiments.

Car Bedel voit bien qu'il existe un contentieux et que l'Italie nourrit des griefs contre sa voisine. Au cours de son séjour, il est précisément spectateur de manifestations antifrançaises. Il n'indique pas l'origine de celles-ci, sauf qu'elles tympanisent le verdict rendu par un jury parisien. Il s'agit vraisemblablement du procès de Sergio di Modugno qui, en septembre 1927, avait assassiné le comte Carlo Nardini, vice-consul d'Italie à Paris. Le meurtrier est seulement puni par une peine de deux ans de prison. Bedel décrit en ces termes la réaction de la foule : « Je venais de la voir bafouer notre drapeau, promener par les rues des pancartes où la France était vouée à la malédiction et à la mort, conspuer les innocents pensionnaires de la Villa Médicis (...). Un public placide assistait à ces ébats turbulents ; les conducteurs de tramways, les chauffeurs de taxi, sans oser maugréer, laissaient passer ce fleuve et ses débordements. Et les seules victimes de ces désordres furent l'histoire, la géographie et les mathématiques que ces jeunes avaient abandonnées sans scrupules pour courir le Corso en maudissant la France »<sup>35</sup>.

Bedel nuance certes l'impact de la manifestation en relevant l'apparente indifférence des passants. Cependant, spontanée ou plus probablement suscitée par le gouvernement italien, la réaction antifrançaise existe bien. Bedel confirme cette réalité par l'analyse de la presse transalpine qui s'en prend fréquemment au pays voisin : « Notre pays est offert comme plat de résistance, rarement comme dessert ou entremets, mais il y a toujours du français à manger (...). Je veux croire que nos amis italiens ne se laissent pas prendre, dans leur généralité, aux apparences de ces mets. L'excès même des condiments qui les assaisonnent doit leur en faire soupçonner la qualité douteuse. Pourtant, et si sceptiques que puissent demeurer ceux qui l'absorbent, la mauvaise cuisine finit toujours par gêner l'estomac, troubler le sang et mettre l'humeur au noir »<sup>36</sup>.

Bedel énumère ensuite les raisons de l'animosité italienne. Ses interlocuteurs reprochent aux Français de rester obstinément fidèles au parlementarisme qui remet le pouvoir à des individus médiocres et corrompus. Cette cécité empêche les adeptes d'une démocratie désuète de comprendre la réalité prenant corps dans l'Italie nouvelle, le dynamisme et la puissance morale de celle-ci. Bien plus, ajoutent les personnes rencontrées par Bedel, les seuls Italiens qu'écourent les Français sont les réfugiés antifascistes qui vocifèrent et complotent contre leur patrie. Quand Bedel objecte que les fuorusciti doivent bénéficier des lois de l'hospitalité, ses amis répliquent : « Bon, mais faites-les respecter par ceux que vous accueillez. Interdisez à leurs journaux de paraître, à leurs comités de se réunir, à leurs orateurs de prendre la parole, à leurs adhérents d'assassiner les nôtres »<sup>37</sup>.

Ces analyses se trouvent dans l'ensemble corroborées par les historiens. Mussolini qui parle le français connaît le passé et la littérature de ce pays. Sa sympathie s'oriente spontanément au début vers Paris. Mais le manque d'égards du partenaire le blesse ; la victoire électorale du Cartel des gauches en 1924, dont Bedel ne parle pas, le choque ; la politique favorable à la Yougoslavie l'inquiète ; l'agitation antifasciste que la France lui paraît

---

<sup>35</sup> *Ibid.* p. 34-35.

<sup>36</sup> *Ibid.* p. 32-33.

<sup>37</sup> *Ibid.* p. 37-38.

tolérer l'exaspère et l'empêche de se rapprocher de Paris, même après le retour de la droite au pouvoir en 1926<sup>38</sup>.

A sa série d'explications, Bedel ajoute une dimension morale. Il brosse d'abord un portrait flatteur de la France : « Sous un climat aimable et sans rudesse, nos provinces nourrissent une population de natalité modérée ; favorisée par les effets d'une longue tradition, une élite de savants, de soldats, d'écrivains succède à une autre ; nous produisons des Pasteur, des Foch, des Loti avec la même aisance que nous produisons du blé, du champagne et des jolies femmes »<sup>39</sup>.

Selon Bedel, l'Italie ne peut que jalouser cette heureuse fortune, de même que la puissance politique et militaire de la France, l'étendue de son empire et même sa place sur la carte de l'Europe : « Notre jalouse amie recherche avec passion les signes de notre déchéance et de notre mort prochaine(...). Arrivée trop tard au théâtre de l'Europe, elle occupe un strapontin auprès de notre fauteuil et, ne se sentant pas de taille à nous déloger, elle guette impatiemment le malaise, la défaillance, voire l'attaque d'apoplexie qui nous amènera à le quitter nous-mêmes »<sup>40</sup>.

Seul réconfort pour la France, ce sentiment d'envie n'a rien de bas et d'hypocrite puisqu'il se manifeste ouvertement, s'exprime dans les journaux, se clame dans la rue.

Le tableau de l'Italie en l'an VII du fascisme, proposé par Maurice Bedel, ne prend pas la forme d'un traité savant ou d'un compte rendu classique. C'est une composition impressionniste, juxtaposant de petites touches, des rencontres, des observations, des intuitions.

L'analyse se veut équilibrée, ce qui est manifeste dans le portrait de Mussolini qui apparaît sous un jour plutôt sympathique, débarrassé de ses aspérités les plus déplaisantes. En ce sens, Bedel se situe bien dans la mouvance de la droite française qui, à cette époque, excuse généralement le dictateur, l'admire pour son élan anti-révolutionnaire, espère une entente diplomatique avec lui et va jusqu'à jeter un voile pudique sur ses fautes, comme les manœuvres, pourtant nuisibles à la France, de l'agent provocateur Ricciotti Garibaldi en 1926<sup>41</sup>.

Cependant l'auteur ne cache pas la nature autoritaire du régime, la triste et peut-être factice austérité qu'il impose. Bedel montre même que si l'adhésion des Italiens au fascisme et la popularité du Duce sont réelles, ce que les historiens ratifient, cette acceptation peut être forcée dans certains cas et ne correspond pas à la nature profonde des Transalpins, surtout ceux du sud. Il nuance aussi les positions anti-françaises du gouvernement de Rome, choix sans doute imposé d'en haut et suivi principalement par une jeunesse peu expérimentée, embrigadée, prompte à l'enthousiasme.

La question des relations franco-italiennes et la comparaison entre les deux pays forment en fait le point central du livre. Maurice Bedel se sent profondément français, héritier d'une culture ancienne et exceptionnelle. Quand il décrit la jalousie des Italiens pour leurs voisins, il n'affirme jamais que cette envie est dépourvue de fondement. La supériorité de la France constitue pour lui un fait d'évidence. Dans sa conclusion, il revient sur la question de la liberté et se fait explicite : « Quittez l'Italie après un séjour de quelques semaines, franchissez la frontière et dites-moi si l'air ne vous semblera pas soudain plus libre à vos poumons, si l'envie ne vous prendra pas de circuler, pour le plaisir de circuler, dans les

---

<sup>38</sup> Cf. Maurice Vaussard, *Histoire de l'Italie contemporaine, 1870-1946*, Hachette, Paris, 1950, p. 220. Pierre Milza et Serge Berstein, *L'Italie, la Papauté, 1870-1970*, Masson, Paris, 1970, p. 88.

<sup>39</sup> *Fascisme an VII*, p. 61.

<sup>40</sup> *Ibid.* p. 62-63.

<sup>41</sup> Cf. Pierre Milza, *L'Italie fasciste devant l'opinion française*, Colin, Paris, 1967. Ralph Schor, Les Italiens dans les Alpes-Maritimes in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Ecole française de Rome, 1986.

couloirs du train enfin débarrassés des miliciens en armes ; dites-moi si vous ne vous mettez pas aussitôt en quête d'un compagnon de voyage avec qui critiquer à haute voix la politique de M. Poincaré, histoire de taper sur le gouvernement sans risquer l'exil ou la déportation. Dites-moi si vous ne serez pas enchanté d'être Français »<sup>42</sup>

En somme Maurice Bedel appartient bien à la droite française qui souhaite une entente avec l'Italie. Mais, tout en affichant un réel et sincère attachement pour la sœur latine, il continue, comme les Français de jadis, à toiser celle-ci de haut. Ce qui est plus original, ce sont ses réserves sur la nature du régime et les limites de l'adhésion populaire : s'entendre avec l'Italie, oui ; lui ressembler, non. Si Bedel ne tombe pas totalement sous le charme, c'est que cet intellectuel possède à un haut degré deux traits de personnalité qui se concilient mal avec le totalitarisme : l'esprit critique et l'ironie.

---

<sup>42</sup> *Fascisme an VII*, p. 122 ;

**LA RIVENDICAZIONE  
FASCISTA DELLA CORSICA  
(1938-1943)**

**Marco CUZZI**

Nel corso di una lezione tenuta nel marzo 1942 agli studenti di un liceo scientifico bolognese, il professore Umberto Brauzzi riassunse in alcune roboanti frasi l'intera azione politica italiana sulla Corsica e soprattutto le concrete motivazioni poste alla base della rivendicazione fascista dell'isola tirrenica: « L'antemurale Sardo-Corso, con la Corsica in mano agli estranei, vorrebbe significare la più pericolosa breccia nel nostro dispositivo di difesa, la paralisi di ogni movimento, dall'arco ligure sino al campano. Vincitori senza la Corsica non ci potremmo dire mai; ché, per apportare al mondo, serenamente, il contributo dell'indiscussa nostra civiltà e all'ordinamento della nuova Europa, è assolutamente necessario che non siano menate le basi del nostro movimento commerciale più ricco: ci occorre cioè il pieno possesso dell'isola<sup>1</sup>. E ancora, più avanti: La nostra piattaforma di lancio, la penisola, è profondamente vulnerabile, per l'intrusione, nel bel mezzo di una terra nostra, della Francia che sorveglia e preclude le libere vie del mare e dell'aria »<sup>2</sup>.

Al di là delle dichiarazioni di continuità geografica (la Corsica veniva paragonata alla Dalmazia, con la speculare funzione di limite estremo di un « gran golfo » italiano: là l'Adriatico, qui il Tirreno) e di comunità nazionale (i corsi erano definiti come una naturale « filiazione » della « razza italica »), ciò che emergeva dal ragionamento di Brauzzi era la dimensione squisitamente strategica dell'intero impianto rivendicazionista: l'isola tirrenica doveva passare sotto il controllo di Roma per perfezionare la « fortezza Italia », chiudendo in modo particolare l'area della capitale in una sorta di « lago italiano » e permettendo un raddoppio della portaerei naturale sarda nel pieno centro del Mediterraneo.

Di certo la rivendicazione trovava anche una remota motivazione in rancori mai sopiti, anzi semmai amplificati con il vicino d'Oltralpe. Emblematica appariva un'altra affermazione del Brauzzi: « Noi dobbiamo arguire della dura battaglia che l'Italia deve ancora sostenere per aggregarsi l'isola più italiana d'Italia »<sup>3</sup>. Frase emblematica ma anche di articolare peso politico, se si tiene conto del periodo in cui venne enunciata, con una Francia per metà occupata e per metà in bilico tra una neutralità collaborativa e un collaborazionismo totale e convinto nei confronti dell'Asse. Nuovamente, come nel caso delle altre vertenze con la Francia (principalmente Tunisi, Gibuti e il Nizzardo), si assisteva a una complicata e a tratti penosa relazione schizofrenica con Vichy, realtà statale a parole inglobata nel Nuovo Ordine ma nei fatti – e la sopravvivenza di una Corsica francese contro tutte le affermazioni del Brauzzi ne era la testimonianza – ad esso nemico, almeno secondo le considerazioni degli analisti italiani.

La rivendicazione fascista dell'isola tirrenica risaliva agli albori del Regime, e superava per anzianità le vertenze transalpine sulla Provenza e la Savoia. Nel 1924 venne istituito su ordine di Mussolini un « Comitato per la Corsica » avente lo scopo, come si legge in una relazione commissionata dal Ministero degli Esteri nel 1939, di « mantenere tra i regnicoli e i Corsi viva la questione dell'italianità dell'isola »<sup>4</sup>. La presidenza dell'associazione fu data a Francesco Guerri, un docente universitario d'origine corsa, affiancato da un incaricato del Ministero degli Esteri e dall'onorevole Quirino Figlioli. Il Ministero dispose sul fondo del gabinetto un « congruo stanziamento » per sostenere le iniziative del Comitato.

Nello stesso periodo il dicastero si preoccupò di riorganizzare la rappresentanza diplomatica italiana sull'isola. L'obiettivo era di rendere l'iniziativa irredentista più efficace possibile, dando ad essa un retroterra solido e organizzato composto dalla rete consolare

---

<sup>1</sup> U. Bruazzi, *La Corsica nel Nuovo ordine europeo*, in *Corsica irredenta*, a cura dei Gruppi d'azione irredentista corsa – Sezione provinciale di Bologna, Poligrafici Il Resto del Carlino, Bologna, 1942, p. 112.

<sup>2</sup> Ivi, p. 115.

<sup>3</sup> Ivi, p. 114.

<sup>4</sup> « Azione riservata in Corsica », relazione allegata a: « Il Marchese Blasco d'Anza D'Ajeta al Grand. Uff. Celso Luciano », segreta, n. 7771, Roma 14 novembre 1939, in ACS, MCP, Reports (1922-1945), b. 14, Report 126, Sottofascicolo 1.



ufficiale : « Benché per ovvie ragioni tali nostri Rappresentanti consolari abbiano sempre avuto in linea di massima istruzioni di « ignorare » l'azione irredentistica, svolta principalmente tramite elementi fiduciari, essi hanno sempre attivamente contribuito a facilitare questa attività riservata, sia collaborando in specifici casi alla messa in atto di alcuni progetti, sia e soprattutto fornendo a Roma precisi elementi di giudizio tratti da un diuturno controllo della situazione corsa »<sup>5</sup>.

L'intera operazione, consolare e legata alle iniziative del Comitato di Guerri, sarebbe stata coordinata dal dicastero degli Esteri nella persona del funzionario del gabinetto marchese Blasco Lanza D'Ajeta.

La duplice azione aveva scopi da un lato di « mantenere vive le aspirazioni nazionali italiane »<sup>6</sup> e dall'altro di salvaguardare l'« identità italiana » dell'isola, « favorendo al tempo stesso dopo un secolo e mezzo di dominazione francese, la rinascita di un movimento a carattere irredentistico ». Ancora più chiari erano gli ordini dati al « Comitato per la Corsica », il deus ex machina di tutta la futura azione per l'isola e sull'isola : « salvaguardare nei suoi molteplici aspetti e con tutti i possibili mezzi l'originaria italianità della popolazione ; favorire tra i corsi un sentimento di reazione al dominio francese (autonomismo-irredentismo-filofascismo) »<sup>7</sup>.

In quest'ottica fu giocoforza per un verso incentivare in patria ogni azione atta a propagandare l'italianità dell'isola. D'altro canto si cercò di coinvolgere il movimento autonomista autoctono, o meglio la galassia indipendentista corsa, individuando in essa l'interlocutore più prossimo, animato da un separatismo a senso unico e filo italiano.

Dopo un lungo periodo preparatorio, l'iniziativa rivendicazionista ebbe la sua prima stagione operativa all'indomani della crisi etiopica, ma soprattutto esplose in tutta la sua virulenza con la celebre manifestazione del 30 novembre 1938 alla Camera, durante la quale i deputati – sapientemente pilotati – gridarono le rivendicazioni dei territori francesi : Tunisi, Nizza, Gibuti e Corsica, originando come ricorda De Felice il definitivo naufragio dei tentati ravvicinamenti italo-francesi<sup>8</sup>.

Gli strumenti di propaganda dall'Italia si risolsero in tre differenti iniziative.

Anzitutto, fu attivata un'intesa attività giornalistica, attraverso la stampa di un inserto settimanale del quotidiano livornese « Il Telegrafo » (Livorno era una delle città italiane con il più alto numero di cittadini d'origine corsa) ; il settimanale venne posto sotto la direzione dell'onnipotente Francesco Guerri (sotto lo pseudonimo di « Minuto Grosso ») e fu finanziato direttamente dall'ufficio di D'Ajeta. L'inserto, che divenne ben presto il principale organo di propaganda stampata a favore della causa, ebbe collaboratori quasi esclusivamente d'origine corsa (o fuoriusciti o in Italia da generazioni) e si sarebbe occupato negli anni sia di problemi vari legati all'isola tirrenica sia delle più vaste e articolate relazioni con la Francia, sostenendo una durissima campagna contro il complotto « repubblicano, socialdemocratico e massonico » di Parigi e il sostegno del governo d'oltralpe all'antifascismo internazionale e italiano in particolare. Il settimanale sarebbe stato distribuito clandestinamente in Corsica. All'iniziativa specifica de « Il Telegrafo » si sarebbe affiancata, con il benessere e la

---

<sup>5</sup> *Ibidem.*

<sup>6</sup> *Ibidem.*

<sup>7</sup> *Ibidem.*

<sup>8</sup> R. De Felice, *Mussolini il Duce. Lo Stato totalitario 1936-1940*, Torino, 1996, p. 558. In un commento successivo l'ambasciatore francese in Italia François-Poncet avrebbe scritto : « On crie désormais : 'Djibouti ! La Tunisie ! La Corse ! Et Nice !' comme on criait autrefois 'Trente ! Trieste !' ou 'Fiume' ! Le Régime semble vouloir trouver dans ces formules [...] le ressort dont il a besoin pour tendre les énergies du pays, pour nourrir son enthousiasme, son dynamisme, soutenir ses espérances et justifier les mesures écrasantes qu'il impose à la population » (M. François-Poncet, ambassadeur de France à Rome à M. Georges Bonnet, Ministre des Affaires étrangères, Rome 16 février 1939, in *Documents diplomatiques français 1932-1939*, 2 série, Tome XIV, Paris, 1980, doc. n. 130, p. 229).

supervisione del Ministero della Cultura popolare, un'azione propagandista su alcuni quotidiani nazionali che si sarebbe intensificata, come avrebbe scritto sagacemente D'Ajeta « particolarmente nei momenti di maggior disagio con la Francia »<sup>9</sup>.

Il secondo strumento operativo fu rappresentato dalle varie iniziative d'ordine scientifico e culturale. Un rivista trimestrale, « L'Archivio storico di Corsica », sotto la prestigiosa direzione dello storico del regime Gioacchino Volpe, si sarebbe occupata di studi storico-letterari inerenti all'isola, con particolare riferimento alle fasi di maggiore legame con la Penisola (la dominazione della Repubblica del Grifone, ad esempio) a tutti quei personaggi caratterizzati da uno spiccato impegno autonomista o indipendentista (come Pasquale Paoli) o a tutti i corsi che avevano influito sulla vita culturale e politica francese, nel tentativo di dimostrare una superiorità corsa rispetto alla Potenza « colonizzatrice » che sottilmente sottintendeva per sillogismo una superiorità della « razza italica » : campione di queste analisi non poteva che essere, *ça va sans dire*, il Grande Corso per eccellenza, Napoleone Bonaparte (anzi, Buonaparte, secondo la denominazione originale del cognome, e che veniva ribadita dagli studiosi italiani per sottolinearne l'origine peninsulare)<sup>10</sup>. Anche la rivista di Volpe sarebbe stata distribuita clandestinamente sull'isola tirrenica. L'infaticabile Guerri si sarebbe occupato altresì di dirigere un mensile di divulgazione scientifica (« Corsica antica e moderna »), con il fuoriuscito ex dirigente autonomista corso Marco Angeli come caporedattore<sup>11</sup>. Il periodico avrebbe dovuto affiancarsi alla rivista di Volpe, completandone l'opera con studi d'ordine antropologico, etnografico, geografico e finanche geologico, tutti atti a ribadire per l'ennesima volta il legame con la vera e unica « madrepatria ». Il docente dell'Università di Pavia Gino Bottiglioni avrebbe infine coordinato le pubblicazioni dell'« Atlante linguistico della Corsica », finanziato da un consorzio tra i Ministeri degli Esteri, dell'Interno e dell'Educazione nazionale nonché dall'Università di Cagliari, uno degli atenei più attenti all'operazione verso l'isola tirrenica. Lo scopo, intuibile sin dalla denominazione della testata, era quello di individuare tutti i possibili legami glottologici e linguistici tra la Corsica e l'Italia, per giungere alla dimostrazione della tesi secondo la quale « le origini idiomatiche corse sono strettamente legate a quelle toscane, sarde e sicule »<sup>12</sup>.

Il terzo strumento di propaganda in Italia fu caratterizzato dai Gruppi di cultura corsi (Gcc) costituiti a Pavia nel 1938 su iniziativa di Pietro (Petru) Giovacchini, detto « il parroco » (*u parrucu*). Nato nel 1909 in Corsica, a Canale di Verde, e trasferitosi a Pavia nel 1930 dove si era laureato in medicina e chirurgia, Giovacchini, che fu anche camicia nera volontaria in Spagna, sarebbe diventato negli anni seguenti il principale esponente del movimento irredentista filofascista. Scopo dei Gcc di Giovacchini era, in origine, quello di inquadrare sotto un'unica sigla tutti i cittadini italiani d'origine corsa e i corsi fuoriusciti, allo scopo di promuovere l'italianità dell'isola sia dal punto di vista culturale che linguistico.

Nei giorni immediatamente successivi al settembre 1939 l'ufficio di D'Ajeta, attraverso il « Comitato per la Corsica », iniziò un monitoraggio sui dichiarati 15 mila iscritti ai Gcc (concentrati soprattutto in Liguria, Toscana e Sardegna) per comprendere se vi erano le condizioni per trasformare, con corrispondente ed adeguato finanziamento da parte del Ministero, l'iniziativa culturale dei Gruppi nell'attiva propaganda irredentistica collegata con i

---

<sup>9</sup> « Azione riservata in Corsica », cit.

<sup>10</sup> Volpe fu anche autore di un citatissimo studio irredentista (« Storia della Corsica italiana »). Per uno studio su i rapporti tra lo storico e l'isola tirrenica, si veda L. Del Piano, *Gioacchino Volpe e la Corsica, e altri saggi*, Cagliari, 1987.

<sup>11</sup> Nato a Sartena, in Corsica, nel 1903, iscritto giovanissimo al Partito autonomista, Angeli era il corso che risiedeva in Italia da più tempo, essendosi trasferito a Pisa per studiare medicina nel maggio 1923. Collega di accademia di Giovacchini, aveva avvicinato quest'ultimo al fascismo e alla causa irredentista. In seguito, si sarebbe distaccato dall'antico collega d'università, nel tentativo di strappargli la leadership del movimento irredentista in Italia.

<sup>12</sup> « Azione riservata in Corsica », cit.

movimenti clandestini sull'isola. Si trattava tuttavia di un progetto ipotetico che, almeno sino al 1939, non sarebbe stato applicato : le condizioni non sussistevano e i Gcc avrebbero dovuto ricoprire incarichi meno dirimpenti<sup>13</sup>.

Questa organizzazione, secondo il diplomatico italiano, poteva diventare un utile « movimento d'opinione », atto a coordinare da un lato la diffusione in madrepatria della battaglia per una Corsica prima indipendente dalla Francia e quindi di nuovo italiana e dall'altro l'inserimento dei cittadini corsi residenti in Italia, o recentemente fuoriusciti dall'isola tirrenica, nel pieno della vita nazionale. In questo D'Ajeta suggeriva al Capo di gabinetto del Minculpop, Luciano, di facilitare l'inserimento dei corsi residenti in Italia nella vita del Paese, riconoscendo loro uno status particolare non di cittadini stranieri (e di lì a poco « appartenenti a nazione nemica ») , ma di « cittadini italiani non regnicoli », secondo una formula adottata anche nei confronti degli italiani di Spalato e dalmati sottoposti all'amministrazione jugoslava. Inoltre, sarebbe stato auspicabile che i corsi fossero ammessi nel Partito nazionale fascista, anche se formalmente non italiani<sup>14</sup>.

Nei disegni di D'Ajeta i Gcc di Giovacchini avrebbero dovuto affiancarsi alle autorità nel sovrintendere e canalizzare l'inserimento della comunità corsa in Italia all'interno della vita nazionale. I rischi di questo compito erano tuttavia ben chiari al diplomatico italiano : si sarebbe mantenuto « [...] uno stretto controllo cui suoi ben noti entusiasmi [di Giovacchini – NdA] che potrebbero alle volte rivelarsi intempestivi », mentre ai Gruppi stessi non sarebbero stati affidati « [...] compiti direttivi » né « [...] la possibilità di essere a conoscenza della riservata azione italiana nel suo complesso » : le caratteristiche del temperamento corso, concludeva D'Ajeta non senza ironia, forse involontaria, e cioè un temperamento « facile all'entusiasmo e all'abbattimento, partigiano, fazioso, interessato » sconsigliavano un salto qualitativo dei Gruppi in un'organizzazione esplicitamente eversiva, una sorta di *ustaša* tirrenici<sup>15</sup>.

In realtà l'esclusione dei Gcc di Giovacchini dall'azione meramente irredentista e il loro sconfinamento ad iniziative propagandiste e d'inquadramento in Italia più che da motivi di inaffidabilità caratteriale era suggerita dalla delicata rete che l'Ufficio di D'Ajeta aveva esteso sull'isola attraverso sia il « Comitato per la Corsica » di Guerri, sia la rete diplomatica rafforzata dalla riforma della metà degli anni venti.

Principale strumento dell'iniziativa *in loco* fu il « Partitu corsu d'azione » (Pca) di Pietro (Petru) Rocca, un ex combattente, decorato con la Legion d'Onore dallo Stato maggiore francese. Attraverso l'organo ufficiale del partito, il settimanale bilingue franco-corso « A Muvra », il movimento di Rocca si era rapidamente spostato da una posizione moderatamente autonomista su una sempre più spiccata istanza independentista e nettamente filo italiana. Radiato dall'albo della Legion d'Onore, Rocca era perennemente controllato dalla polizia francese, rischiando quotidianamente l'arresto mentre il suo giornale aveva subito numerosi sequestri sino alla sospensione d'obbligo delle pubblicazioni subito dopo lo scoppio della guerra con la Germania. Pur senza entrare nei dettagli, per questioni « di particolare riservatezza », D'Ajeta elencava il Partito e il giornale di Rocca come « strumenti » dell'iniziativa italiana sull'isola tirrenica, sottintendendo la natura e il volume degli appoggi che il governo di Roma riservava al movimento autonomista insulare<sup>16</sup> : il principale *trait d'union* tra il Partito autonomista e il Comitato per la Corsica sarebbe stato

---

<sup>13</sup> La sede centrale dei Gruppi era a Pavia, in via Alboino. L'emblema dell'organizzazione era un triangolo bianco con la Testa del Moro bendata di rosso. Giovacchini oltre ad occuparsi dell'organizzazione nazionale, abitando a Milano, supervisionava anche l'attività del locale gruppo (con sede in via Bassini) e la pubblicazione del corrispondente bollettino « Corsica ».

<sup>14</sup> «Il Marchese Blasco Lanza D'Ajeta al Grand. Uff. Celso Luciano», Segreta, n. 7771, Roma, 14 nov. 1939 in ACS, MCP, Reports (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 1.

<sup>15</sup> *Ibidem*.

<sup>16</sup> *Ibidem*.

l'ex dirigente del partito Marco Angeli, caporedattore di « Corsica antica e moderna » e « decano » del fuoriuscittismo. In una successiva lettera assai polemica nei confronti del Giovacchini, ritenuto incapace e indegno di guidare i Gcc, Angeli avrebbe riassunto il programma del partito di Rocca come segue : « Il programma [...] si riallaccia alla tradizione di Pasquale Paoli, riafferma lo spirito battagliero dei corsi contro la tirannide francese ammantata d'ipocrisia e d'immorali principi e sostiene per la Corsica le ragioni della riscossa »<sup>17</sup>.

Le attività italiane sull'isola vennero condotte complessivamente con grande abilità e riservatezza, tanto da non suscitare almeno da parte del corpo diplomatico francese in Italia alcun sospetto, anzi. È interessante notare infatti il relativo disinteresse transalpino nei confronti delle articolate attività irredentiste e rivendicazioniste in Italia. A distanza di quasi due mesi dal « salto qualitativo » del movimento irredentista François-Poncet, ambasciatore francese in Italia, scriveva al suo Ministro degli Esteri Georges Bonnet una breve relazione nella quale riassumeva con molte incertezze la rete propagandista di D'Ajeta, Guerri e Giovacchini, facendo trasparire una inspiegabile difficoltà nel raccogliere informazioni più precise, anche attraverso il consolato francese a Livorno, intuita dai diplomatici come la vera centrale operativa della propaganda irredentista. Interessante il commento di chiusura : « J'ai cru devoir signaler, à toutes fins utiles, à l'attention du Département ces indications évidemment quelque peu fragmentaires. Elles me paraissent cependant de nature à démontrer l'intérêt croissant que pour des raisons au moins tactiques, et peut-être pour obtenir, le cas échéant, d'autres avantages en échange d'un éventuel désistement, le gouvernement italien porte ou affecte de porter désormais à 'l'île perdue' »<sup>18</sup>.

Questo atteggiamento piuttosto disincantato e di sottovalutazione del problema, da parte della diplomazia francese, sarebbe proseguito anche nei mesi successivi : « On constate qu'aujourd'hui, rien n'est fait ici [in Italia – NdA] pour enflammer à cet égard le moral de la nation », si legge ad esempio in un nuovo dispaccio di François-Poncet a Parigi in merito alle solite rivendicazioni italiane, tra le quali la Corsica<sup>19</sup>. Un trucco, quindi, un *ballon d'essai* propagandistico ad uso più interno che esterno : delle operazioni riservate condotte in Corsica dal Comitato di Guerri e dall'ufficio di D'Ajeta, non compare alcuna traccia nelle relazioni dei rappresentanti diplomatici transalpini in Italia.

Inaugurate alla fine del 1938, le operazioni irredentiste avrebbero subito un rallentamento nel settembre 1939. Lo scoppio delle ostilità aveva ridotto la portata delle iniziative sull'isola. Quelli che il diplomatico italiano definiva « contatti con personalità corse », senza specificarne nomi e qualifiche, apparivano impossibili sin dai primi giorni del settembre. Anche le sovvenzioni che erano state erogate negli anni precedenti a favore della stampa isolana più filo italiana sembravano « molto difficili », anche se d'Ajeta confidava in un non meglio precisato miglioramento futuro delle condizioni per riaprire un canale con alcuni quotidiani corsi. Assai precaria risultava la distribuzione clandestina della pubblicistica italiana (dall'insero de « Il Telegrafo » alle riviste culturali e scientifiche). Apparentemente in condizioni migliori appariva un altro strumento, probabilmente ancora più importante e radicato del Partito di Rocca : « Fedeli alla nostra causa, alla quale hanno reso e rendono

---

<sup>17</sup> “Marco Angeli al Gr. Uff. Gioustioni, Direttore generale dell'Ordine universitario presso il Ministero dell'Educazione nazionale”, s.d., presum. febbraio 1941, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3.

<sup>18</sup> M. François-Poncet, ambassadeur de France à Rome à M. Georges Bonnet, Ministre des Affaires étrangères, Rome 12 janvier 1939, in *Documents diplomatiques français 1932-1939*, 2 série, Tome XIII, Imprimerie Nationale, Paris, 1979, doc. n. 354, p. 635.

<sup>19</sup> M. François-Poncet, ambassadeur de France à Rome à M. Georges Bonnet, Ministre des Affaires étrangères, Rome 27 juillet 1939, in *Documents diplomatiques français 1932-1939*, 2. série, Tome XVII, Imprimerie Nationale, Paris, 1984, doc. n. 329, p. 542.

preziosi servizi, si sono dimostrati alcuni Ordini religiosi con i quali il « Comitato » intrattiene riservati e opportuni contatti »<sup>20</sup>.

Ma, in generale, l'iniziativa *in loco* apparve sin dal primo mese di guerra alquanto limitata, e ben poco serviva la non belligeranza italiana: i fiduciari italiani legati al « Comitato per la Corsica » e incaricati dai diplomatici di mantenere la rete quadrangolare (autonomisti-personalità locali-giornali-clero) correvano « rischi notevolissimi », mentre, essendo la Corsica stata dichiarata « zona operativa » dallo Stato maggiore francese, avrebbe presto subito lo stesso destino dell'Alsazia dove, come ricordava D'Ajeta, i locali capi autonomisti del movimento pronazista erano stati da poco condannati alla fucilazione per alto tradimento: « Noi abbiamo qualcuno dei nostri 'amici' nelle prigioni militari francesi ». Inoltre: « La popolazione è antitaliana e certamente antifascista: gli autonomisti – un esiguo numero – non dimostrano certamente velleità di martirio. I più coraggiosi sono indubbiamente ora in Italia, avendo « disertato » l'esercito francese »<sup>21</sup>.

Dinanzi a un siffatto quadro, il Ministro della Cultura popolare, Alessandro Pavolini concordò con il Ministero degli Esteri sull'opportunità di sospendere le attività in Corsica, mantenendo i contatti ma evitando di aggravare la già precaria situazione della rete del « Comitato » con iniziative concrete: si doveva attendere la maturazione delle condizioni politiche e militari<sup>22</sup>.

Nel clima d'attesa e d'incertezza caratterizzante la non belligeranza, la decisione presa dal Governo di sospendere l'iniziativa sull'isola si allargò anche nei confronti dell'attività propagandista in Italia. Del fatto si accorse anche François-Poncet, che segnalò a Parigi la riduzione dell'attività propagandista sui giornali nazionali, motivandola con i tentativi della diplomazia italiana di giungere a una mediazione nel corso della crisi d'agosto 1939<sup>23</sup>. Il Comitato ordinò a Giovacchini di sospendere ogni azione. Si tenga presente che lo scoppio della guerra con la Germania aveva avuto un'ulteriore risvolto anche in Italia: più di metà dei principali esponenti dei Gcc, talvolta per un riscoperto sentimento patriottico e il più delle volte per timore di rappresaglie del governo di Parigi, era rientrata sull'isola tirrenica<sup>24</sup>. Disciplinato, contro tutti i sospetti di D'Ajeta che come si è detto lo giudicava impulsivo e irrequieto, il leader irredentista inviò a tutti i Gruppi distribuiti nella Penisola una circolare che, pur comandando il silenzio, lasciava presagire una futura offensiva addirittura più militare che di propaganda: « Periodo di attesa e di preparazione silenziosa. Astenersi da qualsiasi manifestazione pubblica o di massa; non intralciare il lavoro della nostra diplomazia. Non scoprire le nostre batterie, ma non per questo abbandonarle. Io farò sapere quando sarà venuto il momento di agitarsi »<sup>25</sup>.

L'attività dei Gruppi di Giovacchini e più generalmente del Comitato per la Corsica si ridussero sino al maggio 1940 e l'impegno dei principali dirigenti della comunità corsa in Italia appare assai più prosaico e meno ideale del periodo precedente, concentrato soprattutto

---

<sup>20</sup> « Azione riservata in Corsica », cit.

<sup>21</sup> « Il Marchese Blasco Lanza D'Ajeta al Grand. Uff. Celso Luciano », Segreta, n. 7771, cit.

<sup>22</sup> « Celso Luciano al marchese Blasco D'Ajeta », Segreta 24314, Roma, 17. novembre 1939, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 1.

<sup>23</sup> M. François-Poncet, ambassadeur de France à Rome à M. Georges Bonnet, Ministre des Affaires étrangères, Rome 24 août 1939, in *Documents diplomatiques français 1932-1939*, 2. série, Tome XVIII, Paris, 1985, doc. n. 380, p. 453. Da notare comunque che l'ambasciatore francese sottolineava che la stampa di provincia (come ad esempio « Il Telegrafo ») non aveva ricevuto analogo ordine e proseguiva indisturbata la sua iniziativa rivendicazionista.

<sup>24</sup> Minculpop, « Appunto per il Capo di gabinetto », Roma, 8 novembre 1939 in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 1.

<sup>25</sup> « Petru Giovacchini ai presidenti di sezione dei Gruppi di Cultura Corsa », 25 settembre 1939, allegato di: « Il Capo di gabinetto del MAE Anfuso alla R. Prefettura di Milano e p.c. al R. Ministero dell'Interno », Gabinetto, Telespresso n. 6673, riservato, 29 settembre 1939, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 1.

su una serie di favori personali richiesti a Mussolini attraverso sia gli Esteri che il Minculpop<sup>26</sup>.

Il 22 maggio 1940 Giovacchini si incontrò con Pavolini : la data è fatidica, almeno per la breve storia della rivendicazione fascista della Corsica, e segna l'avvicendamento tra il capo dei Gcc e il « Comitato per la Corsica » di Guerri, ormai definitivamente anestetizzato, alla guida dell'iniziativa propagandista. Giovacchini illustrò al Ministro della Cultura popolare lo stato della sua organizzazione, probabilmente forzando sui numeri e amplificandone le effettive possibilità. I Gruppi di cultura corsi ammontavano a 170 sezioni, sia in Italia che all'estero, per un totale di 22 mila iscritti. I quadri attivi erano circa 250, anche se solo una parte potevano essere effettivamente impiegati in eventuali e non precisate « azioni ». Pavolini concordò con il presidente dei Gcc – ribattezzatosi forse in vista di un salto qualitativo in campo bellico « presidente generale » – di intensificare la propaganda e di dare il via alla « costituzione e addestramento di un nucleo d'azione, da tenere pronto per essere inviato in Corsica a un momento dato »<sup>27</sup>. Si trattava di un'esplicita risposta a una dichiarazione da Giovacchini al ministro soltanto alcuni giorni prima (« I Corsi irredenti riuniti a Roma sono decisi a passare all'azione »)<sup>28</sup>. Il ministro stanziò 30 mila lire per le spese di propaganda, alle quali si aggiunsero cinque mila lire per l'acquisto da parte del Minculpop di un opuscolo sulla Corsica a cura dei Gruppi stessi<sup>29</sup>.

Tuttavia, la tanto agognata « azione » non venne neppure dopo il 10 giugno. I Gcc non si mossero e la propaganda continuò ad essere sospesa. L'unico significativo atto corrispondente al nuovo stato di guerra fu la trasformazione dei Gruppi di cultura in « Gruppi d'azione irredentista corsa » (Gaic). In un impeto di entusiasmo, esemplificativo peraltro di una certa confusione organizzativa e organigrammatica, Giovacchini ribattezzò poco dopo i Gaic prima in « Movimento irredentista corso » e quindi in « Movimento d'azione irredentista corso » (Maic) : il tentativo era quello di gettare le basi per una vera e propria organizzazione insurrezionale che affiancasse le truppe italiane nella « liberazione » dell'isola<sup>30</sup>. Ulteriore segnale della volontà degli irredentisti di Giovacchini di darsi una struttura più militante fu lo scorporo dal movimento di tutta l'iniziativa scientifico-culturale, attraverso la costituzione dell'« Istituto nazionale di studi corsi » a Pavia, il quale organizzò lezioni universitarie, una mostra a Venezia sull'italianità dell'isola, iniziative e mobilitazioni per l'intitolazione di piazze e vie alla Corsica e a Pasquale Paoli. Libero dall'impegno culturale, Giovacchini poteva lanciarsi finalmente nell'impresa politica e forse militare.

Ma la partita era tutta diplomatica e comprendeva da un lato i rapporti tra Italia e Germania e dall'altro la complicata questione armistiziale con la Francia. All'indomani del crollo francese il governo italiano aveva inserito la Corsica tra le prioritarie richieste

---

<sup>26</sup> Angeli, ad esempio, assistente straordinario al sanatorio di Pisa, chiese ed ottenne di diventare effettivo. Il commercialista di Trieste (nato a Bastia) Luigi Paoli, ottenne l'assunzione presso una società di navigazione della città giuliana ; lo storico Bertino Poli ricevette un mensile di 600 lire per « le sue ricerche di storia politica » ; Anton Francesco Filippini, corso di San Nicolao e funzionario del Minculpop fu assunto dalla Confederazione fascista degli industriali con un ottimo stipendio di ben 3.500 lire al mese ; Tina Giammai, moglie di un pittore corso anch'egli aderente ai Gcc di Giovacchini e apprezzata violinista, fu assunta all'Eiar : « In tal modo » avrebbe scritto Pavolini in un appunto per Mussolini « i nominativi ordinati da Duce hanno avuto la soddisfazione dei desideri espressi » (“Il Ministero della Cultura Popolare, Pavolini”, Appunto per il Duce, Roma, 20 maggio 1940, in ACS, MCP, Reports (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3).

<sup>27</sup> “Il Ministro della Cultura Popolare, Pavolini”, Appunto per il Duce, Roma, 22 maggio 1940, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3.

<sup>28</sup> “Il Presidente generale dei Gruppi di Cultura corsi, Petru Giovacchini, all'Eccellenza Pavolini”, Roma, 19 maggio 1940, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3.

<sup>29</sup> “Il Ministro della Cultura Popolare, Pavolini”, Appunto per il Duce, Roma, 22 maggio 1940, cit.

<sup>30</sup> La confusione di acronimi e sigle sarebbe infatti continuata negli anni della guerra : i dispacci degli ex Gcc continuavano a circolare insieme tanto alla denominazione « Gruppi d'azione irredentista » quanto alle successive modifiche. Si trattava tuttavia sempre delle stesse persone.

territoriali : « L'unione all'Italia » si leggeva nel *cahier de doléances* del Ministero degli esteri alla vigilia del vertice italo tedesco del giugno 1940 « è la condizione prima e fondamentale per il suo sviluppo e la sua prosperità. [La Corsica – NdA] è italiana geograficamente, storicamente ed etnicamente »<sup>31</sup>.

Nei progetti iniziali della Commissione italiana per l'armistizio con la Francia (Ciaf), la Corsica sarebbe stata inserita tra le aspirazioni apparentemente irrinunciabili. Tuttavia, le lunghe trattative di Villa Incisa e poi l'infinita vertenza della Ciaf avrebbero visto la rivendicazione corsa in una posizione sempre più sfumata. Una delegazione della Ciaf giunse in Corsica nel luglio 1940 e apparentemente il tema trattato con le locali autorità *vichysois* sembrò più orientato verso la smilitarizzazione dell'isola, secondo le clausole di Villa Incisa. I delegati italiani apparvero quindi molto rispettosi dell'autorità francese, prendendo le distanze dall'estremismo dei seguaci di Giovacchini o di Guerri. Tuttavia, come ricorda Rainero « Non si creda che la rinuncia all'annessione immediata della Corsica sia passata tra le decisioni più facili del regime ; la rivendicazione rimase quasi « a futura memoria », in attesa di un regolamento della pace [...] »<sup>32</sup>.

D'altronde non a caso il maresciallo Badoglio, soltanto due mesi dopo la visita della delegazione della Ciaf sull'isola, sottopose a Mussolini un progetto per l'invasione della Corsica mediante due divisioni, provenienti rispettivamente da Livorno e dalla Sardegna<sup>33</sup>. Il piano si sarebbe sviluppato nei mesi successivi. Nell'incontro tra i capi di stato maggiore della marina italiana e tedesca, tenutosi a Merano il 13 e 14 febbraio 1941, l'ammiraglio Riccardi disse chiaramente al suo collega germanico Raeder che lo stato maggiore della marina aveva predisposto un piano per l'occupazione dell'isola, suscitando peraltro disapprovazione da parte tedesca : l'occupazione della Corsica non solo era considerata dal Terzo Reich inutile, ma anzi dannosa nella strategia globale del conflitto, e avrebbe spinto definitivamente Vichy (e senz'altro l'intero Nordafrica francese, ancora tentennante) tra le braccia dei britannici<sup>34</sup>.

Irritati delle opinioni dell'alleato, ma impossibilitati a prescindere da questi visti i rapporti di forza all'interno dell'Asse, i comandi italiani proseguirono nel perfezionamento solo teorico del piano, in attesa di tempi più favorevoli, e lo trasformarono in un progetto interforze tra marina ed esercito. Il nuovo piano, redatto dall'ammiraglio Vannutelli (che avrebbe dovuto ricoprire il ruolo di comandante dell'eventuale contingente d'occupazione), escludeva significativamente l'impiego dei separatisti di Rocca e tanto meno degli irredentisti di Giovacchini, entrambi considerati infidi e pasticcioni. Pur prevedendo ampie tutele all'« etnia corsa » (riconoscimento dei diritti acquisiti degli impiegati corsi, uso del dialetto corso nei processi eccetera), l'isola sarebbe stata governata da un viceré (come l'Albania) o da un alto commissario (come la Slovenia) con pieni poteri esecutivi e due sotto-governatorati ad Ajaccio e a Bastia, corrispondenti alle due zone (le « Bande ») in cui veniva tradizionalmente suddivisa l'isola tirrenica<sup>35</sup>. La stessa Ciaf aveva previsto nel 1942 un piano d'occupazione della Francia che prevedeva sia nella versione di massima che in quella di minima un saldo insediamento delle autorità militari e civili italiane in tutti i gangli amministrativi e politici dell'isola<sup>36</sup>.

Nei primi mesi di guerra i seguaci di Giovacchini si annullarono nella snervante attesa della tanto auspicata « azione », disperdendosi nella solita richiesta di prebende personali o

---

<sup>31</sup> R.H. Rainero, *Mussolini e Pétain. Storia dei rapporti tra l'Italia e la Francia di Vichy (10 giugno 1940-8 settembre 1943)*, Ussme, Roma, 1990, Tomo I, p. 29.

<sup>32</sup> Ivi, p. 223.

<sup>33</sup> *Ibidem*.

<sup>34</sup> M. Borgogni, *Mussolini e la Francia di Vichy, Nuova immagine*, Siena, 1991, p. 195.

<sup>35</sup> Amm. Div. Vannutelli, « Programma per la Corsica », 9 novembre 1941, in ACS, PCM (1940-1943), G 23/2 30582.

<sup>36</sup> Ciaf, « Piano d'occupazione della Francia », 1942, in USSME, Fondo M 3, b. 35.

per la causa<sup>37</sup>. Le cose sarebbero però cambiate con l'acuirsi della tensione nei rapporti tra l'Italia vittoriosa e la Francia di Vichy, tutt'altro che disposta a cedere alle richieste degli « accoltellatori alle spalle » del giugno 1940. Non a caso il presidente della Ciaf Vacca Maggiolini inseriva l'eventualità di un'« azione » sulla Corsica nel caso in cui non si fossero chiarite le relazioni tra Vichy e l'Asse e la collaborazione del governo della *Révolution Nationale* con Italia e Germania<sup>38</sup>.

I problemi erano in effetti parecchi e alcuni di essi riguardavano proprio l'isola tirrenica. Il governo di Vichy scatenò sull'isola una durissima campagna anti italiana e pro francese attraverso le iniziative del « Service d'Ordre Légionnaire » (Sol), il braccio operativo della « Légion des Combattants » di Joseph Darnard, organizzazione militante radicata nelle Alpi marittime e nel nizzardo ma diffusa anche in Corsica. Dinanzi a una siffatta offensiva, il direttore generale per i servizi di propaganda del Minculpop, Koch, chiese uno stanziamento straordinario per rispondere agli attacchi del Sol con una energica campagna filo italiana da lanciare sull'isola tirrenica<sup>39</sup>.

L'iniziativa irredentista si sviluppò su due distinti binari. Da un lato, attraverso la rete diplomatica sull'isola si tentò di ravvivare il movimento autonomista, con scarsi risultati. La seconda carta giocata fu il rafforzamento del Maic e la minaccia di trasformare uno strumento di propaganda in un'organizzazione esplicitamente eversiva se non addirittura combattente. In quest'ottica si inserirono le iniziative del « presidente generale » del movimento nel 1941.

Sempre convinto della possibilità di un impegno bellico del movimento irredentista, Giovacchini si recò nel marzo 1941 in Germania, nei campi di raccolta dei prigionieri francesi di Offenburg e di Wursach, per propagandare la causa e reclutare i corsi disponibili. Nel corso della visita, tuttavia, il presidente del Maic dovette scontrarsi con l'ispettore Scappini, un funzionario corso del governo di Vichy, il quale stava compiendo un analogo *tour* alla ricerca di sostenitori isolani della causa di Pétain con risultati assai più soddisfacenti di quelli di Giovacchini, avendo ottenuto il rimpatrio di ben mille prigionieri. Il commento del presidente del Maic in una lettera a Mussolini sottintendeva non soltanto un attrito con il governo collaborazionista d'oltralpe ma finanche l'ennesima vertenza con l'ingombrante e arrogante alleato germanico, probabile burattinaio dell'operazione Scappini. Per Giovacchini bisognava « Neutralizzare l'azione di un giornaleto (*Le Trait d'Union*) stampato a Berlino e diffuso anche tra i prigionieri corsi, il quale, pure essendo intonato agli interessi dell'Asse e non offendendo direttamente quelli dell'Italia, danneggia la nostra causa presso i corsi, per il fatto solo che è scritto in francese ed accetta la collaborazione dei prigionieri che si esprimono in questa lingua [...] ».

Quindi, si doveva condurre una dura campagna di reazione contro tutti i maneggi *vichysois* che puntavano su un legame franco-corso con tacito ma evidente benessere tedesco e ribadire il legame tra l'isola e l'Italia: « Duce » concludeva l'accorato Giovacchini, « la Corsica deve essere conquistata spiritualmente, affinché la Figlia traviata non accolga la Madre come una matrigna »<sup>40</sup>.

La questione corsa si inseriva pertanto nella vasta vertenza con il governo di Vichy, ricca già di annose questioni provenzali e nordafricane. Non a caso, dalla fine del 1941, in coincidenza con la crisi delle relazioni italo-francesi, si assistette a un salto qualitativo del

---

<sup>37</sup> Il presidente della sezione senese del movimento, lo storico Bertino Poli chiese ed ottenne ad esempio uno stanziamento di ben 40 mila lire – cifra senz'altro ragguardevole – per l'allestimento di un'opera teatrale irredentistica intitolata *U Sperdutu* (*Bertino Poli al Ministro della Cultura Popolare*, Firenze, 12 marzo 1941 in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3).

<sup>38</sup> R.H. Rainero, *Mussolini e Pétain*, cit., p. 359.

<sup>39</sup> “Il Direttore Generale per i servizi di Propaganda Koch”, n. 919866/158, appunto per S.E. il Ministro della CP, 28 novembre 1940, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 2.

<sup>40</sup> “Petru Giovacchini a Benito Mussolini”, Roma, 21 aprile 1941, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3.



movimento irredentista. La sede del Maic fu trasferita a Roma, mentre il Minculpop innalzò il finanziamento all'organizzazione sino complessivamente a un milione di lire, cifra indiscutibilmente colossale<sup>41</sup>. Gli iscritti al movimento salirono sino a un massimo storico, nel febbraio 1942, di 72 mila<sup>42</sup>; Giovacchini fu premiato con la nomina a consigliere nazionale del Partito. Ma il dato più emblematico del rilancio del movimento irredentista fu nel febbraio 1942, mentre i rapporti tra Roma e Vichy si aggravavano<sup>43</sup>, la costituzione in Sardegna di un battaglione corso inquadrato nella divisione « Sassari » della 73<sup>a</sup> Legione Camicie Nere<sup>44</sup>. Il mese successivo, a suggello della felice stagione, il presidente del Maic venne ricevuto da Mussolini a Palazzo Venezia, suscitando gelosie e proteste da parte degli altri esponenti del fuoriuscitismo isolano<sup>45</sup>. Dopo l'incontro con Giovacchini, il Duce nel ribadire senza mezzi termini le antiche rivendicazioni (« Se la Francia vuole collaborare con noi, si decida a fare all'Italia proposte concrete, che tengano conto realistico della situazione »), non dimenticò l'isola tirrenica: « Della Corsica è inutile discutere, perché non c'è trattato di geografia che non ne riconosca l'italianità »<sup>46</sup>.

Il « battaglione corso » delle camicie nere sarebbe tuttavia restato sulla carta, e servì più come deterrente che come effettivo strumento di lotta. La questione corsa non si doveva né poteva risolvere da un punto di vista militare ma politico, come aveva potuto osservare anche il segretario della Ciaf, generale Gelich in un incontro tra marzo e aprile 1942 a Parigi con la Commissione tedesca di armistizio con la Francia: l'occupazione della Corsica (insieme alla Tunisia, Dakar e Francia metropolitana) avrebbe richiesto un numero troppo elevato di divisioni che non potevano essere disimpegnate dagli altri fronti<sup>47</sup>. L'opzione doveva essere politica, ma lo strumento non potevano essere gli esagitati seguaci del Maic, destinati a restare in Italia nonostante le speranze di Giovacchini di vedere la sua organizzazione trasformata in un *élite* insurrezionale da scatenare sull'isola. Ha scritto lo storico (e testimone dei sistemi d'occupazione italiani in Francia) Alfonso Ferrari: « Erano centro di propaganda, il cui compito era di familiarizzare la pubblica opinione italiana, al riguardo assai poco ricettiva, con l'esistenza di un problema della Corsica [...] il cui regolamento era oramai affidato alla sorte delle armi. E fin qui passi. Bisognava pur tener vivo con qualche obiettivo ad apparente portata di mano [...] l'interesse del Paese ad una guerra appena agli inizi e già fonte di tante amarezze. Dove invece il giuoco diventava infantile e controproducente era quando si cercava di suscitare in loco delle adesioni alla eventualità di una annessione della Corsica [...]. L'insensibilità dei corsi [...] a sollecitazioni intese a renderli partecipi degli schiamazzi che si andavano nuovamente inscenando in Italia fu subito evidente e venne così a privare il preteso irredentismo della solidarietà dei pretesi irredenti »<sup>48</sup>.

---

<sup>41</sup> «Relazione di Petru Giovacchini sull'attività dei Gruppi nell'anno 1941», Roma, 30.12.1941 in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3.

<sup>42</sup> Si tenga conto che non si trattava di certo di 72 mila corsi residenti per svariati motivi in Italia. Una buona parte degli aderenti erano italiani sostenitori. Tra gli iscritti, ad esempio, figuravano Bottai, Ciano e Galbiati, che con la loro presenza testimoniavano l'interesse nutrito verso la causa.

<sup>43</sup> R.H. Rainero, *Mussolini e Pétain*, cit., p. 367.

<sup>44</sup> «Il Capo del Maic Petru Giovacchini, all'ecc. Pavolini», 14 febbraio 1942 in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3.

<sup>45</sup> Angeli e altri esponenti contestavano principalmente a Giovacchini la sua carica di « presidente generale » del Maic, che loro ritenevano non essere stata suggellata da nessuna elezione formale, riscoprendo una regola democratica piuttosto stridente con il loro filo fascismo. La protesta sottintendeva l'antica e tradizionale rivalità tra clan presente nella colonia corsa in Italia («Il Capo di Gabinetto D'Ajeta a Celso Luciano», 1 luglio 1942 in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 3).

<sup>46</sup> R.H. Rainero, *Mussolini e Pétain*, cit., p. 371.

<sup>47</sup> Ivi, pp. 372-373.

<sup>48</sup> A. Ferrari, *Le rivendicazioni italiane nella Seconda guerra mondiale*, in « Nuova Antologia », 1960, fasc. 1910, p. 189.

Esclusa la soluzione militare, mantenuti in sospensione i gruppi di Giovacchini, fu pertanto favorito un terzo mezzo di scontro con Vichy attraverso l'impiego del cosiddetto « reparto corso » dell'Eiar, sotto la guida del funzionario corso del Minculpop (e dirigente della Confederazione fascista degli industriali) Anton Francesco Filippini. La radio di regime iniziò sin dall'autunno 1941 a mandare in onda trasmissioni settimanali rivolte specificamente all'isola tirrenica, in lingua italiana, francese e corsa: commenti politici, informazioni ma soprattutto azione di propaganda con lo scopo di « [...] screditare indirettamente la stampa isolana più ostile all'Italia, col ricordare le passate millanterie. Ma ciò », concludeva astutamente nella relazione di presentazione l'ispettorato per la radiodiffusione « senza particolare veleno »<sup>49</sup>. Ufficialmente le radiotrasmissioni del « reparto corso » avrebbero dovuto rivolgersi principalmente contro gli agenti gollisti e britannici operanti sull'isola; in realtà, si trattava di una risposta, che gli irredentisti volevano energica e astiosa, alle iniziative del Sol e più in generale del governo di Vichy. Ma significativa appariva la richiesta del console d'Italia in Corsica, Ugo Turcato, da tempo dichiaratamente ostile ai « pasticci » dei gruppi irredentisti in Italia. Per il diplomatico italiano, bisognava « evitare di attaccare direttamente la Francia, le sue istituzioni e principalmente l'esercito. Molti corsi sono attaccati alla Francia, fanno parte delle istituzioni francesi ed hanno servito nell'esercito francese, quindi ogni offesa portata a questi organismi può essere dannosa anziché benefica »<sup>50</sup>.

Il commento di Turcato era esplicativo di una situazione ben diversa da quella sostenuta dal Maic: non soltanto non era semplice far coincidere irredentismo con istanze filo italiane, ma esisteva una Corsica che si sentiva parte integrante della Francia e, a giudicare dal commento del console italiano, questa non sembrava essere troppo minoritaria. Gli spazi per gli irredentisti di Giovacchini apparivano dunque sempre più ristretti e pronti ad essere sacrificati alla ragion di Stato. Parallelamente all'attenuazione del braccio militante di Giovacchini, anche le azioni culturali dell'Istituto di studi modificarono la loro natura, riducendo la portata politica della rivendicazione territoriale ed evocando progetti di sviluppo economici che, pur sottintendendo una futura annessione, non la dichiaravano esplicitamente: « Il rivendicazionismo, come si vede, mutava lievemente natura e da politico puro si tingeva di programma di sviluppo economico e sociale allo scopo anche di attirare attorno a sé quei consensi presso i corsi che, fino ad allora, non aveva di certo ottenuto »<sup>51</sup>.

Le attività del reparto corso, comunque, proseguirono senza grandi entusiasmi e sotto un occhiuto controllo del Ministero sino al novembre 1942. Con l'occupazione dell'isola da parte del VII Corpo d'armata italiano, l'obiettivo di Guerri, Giovacchini e Filippini sembrò raggiunto e il sogno compiuto. La realtà fu ben altra: l'isola era una mera zona d'occupazione militare con il ben preciso scopo di contrastare il possibile sbarco in Provenza delle armate alleate provenienti dal Nordafrica, come avrebbe scritto nelle sue memorie il generale Magli<sup>52</sup>. Per un territorio popolato da circa 300 mila abitanti furono impiegate due divisioni binarie (la « Friuli » e la « Cremona ») altre due divisioni costiere, numerose unità alle dirette dipendenze del Comando di corpo d'armata, otto battaglioni della Milizia, una brigata motorizzata tedesca e diverse unità di polizia e dei carabinieri per un totale di circa 85 mila uomini: in pratica quasi un militare ogni tre abitanti, in un clima di profonda ostilità sia da

---

<sup>49</sup> «Il Ministero della Cultura Popolare – Ispettorato per la radiodiffusione e la televisione, Appunto per il capo di gabinetto del Ministro», Roma, 19 settembre 1941, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 2.

<sup>50</sup> «Il R. Console d'Italia in Corsica Ugo Turcato al Ministero degli Affari Esteri», Ajaccio, 6 giugno 1942 in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 2.

<sup>51</sup> R.H. Rainero, *Mussolini e Pétain*, cit., p. 225.

<sup>52</sup> G. Magli, *Le truppe italiane in Corsica prima e dopo l'armistizio del 1943*, Lecce, 1950, p. 36.

parte della popolazione civile che delle locali autorità di Vichy<sup>53</sup>. Nel gennaio 1943 una nota del Minculpop in merito a un progetto di Giovacchini di pubblicare un bollettino d'informazione da distribuire, non più clandestinamente, sull'isola, chiariva definitivamente la posizione del governo sul progetto del Maic e del suo « presidente generale »: « Il progettato bollettino non dovrebbe avere alcun apparente carattere politico o nazionalista, e tanto meno polemico ed irredentistico »<sup>54</sup>.

Ancora più esplicita risultava la considerazione dell'Ufficio I del comando del VII Corpo d'armata, secondo il quale « i corsi, benché italiani di sangue, sono stati conquistati da molti anni di governo francese e, per ora sarebbe vano sperare che essi possano essere indotti a simpatizzare per noi »<sup>55</sup>: affermazione che metteva la parola fine all'intero impianto imbastito dai Guerri, dai Giovacchini e dai Filippini sull'ipotesi di un collegamento tra l'irredentismo in Italia e le istanze indipendentiste isolate.

L'ultima possibilità per il Maic parve riapparire nella tarda primavera 1943; le continue tensioni con le autorità francesi sull'isola, e la quasi assoluta certezza del doppio gioco di queste ultime a favore del movimento gollista spinsero il console Turcato, ormai trasformato *de facto* in un alto commissario civile del regime d'occupazione, a modificare drasticamente la sua iniziale posizione ostile agli irredentisti e a richiedere da un lato la sostituzione di tutto il personale francese sull'isola con esponenti del Maic e del partito di Petru Rocca (o meglio di quei pochi suoi seguaci ormai votati al collaborazionismo), e dall'altro il passaggio dei poteri al Comando del Corpo d'armata italiano in attesa di un'auspicata e definitiva annessione della Corsica al Regno d'Italia<sup>56</sup>. Come ricorda Rodogno, « le autorità militari si opposero fermamente a questa politica e rifiutarono di assumere i poteri civili nell'isola. Giudicavano il progetto velleitario e non realista; nessun funzionario francese avrebbe mai accettato di lavorare per gli italiani e nessun irredentista sarebbe diventato funzionario francese »<sup>57</sup>.

A conclusione dell'intera vicenda dell'irredentismo corso, risulta emblematica una nota del Minculpop del giugno 1943. In merito a un supposto miglioramento dei rapporti tra i militari italiani e la popolazione corsa, si legge: « Su tale miglioramento [...] non può nell'attuale situazione farsi eccessivo affidamento, e ciò fra l'altro per la ragione che esso viene continuamente neutralizzato ed ostacolato dalla attivissima propaganda nemica, svolta specialmente attraverso la radio. Contro questa propaganda il R. Consolato Generale a Bastia si è costantemente sforzato di reagire nel modo più efficace, promuovendo e sviluppando svariate iniziative. Tale sua azione ha peraltro dovuto essere contenuta nei ristretti limiti consentiti dalla direttiva di massima, adottata fin dallo scorso novembre dai competenti Comandi militari, di evitare in quell'isola ogni propaganda attiva al fine di prevenire reazioni suscettibili di ostacolare il consolidamento della nostra occupazione »<sup>58</sup>.

---

<sup>53</sup> Nella sua ricerca sui sistemi d'occupazione italiani nel Mediterraneo, Davide Rodogno ricorda che, ad eccezione del prefetto Balley, tutti i funzionari francesi collegati a Vichy e operanti sull'isola tirrenica si dimostrarono convintamente ostili alle autorità militari italiane [D. Rodogno, *Le politiche d'occupazione dell'Italia fascista nei territori dell'Europa mediterranea conquistati durante la seconda guerra mondiale*, Thèse présentée à l'Université de Genève pour l'obtention du grade de Docteur en relations internationales (Histoire et politique internationales) Thèse n. 617, Genève, 2001, p. 221].

<sup>54</sup> «Ministero della Cultura Popolare – Direzione generale stampa estera, appunto per il Ministro», Roma, 29 gennaio 1943, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 2.

<sup>55</sup> Comando del VI Corpo d'armata, « Organizzazione difensiva – Contegno nel momento attuale », 3 dicembre 1942, in USSME, Diari storici, b. 1272.

<sup>56</sup> «Il R. Console d'Italia Ugo Turcato al Ministero degli Affari esteri – Gabinetto, Ajaccio», 5 giugno e 7 giugno 1943, in ASMAE, Affari politici, Francia, b. 67.

<sup>57</sup> D. Rodogno, *Le politiche d'occupazione*, cit., p. 330.

<sup>58</sup> «Il Capo di gabinetto del Ministero della Cultura Popolare al Capo di gabinetto del Ministero degli Affari Esteri», Roma, 15 giugno 1943, in ACS, MCP, (1922-1945), b. 14, Report 126, sottofascicolo 2.

Non solo non era più possibile sferzare il governo di Vichy : la stessa propaganda anti alleata rischiava di apparire controproducente. La Corsica era terra d'occupazione, non irredenta. Un'occupazione che non nascondeva un'altra, lugubre faccia della medaglia. Scriveva il generale comandante del VI Corpo d'armata Carboni ai comandi divisionali alla vigilia di Natale del 1942 : « [...] Ogni qualvolta si verifichi un evento a danno delle persone e delle cose militari, saranno catturati ostaggi tra la popolazione civile corsa nella seguente misura : – tre ostaggi nel caso in cui l'attentato portato a compimento non abbia avuto effetti dannosi alle cose o alle persone militari ; – cinque ostaggi nel caso abbia avuto effetti dannosi alle cose militari ; – dieci ostaggi per ogni nostro militare ferito ; – venti ostaggi per ogni nostro militare rimasto vittima dell'attentato. Numero doppio trattandosi di un ufficiale »<sup>59</sup>.

I corsi non erano quindi stati liberati da alcun giogo, anzi ; con l'invasione del novembre 1942 erano finiti sotto il tallone di una dura occupazione militare. Gli spazi di movimento del Maic e degli irredentisti da ristretti che erano vennero di conseguenza annullati in modo definitivo

Il crollo del regime e l'armistizio spazzarono via ogni traccia di irredentismo. In Corsica il comandante italiano, generale Magli, scatenò una energica e coraggiosa resistenza antitedesca, nella quale convissero tanto l'anima francofila quanto quella autonomista e finanche indipendentista, sino alla liberazione dell'isola<sup>60</sup>.

Nel lugubre crepuscolo repubblicano-sociale del fascismo riapparve un sussulto irredentista ad opera dell'irriducibile Giovacchini, che nel frattempo era stato tra i primissimi, nell'ottobre 1943, ad iscriversi al Fascio repubblicano dell'Urbe. Nel dicembre dello stesso anno l'ex « presidente generale » del Maic iniziò una lunga relazione epistolare con il segretario particolare di Mussolini, Giovanni Dolfin. In una ispirata lettera Giovacchini esortava la Repubblica sociale ad occuparsi nuovamente dell'isola tirrenica : « con il cuore spezzato, ma senza l'ombra della disperazione, noi rivolgiamo ancora e sempre al Duce, con il grido della vigilia : 'Italiani non dimenticate la Corsica ! La Corsica muore ! »<sup>61</sup>.

L'insistenza dell'irriducibile irredentista giunse a buon fine. Nel febbraio 1944 rinacquero i vecchi « Gruppi di cultura corsi », in una sconcertante operazione anacronistica evidentemente orientata più a irritare l'insopportabile alleato germanico che a reimpostare un'effettiva istanza rivendicazionista per l'isola. I nuovi Gcc repubblicano-sociali trovarono la loro antica sede a Pavia, mentre il loro *leader* si trasferì a Oleggio Grande, presso Novara, dove, oltre alla professione di medico diresse sino alla termine della parabola neofascista la locale sezione del Pfr. In una lettera a Dolfin il capo dei Gcc, forse ironizzando sul suo antico soprannome (« il parroco »), riassume così la sua nuova posizione di militante : « la zona è eminentemente operaia e quindi i pericoli sono tanti... Come vedi non si può parlare di carrierismo politico [...] poiché sono andato da [...] vescovo in prete ! ».

Ma il vecchio sogno continuava ad occupare gran parte del suo impegno, in uno slancio onirico che lo avvicinava all'intera vicenda gardesana fatta di rimpianti e di progetti ormai definitivamente irrealizzabili : « Non perdo le file del mio vecchio movimento per la redenzione della Corsica, poiché al momento opportuno, salteremo fuori. Aspettiamo soltanto un cenno ! [...] »<sup>62</sup>.

I Gruppi limitarono di fatto la loro azione a ricercare quei corsi internati nei campi di prigionia in Toscana che erano fuggiti dopo l'8 settembre : sia per convincerli ad aderire all'impotente movimento irredentista sia, in caso di rifiuto, per consegnarli con

---

<sup>59</sup> "Il generale comandante del VI Corpo d'Armata, Carboni, ai comandi divisionali", 24 dicembre 1942, in USSME, Diari storici, b. 1272.

<sup>60</sup> E. Aga Rossi, *Una nazione allo sbando*, Bologna, 1997, p. 19.

<sup>61</sup> "Lettera autografa di Petru Giovacchini a Giovanni Dolfin", 5 dicembre 1943, in ACS, SPD CO RSI, b. 12, fasc. 529.

<sup>62</sup> "Lettera autografa di Petru Giovacchini a Giovanni Dolfin", 2 marzo 1944, in ACS, SPD CO RSI, b. 12, fasc. 529.

solerzia alle autorità nazifasciste. L'ultimo cenno proveniente dal « recluso di Gargnano » a sostegno dell'iniziativa di Giovacchini fu, nel maggio 1944, lo stanziamento di 25 mila lire, che il capo dei Gcc incassò promettendo addirittura l'immediata costituzione di nuclei irredentisti da inviare sull'isola tirrenica, già liberata da tempo<sup>63</sup>. Mancava un mese alla liberazione della Francia e alla condanna del 22 giugno 1944 da parte del governo democratico di Ivanoe Bonomi di tutte le rivendicazioni territoriali fasciste. Mancava soprattutto meno di un anno al completamento della liberazione d'Italia.

Il sogno della Corsica italiana seguì la sorte di tutti i sogni del regime. Ma forse, come ha scritto Ferrari, riferendosi più in generale a tutto il rivendicazionismo fascista contro la Francia, « non era lo svanire di un sogno, ma la liquidazione di una stoltezza »<sup>64</sup>.

---

<sup>63</sup> “Lettera autografa di Petru Giovacchini a Giovanni Dolfin”, 17 maggio 1944, in ACS, SPD CO RSI, b. 12, fasc. 529.

<sup>64</sup> A. Ferrari, *Le rivendicazioni italiane*, cit., p. 191. Scampato ai « giorni della vendetta » e all'epurazione, Petru Giovacchini continuò nel dopoguerra e per tutta la vita ad esercitare a Roma la professione di medico chirurgo. Non avrebbe più visto la Corsica.

**ITALIA E FRANCIA NEL  
PROGETTO DI FORMAZIONE  
DELLA CECOSLOVACCHIA  
DI BENES**

**Edoardo DEL VECCHIO**

## ● I cecoslovacchi e la guerra

I cecoslovacchi prendevano immediatamente posizione contro gli Imperi Centrali nella convinzione e nel timore che la vittoria della Germania e dell'Austria-Ungheria avrebbe significato la realizzazione del sogno pangermanico e l'asservimento completo dei cecoslovacchi con la perdita delle ultime autonomie delle quali godevano.

Subito dopo la mobilitazione essi si prepararono perciò alla formazione di uno stato indipendente anche se la situazione geografica e politica non permetteva loro all'interno dell'impero che una resistenza passiva, mentre più attiva era l'azione diplomatica dei loro rappresentanti nelle principali capitali dell'Intesa. Di conseguenza tutti i partiti politici rifiutavano una qualsiasi dichiarazione di lealtà all'imperatore, mentre le popolazioni non nascondevano i loro sentimenti ostili al governo provocando brutali repressioni. I giornali da parte loro, a dispetto della onnipresente censura, con allusioni e sottintesi mettevano abilmente in rilievo le contraddizioni e le falsità delle informazioni ufficiali. Il netto rifiuto della popolazione a sottoscrivere i prestiti di guerra e mettere a disposizione del governo le riserve di viveri forse non erano determinanti per accelerare la bancarotta finanziaria che si renderà evidente alla fine del conflitto e rendevano poco più efficace il blocco organizzato dall'Intesa. Certo avrebbero sensibilmente sostenuto le richieste dei dirigenti cecoslovacchi alla conferenza della pace.

Indubbiamente il sostegno più importante e significativo alla causa dell'Intesa era il rifiuto sistematico di marciare e combattere per l'impero che li rendeva infidi ai quadri militari austriaci e che verso la fine della guerra contribuiva alla disorganizzazione di quell'esercito. In più occasioni i cecoslovacchi evidenziarono apertamente il loro stato d'animo con dimostrazioni di massa che trovavano il loro apice a Pilsen, nell'agosto del 1914, causando numerose condanne a morte. Accusati di alto tradimento, come del resto accadrà per molti italiani soprattutto dopo l'ingresso del regno in guerra, i soldati cechi dell'8° reggimento landwehr rifiutavano di andare a combattere sul fronte russo e il 2° reggimento di Pisek su quello serbo subendo due volte la decimazione<sup>1</sup>. Più sfortunata la sorte del 35° reggimento di Mlada Boleslav che, essendosi ammutinato nelle caserme, era massacrato. Singolari inoltre gli eventi che segnavano la sorte del 35° reggimento di Pilsen il quale, trasportato per treno sul fronte russo in Galizia, riusciva in parte a sottrarsi alla destinazione in quanto giunto in territori occupati nel frattempo dai russi e da questi era accolto con entusiasmo, ma il resto era massacrato da austriaci e tedeschi che poco dopo avevano riconquistato il controllo della linea ferroviaria<sup>2</sup>. Nel maggio del 1915 il ripetersi di episodi di resa in massa di reparti cecoslovacchi, e il pericolo di disorganizzazione dell'esercito austro-ungarico da essi causato, induceva le autorità militari dell'impero a prendere due provvedimenti che in parte riuscivano a attenuare il fenomeno, ma erano anche l'evidenza dello stato d'animo ostile di una rilevante parte dell'impero. In primo luogo elementi austro-tedeschi sostituivano nella direzione dell'esercito quelli delle nazionalità cecoslovacca, slava e polacca ; quindi dissolvevano gran parte dei reggimenti cecoslovacchi in fronti tra loro distanti o disseminavano quei soldati in unità austriache o ungheresi. Nonostante questi provvedimenti, dopo che nel primo anno di guerra più di 350.000 cecoslovacchi si erano arresi a russi e serbi, l'emorragia continuava sul fronte russo e si allargava quello italiano.

I cecoslovacchi erano dunque considerati, sia per il rifiuto della popolazione di ritenersi parte in causa del conflitto, sia per l'atteggiamento di gran parte dei militari al fronte, sia per l'attiva opera di sensibilizzazione della dirigenza all'estero, elementi ambigui e una

---

<sup>1</sup> ASMAEI (Archivio Storico del Ministero degli Affari Esteri Italiano), *Archivio Conferenza della Pace*, b. 7.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

minaccia che andava sradicata e si scatenavano dunque persecuzioni territoriali. I cecoslovacchi erano privati dei loro beni, dei potenziali dirigenti politici, dei giornali, di gran parte delle pubblicazioni in lingua, mentre il processo di germanizzazione era praticato senza scrupoli rendendo sempre più viva la speranza in una vittoria dell'Intesa che avrebbe dovuto portare all'indipendenza. Alla fine del 1915 la lotta di resistenza dei cecoslovacchi era stroncata nel paese, ma si trasferiva nelle maggiori capitali delle potenze dell'Intesa, a Parigi e Roma, a Londra, e Pietrogrado o in quella dove massiccia nel passato era stata l'emigrazione cecoslovacca, a Washington.

### ● Benes e le etnie del futuro stato tra Roma e Parigi con presenze a Londra, Pietrogrado e Washington

Allo scoppio della I guerra mondiale, nella vasta galassia di etnie, nazioni o semplici comunità che aspiravano a forme di indipendenza o autonomia all'interno degli imperi austro-ungarico e russo, i cecoslovacchi si distinguevano per la rapidità e razionalità con la quale organizzavano fin dai primi giorni del conflitto il proprio futuro attraverso un organigramma di personalità di rilievo che li rappresentavano ufficiosamente presso i maggiori governi dell'Intesa e che lasceranno tracce di rilievo nella storia europea tra le due guerre.

Segretario generale del Conseil National dei Paesi Cechi a Parigi durante lo svolgimento della I guerra mondiale, Benes, era senza dubbio il più conosciuto e più attivo dei rappresentanti cechi e aveva intuito con prontezza, non priva di una notevole dose di razionalità e talvolta di spregiudicatezza, che la nascita di uno stato cecoslovacco indipendente dall'Impero austro-ungarico sarebbe dipesa in gran parte dalla benevolenza e dall'attivo sostegno dei maggiori paesi europei. Abilità e spregiudicatezza distinguevano dunque la sua azione diplomatica che egli sviluppava prevalentemente a Parigi, dove risiedeva e dove si svolgevano le maggiori riunioni collegiali degli alleati<sup>3</sup>. Il governo transalpino era inoltre favorevole alla causa cecoslovacca per motivi contingenti. A corto di mano d'opera, non a caso stipulavano durante la guerra un trattato di lavoro con l'Italia che garantiva emigranti italiani nella vicina repubblica, i francesi miravano non tanto alla formazione di un esercito cecoslovacco, quanto all'inserimento di mano d'opera cecoslovacca nelle officine. L'azione di Benes si estendeva comunque anche a Londra, Pietrogrado, Washington e soprattutto a Roma.

A Londra l'azione cecoslovacca trovava serie difficoltà iniziali che crescevano quando la capitale inglese diveniva la sede di numerose delegazioni e rappresentanze di varie etnie sia dell'impero austro-ungarico, sia, successivamente alla rivoluzione di febbraio, dell'impero zarista. La politica di Londra, al contrario di quella italiana e francese, attribuiva scarsa rilevanza per il futuro delle proprie relazioni internazionali all'area mitteleuropea, svolgendo più attivamente una politica mediorientale dove individuava maggiori interessi postbellici. Non sottovalutava comunque la finalità di circondare alla fine del conflitto la Germania con un cordone di stati potenzialmente orientati in funzione antigermanica. Ma riteneva obiettivo più rilevante sfruttare i risentimenti nazionali soprattutto immediatamente a fini bellici.

Nella capitale russa i cechi avevano trovato le orecchie più attente alle loro aspirazioni fin dai primi giorni della dichiarazione di guerra sostanzialmente per due motivi. La regione boema era ritenuta dalla diplomazia zarista di scarsa rilevanza strategica nel futuro assetto postbellico e quindi il suo avvenire interessava e preoccupava relativamente se non in funzione di una politica di amicizia da opporre all'impero austro-ungarico<sup>4</sup>. Inoltre, ma

---

<sup>3</sup> Una buona comprensione dell'azione politica di Benes durante la guerra non può ignorare E. Benes, *Souvenirs de guerre e revolution (1914-1918)*, Parigi, 1928. Naturalmente il volume ha tutti i pregi e i difetti di un'autobiografia che tende inevitabilmente ad esaltare l'opera del suo autore.

<sup>4</sup> J. Larmeroux, *Questions d'Autriche-Hongrie*, Félix Alcan, Parigi, 1917, p. 126.



soprattutto, le defezioni di elementi cechi dall'esercito austro-ungarico erano guardate con interesse quasi pari a quelle degli elementi slavi che fin dall'inizio della guerra minacciavano di devitalizzare, sia pure parzialmente, la spinta dell'esercito di Francesco Giuseppe e costituivano una vera emorragia che nemmeno esecuzioni sommarie riuscivano ad arginare<sup>5</sup>.

La massiccia presenza di cecoslovacchi emigrati oltre Atlantico da qualche decennio per sfuggire miseria e persecuzioni politiche rendeva Washington una capitale particolarmente rilevante per la lotta all'indipendenza anche prima che quel paese entrasse in guerra. E in seguito le attenzioni dei dirigenti cecoslovacchi crescevano in relazione alla sempre maggiore importanza del ruolo economico-finanziario, oltre che bellico, degli Stati Uniti.

A Roma l'interesse per il problema ceco iniziava a manifestarsi più tardi, ma gli ambienti della Consulta recuperavano rapidamente il tempo perduto e si ponevano obiettivi più ad ampio respiro dei russi quando appariva evidente che il trattamento dei numerosi prigionieri di guerra cechi poteva costituire un utile strumento diplomatico alla conferenza della pace e conveniva dunque separare le loro sorti da quelle degli elementi di origine austriaco-tedesca. Pur senza delineare la realtà di una carta europea dalla quale sarebbe stata cancellata l'entità austro-ungarica, come in realtà sarebbe avvenuto, la diplomazia italiana si preparava ad un futuro di relazioni amichevoli con quelle nazionalità che sarebbero riuscite ad emanciparsi dalla logica centralista austro-ungarica<sup>6</sup>. I cecoslovacchi, come gli slavi, erano visti a Roma come comuni alleati in una politica postbellica di contenimento, se non di accerchiamento, di uno stato austro-ungarico seriamente ridimensionato. Il ministro degli Esteri, Sonnino, da parte sua rimaneva piuttosto freddo di fronte a queste aperture concentrandosi, in una visione un po' miope che ruotava quasi esclusivamente intorno al trattato di Londra del 1915 con il quale l'Italia si era impegnata al conflitto concentrandosi su sostanziosi acquisti territoriali a danno dell'impero austro-ungarico.

La chiave per comprendere la tenacia con la quale i dirigenti cechi, e Benes in particolare, iniziavano la loro opera di formazione del futuro stato indipendente dall'impero austro-ungarico è da individuare, oltre che nel naturale desiderio di non continuare ad essere una nazionalità soggetta e nel volersi sottrarre alle massicce persecuzioni condotte dagli austriaci e dagli ungheresi, acuitesi nel periodo bellico, soprattutto nelle particolari caratteristiche etniche della Boemia, Moravia, Slesia e Slovacchia che a loro volta erano da inserire nella questione etnica dell'impero.

Il ministro italiano, Bissolati<sup>7</sup>, le aveva individuate e enucleate come base della futura politica estera del regno nei confronti della Cecoslovacchia indipendente trovando pieno conforto sia nel presidente Boselli che nel successore Orlando, ma con la decisa opposizione del ministro degli Esteri, Sonnino<sup>8</sup>.

Il Dossier Bissolati, ispirato dalla corrispondenza con Benes, compilato dai funzionari del ministero degli Affari Esteri, da Bissolati stesso fatto proprio con piena convinzione e inviato, oltre che a Sonnino, prima a Boselli e, alla caduta di questi, a Orlando, evidenziava la centralità del particolare problema etnico nella presente e futura politica cecoslovacca. Esso in realtà iniziava puntualizzando che il bisogno di misurare le forze numeriche delle nazionalità, che formavano l'impero e cominciarono a premere sulla sua struttura centralizzata, aveva acquistato consistenza solo nel 1840 quando era stato conferito l'incarico al barone Carlo di Czoernig, capo del dipartimento statistico, di determinare le rispettive percentuali etniche all'interno dell'impero. Costui aveva svolto il suo lavoro su basi rigorosamente etniche determinando limiti e tracciando frontiere, pur attraverso l'inestricabile intrico delle numerose

---

<sup>5</sup> Ivi, p. 183 e ss.

<sup>6</sup> ASMAEI, *Archivio Conferenza della Pace*, b. 9.

<sup>7</sup> Leonida Bissolati era ministro senza portafoglio sia nel gabinetto Boselli che in quello Orlando.

<sup>8</sup> ASMAEI, *Archivio Conferenza della Pace*, b. 7, Dossier Bissolati sulla questione cecoslovacca.

regioni miste nelle quali tuttavia concedeva maggiore rilevanza all'elemento linguistico<sup>9</sup>. Sulla base degli studi di Czoernig altri studiosi austriaci continuavano le ricerche anche se alle stesse era concessa scarsa visibilità per non dare spazio a dibattiti pericolosi per l'equilibrio politico dell'impero e che avrebbero potuto causare confronti scabrosi tra le comunità italiana, polacca, cecoslovacche e anche ungherese.

Era confermato comunque, l'*umgangssprache*, l'elemento linguistico, indicato come lingua corrente e non quella materna, quello che più precisamente poteva individuare con precisione i numerosi gruppi etnici ritenendo che le caratteristiche fisiche, i costumi, i sentimenti di un comune passato e gli stessi elementi religiosi avrebbero dato risultati poco attendibili o comunque di difficile definizione.

In realtà le conseguenze di questa scelta erano a volte incongruenti e causa di diffusi malcontenti e perfino devianti. Ma, eseguita sotto forma di consultazione delle volontà, acquistavano il significato di un plebiscito nel quale ogni cittadino esprimeva la sua volontà di essere compreso nel gruppo etnico-linguistico di origine o in quello linguistico nel quale era avvenuto il proprio inserimento.

Il Dossier Bissolati, esaminando il censimento del 1910 condotto secondo questo metodo, rilevava che su circa 28 milioni di abitanti dell'Austria solo 10 erano di lingua tedesca, anche se evidenziava che costituivano un gruppo compatto sia nelle finalità politiche che dal punto di vista della distribuzione geografica e della posizione economica, mentre circa 6 milioni e 1/2 erano boemi, moravi e slovacchi. Inoltre i confronti statistici con i dati dei decenni precedenti mostravano incrementi demografici maggiori per questi ultimi e soprattutto che solo una minoranza di questi, anche se operanti in regioni a maggioranza di lingua tedesca, aveva rinnegato la nazionalità di origine dimostrando un attaccamento alla stessa superiore a quello di slavi e polacchi<sup>10</sup>.

In realtà le considerazioni successive emerse dal Dossier Bissolati, con un approfondito esame della situazione etnica della regione, si discostavano poco dalla disamina sulle popolazioni della futura Cecoslovacchia che erano svolte parallelamente a Parigi<sup>11</sup> e su entrambe si fonderà l'azione, sia italiana che francese, in favore della formazione del nuovo stato nel quale si distinguevano quattro aree. Quella boema, la Moravia, la Slesia e la Slovacchia.

### ● Le problematiche etniche in Boemia, Moravia, Slesia e Slovacchia

La regione boema, pur apparendo un quadrilatero che la geografia montagnosa del nord difendeva per tre lati dagli stati tedeschi e che un bacino ad un livello inferiore dominato dai grandi proprietari boemi separava dall'Austria, non conosceva l'unità etnica alla quale sembrava predestinata. La montagnosa regione settentrionale era da secoli abitata dai Sudeti tedescofoni. Inoltre popolazioni tedesche si erano infiltrate dalla Baviera nella Foresta Boema a sud e nelle zone di confine con la Moravia separando di fatto i due ceppi cechi. In sostanza i cechi si sentivano di conseguenza circondati da popolazioni di lingua tedesca che privilegiavano i loro rapporti non solo commerciali con le confinanti regioni teutoniche e tendevano a unirsi alla grande Germania, ma anche separati dal resto di quell'Europa con la quale sentivano forti affinità. In effetti i tedeschi si erano stabiliti da lungo tempo nelle regioni

---

<sup>9</sup> I risultati degli studi di Czoernig erano amplificati in Europa dalla loro presentazione, alcuni anni dopo, all'Accademie des Sciences Morales a Parigi da parte dell'ambasciatore francese a Vienna, conte di Beaumont. Essi erano successivamente ripresi durante la guerra, con statistiche aggiornate, da B. Auerbach, *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, Félix Alcan, Parigi, 1917.

<sup>10</sup> ASMAEI, *Archivio Conferenza della Pace*, b. 7, Dossier Bissolati.

<sup>11</sup> ASMAEF (Archivio Storico del Ministero degli Affari Esteri Francese), Série Z – Europe 1918-1929, bb. 154 e 156, nelle quali sono svolte le considerazioni francesi in preparazione e durante la Conferenza della Pace di Versailles.

montagnose dove erano stati spinti dalle persecuzioni religiose e dalle conseguenti guerre dei secoli XVI e XVII e attirati dai ricchi giacimenti minerari nel XVIII e XIX secolo. Essi si erano rafforzati economicamente e politicamente grazie agli sforzi di germanizzazione del paese iniziati da Maria Teresa e Giuseppe II che avevano prodotto una più ricca e potente Boemia tedesca che circondava quella ceca.

Da allora le due nazionalità della Boemia rimanevano singolarmente non integrate in alcuna parte della regione che era quindi priva di zone miste<sup>12</sup>, e convivevano con due opposte finalità. L'unione alla Germania da una parte, l'indipendenza dall'Austria dall'altra che avrebbe devitalizzato e limitato la preminenza della minoranza tedesca. Entrambe le direzioni sembravano dunque emarginare l'impero Austro-Ungarico che vedeva di conseguenza solo in un processo di agglomerazione delle due etnie la via per continuare a dominare concretamente il territorio, ma che di fatto favoriva quella tedesca che sentiva più affine.

Dal punto di vista geografico i tedeschi erano in una situazione sfavorevole abitando lungo una linea prolungata, spesso interrotta da presenze ceche, e prevalentemente montagnosa. Ma compensavano tali svantaggi basandosi su una solidarietà più morale che fisica, godendo di una maggiore forza economica in gran parte determinata dal monopolio dei commerci con la Germania e fruendo di una legislazione ad essi più favorevole.

Statisticamente infine i cechi in Boemia costituivano una maggioranza relativa non superiore ai 2/3 della popolazione, anche se gli indici confermavano un maggior tasso di incremento demografico dei cechi. Migliore esempio di tali contraddizioni statistiche era proprio Praga dove la minoranza tedesca, pur essendo in continua anche se lenta diminuzione percentuale, deteneva gran parte delle leve del potere amministrativo.

La Moravia, pur godendo di una posizione geografica che la rendeva più distante dal mondo tedesco e prossima invece a quello slavo, apparteneva pur sempre alla parte austriaca dell'impero Austro-Ungarico e ne subiva dunque le conseguenze.

Regione pressoché spopolata a più riprese dalle invasioni mongole, era stata ripopolata nel XIII e XIV secolo prevalentemente dalla gerarchia cattolica che vi aveva trapiantato agricoltori tedeschi, soprattutto della Westfalia, Baviera e anche delle Fiandre. La reazione della popolazione morava aveva portato nel XVI secolo ad una vittoriosa alleanza con i boemi che causava atti di intolleranza con la proibizione del tedesco nelle funzioni liturgiche e negli atti giudiziari ed amministrativi e l'obbligo della conoscenza della lingua ceca per i proprietari terrieri. Ma nonostante questi provvedimenti le minoranze tedesche rimanevano nei secoli XVIII e XIX, come anche agli inizi del XX, più compatte e numerose che in Boemia anche se in cifre assolute la popolazione morava era più del doppio di quella tedesca. I tedeschi abitavano infatti in prevalenza la regione che divideva la Moravia dalla Boemia e la Moravia meridionale più volta verso l'area danubiana che non quella boema, con cospicue presenze anche nella Moravia settentrionale. Di fatto le popolazioni di origine germanica separavano le due regioni della Boemia e Moravia tra di esse e le circondavano quasi completamente.

La Slesia austriaca era il piccolo residuo della Slesia che Federico il Grande aveva sottratto alla casa d'Austria. Agli inizi del XX secolo essa era costituita infatti da un territorio di poco superiore ai 5.000 kmq nel quale vivevano meno di 800.000 abitanti. Ma rivestiva soprattutto una rilevanza geografica in quanto si insinua a cuneo tra il Massiccio Boemo e i Carpazi, in sostanza un corridoio tra le pianure orientali europee e il bacino danubiano viennese. La Slesia austriaca era stata inoltre anche una regione di transizione e incontro tra l'occidente e l'oriente europeo, nonché una rilevante linea commerciale fin dall'antichità quando era l'itinerario dell'ambra dal nord verso il sud.

---

<sup>12</sup> Le statistiche austriache, prima ricordate, informavano che solo 9 agglomerati potevano essere definiti bilingui, tra l'altro con una forte preminenza dell'una o dell'altra etnia.

C.H. Seignobos, *Les Asperations autonomistes en Europe. Lecons faites à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales*, Felix Alcan, Parigi, 1913, p. 231.

Di conseguenza la popolazione di questa particolare regione, eccentrica alla parte austriaca dell'impero e allo stesso territorio rivendicato dal futuro stato cecoslovacco, era per oltre il 40% tedesca, più del 30% polacca e ceca in misura inferiore al 25%.

Ma anche qui altri elementi smentivano o ridimensionavano le statistiche. Il primo era che i cechi erano in netta maggioranza nella capitale, Troppau, dove detenevano anche le migliori cariche amministrative. Inoltre i cechi erano agglomerati in un blocco unico nella parte economicamente più importante della regione. Infine essi erano continuamente incrementati, oltre che dal più alto tasso di sviluppo demografico, da una immigrazione dalla Boemia e dalla Moravia spinta dalle migliori condizioni offerte alla loro etnia dalla particolare situazione geografica. D'altra parte l'elemento polacco, in prevalenza nella regione orientale della Slesia, teneva maggiori legami con la Galizia austriaca, mentre quello tedesco era qui meno progredito economicamente pur avendo iniziato fin dal secolo precedente l'attività estrattiva e controllando ancora gran parte delle risorse del sottosuolo.

Più in generale il conflitto tra le due etnie, ceca e tedesca, comprendendo in quest'ultima sia i tedeschi provenienti in tempi lontani o recenti dalla Germania e che con essa conservavano i loro maggiori legami, sia gli austriaci di lingua tedesca, aveva alcuni fondamentali punti di riferimento che non a caso erano più volte ricordati da Benes. I due maggiori elementi di sostegno e di aggregazione della etnia ceca venivano da lontano: quello religioso della guerra degli Hussiti nel 1419, l'insurrezione contro l'imperatore agli inizi del XVII secolo ed entrambi avevano perso poco del loro vigore. Ad essi si richiamavano Benes, Masarik e tutta la dirigenza cecoslovacca in nome della libertà religiosa e dell'indipendenza nazionale. La rinascita intellettuale dei cechi, nei primi decenni del XIX secolo, era stata resa possibile dall'unità linguistica che partiva dalle chiese e dalla traduzione delle opere teologiche in ceco di Hus. Il martirio di Hus era ricordato come un atto di oppressione e tirannia della gerarchia cattolica tedesca. In Hus si fondevano dunque gli elementi dell'unità linguistica fondamento di quella nazionale, di quella religiosa e della lotta contro i tedeschi. Hus era ancora per i cechi ciò che Lutero era stato per i tedeschi. Né si può ignorare quanto queste affermazioni tornassero gradite a Roma e Parigi.

La lotta per il riconoscimento dei diritti dei cechi era cominciata, paradossalmente, alla dieta federale di Francoforte del 1848 parallelamente alle prime espressioni per una Germania unita. Nello stesso anno davanti alla chiesa di san Venceslao era stata adottata una risoluzione per l'unione amministrativa dei paesi dell'antica corona di Boemia: Boemia, Moravia e Slesia. Successivamente, in una petizione inviata all'imperatore Francesco Giuseppe, le richieste erano allargate agli slovacchi e prendevano la forma di vere e proprie rivendicazioni. Avvertito chiaramente il pericolo che queste rivendicazioni portavano all'unità dell'impero e scossi dalle rivoluzioni del 1848, le autorità austriache inauguravano un periodo di assolutismo clericale, di centralismo amministrativo, di germanismo ad oltranza che erano attenuati quando la vittoriosa II Guerra d'Indipendenza italiana induceva l'imperatore a creare il Consiglio dell'Impero. Ma, fallito nel 1867 il tentativo di affiancare alla corona di santo Stefano quella di san Venceslao, la lotta contro la germanizzazione, per la quale il tedesco era divenuto lingua obbligatoria nelle scuole, lingua giudiziaria e amministrativa, riprendeva con vigore ruotando soprattutto intorno all'elemento linguistico ed ottenendo sostanziali successi quali la libertà dell'insegnamento sia in tedesco che in ceco, la ripresa del ruolo intellettuale dell'università di Praga e una incisiva presenza al parlamento di Vienna che allargava progressivamente la sfera dei diritti dei cechi. Alla vigilia della I Guerra Mondiale i cechi si erano rassegnati ad un condominio con i tedeschi, sulla base della delimitazione delle zone etniche e della ripartizione proporzionale delle risorse finanziarie.

Ma l'intera regione rimaneva sostanzialmente divisa tra tedeschi che aspiravano all'unione con la « grande » Germania e cechi che sognavano la completa indipendenza.

Soggetta alla monarchia ungherese dell'impero, anziché a quella austriaca come gli abitanti di Boemia, Moravia e Slesia, gli slovacchi avevano subito il nazionalismo intransigente dei magiari fino alle tiepide riforme del 1867. Il movimento di rinascita nazionale, guidato dal clero cattolico, si fondava sulla valorizzazione del carattere contadino del popolo, contrapposto economicamente alla nobiltà terriera ungherese e alla borghesia mercantile tedesca.

La Slovacchia era una provincia etnica di poco superiore ai 2 milioni di abitanti che aveva parzialmente assorbito dagli esiliati boemi le influenze hussite e che, troppo debole all'interno dell'impero Austro-Ungarico per sperare di conquistare da sola l'indipendenza, aveva legato le sue sorti a quelle dei cechi.

La canonizzazione della lingua slovacca, ritenuta maggiore simbolo di originalità etnica all'interno di un impero multietnico, era relativamente recente, risalendo alla metà del XIX secolo, e risentiva del fatto che aveva subito la formazione di due indirizzi letterali che erano stati adottati separatamente dai luterani e cattolici. Questa soluzione aveva favorito gli slovacchi di lingua ceca che avevano ottenuto dal governo l'investitura del ceco come lingua d'insegnamento nelle scuole e declassato lo slovacco a livello di dialetto ceco.

Inoltre l'espansione, all'interno dell'Ungheria, delle idee socialiste che sostenevano la causa di tutte le nazionalità contro la feudalità terriera e industriale, ma senza prevedere un programma di differenziazione delle stesse, anzi sostenendo l'unità linguistica magiara, spingeva gli slovacchi, nel primo decennio del XX secolo, a collegare ancor più la loro lotta per l'indipendenza a quella dei cechi.

#### ● **Il movimento cecoslovacco e la sua organizzazione a Parigi, Roma e nei paesi alleati**

Al di là di queste iniziative, collegate prevalentemente alle caratteristiche etniche e alla lotta per l'indipendenza all'interno dell'impero, gli uomini politici e parlamentari cecoslovacchi svolgevano una vera azione politica che aveva provocato ripercussioni e serie preoccupazioni alla dirigenza austriaca e ungherese.

Gli uomini politici e i partiti cechi concludevano sin dai primi mesi di guerra un patto di unione che portava alla formazione di un blocco unico di tutti i partiti al parlamento di Vienna. Durante i primi anni della guerra la parola d'ordine era « silenzio ». Era il periodo più acuto delle persecuzioni nel quale gli organi governativi esercitavano forti pressioni, sui parlamentari cechi, per ottenere una dichiarazione di lealtà a favore della monarchia.

La situazione mutava con l'ingresso in guerra degli Stati Uniti, quando la rivoluzione sovietica scuoteva, con il pericolo della sua esportazione, la monarchia dualista e infine con l'esplosione della crisi economica e finanziaria che avrebbe accelerato il disfacimento dell'esercito e la dissoluzione dell'impero. Il 30 maggio del 1917 al Reichsrat, insieme con polacchi, jugoslavi e ruteni, era data lettura della dichiarazione che rivendicava la rappresentanza legale della nazione cecoslovacca ed affermava il diritto allo stato cecoslovacco indipendente e assolutamente sovrano. Questa dichiarazione collettiva era seguita da altre dichiarazioni di molti deputati, tra i quali Prasek, Stribny e Zahra, i quali, parlando a nome dell'Unione Ceca, ribadivano che i cecoslovacchi volevano decidere dei loro problemi alla Conferenza della Pace in assoluta autonomia e senza alcuna intermediazione imperiale.

Se pare eccessiva l'affermazione di Benes « Il est incontestable que les vrais auteurs de toutes les crises politiques et de toutes les difficultés en Autriche sont et étaient toujours pendant cette guerre les Tchécoslovaques »<sup>13</sup>, indubbiamente gli stessi resoconti delle sessioni delle camere rendono testimonianza delle preoccupazioni determinate dall'azione cecoslovacca.

---

<sup>13</sup> ASMAEI, *Archivio Conferenza della Pace*, b. 7, Dossier Bissolati.

In accordo con questa politica interna i partiti cecoslovacchi cominciarono sin dai primi mesi del 1914 a sviluppare una politica estera. Essi cercarono di avere nei paesi della coalizione antitedesca alcuni loro rappresentanti capaci di attirare l'attenzione dell'Intesa sul problema cecoslovacco e per persuaderli della necessità di una soluzione indipendentista.

Come abbiamo parzialmente visto nel paragrafo 2 essi cercarono dunque di creare un ben organizzato movimento cecoslovacco all'estero, nei paesi alleati, che fosse d'accordo con il movimento cecoslovacco in Austria e in Ungheria diventandone il complemento naturale e il reale propagatore delle aspirazioni cecoslovacche. Il principio essenziale dei due movimenti era di procedere insieme, di completarsi, di non fare nulla in patria che fosse in contraddizione con l'azione all'estero e lavorare costantemente in comune accordo. Era solo in questo modo che l'azione della Boemia, scriveva Benes lasciando intravedere alcuni contenuti delle proprie idee che esaltavano il suo nazionalismo a danno delle altre etnie cecoslovacche, poteva esercitare una reale influenza nei paesi dell'Intesa, acquistare l'autorità necessaria ed essere considerato il vero rappresentante delle aspirazioni cecoslovacche.

Già nella prima metà di agosto del 1914 erano iniziati i preliminari delle trattative che vedevano impegnati tutti i partiti cecoslovacchi. A settembre Thomas Masarik, capo del partito progressista, nonché boemo di madre slovacca, era entrato in relazione con i suoi amici politici inglesi, francesi e russi in Olanda e in seguito proponeva un piano di lavoro in Italia che, quando era stato consegnato l'ultimatum alla Serbia, non avendo riconosciuto legittimo il richiamo austriaco al *casus foederis* previsto nella Triplice Alleanza, aveva di fatto escluso ogni possibilità di intervento a fianco degli Imperi Centrali e poteva ormai scegliere tra neutralità o intervento a fianco delle potenze dell'Intesa. A Praga intanto era fondato un comitato rivoluzionario che teneva costantemente i contatti con l'estero e con quei politici che ormai non potevano più rientrare in patria. All'estero i cecoslovacchi avevano due rilevanti compiti: iniziare la loro opera di propaganda che si sviluppava coerentemente alla fine del 1915; organizzare inoltre quelle forze che si trovavano nei paesi dell'Intesa o comunque fuori dagli Imperi Centrali.

Con ottimismo, indubbiamente non disgiunto da amplificazioni richieste dall'essenzialità del compito stesso che si era assunto, Benes sopravvalutava le reali capacità di intervento militare dei cechi confondendole ad arte per ottenere i massimi risultati politici<sup>14</sup>. In realtà accanto al milione e mezzo di emigrati cecoslovacchi presenti negli Stati Uniti, ben organizzati dal punto di vista politico ed economico e inoltre con scuole nazionali, banche e corporazioni professionali, ma al di là dell'Atlantico, lo stesso Benes non poteva enumerare che i 2.000 in Francia, i 1.200 in Gran Bretagna e i 750 in Italia. Più consistente in Europa la colonia cecoslovacca in Russia che ammontava ad oltre 50.000 individui, in prevalenza giovani in grado di combattere e ben organizzati quasi come i loro compatrioti nel continente americano.

In Francia era organizzata una legione di volontari, anche se puramente rappresentativa, a Roma la stessa iniziativa era frenata dal ministero degli Affari Esteri che non la riteneva compatibile con lo status di neutralità<sup>15</sup>, mentre in Gran Bretagna si lavorava per immettere volontari cecoslovacchi nell'esercito inglese e in Russia nasceva una legione che diveniva immediatamente operativa. Nell'impero zarista lo sforzo dei cecoslovacchi era fortemente paralizzato dal regime poliziesco e più diretto verso la formazione militare che non verso l'azione propagandistica difficile da svolgere in quel paese e ritenuta dagli ambienti zaristi meno utile di un attivo sforzo bellico. Negli Stati Uniti infine era organizzata una

---

<sup>14</sup> ASMAEF, *Ambassade de Rome*, carton 2.

<sup>15</sup> ASMAEI, *Archivio Conferenza della Pace*, b. 9.

intensa propaganda per paralizzare quella della comunità tedesca e per inviare sostegni materiali in Europa<sup>16</sup>.

Il movimento nazionale acquistava maggior forza alla fine del 1915 quando i rappresentanti del Comitato Rivoluzionario di Praga e dei partiti politici si trasferivano nei paesi alleati e fondavano a Parigi, per le ragioni prima ricordate, il Conseil National des Pays Tchéques. Esso diveniva l'organo politico centrale di tutto il movimento cecoslovacco, concentrava nelle sue mani ogni azione politica o di propaganda e riceveva un nuovo carattere di unità, ordine e omogeneità. Ne diveniva presidente l'anziano Thomas Masarik per la sua grande attività di politico, la fama di uomo abile e competente, per le sue numerose amicizie negli ambienti francesi e infine per riunire nella sua persona la etnia ceca e quella slovacca. Ma il maggior propulsore dell'organizzazione era Edoardo Benes, segretario generale del Conseil, di fama non inferiore a quella di Masarik, professore dell'università di Praga, che aveva preso in mano la direzione di tutte le organizzazioni cecoslovacche nei paesi alleati e negli Stati Uniti. Accanto ai due più noti uomini politici cechi si distingueva infine Milan Stefanik, principale rappresentante degli slovacchi. I compiti del Conseil National erano molteplici, ma tendevano essenzialmente a sensibilizzare mondo politico e opinione pubblica attraverso giornali, dossier e rapporti che erano amplificati verso tutte le capitali dell'Intesa.

Oltre all'organigramma parigino la lotta per l'indipendenza cecoslovacca comprendeva una sezione in Russia, subordinata a quella di Parigi, composta da 20 elementi, quasi tutti trasferitisi durante i primi mesi di guerra dalla Boemia, che avevano sostanzialmente compiti di organizzazione militare sia per la presenza della forte colonia cecoslovacca sia per i prigionieri cecoslovacchi dell'esercito austro-ungarico che crescevano con il progredire del conflitto.

Londra era la sede nella quale spesso si notava la presenza di Masarik, consapevole che alla futura conferenza della pace il parere inglese avrebbe avuto forte influenza anche se in realtà la politica estera inglese dimostrava scarso interesse per le problematiche politiche mitteleuropee. Nella capitale inglese era comunque attivo e strettamente collegato con i principali giornali britannici un ufficio stampa.

Negli Stati Uniti i due centri, quello ceco di Chicago e quello slovacco di Pittsburg, continuavano a lavorare a stretto contatto ed erano teoricamente soggetti al Conseil di Parigi. Ma in realtà acquistavano crescente importanza in relazione diretta alla rilevanza economico-finanziaria che quel paese stava assumendo e che diverrà ancora maggiore con l'ingresso dello stesso in guerra<sup>17</sup>.

---

<sup>16</sup> A Chicago era creata una Alleanza Nazionale Ceca, a Pittsburg nasceva invece una Lega Slovacca che subito lavoravano insieme per bloccare la propaganda dei numerosi immigrati tedeschi.

<sup>17</sup> L'organigramma dei membri più attivi e rappresentativi dei comitati cecoslovacchi comprendeva: Thomas Masarik, presidente del Conseil National, deputato, presidente del gruppo progressista al Reichsrat di Vienna, professore all'università di Praga e al King College di Londra; Edoardo Benes, segretario generale del Conseil National, professore all'università di Praga, direttore dell'organo ufficiale del movimento cecoslovacco « La Nation Tchéque », docente alla Ecole des Langues Orientales di Parigi; Milan Stefanik, rappresentante degli slovacchi, famoso astronomo, divenne ufficiale dell'esercito francese, fino a raggiungere il grado di generale, per poter continuare i suoi studi, laureato all'Accademie des Sciences.

Oltre questi uomini, che formavano la presidenza e la direzione del Conseil National, i vari comitati comprendevano molti altri elementi anche di prestigio internazionale. In Francia: Leon Sychrava, direttore del giornale « L'Indépendance Tchécoslovaque »; Stephen Osusky, vicepresidente della Lega Slovacca di Pittsburg. In Russia: Cernak, presidente della sezione russa del Conseil National; Bogdan Pavlu, direttore del giornale « La Tchécoslovaque »; Procop Maxa, membro della sezione russa del Conseil National; Girska, presidente della Federazione delle società cecoslovacche in Russia. Negli Stati Uniti si trovava la delegazione più massiccia determinata sia dalla numerosa presenza di immigrati, sia dalla vastità del territorio: Luigi Fisher, presidente dell'Alleanza Nazionale Ceca di Chicago; Mamatey, presidente della Lingua Slovacca di Pittsburg; Carlo Pergler, vice presidente dell'Alleanza Nazionale e direttore della Slave Presse Bureau di New York; Voska,

Ma era a Roma, oltre che a Parigi, che si concentrava il maggiore interesse cecoslovacco ed in particolare di Benes, soprattutto dopo l'ingresso del paese in guerra. Benes in sostanza comprendeva che, nonostante alcune a volte aspre reazioni del ministero degli Affari Esteri relativamente ai problemi dei prigionieri di guerra e degli internati civili di etnia cecoslovacca, alla conferenza della pace l'Italia, anche per la sua posizione geografica oltre che per la secolare lotta per l'indipendenza condotta contro l'impero, sarebbe stata il paese maggiormente interessato alle questioni politiche che avrebbero delineato i futuri confini dello stato cecoslovacco<sup>18</sup>.

I problemi, o meglio, le responsabilità delle organizzazioni cecoslovacche all'estero crescevano con il procedere del conflitto che riservava loro la favorevole notizia dell'ingresso dell'Italia in guerra, al quale era attribuito un vantaggioso significato politico per il dopoguerra. Con altrettanto entusiasmo era accolta quella del coinvolgimento nel conflitto degli Stati Uniti ai quali erano attribuite più specifiche responsabilità di sostegno finanziario della guerra, anche se la diffusione dei 14 punti di Wilson, ed in particolare quello sulle nazionalità, apriva alternativamente ulteriori speranze, ma anche seri dubbi. Il commento di Benes all'affermazione del presidente americano che sosteneva la massima ampiezza di sviluppo autonomo alle nazionalità in Austria-Ungheria, opponendosi palesemente allo smembramento dell'impero, era ad un tempo aspro e preoccupato<sup>19</sup>.

Particolare cura era riservata al mantenimento dei rapporti con i rappresentanti delle quattro etnie in patria, sia per non perdere il contatto con la realtà delle trasformazioni indotte dalla guerra, sia per poter rappresentare continuamente e direttamente gli interessi dei futuri elettori dello stato cecoslovacco. In realtà il progredire delle operazioni belliche accentuava il carattere repressivo delle autorità austro-ungariche che rendevano i contatti con l'estero sempre più problematici. Questa situazione favoriva la conservazione di maggiori legami con la Boemia, non sfiorata dal conflitto, mentre con la Moravia e ancor più con la Slovacchia, più volte direttamente coinvolta nella guerra, essi si attenuavano notevolmente. Si giungeva in tal modo ad una pressoché totale interruzione dei legami con l'estero con ripercussioni non lievi nella costruzione dello stato nel quale si lamenterà una eccessiva presenza dell'elemento ceco a danno di quello slovacco che, già sfavorito in partenza, peggiorerà la sua posizione negli ultimi anni di guerra.

### ● **L'azione militare del Conseil National cecoslovacca a Mosca, Roma e Parigi**

Il Conseil National di Parigi, forte dell'autorità di cui era investito, derivante soprattutto dal riconoscimento francese, sviluppava il suo lavoro di propaganda e azione politica, ma Benes con gli altri dirigenti individuava nella formazione di un esercito cecoslovacco indipendente la vera e unica garanzia per l'indipendenza del futuro stato.

Poco utile la Francia in quanto manifestava chiaramente il suo desiderio di avere a disposizione lavoratori più che soldati e non disponeva di prigionieri di guerra cecoslovacchi.

---

membro dell'Alleanza Nazionale a New York ; Vojta Benes, segretario dell'Alleanza nazionale ; Smetanka, direttore della « Bohemian Review » di Chicago. Mentre in Svizzera il rappresentante cecoslovacco era Boginov.

In Italia si occupava degli affari politici : Francesco Hlavachek, che era direttore degli uffici del Conseil National dei paesi cecoslovacchi, e direttore della sezione per il commercio estero della Camera di commercio e Industria di Praga, mentre la presenza dell'ingegnere Carlo Vesely garantiva il necessario supporto specialistico determinato dai progetti di Benes sul futuro delle relazioni italo-cecoslovacche che avrebbero dovuto assumere un significativo ruolo tecnico-commerciale.

<sup>18</sup> La convinzione di Benes sull'importanza che Italia e Francia avrebbero avuto per il futuro stato cecoslovacco è evidenziata più volte sia nella documentazione italiana dell'ASMAEI, Fondo *Archivio Conferenze*, cit., che in quella francese dell'ASMAEF, Fondo *Ambassade de Rome*, cit.

<sup>19</sup> Le reazioni di Benes in ASMAEF, Série Z – Europe 1918-1929, b. 156.



Quasi inesistente era la posizione inglese per il paese disinteresse del governo e per la mancanza in quel paese sia di prigionieri che di immigrati.

Poiché il maggior numero di prigionieri militari cecoslovacchi si trovava in Russia e in Italia, era verso questi due paesi che si indirizzavano i principali sforzi in questa direzione, mentre negli Stati Uniti si cercava di arruolare volontari tra gli immigrati.

Era dunque a Stefanik, ufficiale dell'aviazione francese, che era affidato, nel luglio del 1916, l'incarico di organizzare militarmente in Russia un gruppo di cecoslovacchi che avrebbero dovuto essere successivamente trasferiti in Francia per tre ragioni. Innanzitutto perché sul fronte francese avrebbero combattuto contro i tedeschi e non contro l'esercito austro-ungarico nel quale militavano numerosi compatrioti. Poi perché, nell'eventualità che fossero caduti prigionieri ancora una volta, avrebbero potuto sfuggire all'impiccagione che gli austro-ungarici riservavano agli appartenenti di etnie dell'impero che avevano preso le armi contro di loro essendo automaticamente considerati disertori. Infine per sopperire alla penuria di mano d'opera in Francia<sup>20</sup>, egli riusciva ad ottenere dalle autorità militari e politiche russe, grazie anche al sostegno della sezione locale del Conseil National, i permessi necessari per reclutare un esercito cecoslovacco, con l'intento di inviarlo successivamente in Francia secondo gli accordi, ma dopo oltre un anno era riuscito ad organizzare poco più di 10.000 cecoslovacchi in unità militari per i continui ostacoli frapposti dalle autorità russe che rimanevano sospettose dell'iniziativa e non gradivano che i cecoslovacchi dovessero combattere sul fronte occidentale. Tuttavia una divisione cecoslovacca riusciva a partecipare alle operazioni militari sul fronte russo sotto forma di unità militare autonoma.

A rivoluzione ormai iniziata, nel maggio del 1917, si aveva una svolta in quanto il governo russo di Miliukov era molto favorevole al riconoscimento del Conseil National come rappresentante ufficiale dello stato cecoslovacco sulla base dell'« analogia tra il movimento russo e quello ceco, democratici e rivoluzionari, entrambi diretti all'affrancamento dei popoli dalle istituzioni tiranniche »<sup>21</sup>. Masarik, amico personale di Miliukov che aveva soggiornato a lungo in Boemia, sostituiva Stefanik a Mosca nell'intento di accelerare la missione e riusciva a concludere un accordo a tre, fra governo francese, quello russo e il Conseil National, per il quale 30.000 volontari cecoslovacchi sarebbero stati trasferiti in Francia e avrebbero costituito il nucleo dell'esercito cecoslovacco, mentre un numero altrettanto cospicuo sarebbe andato a lavorare nelle fabbriche di quel paese. Tra l'altro la seconda parte del programma era apertamente gradita da Benes il quale da Parigi si interrogava sui rischi di veder morire su fronti lontani dalla patria soldati cecoslovacchi che sarebbero stati essenziali quando sarebbe stata conquistata l'indipendenza. L'esperienza dei reparti cecoslovacchi distrutti dal nemico sul fronte in Dobrugia era stata illuminante. Egli esprimeva dunque la sua decisa approvazione perché fosse formato un rappresentativo esercito cecoslovacco valutandone le positive conseguenze politiche. Si dichiarava tuttavia favorevole che gli uomini validi fossero in gran parte inquadrati nelle industrie francesi, dove non avrebbero rischiato la vita, entrando nell'esercito solo al termine del conflitto<sup>22</sup>. Ma la Rivoluzione di Ottobre troncava definitivamente tutti questi progetti<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> ASMAEF, Sèrie Z – Europe 1918-1929, b. 154.

<sup>21</sup> D.D.I. (Documenti Diplomatici Italiani), serie V, vol. VIII, doc. 415.

<sup>22</sup> ASMAEF, Sèrie Z – Europe 1918-1929, b. 154.

<sup>23</sup> Isolate dagli eventi della Rivoluzione d'Ottobre, le formazioni militari cecoslovacche organizzate in Russia costituivano buona parte di quella Legione Cecoslovacca che si troverà coinvolta nella politica di sostegno degli alleati ai Russi Bianchi in funzione antibolscevica, presiederà la Transiberiana, ma su indicazioni del governo cecoslovacco si manterrà neutrale.

Anche in Italia il progetto di formare un esercito nazionale cecoslovacco incontrava alcune difficoltà<sup>24</sup>. Qui il maggiore protagonista cecoslovacco era Benes. Egli prima prendeva contatto con il rappresentante italiano a Parigi, Salvago Raggi, quindi sfruttava gli incontri romani tra il ceco Maxa e il giornalista del « Messaggero » Alessandro Dudan, infine riusciva ad avere contatti diretti con Bissolati, Sonnino e lo stesso Boselli. L'idea di reparti militari cecoslovacchi cominciava dunque ad amplificarsi in Italia e a conquistarsi numerosi sostenitori tra i quali lo stesso ministro degli Esteri e il presidente del Consiglio<sup>25</sup>.

In Italia l'alternativa non si poneva, come in Francia, tra la concessione da parte francese di costituire un embrione di esercito nazionale ceco e la disponibilità da parte ceca di consentire mano d'opera per l'industria di quel paese, ma sul modo nel quale inquadrare questa nuova forza militare : affiancandola all'esercito italiano, autonoma o da inviare sul fronte francese ? Dopo le rivolte in Boemia del giugno-luglio 1917, abilmente amplificate da Benes<sup>26</sup>, egli stesso veniva in Italia nell'agosto dello stesso anno. Si concretizzavano dunque gli interrogativi degli italiani che fino ad allora avevano liberato un numero limitato di prigionieri cecoslovacchi, con il tramite dell'ambasciata russa, per arruolarli nell'esercito russo.

A questo punto non potevano rinviare ulteriormente le proprie decisioni relativamente al problema. Il ministero della Guerra esprimeva parere favorevole alla formazione dell'esercito cecoslovacco, mentre il Comando Supremo, pur dichiarandosi anch'esso favorevole, raccomandava che non fosse ammesso a combattere, ma addetto a compiti speciali nelle retrovie.

Ma il ministero degli Esteri si trovava di fronte ad alcuni interrogativi. Da una parte le precise richieste cecoslovacche, esplicitate da Benes, che non si concedesse più ai prigionieri cecoslovacchi di andare a combattere in Russia, che iniziasse la costituzione di un primo nucleo di un esercito cecoslovacco, che il governo italiano lo riconoscesse ufficialmente e lo facesse riconoscere ai propri alleati. Dall'altra le perplessità del direttore generale degli Affari Politici il quale, pur riconoscendo l'opportunità di alimentare la simpatia delle popolazioni cecoslovacche, proponeva due soluzioni parallele : parcellizzare le richieste dei prigionieri in domande individuali sottoponendole all'approvazione del Conseil National, favorire l'immediata costituzione di reparti militari cecoslovacchi per i quali sarebbero state approvate le limitazioni indicate dal Comando Supremo<sup>27</sup>. Sonnino faceva propri i suggerimenti e li proponeva sia al presidente Boselli, sia al ministro della Guerra, Giardino suggellando il successo della missione Benes<sup>28</sup>.

Benes dopo questo primo incontro palesava la realtà degli ulteriori suoi intenti e cioè di veder riconosciuto anche dall'Italia il Conseil National come legittimo rappresentante del popolo cecoslovacco e di poter trasferire in Francia i reparti militari organizzati in Italia. Era trasparente il pensiero di Benes. Infatti nella capitale francese si incrociavano la maggior parte delle trattative diplomatiche condotte dai rappresentati delle diverse etnie per la formazione di nuovi stati originati non solo dall'impero austro-ungarico, ma anche da quello russo. Inoltre il

---

<sup>24</sup> La documentazione relativa agli sforzi cecoslovacchi per la formazione di un'armata cecoslovacca in Italia si trova, oltre che nel succitato Dossier Bissolati e nell'Archivio Conferenza della Pace, in D.D.I., serie V, voll. VIII e IX.

Da non ignorare, per quanto riguarda l'azione cecoslovacca a Roma, gli interrogativi connessi nella dirigenza cecoslovacca all'azione del Pontefice Benedetto XV. Come avrebbe reagito la Santa Sede all'azione dei cecoslovacchi e delle altre etnie dell'impero Austro-Ungarico che miravano a dissolvere uno stato dichiaratamente cattolico ?

Si veda in proposito in A. Tamborra, *Studi storici sull'Europa orientale* (raccolti per il 70° compleanno dell'autore), *Benedetto XV e i problemi nazionali e religiosi dell'Europa orientale*, p. 317 e ss.

<sup>25</sup> D.D.I., Serie V, vol. VIII, doc. 713, 804, 940.

<sup>26</sup> D.D.I., Serie V, vol. VIII, doc. 628.

<sup>27</sup> D.D.I., Serie V, vol. VIII, doc. 991.

<sup>28</sup> D.D.I., Serie V, vol. VIII, doc. 1002.

trasferimento dei soldati cecoslovacchi in patria alla fine della guerra sarebbe stato più agevole che non dall'Italia. Se Sonnino si mostrava conciliante sulla prima proposta, era tuttavia nettamente avverso alla seconda. Egli giudicava la domanda di Benes contraria alle norme di diritto internazionale e soprattutto potenzialmente dannosa per le presumibili rappresaglie contro i prigionieri di guerra italiani che i francesi potevano non temere in quanto non combattenti contro gli austro-ungarici<sup>29</sup>.

Le concessioni italiane si concretizzavano in una lunga comunicazione del ministro della Guerra, Giardino, a Benes nella quale era precisato che : il Conseil National poteva svolgere presso i prigionieri cecoslovacchi, come nei reparti costituiti, opera di propaganda e dare il supporto delle proprie conoscenze ai responsabili italiani sui volontari scelti ; questi avrebbero goduto dei diritti e doveri previsti dal codice militare italiano ; per preservarli da eventuali rappresaglie del nemico essi sarebbero stati impiegati sul fronte italiano in lavori e servizi di seconda linea ; i reparti avrebbero assunto il nome di reparti cecoslovacchi e portato i simboli distintivi del proprio paese ; era accettato il giuramento alla causa cecoslovacca.

Era in sostanza il riconoscimento della formazione di un esercito cecoslovacco, ed implicitamente del nascente stato, che diventava ancora più rilevante in quanto la Rivoluzione Bolscevica presto lo avrebbe privato del sostegno di Mosca<sup>30</sup>.

Contemporaneamente Stefanik nel giugno del 1917 aveva lasciato Mosca per Washington al fine di organizzare anche negli Stati Uniti reparti armati cecoslovacchi e otteneva da Wilson il permesso di reclutare soldati tra i cecoslovacchi non naturalizzati americani al di sotto dei 30 anni e, al disopra di quest'età, anche i naturalizzati.

### **• Il progetto di Benes : uno stato cecoslovacco indipendente come barriera antigermanica con la inevitabile sparizione dell'impero Austro-Ungarico**

Il processo di formazione del futuro stato cecoslovacco era stato chiaramente indicato da Masarik, Benes e dai loro compatrioti che avevano raggiunto gran parte degli obiettivi che si erano posti per il periodo bellico : la coesione in organi nazionali con collegamenti internazionali dei cecoslovacchi all'estero e in patria ; il Conseil National, prima espressione del governo cecoslovacco ; le formazioni militari nucleo formativo dell'esercito. Occorreva ora ottenere, dalle potenze dell'Intesa, il riconoscimento del diritto cecoslovacco a proclamarsi stato indipendente e a tale scopo era necessario indicare le prospettive della politica estera cecoslovacca. A questo pensava soprattutto Benes<sup>31</sup>.

I cecoslovacchi erano stati, prima e durante la guerra, avversari risoluti dell'Austria-Ungheria come della Germania. Oppressi sia dai tedeschi che dagli austriaci e dai magiari, essi aspiravano a liberarsi partendo dalla constatazione che i due Imperi Centrali erano un continuo pericolo per la pace mondiale. Si erano coalizzati sia per conquistare alla Germania l'egemonia europea, sia per prostrarre la dominazione austro-ungarica delle popolazioni slave e latine nel centro Europa e nei Balcani. Si rendeva dunque evidentemente necessaria una revisione della carta europea che eliminasse quel focolaio di discordie e oppressioni che era l'impero di Vienna e Budapest e sbarrasse ai tedeschi l'espansione verso oriente. In queste due finalità Benes identificava la realtà della I Guerra Mondiale.

Contro questi progetti, di tedeschi, austriaci e ungheresi, i cecoslovacchi proponevano un piano di riorganizzazione dell'Europa centrale che rispondeva simultaneamente agli interessi delle potenze dell'Intesa, alle rivendicazioni delle nazionalità che nel corso del secolo XIX non erano riuscite a concludere o a promuovere la loro indipendenza e alla

---

<sup>29</sup> D.D.I., Serie V, vol. IX, doc. 8.

<sup>30</sup> D.D.I., Serie V, vol. IX, doc. 157.

<sup>31</sup> Le idee di Benes sulla politica estera e sulla funzione europea del futuro stato cecoslovacco erano espresse, con minime variazioni, sia nel Dossier Bissolati, che nelle sue memorie, che in vari documenti d'archivio.

realizzazione di una pace duratura. Essi domandavano di conseguenza la formazione di una barriera contro l'espansione della Germania verso oriente e la identificavano nella costituzione di uno stato cecoslovacco, secondo i confini indicati anche in una cartina geografica<sup>32</sup>, indipendente, politicamente associato agli stati vicini, in particolare alla Polonia.



In realtà uno stato che unisse Boemia, Moravia, Slesia austriaca e Slovacchia avrebbe sbarrato la strada tra Berlino e Vienna, come tra Berlino e Budapest. Sarebbe stato uno stato di 140.000 kmq con circa 12 milioni di abitanti, ricchezze naturali come prodotti agrari, carbone e lignite e inoltre industrialmente avanzato. Lo sfruttamento di questi prodotti durante la seconda metà del secolo precedente, come nella guerra in corso, aveva sorretto le industrie tedesche e austriache, aveva permesso la ulteriore penetrazione nei Balcani e aveva favorito la vittoriosa concorrenza commerciale. In una Europa dai confini corretti sarebbero state l'Italia, la Polonia e le popolazioni jugoslave che avrebbero potuto sfruttare queste ricchezze sviluppando le proprie industrie e commerci in un quadro di reciproca considerazione.

In questa prospettiva, a sud austriaci e tedeschi sarebbero stati emarginati dall'Adriatico nel quale i primi si espandevano territorialmente e i secondi commercialmente, in un'opera di mutuo sostegno. Mentre a nord una coalizione ceco-polacca avrebbe sbarrato le frontiere tedesche verso est. Di conseguenza il grande piano pangermanico sarebbe stato definitivamente affossato e evidentemente questa soluzione del problema mitteleuropeo comportava la distruzione della monarchia asburgica e lo smembramento dell'impero Austro-Ungarico. Ma Benes non dimenticava che la realizzazione di questo piano passava anche per Parigi e Londra e aggiungeva che l'eliminazione dell'impero asburgico dalla carta europea avrebbe indebolito la Germania permettendo alla Francia di riprendere definitivamente il controllo dell'Alsazia e Lorena e alla Gran Bretagna di essere al sicuro da minacce tedesche.

L'analisi di Benes rafforzava la sua visione del futuro europeo affermando che la Boemia era, nell'Europa centrale, l'unico blocco ben organizzato ed omogeneo sul quale potevano contare gli alleati anche per il futuro in quanto i reciproci interessi, determinati dalla

<sup>32</sup> La cartina allegata è nel Dossier Bissolati.

geografia oltre che dalla storia, non potevano mutare nel tempo. Né disdegnava di ricordare come nel passato i cechi avessero costituito uno stato indipendente fin dall'VIII secolo e solo nel 1749 Maria Teresa aveva fatto, con quello che egli definiva un « colpo di stato », della Cisleitania uno stato centralizzato.

Infine l'analisi di Benes analizzava e criticava i progetti di federalizzazione dell'impero Austro-Ungarico sostenendo i quali inglesi e francesi invocavano due elementi fondamentali : la creazione di uno stato austriaco, staccato dalla Germania, che sarebbe stato salvato dal disastro al prezzo dell'autonomia delle nazionalità ; la predominanza in esso degli elementi antiprussiani che lo avrebbero reso un baluardo contro la Germania stessa. Benes notava che : il piano di staccare l'Austria da una politica filo-tedesca era puramente utopistico ; non avrebbe abbreviato la guerra, ma avrebbe prolungato in pace il duplice pericolo ; era impossibile creare un'Austria antiprussiana ; infine era lo stesso dissesto economico-finanziario determinato dalla guerra, apportatore di ulteriori squilibri, a rendere impossibile il progetto.

Egli concludeva quasi invariabilmente le sue appassionate esortazioni in favore della formazione di uno stato cecoslovacco indipendente ribadendo che lo stesso era condizione necessaria per una pace durevole e che la causa cecoslovacca non meritava solo le simpatie di chi desiderava che i sacrifici determinati dalla guerra non divenissero vani. Ma corrispondeva agli interessi degli alleati nel presente come nell'avvenire.

Il 28 ottobre del 1918 il Conseil National proclamava la repubblica, il 31 a Benes era affidato il ministero degli Affari Esteri ed egli rimaneva a Parigi per partecipare ai lavori della Conferenza della Pace. Il suo progetto di uno stato cecoslovacco indipendente diveniva una realtà, con confini solo parzialmente modificati, insieme al dissolvimento dell'impero Austro-Ungarico e al ridimensionamento della Germania. Ma molte nubi si addensavano fin da quei giorni sul giovane stato che nasceva insidiato dalla presenza della minoranza tedesca dei Sudeti la quale, 20 anni dopo, avrebbe offerto ad Hitler il pretesto per l'invasione e l'asservimento cecoslovacco.

**LA FRANCE, L'ITALIE ET LE  
MAROC DANS LES ANNÉES  
1950-1960**

**Stéphane MOURLANE**

Comme a pu l'écrire Enrico Serra « La Méditerranée a été, dans les rapports entre la France et l'Italie, plutôt une pomme de discorde »<sup>1</sup>. La rivalité d'influence en Afrique du Nord où les deux pays estiment détenir des prérogatives particulières a ainsi souvent été au cœur des débats et parfois même de crises. L'appel lancé par le général de Gaulle, en 1944, au renoncement d' « absurdes rivalités »<sup>2</sup> entre la France et l'Italie en Méditerranée n'est guère suivie d'effets. Certes à la fin des années 1940 et au début des années 1950, l'attitude de l'Italie préoccupée de sa réintégration internationale qui passe par un rapprochement avec la France dans les cadres européens et atlantiques, ne provoque que très peu de remous<sup>3</sup>. Le tournant se situe au milieu des années 1950. En effet, l'Italie entend tirer profit de la perte des ses colonies, dès la fin de la guerre, pour jouer un rôle nouveau dans un Maghreb touché à son tour par le mouvement de décolonisation<sup>4</sup>. Dans ce contexte, la France recherche le soutien de ses alliées et s'emploie à prévenir toute initiative, politique ou économique, que l'on a tôt-fait de considérer comme une démarche de substitution. Si la question algérienne est la plus sensible<sup>5</sup>, le Maroc n'échappe pas à cette problématique.

### ● L'Italie et l'indépendance marocaine

Au cours du processus qui mène à l'indépendance du Maroc en 1956, la France n'a que peu à se plaindre de l'attitude de sa voisine transalpine. Néanmoins, la politique italienne n'est pas dénuée d'ambiguïté. Entre appui à la cause arabe et soutien aux positions françaises : le double langage est de mise<sup>6</sup>. Un des principaux points de préoccupation à Rome tient au sort de la communauté italienne au Maroc dont le nombre se réduit passant de 25 000 avant la guerre à 15 000 en 1953. Nombreux sont ceux, du côté italien, qui s'interroge sur la légitimité et la représentativité du mouvement nationaliste mais aussi sur la capacité politique des dirigeants de l'Istiqlal à gérer une éventuelle indépendance. Au niveau gouvernemental la plus grande prudence est de rigueur. la Revue *Esteri*, porte-parole officieux du ministère des Affaires étrangères, appui des 1952 les thèses françaises qui défendent le caractère interne du problème. Lorsque le ministre des Finances, Andreotti, fait entendre une voix dissonante en réclamant une internationalisation de l'affaire marocaine, le gouvernement italien présente ses excuses à la France à la suite de vives protestations. On fait savoir que l'opinion d'Andreotti ne reflète en rien la position officielle de l'Italie.

Pourtant, une fois l'indépendance acquise, le président de la République, fait savoir au prince héritier Moulay El Hassan, en visite officielle à Rome, que le peuple italien a suivi « avec sympathie et admiration le processus graduel par lequel le Maroc a repris la responsabilité directe de son destin ». À partir de ce moment, les contacts se multiplient en vue d'un rapprochement italo-marocain sous le regard soupçonneux de la France.

L'indépendance du Maroc coïncide avec la montée en puissance du « néo-atlantisme » dans la politique étrangère italienne. Pour les tenants de cette voie, situé à l'aile gauche de la Démocratie chrétienne, la conjoncture marquée par une première détente entre Washington et Moscou paraît propice pour que l'Italie se dégage progressivement de l'emprise américaine,

---

<sup>1</sup> E. Serra, « Italia, Francia e il progetto di patto mediterraneo » in J.-B. Duroselle, E.Serra (a cura di), *Italia, Francia e Mediterraneo*, Milano, Franco Angeli, 1990, p. 25.

<sup>2</sup> C. De Gaulle, *Discours et messages*, t. 1, Paris, Plon, 1970, p. 425.

<sup>3</sup> P. Guillen, « La réinsertion internationale de l'Italie après la chute du fascisme », *Relations internationales*, n°31, 1982, p. 333-349.

<sup>4</sup> B. Bagnato, « Alcune considerazioni sull'anticolonialismo italiano » in E. Di Nolfo, R.H. Rainero, B. Vigezzi (a cura di), *L'Italia e la politica di potenza in Europa (1950-1960)*, Milano, Marzorati, 1992, p. 289-312.

<sup>5</sup> Voir S. Mourlane, « La guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 217, janvier 2005, p. 77-90.

<sup>6</sup> Sur l'attitude de l'Italie au moment de l'indépendance marocaine se référer à l'étude très complète Bruna Bagnato : *Vincoli europei echi Mediterranei. L'Italia e la crisi francese in Marocco e in Tunisia*, Firenze, Ponte alle Grazie, 1991.

particulièrement manifeste d'un point de vue économique, et qu'elle s'installe dans la position d'une puissance médiatrice dans le rapport entre les deux blocs. Cette orientation nouvelle reflète la conviction qu'il s'agit d'une manière efficace d'élargir la marge de manœuvre de l'Italie en Méditerranée afin de jouer un rôle de « pont entre l'Orient et l'Occident »<sup>7</sup>. La crise de Suez, en 1956<sup>8</sup>, qui bat en brèche les positions française et britannique face à la montée du nationalisme arabe joue un rôle d'accélérateur tout comme l'indépendance de la Tunisie et du Maroc. L'Italie cherche alors à se démarquer du spectre colonial, incarné par ses deux alliés européens, auprès des pays arabes. En développant un discours fondé sur son désintérêt colonial, elle entend ainsi développer une coopération, en particulier économique, avec les pays arabes préoccupés de se prémunir contre toute forme d'impérialisme.

### • Les premiers contacts italo-marocains

Giorgio La Pira joue un rôle de premier plan des contacts avec la famille royale marocaine notamment lors des manifestations qu'il organise pour le rapprochement des peuples dans sa ville de Florence. La présidence du premier colloque méditerranéen en octobre 1958 qui est confiée au prince Moulay Hassan et qui provoque un incident diplomatique entre la France et l'Italie<sup>9</sup>, compte tenu de la présence de représentant du FLN constitue l'un des symboles des relations intimes nouées par La Pira au lendemain de l'indépendance marocaine. Après une première visite du prince héritier en Italie en 1956, La Pira rencontre au cours de l'été 1957 le roi Mohammed V à l'occasion d'un jumelage entre Florence et Fez. La Pira fait figure de véritable émissaire officieux du gouvernement italien puisqu'à son retour, il est reçu par Gronchi, Fanfani, Pella auxquels il rend compte de ses entretiens marocains. La Pira les encourage ouvertement à une action plus directe au Maroc. Il déclare ainsi au quotidien démocrate-chrétien *Il Popolo* : « L'Italie a une tâche de premier ordre – celle de suivre avec beaucoup de sympathie l'effort du peuple marocain et de l'aider »<sup>10</sup>. Au mois de septembre 1957, La Pira poursuit dans sa volonté d'établir des relations personnelles et amicales en recevant le prince héritier du Maroc à qui il fait visiter le sanctuaire de Saint-François à Assise.

La visite du roi du Maroc à Rome quelques mois plus tard est un signe plus fort encore du rapprochement italo-marocain. En réservant son premier voyage officiel à l'Italie, Mohammed V envoie en effet un signe fort. Il est d'ailleurs significatif que le gouvernement français dépêche à Cannes l'un de ses ministres, Maurice Faure, pour y rencontrer le roi à bord du bateau qui le mène en Italie. Au-delà de la portée politique de ce séjour, qui concerne la proposition marocaine d'un pacte méditerranéen, l'enjeu est avant tout économique. En effet, pour faire face à la fuite des capitaux français, la nouvelle classe dirigeante marocaine désireuse d'engager le pays vers une industrialisation et une mise en valeur des ressources agricoles et minières, s'inquiète du vide économique laissé par les Français et désire un rapprochement avec d'autres pays occidentaux susceptibles de prendre la relève. Dans ces conditions, Mohammed V visite de nombreux établissements industriels comme l'Ansaldo Fossati à Gênes, la Fiat à Turin, l'Angeli-Frua à Serranno, tandis qu'à Florence il prend un premier contact avec Mattei. Du côté du palais Farnèse, on relève un article du *Giorno*, journal contrôlé par Mattei, qui indique que « le Maroc constitue le meilleur tremplin pour la pénétration de l'Italie en Afrique »<sup>11</sup>.

<sup>7</sup> Voir notamment A. Brogi, *L'Italia e l'egemonia americana nel Mediterraneo*, Firenze, La nuova Italia, 1996.

<sup>8</sup> E. Serra, « Italia, Francia e il progetto di patto mediterraneo », *op. cit.*

<sup>9</sup> S. Mourlane, « Malaise dans les relations franco-italiennes : le premier colloque méditerranéen de Florence (3-6 octobre 1958) », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 113-1, 2001, p. 425-449.

<sup>10</sup> *Il Popolo*, 34 juin 1957.

<sup>11</sup> Centre des Archives Contemporaine, 900 317/24, ministère de l'Industrie, direction générale de l'Énergie et des Matières premières : note du conseiller commercial, Rome, 8 novembre 1957.



Plus globalement, on porte du côté français une attention particulière à l'accord commercial signé entre le Maroc et l'Italie, le 23 juillet 1957. Situés déjà à un niveau plus élevé que les échanges italo-tunisiens, les échanges italo-marocains bénéficient ainsi d'un accord qui prévoit notamment une libéralisation pour des produits autrefois soumis à un sévère contingentement avec la France. Dès le début du mois d'août, Gaston Palewski obtient du gouvernement italien de se voir communiquer le texte de l'accord. Significatif de l'inquiétude française est la rumeur rapportée par l'ambassadeur de France selon laquelle la direction de l'Office des phosphates - l'un des principales richesses du Maroc- serait confiée à des Italiens<sup>12</sup>.

Au début de l'année 1958, le projet d'implantation d'une cartoucherie par les Italiens est l'une des ces initiatives qui suscitent de vives protestations du côté français<sup>13</sup>. Si au cours d'un premier entretien entre Fanfani et de Gaulle au cours de l'été 1958, le président du Conseil italien indique qu'il s'agit là d'éviter l'implantation d'une entreprise tchécoslovaque<sup>14</sup>, son homologue française lui rétorque lors d'une rencontre suivante qu'il voit dans ce projet la menace d'ouverture d'un nouveau point de ravitaillement pour le FLN en Algérie. Dans un contexte marqué par les remous provoqués par le premier colloque méditerranéen de Florence, il déclare à Fanfani : « Il serait fâcheux que l'on trouve des armes italiennes entre les mains des insurgés d'Algérie. »<sup>15</sup> L'avertissement est entendu. Néanmoins conscient que les efforts italiens au Maroc n'en resteront pas là, De Gaulle indique à Fanfani que « L'ensemble tunisien et marocain devrait être un sujet d'étroits contacts entre l'Italie et la France. »<sup>16</sup>

#### ● **Mattei : un artisan de la pénétration italienne au Maroc**

La principale préoccupation des Français concerne le président de l'ENI. Mattei saisit chacune des occasions évoquées précédemment, notamment grâce à l'entremise de La Pira, qui lui est redevable<sup>17</sup>, pour engager la discussion avec les membres de la famille royale ou des personnalités marocaines, telles que Mehdi Ben Barka, le président de l'Assemblée consultative, avec qui il développe une relation très amicale<sup>18</sup>.

La politique d'implantation de Mattei au Maroc et en Tunisie s'inscrit dans celle, plus générale, du gouvernement italien destinée à pénétrer des marchés jusqu'alors réservés<sup>19</sup>. Le président de l'ENI dispose d'arguments particulièrement attractifs, déjà proposés avec profit

---

<sup>12</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères (ci-après AMAE), série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 298 : télégramme n°983, 22 octobre 1957.

<sup>13</sup> AMAE, série Europe, Italie 1944-1970, vol. 299 : télégramme 17 septembre 1958.

<sup>14</sup> Documents diplomatiques français (ci-après DDF), 1958, t. II, n°108 : comptes rendus des entretiens franco-italiens des 7 et 8 août 1958 à l'hôtel Matignon.

<sup>15</sup> DDF, 1958, t. II, n°430, p. 896-898 : compte rendu d'un entretien entre le général de Gaulle et M. Fanfani, Paris, 18 décembre 1958.

Le projet a déjà été évoqué en février 1958, lors d'un entretien entre Palewski et Rossi-Longhi, secrétaire général du palais Chigi. À cette occasion, Rossi-Longhi informe que son gouvernement subit des pressions de la part de Washington afin qu'il n'abandonne pas le projet, mais il ajoute que son gouvernement est « prêt à considérer une offre commune franco-italienne dans le souci de ne pas paraître profiter de la situation actuelle » (DDF, 1958, t. I, n° 94, p. 171-172 : télégramme n°s 167-170, Rome, 14 février 1958).

En avril 1959, Palewski annonce que le gouvernement italien se désintéresse finalement du projet (AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 299 : télégramme n°s 472-474, Rome, 23 avril 1959).

<sup>16</sup> DDF, 1958, t. II, n°430 p. 896-898 : compte rendu d'un entretien entre le général de Gaulle et M. Fanfani à l'hôtel Matignon, 18 décembre 1958.

<sup>17</sup> En 1953, Mattei, à la demande de La Pira, prend le contrôle d'une société, *Pignone*, en grande difficulté et qui menace de procéder à des licenciements massifs. Cf. I. Pietra, *Mattei. La picora nera*, Milano, Sugaco editore, 1987, p. 128-129.

<sup>18</sup> *Idem*, p. 157.

<sup>19</sup> Voir B. Bagnato, *Petrolio et politica. Mattei in Marocco*, Firenze, Edizioni Polistampa, 2004.

en Égypte et en Iran<sup>20</sup>. Dans ces affaires, il n'a pas hésité à s'attaquer aux toutes puissantes compagnies anglo-saxonnes – les fameuses « sept sœurs »<sup>21</sup> – qu'il a réussi à faire plier. Fort de ces expériences et de leurs succès<sup>22</sup>, la présence française en Afrique du Nord ne lui paraît pas constituer un obstacle à la pénétration de son entreprise.

La France ne voit évidemment pas ces projets d'un bon œil. Quand, en outre, l'intervention d'intérêts économiques étrangers touche ou semble toucher à l'exploitation de « l'or noir » du Sahara, et se place hors des cadres définis par les autorités françaises, l'irritation est à son comble. Dès la fin de l'année 1957, Gaston Palewski donne le ton en mettant en garde Mattei « contre toutes tentatives de substitution qui pourraient être faite en Afrique du Nord »<sup>23</sup>.

Quoi qu'il en soit, Mattei développe de nombreux échanges fructueux avec les Marocains, dont une visite du roi au printemps 1958 à Metanopoli, le fief de l'ENI à quelques kilomètres de Milan, qui aboutissent à la signature d'un accord entre l'État marocain et l'ENI, le 26 juillet 1958. L'accord prévoit que l'ENI, par le biais de sa filiale l'AGIP Mineralia, effectuera des recherches d'hydrocarbures – pétrole et gaz naturel – dans la zone saharienne entre, grossièrement, Tindouf et Tarfaya, tandis que sera constituée, sur le modèle iranien, une Société Marocaine-Italienne des Pétroles (SOMIP) pour l'exploitation. En outre, l'ENI s'engage à construire une importante raffinerie à Mohammedia, près de Rabat, et à assurer la formation en Italie du personnel marocain<sup>24</sup>.

Les Français qui exploitent la seule raffinerie existant actuellement au Maroc sont particulièrement touchés par les accords italo-marocains<sup>25</sup>. En outre, cet accord et surtout les égards réservés à Mattei lors du séjour qui précède sa signature font croire à l'ambassadeur de France à Rabat, Alexandre Parodi, que l'on veut lui donner un « caractère polémique » compte tenu des circonstances, marquées par la crise libano-irakienne<sup>26</sup>. Mais pour le diplomate, l'essentiel n'est pas là : « On peut craindre d'autre part que le président de l'ENI – qui, par l'entremise d'un journal à sa dévotion, soutenait l'an dernier les prétentions du Maroc sur le Sahara – ne se borne pas à la zone de Tarfaya, et qu'il exerce son influence sur les dirigeants marocains dans un sens défavorable à nos intérêts, en leur donnant l'impression que leurs revendications territoriales peuvent trouver, même en Occident, un écho favorable. »<sup>27</sup>

En prenant position dans une zone récemment remise à la souveraineté marocaine par les Espagnols<sup>28</sup>, Mattei est donc soupçonné de faire le jeu des revendications de l'État

---

<sup>20</sup> Mattei dénonce la médiocrité des sommes versées aux pays propriétaires par les concessionnaires et propose un nouveau type de contrat de concession qui permettrait aux pays producteurs d'être les partenaires des concessionnaires d'abord pour la prospection et la découverte, ensuite pour l'exploitation et la mise en valeur des gisements découverts. En 1955, il propose un premier contrat d'association avec la Compagnie nationale pétrolière égyptienne et un second en avril 1957, le plus retentissant, aux Iraniens. L'ENI constitue avec une compagnie iranienne une nouvelle société dans laquelle les deux partenaires ont le même pouvoir de décider et partagent équitablement les bénéfices de l'exploitation. Par ailleurs, l'ENI accepte de verser 50 % de ses bénéfices sous forme d'impôts, autant dire que l'ENI ne conserve que 25 % du total des bénéfices et le gouvernement iranien en reçoit 75 %. Pour le détail voir notamment P. H. Frankel, *Mattei, oil and power politics*, London, Faber and Faber, 1966, p. 89-118.

<sup>21</sup> Ce sont les sept compagnies qui dominent le marché international : *Standard Oil of New Jersey, Mobil Oil, Texaco, Gulf Oil, Standard Oil of California, Royal Dutch Shell* et *British Petroleum*, soit cinq compagnies américaines, une anglo-hollandaise et une britannique.

<sup>22</sup> Il faut noter toutefois que Mattei a essuyé, au début de l'année 1958, un échec en Libye. Cf AMAE, série Europe, Italie 1944-1970, vol. 298 : dépêche n°132/EU, Rome, 24 janvier 1958.

<sup>23</sup> AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 300 : dépêche n°1867/EU, Rome, 28 novembre 1957.

<sup>24</sup> *Relazioni internazionali*, n°31, 2 agosto 1958, p. 911.

<sup>25</sup> *Pétrole information*, 251, 5 novembre 1958.

<sup>26</sup> DDF, 1958, t. II, n°77, p. 157-159 : télégramme n°s 3988-3994, Rabat, 26 juillet 1958.

<sup>27</sup> *Idem*.

<sup>28</sup> Un accord hispano-marocain prévoyant le transfert de souveraineté au Maroc de la région de la Tekna (chef-lieu Tarfaya) signé le 1<sup>er</sup> avril 1958 (DDF 1958, t. I, n°343, p. 636-643 : note de la direction générale des Affaires marocaines et tunisiennes, Paris, 20 mai 1958).

chérifien sur les zones sahariennes administrées par l'Espagne et la France<sup>29</sup>. Le Quai d'Orsay prend l'affaire très au sérieux et recommande de suivre de près les activités de Mattei<sup>30</sup>.

Si rien, par la suite, ne vient étayer cette thèse, la collusion entre l'action menée par le président de l'ENI et les hommes au pouvoir en Italie trouve un nouveau témoignage lorsque le président Gronchi se rend à Rabat, accompagné de Fanfani, au mois d'octobre 1958, afin de donner plus de solennité à la signature de l'accord. Il est évident que les deux dirigeants saisissent l'occasion pour donner à l'opinion publique transalpine le sentiment que les discours ambitieux en matière de politique méditerranéenne trouvent une première concrétisation. Devant l'opinion internationale, Fanfani tente de sauver les apparences en écartant Mattei de la délégation officielle qui rencontre le roi<sup>31</sup>. Toutefois, personne n'est dupe<sup>32</sup>. Gaston Palewski rapporte ainsi, quelques semaines plus tard : « On m'assure que les relations entre M. Fanfani et M. Mattei se seraient refroidies ». Mais il poursuit : « Il semble que retrouvant les tendances anciennes, la politique extérieure italienne se partage en deux courants : l'un que suit le gouvernement de fidélité aux alliances, l'autre qui porte M. Mattei à la coopération avec les pays neutralistes et communistes. Les Italiens ne renoncent pas facilement à avoir deux fers au feu dans le même temps. Faut-il rappeler que les accords Barrère-Prinetti du 20 juillet 1902 avaient suivi de quelques jours le renouvellement de la Triple alliance ? »<sup>33</sup>

À nouveau, autour de la figure de Mattei, le souvenir de la duplicité supposée de la diplomatie italienne prend corps<sup>34</sup>. L'ENI, sous l'impulsion de son remuant président, est en permanence considérée comme une tête de pont de la politique méditerranéenne de l'Italie. Il s'agit là d'une donnée fondamentale dans l'appréciation française de la rivalité d'influence entre les deux pays en Afrique du Nord.

L'identité du discours, fondée sur le détachement colonial de l'Italie, permet aux dirigeants italiens se s'engouffrer dans les brèches ouvertes par Mattei pour établir des relations de confiance avec Rabat. En décembre 1959, le président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, Moulay Abdallah Ibrahim, déclare ainsi :

« La coopération sur le plan économique avec l'Italie, et l'afflux au Maroc de techniciens italiens jouissent de toute notre sympathie, car l'Italie est un des rares pays désormais entièrement libres de tout complexe et de toutes responsabilités coloniales. »<sup>35</sup>

Un peu plus d'un mois plus tard, le 10 février 1961, les deux pays signent un accord de coopération technique et économique<sup>36</sup>, dont « certains développements ne sont pas

---

<sup>29</sup> Le 23 février 1958, dans un discours prononcé à M'Hamid, en bordure du désert, le roi du Maroc reprend à son compte les revendications exprimées depuis l'année précédente par d'Allal el Fassi qui, prenant prétexte que la frontière algéro-marocaine dans la zone saharienne n'a jamais été délimitée par traité, affirme que celle-ci doit être située au sud sur les fleuves Sénégal et Niger et à l'est sur l'oued Saoura. Or, la France et l'Espagne s'opposent formellement à ces revendications en invoquant l'accord signé entre les deux pays le 27 novembre 1912, confirmé par la Cour internationale de justice en 1952. L'agitation menée dans la région par une « armée de libération » soutenue par le Maroc conduit Français et Espagnols à une étroite collaboration. Cf. DDF 1958, t. I, n°343, p. 636-643 : note de la direction générale des Affaires marocaines et tunisiennes, Paris, 20 mai 1958.

<sup>30</sup> DDF, 1958, t. II, p. 159, note 2 : télégramme n° 3535-3537, Paris, 30 juillet 1959.

<sup>31</sup> B. LI VIGNI, *La grande Sfida. Mattei, il petrolio e la politica*, Giorgio Mondadori, 1996, p. 200.

<sup>32</sup> À l'appui de la correspondance diplomatique française, les documents américains confirment le rôle majeur attribué à Mattei. Cf. note du Département d'État du 31 décembre 1958 citée en annexe in, N. Perrone, *Mattei, il nemico italiano. Politica e morte del presidente dell'ENI attraverso i documenti segreti 1945-1962*, Milano, Leonardo, p. 136-142.

<sup>33</sup> AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 288 : dépêche n°82/EU, Rome, 15 janvier 1962.

<sup>34</sup> L'événement emblématique de cette duplicité auquel fait référence l'ambassadeur est l'accord qui assure à la France la neutralité italienne en cas de guerre franco-allemande (il est signé en fait le 30 juin et postdaté au 1<sup>er</sup> novembre 1902). Il est intéressant de relever que cet accord comporte des clauses méditerranéennes prévoyant un partage des zones d'influence laissant à la France le Maroc et à l'Italie la Tripolitaine. Cf. P. Milza, *Français et Italiens à la fin du XIXe siècle*, Rome, École française de Rome, 1982, p. 1002-1024.

<sup>35</sup> Cité in G. Bibes, « L'Italie et le Maghreb », *Maghreb*, n°20, mars-avril 1967, p. 38.

négligeables », selon l'ambassade de France à Rabat<sup>37</sup>. L'ambassadeur fait notamment référence au secteur de la télévision où les Italiens auraient supplanté les Français à la faveur de la crise franco-marocaine causée, en novembre 1961, par l'affaire Ben Bella. Par ailleurs, il n'est pas fortuit que l'inauguration de la raffinerie de Mohammedia fournisse l'opportunité à Fanfani d'être le premier chef de gouvernement occidental à rendre visite au nouveau roi Hassan II au moment où les relations franco-marocaines sont instables. Aux investissements italiens au Maroc, qui atteignent leur plus haut niveau au Maghreb, parmi lesquels l'ENI occupe un poste de choix, s'ajoutent donc des relations diplomatiques placées sous le signe d'une étroite collaboration, n'en déplaie aux Français<sup>38</sup>.

L'espoir de voir Mattei échouer fait long feu. Le successeur de Parodi à Rabat, Roger Seydoux, observe, non sans satisfaction, que l'insuccès des prospections pose le problème de l'approvisionnement de la raffinerie nouvellement en service. Dans le but de la rentabiliser, Mattei souhaiterait y traiter le pétrole acheté à bas prix en URSS<sup>39</sup> afin de le distribuer sur le marché local<sup>40</sup>. Or, les Marocains ne sont pas favorables à cette idée et veulent tout de même utiliser la petite production locale, misant sur la découverte d'un gisement à Essaouira. Mais finalement, les ressources d'Essaouira ne sont pas assez abondantes pour entraver le projet d'approvisionnement sur le marché soviétique, tandis que le président de l'ENI parvient à trouver avec les autorités marocaines un compromis sur l'exploitation de la raffinerie. Ce compromis est scellé par la visite officielle à Rabat du président de la République et du président du Conseil en mars 1963<sup>41</sup>.

Si la prospection de pétrole s'avère décevante, il n'en demeure pas moins que Mattei a ouvert la voie à la pénétration économique et financière italienne dans le royaume chérifien<sup>42</sup> et a instauré dans son sillage un dialogue diplomatique entre les deux pays que l'on s'efforce de nourrir par de multiples rencontres.

De ce point de vue, les propos tenus par le président de l'ENI, peu de temps après la signature de l'accord italo-marocain, devant Étienne Burin des Rozières<sup>43</sup>, sont significatifs : « Je sais que j'éveille chez vous une certaine méfiance. On s'est inquiété de mes tractations au

---

<sup>36</sup> « La cooperazione economica tra Italia e il Marocco », *Relazioni internazionali*, n°8, 25 febbraio 1961, p. 220-221.

<sup>37</sup> DDF, 1962, t. I, n°109, p. 350-365 : dépêche n°1425, Rabat, 28 mars 1962.

<sup>38</sup> Ces derniers remarquent que la manière dont Mattei s'est implanté au Maroc n'est que le résultat d'« une habile propagande » puisque la formule consistant à accorder à l'État concédant une part du capital des sociétés d'exploitation pétrolière, présentée comme une innovation, est depuis longtemps d'usage courant (DDF, 1958, t. II, p. 159 note 2 : télégramme n° 3535-3537, Paris, 30 juillet 1958).

<sup>39</sup> En octobre 1960, Mattei défraie à nouveaux la chronique et s'attire bien des inimitiés dans les capitales occidentales en signant un accord avec l'URSS portant sur la livraison de pétrole à l'Italie en échange de produits industriels italiens. L'avantage du pétrole russe est qu'il est 40 % moins cher que les cours du marché. L'accord n'est pas en lui-même une originalité, d'autres pays, notamment la France, en ont également conclu avec Moscou. En revanche, le caractère massif des livraisons, confirmé par l'accord commercial italo-soviétique de juin 1961 (entre 14 et 16 % des besoins pétroliers de l'Italie) est au centre des critiques. Cf. P. H. Frankel, *op. cit.*, p. 138-140. Les pays membres de la CEE, notamment, préconisent une réduction des achats de pétrole soviétique car, selon les conclusions d'un comité d'experts réunis sous l'autorité de Robert Marjolin, vice-président de la Commission de la CEE, ils porteraient atteinte à la politique de recherche des compagnies pétrolières et pourrait compromettre les approvisionnements au cas où l'URSS interromprait brusquement ses envois. L'Italie se démarque de ses partenaires et refuse d'approuver le principe d'une limitation de ses importations. (*Le Monde*, 11 juillet 1961). Pour sa part, l'ambassade de France à Rome voit une nouvelle fois dans la politique de l'ENI à destination de l'URSS le signe d'une action concertée entre Mattei et Gronchi, qui se rend à Moscou pour une visite très controversée en janvier 1960, afin de marquer l'autonomie italienne à l'égard de ses alliés. (AMAE, série Europe, Italie 1944-1970, vol. 293 : dépêche n°1895/EU, Rome, 17 décembre 1960).

<sup>40</sup> DDF, 1962, t. I, n°109, p. 350-365 : dépêche n°1425, Rabat, 28 mars 1962.

<sup>41</sup> Mattei accepte les exigences marocaines, mais obtient en contrepartie une extension du réseau de distribution de l'AGIP ainsi qu'un nouveau périmètre de recherches dans la région de Berguent. Cf. G. Bibes, *op. cit.*, p. 39.

<sup>42</sup> Les démarches afin de construire une cartoucherie, évoquées plus haut, en fournissent l'illustration.

<sup>43</sup> La rencontre a lieu à Varsovie, où Étienne Burin des Rozières est alors ambassadeur. Les deux hommes se sont connus quelques années auparavant alors que Burin des Rozières était consul à Milan.

Maroc. Les accords que j'ai passé là-bas pour la recherche du pétrole dans le Sud n'ont pas, en eux-mêmes, une très grande portée. Au point de vue de la prospection, l'entreprise est hasardeuse. Mais, l'important était d'inaugurer une politique de collaboration avec les Marocains sur une base paritaire. »<sup>44</sup>

Les relations italo-marocaines mettent une nouvelle fois en évidence les modalités de mise en œuvre d'une politique volontariste de l'Italie à l'égard des pays arabo-méditerranéens. Cette politique repose indéniablement sur l'action concertée d'un réseau de personnalités situées à l'aile gauche de la Démocratie Chrétienne que les Français qualifient de « démo-musulmans ». Au travers du cas marocain, on perçoit également que les enjeux économiques constituent un terrain d'expression privilégié de la politique arabo-méditerranéenne de l'Italie dans la mesure où ils en sont le prétexte et le déterminant.

C'est ainsi que par le biais de la politique commerciale incisive de Mattei, l'Italie se pose donc en concurrente directe des intérêts français dans la région, avec pour corollaire de redonner du sens à la traditionnelle rivalité d'influence entre deux puissances méditerranéennes. En effet, la France voit d'un mauvais œil les intrusions italiennes dans ses anciens protectorats, qui appartiennent au « monde arabe d'inspiration française » avec lequel on veut maintenir des liens forts et étroits<sup>45</sup>. Par conséquent, selon le Quai d'Orsay : « [La France] cherche à sauvegarder son influence et à éviter la pénétration des influences étrangères qui guettent l'occasion de la supplanter »<sup>46</sup>.

En fait, les inquiétudes françaises de voir leurs intérêts au Sahara menacés par l'implantation de l'ENI au Maroc ne se sont pas vérifiées. Mais, puisque comme l'observe l'ambassadeur à Rabat, le Maroc n'est plus une « chasse gardée »<sup>47</sup>, il faut désormais s'accommoder de la présence italienne bien que, conformément à l'orientation générale que l'on souhaite donné aux rapports franco-italiens<sup>48</sup>, celle-ci est difficilement admise comme pouvant être à la hauteur de la présence et de l'influence française.

---

<sup>44</sup> DDF, 1958, t. II, n°713/DE, Varsovie, 20 novembre 1958.

<sup>45</sup> DDF, 1959, t. I, n°312, p. 710-716 : note de la sous-direction du Maroc sur la politique à l'égard du Maroc et de la Tunisie, Paris, 27 mai 1959.

Il faut rappeler que les deux pays font partie de la zone franc.

<sup>46</sup> *Idem.*

<sup>47</sup> DDF, 1958, t. II, n°395, p. 816-819 : télégramme n°16183, Rabat, 7 décembre 1958.

<sup>48</sup> Voir S. Mourlane, *Une certaine idée de l'Italie. Attitudes et politique françaises 1958-1969*, thèse, Université de Nice, 2002 (ex. dactyl.)

**I CONVEGNI ITALO-FRANCESI  
PER LA REVISIONE DEI MANUALI  
DI STORIA (1951-1954)**

**Romain H. RAINERO**

Appare di un certo interesse esaminare, dopo più di cinquant'anni, le discussioni e le raccomandazioni a proposito del progetto della revisione dei manuali scolastici di storia, raccomandazioni che furono redatte da una speciale iniziativa italo-francese voluta, per parte dell'Italia dalla Direzione generale per gli scambi culturali con l'estero del Ministero italiano della Pubblica Istruzione e, per parte della Francia dalla Commissione nazionale francese dell'UNESCO. L'iniziativa era frutto del tempo e riguardava l'intero mondo europeo poiché si trattava di rivedere, con reciproco spirito di rispetto alla verità storica e non alla verità 'nazionale', l'insieme delle relazioni intercorrenti tra Stati europei che la seconda guerra mondiale aveva posto nella drammatica situazione di antagonisti, di rivali e magari di nemici. L'idea consisteva nel volere favorire, con nuovi testi scolastici di storia, un avvenire fatto di comprensione e di armonia per le nuove generazioni, superando interpretazioni faziose e spesso non giustificate delle varie 'storie nazionali' in uno spirito che fin da allora si voleva definire europeo.

Il caso della Francia e dell'Italia era molto significativo, sia perché le varie versioni della storia che nelle scuole nazionali venivano impartite agli studenti non coincidevano, sia perché polemiche e denigrazioni non mancavano di dare a queste 'storie nazionali' un valore che poteva solo alimentare presso le classi giovani astio e divisioni. Anche nel caso italo-francese, gli intenti erano ambiziosi e volevano armonizzare quanto veniva insegnato nelle scuole dei due Stati nelle scuole secondarie a proposito della storia con particolare attenzione verso alcuni momenti al centro delle differenze tra gli uni e gli altri. Dopo un primo incontro informale che ebbe luogo a Sèvres alla fine del 1951, le riunioni formali furono tre. Il primo convegno si svolse a Roma dal 28 dicembre 1951 al 3 gennaio 1952; il secondo a Sèvres dal 28 settembre al 5 ottobre 1952 ed il terzo a Roma dal 28 dicembre 1953 al 2 gennaio 1954. Dopo questo terzo convegno le conclusioni parevano avere esaurito la lista dei temi da affrontare, e queste vennero poste all'attenzione dei vari autori ed editori dei volumi di testo per le varie scuole nella speranza che queste armonizzazioni che potevano avere riferimenti automatici di applicazione potessero almeno aiutare tutti ad evitare palesi contraddizioni o evidenti falsità. Oggi ci si può chiedere se tale 'lezione' di moderazione e di armonia fu fruttuosa; la risposta può essere ritenuta positiva poiché lentamente ma sicuramente i testi dei vari autori dei due Stati a destinazione dei vari ordini di scuola hanno limato le loro primitive versioni e nel loro insieme hanno accolto l'insegnamento e le conclusioni di quei dimenticati convegni.

Nel primo convegno si esaminarono aspetti di metodo e obiettivi delle discussioni tra i docenti delle due parti addivenendo ad una risoluzione in 5 punti circa l'itinerario del lavoro da svolgere.

Nel secondo convegno i temi furono cronologicamente esaminati secondo il seguente ordine: Le guerre d'Italia e la storia della civiltà nei secoli XV e XVI; il Rinascimento e l'inizio delle preponderanze straniere in Italia; la Rivoluzione francese e il primo Impero; l'Unità italiana; il Risorgimento.

Nel terzo convegno i manuali furono esaminati secondo tre periodi:

- a. le relazioni italo-francesi dal 1870 al 1914
- b. il periodo della prima guerra mondiale e dei trattati di pace (1914-1920)
- c. l'intervallo tra le due guerre mondiali (1920-1939)

La prima idea di un convegno tra insegnanti italiani e stranieri per un reciproco approfondito esame dei manuali destinati all'insegnamento della storia nelle scuole secondarie dei rispettivi paesi, nello spirito delle risoluzioni 1315 e 1316 della VI sessione della conferenza generale dell'UNESCO, sorse, durante un periodo di studio a Sèvres, nel 1951, per merito dei professori Louis François, ispettore generale del Ministero della pubblica istruzione e segretario generale della Commissione nazionale francese dell'UNESCO, e Salvo Mastellone, insegnante nel liceo italiano « Leonardo da Vinci » di Parigi.

## • Il primo convegno

Presi i necessari contatti tra le competenti organizzazioni ufficiali dei due paesi, dietro invito della Direzione generale per gli scambi culturali con l'estero, del Ministero italiano della pubblica istruzione, il primo convegno ebbe luogo a Roma alla fine del 1951.

Una commissione francese, condotta dall'ispettore François e dal professore Edouard Perroy, della Sorbona, e composta dei professori Roger Doucet, rettore dell'Accademia di Besançon, André Fugier, dell'Università di Lione, René Meunier, dell'Università di Poitiers, Paul Mazin, André Aubert, Jean Defrasne, dei licei di Versailles, Parigi e Besançon, con l'assistenza del dott. Bouchard, del Ministero degli affari esteri, si incontrò a Roma, dal 28 dicembre 1951 al 3 gennaio 1952, con una commissione italiana, della quale facevano parte i professori Alberto M. Ghisalberti, dell'Università di Roma, Attilio Fraiese, direttore generale degli scambi culturali con l'estero, Aldo Franceschini e Giuseppe De Matteis, ispettori generali del Ministero della Pubblica Istruzione, Giuseppe Santonastaso, incaricato presso l'Università di Bari, Ettore Prestipino, Silla Cavaliere, Marcello Capurso, Giovanni de Totto, degli istituti medi superiori di Roma.

Durante le sedute di questo primo ciclo, che ebbero luogo presso il Ministero della pubblica istruzione e che furono caratterizzate da un vivo spirito di mutua intesa e da un cordiale impegno di superare in pieno accordo incomprensioni, deficienze, difficoltà, si ritenne opportuno, per rendere veramente proficuo il successivo esame dei testi scolastici, di sottoporre ad una approfondita indagine preliminare il problema dell'insegnamento della storia nelle scuole secondarie dei due paesi, problema del quale quello dei manuali non costituisce che un aspetto.

Affidata alternativamente la direzione delle discussioni a un rappresentante francese e ad uno italiano, le due commissioni riunite hanno fatto oggetto del loro studio in questo primo incontro romano :

- a. i programmi d'insegnamento della storia nelle scuole secondarie di Francia e d'Italia ;
- b. la preparazione professionale degli insegnanti ;
- c. l'insegnamento della storia come apporto alla auspicata comprensione internazionale.

Anche se, come era logico e prevedibile, nel corso delle lunghe e appassionante discussioni, nelle quali tutti i rappresentanti dei due paesi hanno recato utili ed interessanti contributi, sono apparse sostanziali divergenze d'indirizzo storiografico, che l'insistenza frequente, per esempio, sui nomi di Vico e di Croce, da un lato, su quello di Voltaire e sull'*Essai sur les moeurs*, dall'altro, sottolineava, le conclusioni finali accolte alla unanimità confermavano la volontà d'intesa che era emersa in ogni fase del dibattito.

Rinviato ad un successivo convegno da tenersi in Francia, il vero e proprio esame dei manuali scolastici, le due commissioni si dichiaravano intanto d'accordo sui seguenti punti fondamentali, che avrebbero costituito la base della nuova fase della loro attività :

a. È da escludere qualsiasi idea di manuali comuni di storia, perché è giusto che ogni paese abbia i suoi propri, nei quali i periodi storici siano trattati con le proporzioni e secondo i punti di vista che saranno ritenuti più opportuni. Per dare un esempio, è logico che il Risorgimento abbia nei manuali italiani maggiore importanza che in quelli francesi.

b. Occorre esaminare a fondo come negli attuali libri di testo dei due paesi siano narrati i periodi durante i quali si sono avuti i rapporti più diretti e più significativi tra la Francia e l'Italia : inizio delle preponderanze straniere in Italia (*Des guerres d'Italie*) ; la rivoluzione e l'impero ; il Risorgimento (*L'unité italienne*) ; l'età dell'imperialismo europeo.

c. La legittima esigenza d'una migliore reciproca comprensione non può opporsi a quella fondamentale della verità storica, da ristabilire ove sia stata violata, ma spesso addirittura da raggiungere. tanti sono gli eventi tuttora scarsamente noti o insufficientemente chiariti.



d. L'esame dei libri di testo deve mettere in rilievo : 1) gli errori di fatto e le omissioni ; 2) l'importanza relativa assegnata agli avvenimenti nel periodo studiato e le eventuali interpretazioni tendenziose ; 3) i giudizi dati sui protagonisti ; 4) le espressioni spiacevoli (gli Italiani pensavano ai famosi « chassapots » che, a Mentana, avevano fatto meraviglie). che sarà sempre bene cercare di spiegare.

e. Dare larga diffusione nei due paesi alle raccomandazioni della Commissione in modo che sia gli autori dei manuali, sia gli insegnanti ne possano tener conto.

## ● Il secondo convegno

La seconda riunione ebbe luogo a Sèvres, presso il Centro pedagogico inter-nazionale, dal 28 settembre al 5 ottobre 1952, e fu inaugurata dal direttore generale dell'UNESCO, dott. Jaime Torres Bodet, alla presenza di M. Paul Montel, membro dell' Istituto, presidente della Commissione nazionale francese dell'UNESCO, la cui calda simpatia per l'Italia giovò fin dal primo momento ad accentuare quel tono di comprensione e di fattiva volontà di collaborazione che aveva permesso di ottenere così buoni risultati a Roma. E, come a Roma, anche a Sèvres, i contatti personali, e la coincidenza degli interessi storiografici hanno reso facile e proficuo il lavoro. Senza molti sforzi i rappresentanti dei due paesi, colleghi e mai parti in contrasto, sono riusciti a trovare un comune terreno d'intesa.

La commissione italiana era composta dei professori Ghisalberti, Franceschini. De Matteis, Mastellone. Prestipino, Cavaliere, Capurso, de Totto ; la francese dai professori François, Fugier, Aubert, Bruley, Defrasne. Doucet, Meunier, Mazin, Boyer e Vidal. Da parte francese. inoltre, la riunione fu onorata dalla presenza di quell'insigne maestro che è Pierre Renouvin.

Per ciascuno dei periodi storici che dovevano essere esaminati furono designati preliminarmente due relatori, uno francese ed uno italiano, e precisamente il prof. Doucet e il prof. Franceschini per il Rinascimento, il prof. Fugier e il prof. De Matteis per la rivoluzione e l'impero napoleonico; il prof. Defrasne e il prof. Cavaliere per il Risorgimento, con l'incarico di riferire, i francesi, sui manuali italiani; gli italiani sui francesi. Sulle relazioni presentate fu aperta la discussione. diretta. come già a Roma, alternativamente da un francese e da un italiano. Le due commissioni tennero reciprocamente conto delle osservazioni e delle critiche dell'altra parte nella redazione dei rapporti finali, che furono stesi dagli stessi relatori.

Facile e rapido risultò sempre l'accordo, non essendo le due commissioni divise da alcun contrasto su questioni fondamentali. Il tono delle discussioni assunse quasi il carattere di un piccolo congresso storico nel quale furono presi in esame i risultati della più recente storiografia, e contribuì ad agevolare il raggiungimento di un'intesa.

In questo spirito sono state stese le relazioni finali, con le quali non si è mai preteso di imporre una revisione unilaterale, ma, piuttosto, si è mirato ad orientare gli autori dei manuali verso un'esposizione più conforme alle conclusioni della critica storica. Perché, come fu messo in rilievo da parte italiana. si è dovuto constatare che, in moltissimi casi, i testi scolastici erano in sensibile ritardo rispetto alle conclusioni della storiografia scientifica, e per questo apparivano più influenzati di quanto non dovrebbero da tradizioni, miti, leggende, suggeriti spesso da borie nazionali, da intolleranza razziale o religiosa, da pretese di parte. Le due commissioni sono state pienamente d'accordo nel ritenere che la meditata e franca revisione dei manuali scolastici avrà come sicuro effetto un sempre maggiore adeguarsi degli stessi ai risultati della ricerca storica.

Si danno ora, nell'ordine in cui furono discusse e approvate. le varie relazioni. rispettivamente, della commissione francese, che ha esaminato i libri di testo italiani e della commissione italiana, che ha esaminato i libri di testo francesi.

### *L'Unità italiana (relazione francese)*

La questione dell'Unità italiana occupa naturalmente un posto assai maggiore nei manuali italiani che nei manuali francesi. Ma si deve riconoscere che gli autori dei libri scolastici dei due paesi hanno fatto un serio sforzo di oggettività per trattare un periodo ancora mal conosciuto su molti punti. A tale proposito sarebbe desiderabile che tutti i documenti concernenti l'Unità italiana così in Italia come in Francia venissero al più presto pubblicati.

Sull'insieme dei fatti i punti di vista francese e italiano sono molto vicini; ma nei particolari, vi sono divergenze d'interpretazione che possono, che debbono, anzi, venire attenuate per permettere una migliore comprensione internazionale.

1 - Un punto sul quale si può arrivare assai presto a un accordo è la questione di Nizza e della Savoia cedute alla Francia nel 1860. I manuali italiani dovrebbero riportare le cifre dei plebisciti, che dimostrano la volontà profonda delle popolazioni, e, d'altra parte, i libri francesi potrebbero mettere in luce il fatto che l'Italia faceva un grave sacrificio rinunciando alla Savoia, culla della casa reale, e a Nizza, patria di Garibaldi.

2 - Per quanto il periodo 1815-1848 venga brevemente spiegato nei manuali francesi, essi dovrebbero, per far meglio capire il Risorgimento italiano, insistere nel mostrare che esso non è nato nel corso del XIX secolo, ma è stato lungamente preparato dalla formazione progressiva della coscienza nazionale italiana. Sarebbe ingiusto passare sotto silenzio la funzione del romanticismo italiano, che ha sviluppato le speranze di libertà, e l'opera capitale del Mazzini. L'Italia non è stata la « bella addormentata nel bosco » risvegliata dalla fanfara della Rivoluzione nel 1848, ma un paese che, pur restando diviso, era già una nazione.

3 - Sarebbe auspicabile che i manuali italiani, a loro volta, insistessero maggiormente sulla parte attiva avuta dalla Francia nella realizzazione dell'Unità. Già nel 1848 Lamartine aveva mostrato la sua simpatia per gli italiani oppressi dall'Austria e l'Assemblea Costituente della Seconda Repubblica aveva espresso il voto che si cooperasse alla liberazione dell'Italia. Dopo la guerra di Crimea, in cui l'esercito piemontese, valido e ben organizzato, aveva tuttavia avuto una funzione militare limitata, il Piemonte ha potuto, grazie a Napoleone III, porre la questione italiana al Congresso di Parigi. Al tempo degli accordi di Plombières Napoleone III, se ha voluto sostituire in Italia l'influenza francese all'influenza austriaca, non ha avuto l'idea, come sovente affermano i manuali italiani, di confermare la sovranità di Gerolamo nell'Italia centrale e quella di Luciano Murat a Napoli. Con l'armistizio di Villafranca, Napoleone III non ha interrotto a cuor leggero la liberazione dell'Italia del Nord che aveva promessa al Piemonte. Bisogna sottolineare i gravi fatti che hanno motivato la sua azione: la mobilitazione prussiana sul Reno; il malcontento dell'Inghilterra, i timori dei cattolici francesi favorevoli al potere temporale del Papa e, infine, l'impressionante visione della carneficina di Solferino. Così pure, è evidente che la marcia attraverso l'Italia centrale dopo lo sbarco dei Mille in Sicilia è stata molto facilitata dal « fate, ma fate presto » di Napoleone III; che la Convenzione del settembre 1864 rappresenta un serio sforzo per trovare una soluzione all'irritante questione romana; che l'alleanza fra la Prussia e l'Italia nel 1866 è stata preparata nell'incontro di Biarritz fra Bismark e Napoleone III. Se è vero che l'Imperatore si preoccupava degli interessi francesi e preferiva senza dubbio la formazione di un'Italia federale, è esagerato parlare di un « protettorato » o di una « sovranità », che egli avrebbe voluto instaurare sull'Italia. Egli provava sicuramente un affetto profondo per l'Italia e la sua politica, spesso tentennante a causa delle diverse influenze che egli ha subito, è stata una mescolanza di interesse e di generosità, quest'ultima avendo avuto indubbiamente la sua parte.

4 - Nei manuali francesi si potrebbero senza difficoltà modificare certe espressioni e definire meglio certi ritratti. L'opera di Gioberti non ha nulla di « aggressivo »; Vittorio Emanuele non è un « brigante da operetta » o un « politico senza scrupoli »; Garibaldi non è un

« avventuriero » nel senso peggiorativo che il termine spesso assume, ma un uomo d'azione animato da un generoso ideale. Egli non ha pensato, come talvolta si dice, a instaurare una repubblica nell'Italia del sud, ma ha assunto il potere « in nome di Vittorio Emanuele ».

Altrettanto, i manuali italiani potrebbero spiegare che la frase del generale de Failly a proposito di Mentana : *Les chassepots ont fait merveille* figura in un rapporto tecnico e che il maresciallo Niel ha voluto darle una grande pubblicità, contro il parere dell'Imperatore, per spaventare i Prussiani. Quanto al *jamais* di Rouher è bene dire che esso non esprimeva l'opinione dell'intera Francia, ma solo quella degli ambienti conservatori. Certi giudizi affrettati e certe frasi inopportune hanno già fatto fino ad oggi troppo male, al di qua e al di là delle Alpi, perché non si debba cercare di spiegarli con la più grande oggettività possibile.

### *Il Risorgimento (relazione italiana)*

Le osservazioni si possono dividere in due parti : una di carattere generale, riguardante l'impostazione e i limiti del Risorgimento italiano, e l'altra di carattere particolare, riguardante l'esame dei testi singoli.

1 - Dall'esame dei testi di storia francese riferentisi al periodo 1815-1870, ossia i due volumi rispettivamente per la classe de *première* e per la classe di *philosophie et de mathématique*, abbiamo potuto riscontrare che l'impostazione del problema del Risorgimento italiano è concepita in modo del tutto differente da quello che si segue nei testi italiani.

È evidente che la storia del Risorgimento non può, per ovvie ragioni, essere trattata nei testi francesi con quell'ampiezza e particolarità che ha in quelli italiani. Per una sincera comprensione fra i due popoli sarebbe bene, tuttavia, avvicinare il più possibile i differenti punti di vista per una trattazione più adeguata e più serena dei vari argomenti.

Conviene far rilevare alla delegazione francese che il Risorgimento italiano non va considerato esclusivamente come una semplice conseguenza dell'azione della politica e della diplomazia europea dell'epoca, ma dev'essere considerato, soprattutto, come il problema della formazione di una coscienza nazionale che mira, pur attraverso vie diverse, ad un unico scopo : l'unità italiana. Questa unità si poggia su due pilastri, libertà e regime democratico. Non si possono, quindi, considerare, come appare in tutti i testi francesi esaminati, le varie fasi del Risorgimento italiano solo ed esclusivamente quali conseguenze di parallele fasi politiche delle potenze europee, generatrici esclusive degli episodi più salienti del nostro Risorgimento.

Nei testi francesi le guerre per l'indipendenza italiana non sono che episodi marginali dei grandi avvenimenti europei del secolo XIX. Per queste ragioni essi appaiono manchevoli, sia nell'impostazione del problema italiano, sia nella trattazione, limitata troppo spesso a poche righe.

Un'impostazione larga e più approfondita comporta, naturalmente, lo spostamento dei termini entro i quali è stato ristretto il Risorgimento, una differente trattazione e l'inclusione di personaggi storici di primo piano, che spesso sono ignorati o appena nominati. E' assai gradito rilevare che i testi francesi impostano problemi culturali, sociali ed economici in un ampio quadro per poi inserirvi l'avvenimento politico. Questo progresso civile, che si manifesta nell'evoluzione concreta del progresso sociale, potrebbe essere trattato con maggiore completezza se si accennasse anche all'apporto italiano.

Di fronte all'evoluzione di coscienza, di necessità politiche sociali ed economiche che, nel sec. XIX, portarono alla gigantesca trasformazione del lavoro attraverso la macchina, all'ampliarsi dei trasporti, alla grande produzione sempre in cerca di nuovi mercati d'espansione, fu questione di vitale importanza per gli italiani unirsi e inserirsi nella grande evoluzione europea.

Quando nei testi in esame si parla del romanticismo in Europa, nulla è detto del

romanticismo italiano : Manzoni è quasi dimenticato ed è completamente dimenticato Verdi. Il romanticismo italiano accende il patriottismo e il nazionalismo nel senso più sereno della parola ; senza parlare del movimento romantico liberale non si può intendere il Risorgimento. Concepito, quindi, il Risorgimento come formazione di coscienza e non solamente come fatto politico, occorre dare posto a Mazzini, che, per l'Italia, è stato il forgiatore di una coscienza nazionale fondata sul concetto di unità della Patria, l'animatore di tutto il Risorgimento, anche se i moti da lui ispirati abbiano avuto scarso successo materiale. I principi di libertà, di amor patrio, di lealtà, di onestà, principi universali, di tutti i tempi e di tutti i popoli, sui quali si basa la comprensione internazionale, il vivere da civili e l'aiutarsi reciprocamente, sono stati da lui radicati nei giovani italiani del tempo. Il dovere per il dovere, la difesa dei diritti dell'uomo, la libertà, l'educazione a sapersi governare democraticamente sono tutti temi propri del Mazzini, valevoli per tutti i popoli oggi e sempre. Egli non è stato solo uno spirito italiano, ma universale, che ha insegnato ai popoli le vie del loro progresso civile e sociale. Si può dire che alcuni principi affermati oggi nella carta delle Nazioni Unite si trovino già espressi negli scritti di Mazzini, come pure il concetto di federazione europea.

Manca, perciò, a nostro giudizio, nei testi francesi un capitolo d'insieme – anche di pochissime pagine – che ponga e sviluppi tutto il problema italiano del sec. XIX, specie per ciò che riguarda la storia dal 1815 al 1848, dai moti carbonari alla Giovine Italia, dal programma politico di Cesare Balbo a quello di Mazzini e di Gioberti ecc., che inserisca la storia dell'unità italiana con tutti i suoi problemi specifici, politici, sociali ed economici, nella grande evoluzione civile europea del secolo scorso.

Così pure non sarebbe male, accanto alla politica francese ed austriaca in Italia. ricordare e inserire la concomitante politica inglese. Con il sorgere di uno Stato italiano unitario e costituzionale nel punto centrale del Mediterraneo si viene a modificare profondamente la politica mediterranea delle grandi potenze europee : anche quest'aspetto sarebbe bene fosse ricordato.

2 - Allo scopo di contribuire ad una migliore comprensione internazionale e formare, attraverso la scuola, generazioni che sentano sinceramente il valore e la necessità di un'intima amicizia italo-francese, sarebbe opportuno che alcune espressioni (residuo di una storiografia di fine Ottocento ormai sorpassata) venissero in qualche modo modificate. Garibaldi qualche volta viene considerato semplicemente un *aventurier hardi* (Genet, p. 74). Questa espressione va mitigata, mettendo in rilievo il valore di Garibaldi, ardito, sì, ma, soprattutto, buon patriota.

Il libro di Gioberti *Del primato morale e civile degli Italiani*, viene considerato *l'évangile du nationalisme italien, le plus fier, le plus agressif* (Méthivier, p. 635). Il libro di Gioberti non ha niente di aggressivo, come non ebbe niente di aggressivo il nazionalismo italiano dell'800, che non aveva nulla in comune con le teorie più recenti di esasperazione nazionalistica. Si propone di mitigare l'espressione. Il re Vittorio Emanuele II viene definito dall'Arquillière, per i suoi enormi baffi, un brigante d'operetta. Si propone di togliere questa espressione.

Come si è già detto, non si può fare iniziare il Risorgimento italiano dal 1848, come l'ottimo testo dell'Isaac afferma (p. 15). Ma la questione è già risolta per l'accettazione del punto di vista italiano.

La commissione italiana accetta il chiarimento esposto dal prof. Vidal per la frase famosa *les chassepots ont fait merveille*, riportata, sia nei testi francesi, sia in quelli italiani. Tale frase, che generò, fin dall'indomani di Mentana, non poco risentimento, faceva parte di un rapporto tecnico-militare rivolto all'imperatore. Essa fu messa in rilievo in quel momento per impressionare l'ambiente militare prussiano, che si supponeva già stesse preparando la guerra contro la Francia, allo scopo di far capire che la Francia possedeva armi nuove ed efficaci. La frase, quindi, non fu pronunciata in disprezzo degli italiani.

Fra tutti i testi esaminati, quelli che sembrano più completi, più esatti e più chiari sono quelli dell'Isaac, del Tapié e dell'Huby-Tersen. L'Huby è molto chiaro ed equilibrato nel trattare gli avvenimenti del '20 e del '21. Nel volume II, curato dal Tersen, il capitolo dedicato alla rivoluzione del 1848 (le guerre del Piemonte non vengono chiamate, come, del resto, per tutti gli altri testi, guerre di indipendenza) è trattato con molta obiettività e chiarezza. Inoltre in questo testo tutta la questione della guerra di Crimea, la politica di Cavour e di Napoleone III in Italia sono esposte con obiettività e sufficiente ampiezza.

I testi dell'Isaac e del Tapié sono quelli che danno la maggiore ampiezza alla storia d'Italia e con scrupolosa obiettività trattano i rapporti politici italo-francesi. Anche in quello dell'Isaac, però, si fa iniziare il Risorgimento italiano dal 1848. Il volume del Tapié (p. 269) fa una bella sintesi del romanticismo in Germania e in Francia, ma non c'è una parola sul romanticismo italiano. Sebbene rapidamente, sono ricordati i moti rivoluzionari del '20 e del '21 (p. 336); è messa bene in luce la lotta tra il liberalismo, che già si accende ad animare i popoli oppressi d'Europa, e l'assolutismo, che tenta con la forza e con la polizia organizzata di soffocare ogni anelito della nuova vita. Ottime, poi., ci sembrano le pagine nelle quali si parla di progresso industriale, di ambiente sociale, di vita economica, di scienza, di religione, di vita artistica e letteraria.

A proposito della caduta della repubblica romana del 1849, è interessante rilevare che il Tapié chiarisce che, dopo le elezioni reazionarie, l'Oudinot ebbe l'ordine di attaccare Roma e di abbattere la repubblica mazziniana: ebbene, al Parlamento francese ci fu chi si oppose a tale atto ricordando che la costituzione francese imponeva il rispetto della libertà dei popoli. Anche per il Tapié il Risorgimento italiano ha inizio dal 1848 (p. 627). Mazzini, nel testo del Tapié, viene ricordato semplicemente in quattro righe come capo dei repubblicani (p. 635).

Il testo di Morazé e Wolff va elogiato per la sua chiarezza e precisione. Ogni periodo storico è preceduto da un'ottima sintesi, che mette in forte rilievo l'aspetto sociale ed economico. Questi capitoli e le chiarissime cartine geopolitiche che l'accompagnano ci sono apparsi veramente notevoli per la forza di penetrazione, per l'acutezza della sintesi, pur mantenendosi in una chiarezza di espressione veramente convincente. Per ciò che riguarda la storia d'Italia e i rapporti con la Francia, questo testo è, però il più deficitario. Manca del tutto qualsiasi trattazione unitaria della storia d'Italia; gli avvenimenti della Penisola compaiono in pochissime righe, a proposito e come ultima appendice dei grandi avvenimenti europei. Nel capitolo *Le romantisme en Europe* non c'è una parola sull'Italia (p. 285); non si parla dei movimenti liberali, i moti del '31 sono quasi ignorati (p. 349); di Mazzini si fa menzione in sette righe ed è presentato come una figura del tutto secondaria; il problema del Risorgimento e dei suoi protagonisti è riassunto in dodici righe (p. 366); non vi si parla affatto della repubblica romana e dell'opera di Mazzini (p. 397). A proposito della guerra di Crimea (vol. II, p. 43), s'ignora completamente la partecipazione alla guerra, anche se di modesta proporzione, del Piemonte.

A nostro avviso, se si potessero inserire nel testo dell'Isaac o del Tapié i capitoli di sintesi sociale ed economica del Morazé si avrebbe, forse, un testo perfetto.

Da parte italiana si accetta volentieri il desiderio della commissione francese che, nei testi italiani, a proposito della cessione di Nizza e Savoia venga chiaramente detto che la cessione avvenne con regolare plebiscito, a grandissima maggioranza favorevole all'annessione alla Francia. I testi francesi riportano le cifre dei risultati plebiscitari. D'altra parte, la commissione francese propone che nei testi francesi venga esplicitamente detto che tale cessione costituì un grave sacrificio morale per gli Italiani.

In complesso, quindi, c'è da compiacersi per l'obiettività e, spesso, per la precisione con cui sono stati trattati (sebbene con troppa ristrettezza) gli avvenimenti del Risorgimento. Siamo infine grati alla commissione francese per avere accolto le nostre proposte con senso di profonda

comprensione e vera amicizia.

Il compito della commissione era quello di discutere la storia dei due paesi, così come viene esposta nei testi scolastici francesi e italiani fino al 1870. Si ritiene doveroso richiamare l'attenzione degli amici francesi e italiani sulla necessità di continuare con uguale passione e sincerità ad esaminare i testi scolastici di storia dei due paesi anche per il periodo posteriore al 1870. Situazioni e problemi ben più importanti si impongono alla nostra attenzione, come la Triplice Alleanza e la Francia, le intese italo-francesi, la neutralità italiana e la partecipazione dell'Italia alla prima guerra mondiale.

Se non esaminassimo con gli stessi criteri che abbiamo adoperato per il periodo fino al 1870 anche quello più recente, l'opera della commissione, con tanto zelo e tanta passione condotta, otterrebbe un risultato del tutto parziale. Solo estendendo l'esame almeno fino alla prima guerra mondiale, si potranno raggiungere, attraverso la scuola, quella completa comprensione fra i nostri due popoli con tanto ardore auspicata e con tanta certezza prevista dalla commissione francese e da quella italiana in una collaborazione, più che amichevole.

Un più largo ed efficace esame sarebbe stato possibile se le due commissioni avessero potuto tener conto di un maggior numero di testi scolastici, soprattutto la francese, la quale ha dovuto limitarsi quasi esclusivamente a quelli di Silva, Manaresi, Gribaudo, Valori, Spini, Ferruzzi e Rossi. Mancavano, per non citarne che alcuni, quelli di Morghen, Pepe-Omodeo, Melzi d'Eril, Simeoni, Rodolico. Nell'eventualità di altri convegni sarà opportuno provvedere tempestivamente e largamente a fornire il materiale di studio, in modo che la produzione manualistica sia rappresentata in maniera qualitativamente e quantitativamente soddisfacente.

Per quanto riguarda, poi, l'auspicata adozione da parte degli autori dei manuali e del corpo insegnante delle proposte suggerite dai due primi convegni, la commissione italiana ha dovuto constatare come essa si presenti più facile in Francia che in Italia. E questo non per scetticismo o per mancanza di buona volontà da parte degli enti pubblici e dei singoli individui, ma per il fatto che, in Francia, accanto all'azione ufficiale, esercitata dal Ministero e dalla Commissione nazionale dell'UNESCO, si esplica quella, forse ancor più penetrante, della *Société des professeurs d'histoire et de géographie*, che con le sue sezioni, le sue riunioni, il suo autorevole e informatissimo 'Bulletin', svolge un'attività altamente benemerita, tenendo al corrente i professori di tutto quanto può interessarli nel campo della ricerca scientifica e dell'esperienza scolastica e in quello, oggi particolarmente delicato ed importante, della comprensione internazionale. L'esistenza di una associazione del genere, non gravata da impegni sindacali ed opportunamente da altri enti, potrebbe riuscire utile anche da noi e per la preparazione didattica degli insegnanti e per l'adozione di proposte suggerite dal fine di una desiderata più larga intesa internazionale.

Le osservazioni e i suggerimenti del secondo convegno riceverebbero maggior rilievo, se lo spazio consentisse di riprodurre interamente le discussioni dalle quali esse sono scaturite. Perché, come si è già accennato, nelle sei riunioni di Sèvres, le discussioni, hanno impresso un carattere ed un significato all'opera delle due commissioni. Carattere e significato di sforzo cosciente e continuo di mutua comprensione, di cordiale intesa, a cominciare dalla impostazione data dal prof. Fugier nella prima seduta (29 settembre) alla valutazione del quadro della situazione francese nel periodo prerivoluzionario.

« Per valutarlo obbiettivamente – egli ha detto – occorre mettersi dal punto di vista della mentalità rispettiva dei francesi e degli italiani. Allo stesso modo, infatti, che un francese è impressionato dalle condizioni dell'Italia di quel tempo, divisa dal particolarismo municipale o regionale, così un Italiano è sorpreso dalla centralizzazione del Governo francese, della quale non trova esempio né nel proprio paese, né in altri di quel tempo ».

La replica al prof. Fugier affidata al prof. Prestipino (30 settembre) si è tenuta sullo stesso

tono, pur sottolineando i punti di dissenso e auspicando, come lo storico francese, che i risultati della più recente e aggiornata storiografia scientifica siano accolti nei manuali scolastici dell'una e dell'altra parte.

Allo stesso spirito si sono informati nei loro interventi i commissari delle due parti, sia in quella seduta, sia nella successiva ; nella quale furono discusse le relazioni dei professori De Matteis e Doucet (1° ottobre). Basterebbe ricordare il riconoscimento espresso dal prof. François circa la partecipazione attiva degli italiani agli eventi della rivoluzione e dell'impero. « La storia del mondo é fatta da tutti i paesi », ha affermato il segretario generale della Commissione francese dell'UNESCO. E, mentre il prof. Boyer invocava che, nei testi francesi, venisse premesso alla trattazione della rivoluzione un quadro generale sull'Europa del secolo XVIII, comprendente anche l'Italia, il prof. Fugier lamentava l'ignoranza dei manuali del suo paese su tanti punti della storia d'Italia.

« Nei manuali francesi – ha aggiunto – non c'è sempre comprensione per le ideologie e i movimenti stranieri, che vi sono trattati solo in quanto rientrano in quelli di Francia. Vi è troppo spesso soltanto una nostra visione, che rende difficile al lettore la comprensione di quelle ideologie e di quei movimenti. Ed é veramente deplorabile che i nostri testi non assegnino uno spazio conveniente alla storia d'Italia ».

La discussione sulla relazione del prof. Franceschini nella quarta seduta (2 ottobre), la risposta al prof. Doucet sul tema del Rinascimento e delle « guerres d'Italie », la relazione del prof. Defrasne, hanno confermato l'atteggiamento già posto in rilievo. Da parte italiana fu replicato a certe critiche francesi (e dall'altra parte se ne prese subito atto) che il silenzio dei nostri testi sugli antecedenti del grande movimento culturale del Rinascimento e dei rapporti italo-francesi in quel tempo è solo apparente, perché di tali argomenti si parla nei manuali destinati alle classi precedenti.

Quanto all'osservazione del prof. Doucet che il Rinascimento é da noi presentato « come un movimento quasi esclusivamente italiano », è stato fatto osservare che proprio perché é stata data « nel volume precedente la dovuta importanza a tutto il movimento culturale anche degli altri paesi, è giusto che nel successivo sia messo in maggior risalto quello italiano, la cui importanza storica è, del resto, fondamentale ».

Più delicata, naturalmente, la discussione sulle relazioni Defrasne e Cavaliere (3 e 4 ottobre), data la maggior difficoltà degli argomenti dovuta alla relativa vicinanza dei temi e agli echi non del tutto spenti delle passioni dell'età del Risorgimento. Ma anche qui l'accordo fu rapido e pieno. Basta ricordare il riconoscimento italiano che, se nei testi francesi vi sono ingiusti giudizi, questi non mancano neppure nei nostri, la replica italiana ad una critica sul largo spazio dato nei nostri manuali al periodo 1815-1848 e l'immediata accettazione da parte del prof. Defrasne del punto di vista italiano. Dopo essersi detto interamente d'accordo sull'opportunità di mettere in luce la preparazione spirituale dell'Italia nel sec. XVIII e la vasta e profonda partecipazione italiana ai movimenti rivoluzionari, ha, infatti, affermato : « noi francesi conosciamo male la posizione sentimentale degli italiani nel periodo 1815-1848 e l'azione dei cospiratori e dei martiri. In genere, noi studiamo questi avvenimenti dal punto di vista della repressione austriaca, piuttosto che da quello del sentimento nazionale italiano ».

L'ultima seduta, nei cui dibattiti intervenne frequentemente, con l'apporto della sua dottrina e della sua competenza, il prof. Renouvin a rendere sempre più pressante la necessità di adeguare i manuali scolastici ai risultati della storiografia scientifica, fece più d'ogni altra risaltare la perfetta fusione di spiriti e d'interessi delle due commissioni e preparò utili basi al nuovo incontro di Roma.

## • Il terzo convegno

Il terzo convegno italo-francese fu preceduto, alla fine di dicembre 1952, da una riunione generale presso l'UNESCO a Parigi dei rappresentanti dei paesi che avevano già partecipato a iniziative tendenti a migliorare i manuali scolastici dal punto di vista della comprensione internazionale e dalla pubblicazione, a cura della Commissione francese dell'UNESCO, nel febbraio 1953, dell'opuscolo *Pour l'amélioration des manuels de l'enseignement de l'histoire*.

Della prima è stata data compiutissima informazione nel fascicolo IV (luglio 1953) di *Etudes et documents d'éducation de l'UNESCO*, dedicato completamente alle consultazioni bilaterali per il miglioramento dei manuali scolastici, soprattutto in vista di una loro maggiore estensione (i convegni italo-francesi sono ricordati alle pp. 31-33). Lo spirito di quella riunione appare dal *Projet de plan d'étude des manuels scolaires proposé aux états membres et aux commissions nationales* il 10 agosto 1953.

« Ces experts (i partecipanti alla riunione parigina del dicembre 1952) ont estimé qu'il est préférable de ne limiter l'enquête, ni dans le temps (période d'expansion européenne), ni dans l'espace (pays de l'Europe occidentale)\*. Il ne paraît pas opportun, en effet, de considérer, en face des pays asiatiques, les seuls Etats de l'Europe Occidentale. Dans la mesure même où l'enquête vise à provoquer un mouvement d'intérêt pour les autres pays et une collaboration plus étroite entre les Etats membres, il est désirable que la participation du plus grand nombre possible d'Etats soit assurée. De plus, il n'est pas conforme à l'esprit de cette enquête de confronter des régions géographiques, mais plutôt de provoquer une meilleure connaissance réciproque de la part de pays appartenant à deux traditions culturelles différentes. A ce titre, il n'existe aucune raison valable pour éliminer d'un des groupes de pays un certain nombre d'Etats qui, bien que situés sur d'autres continents, se rattachent à la tradition de l'Europe occidentale ».

L'opuscolo della Commissione francese dell'UNESCO, premessa una breve introduzione sulla prima riunione romana, riporta il testo completo dei punti di vista con cordati tra le due commissioni dopo l'esame dei manuali.

Dal 28 dicembre 1953 al 2 gennaio 1954 ebbe luogo a Roma il terzo convegno con lo scopo di esaminare il modo come erano considerati nei manuali dei due paesi :

- a. le relazioni italo-francesi dal 1870 al 1914 ;
- b. il periodo della prima guerra mondiale e dei trattati di pace (1914-1920) ;
- c. l'intervallo tra le due guerre mondiali (1920-1939).

La Commissione francese, presieduta dal prof. Rivet, presidente della commissione nazionale per l'UNESCO, era composta dei professori François, Bruley, Defrasne Boyer e Vidal e dal dott. Bouchard, già ricordati, e dai prof. Baumont della Sorbona e Gadrat, ispettore generale della pubblica istruzione. La relazione sul primo punto fu affidata al prof. Boyer, quella sul secondo al prof. Vidal, la terza al prof. Defrasne.

La Commissione italiana era costituita dai professori Ghisalberty, De Matteis, Franceschini, Prestipino, Cavaliere e dalla dott. Emilia Morelli, assistente universitaria e segretaria generale dell'Istituto per la storia del Risorgimento. All'ispettore Franceschini fu affidato l'esame dei manuali francesi per il periodo 1870-1914, all'ispettore De Matteis quello sul periodo 1914-1920, al prof. Prestipino il più particolare tema delle relazioni coloniali e mediterranee franco-italiane dal 1870 al 1914. Da parte italiana si preferì non presentare alcun rapporto formale sul periodo 1920-1939, dato che i nostri programmi scolastici non lo

---

\* Il cui obiettivo ideale dovrebbe essere « de déterminer dans quelle mesure les manuels scolaires et le matériel d'enseignement permettent aux élèves des deux groupes de pays considérés (Asie ed Europa) d'acquérir une connaissance aussi complète et satisfaisante que possible des pays de l'autre groupe ».



contemplano ufficialmente. Ma, fatta questa riserva, la Commissione italiana non si sottrasse alla discussione sulle osservazioni e proposte francesi sull'argomento.

Le sei sedute, come in precedenza alternativamente presiedute da un francese e da un italiano, si sono svolte in quell'atmosfera di comprensione, di stima e di simpatia reciproca che i precedenti, incontri avevano preparato. E, per quanto gli argomenti all'ordine del giorno potessero apparire non privi di delicatezza e di difficoltà, lo spirito che animava le due Commissioni, ha permesso di affrontarli con assoluta obiettività e con una sempre più intensa volontà d'intesa. Anche quei punti che più vivamente, di solito, accendono ed eccitano sentimenti e risentimenti nazionali (valor militare. partecipazione maggiore o minore a fatti di guerra, entità delle sconfitte e delle vittorie, perdite sul campo), sono stati indicati e vagliati con uno sforzo costante in generosa comprensione delle ragioni altrui. Più ancora che nei precedenti convegni, si può dire, in questo romano l'ammonimento che ogni studioso di storia deve tener presente : *audiatur et altera pars*, ha costituito l'essenza delle discussioni. E, forse, il fatto che le due Commissioni, in seguito ad una precisazione italiana, abbiano voluto introdurre nel rapporto finale il tragico bilancio delle perdite di tutti i belligeranti della prima guerra mondiale, ha superato i limiti precisi della loro competenza per assurgere ad un significato di più alta comprensione umana.

È stato facile, quindi, alle due Commissioni di trovarsi d'accordo sulle seguenti conclusioni generali comuni, che rispecchiano perfettamente lo spirito dal quale furono animati i loro lavori.

#### *Conclusioni generali della Commissione storica italo-francese*

##### A) PERIODO 1870-1914

1 - La Commissione formula il voto che in ciascuno dei due paesi i manuali scolastici riservano all'evoluzione interna dell'altro paese un posto consimile a quello che essi accordano agli altri Stati.

2 - Se la politica estera dell'Italia e quella della Francia sono studiate nell'insieme della politica internazionale, è desiderabile che, come uno dei risultati dell'insegnamento, gli allievi possano presentare una visione generale e continua della politica estera dell'altro paese e dei rapporti reciproci fra l'Italia e la Francia.

3 - La partecipazione dell'Italia all'alleanza con la Germania e l'Austria-Ungheria ha avuto luogo in base a un trattato in cui le parti contraenti trovarono un reciproco vantaggio.

Certe frasi sprezzanti per l'Italia, attribuite in proposito a Bismarck e riportate in alcuni manuali, corrispondono al temperamento del Cancelliere e al suo gioco diplomatico senza esprimere un giudizio fondato sull'Italia.

4 - Il trattato di Londra del 1915 è il punto di sbocco di una lunga politica dell'Italia ispirata dalla stessa storia della sua unità, che non era venuta meno neppure nei periodi di tensione italo-francese. Non è esatto pretendere che l'Italia abbia « messo all'incanto » la sua partecipazione alla prima guerra mondiale. Essa si è decisa in base a interessi nazionali stabiliti e difesi da lunga data, in conformità dei suoi legami tradizionali e necessari con l'Inghilterra e la Francia.

##### B) PERIODO 1914-1920

1 - Per quanto concerne l'entrata in guerra dell'Italia nel 1915, la Commissione esprime il voto che essa venga apprezzata nel suo giusto valore. L'Italia, decidendosi in favore degli Alleati,

portava loro un effettivo aiuto materiale e un apprezzabile sostegno morale. Essa immobilizzava una parte dell'esercito austro-ungarico, indebolendone la potenza aggressiva, nel momento in cui gli imperi centrali intraprendevano un'offensiva in grande stile sul fronte russo.

2 - Sarebbe bene sottolineare al di fuori della cooperazione volontaria dei Garibaldini, la partecipazione sul fronte francese di truppe italiane, che contribuirono alla difesa di Reims sotto il comando del generale Albricci e persero 5000 uomini a Bligny nel 1918. È ugualmente legittimo citare la partecipazione di truppe franco-inglesi al consolidamento del fronte italiano sul Piave. nel novembre del 1917, dopo una violenta offensiva austro-ungarica. Francesi e Italiani hanno parimenti combattuto fianco a fianco e con successo sul fronte balcanico (1916-1918).

3 - Una vera e propria guerra di logoramento ha avuto luogo, sui vari fronti, fra gli Alleati e gli imperi centrali. I manuali italiani dovrebbero dare maggior posto alla vittoria riportata dai francesi a Verdun nel 1916, a prezzo di gravi sacrifici. I manuali francesi non dovrebbero passare sotto silenzio gli sforzi italiani su un terreno particolarmente difficile, quale quello delle Alpi dolomitiche e del Carso.

4 - La sconfitta italiana di Caporetto (24 ottobre 1917) non deve venire esagerata. Non si può attribuirle esclusivamente ad un cedimento delle truppe italiane, ma piuttosto alla violenza dell'offensiva tedesca e austro-ungarica. Se l'Italia ebbe 300.000 prigionieri, ebbe anche 60.000 tra morti e feriti e la sconfitta fu seguita da una ripresa tanto rapida quanto efficace. come lo prova la battaglia del Piave nel giugno del 1918. La vittoria di Vittorio Veneto (24 ottobre 1918) non deve a sua volta venire sopravvalutata. Certo fu un'aspra battaglia, in cui le perdite italiane ascesero a 40.000 morti e che rese irrimediabile lo smembramento dell'Impero austro-ungarico, ma non fu la causa unica della caduta degli imperi centrali.

5 - Sarebbe bene che i principali avvenimenti della guerra mondiale fossero esposti nel loro insieme e rispettandone l'ordine cronologico, poiché la vittoria degli Alleati è stata anzitutto il risultato di un'opera comune. Un'esposizione coordinata deve permettere di delineare quelle che furono le grandi fasi del crollo degli imperi centrali dal giugno al novembre del 1918: il Piave, la seconda battaglia della Marna, le offensive alleate sul fronte occidentale, le battaglie balcaniche, Vittorio Veneto, poiché tali fatti costituiscono un tutto che sfocia nella vittoria finale.

6 - La guerra del 1914-1918 ha imposto a tutti i popoli che vi hanno preso parte, vincitori o vinti, dei sacrifici considerevoli. Bisognerebbe ricordare quelle perdite di vite umane, che avrebbero dovuto mostrare per sempre l'inutilità e la follia costosa delle guerre.

PAESI	MORTI	FERITI
Francia	1.354.000	2.600.000
Italia	680.000	1.100.000
Russia (calcolo presuntivo)	1.800.000	3.500.000
Inghilterra	869.000	2.000.000
Serbia	290.000	150.000
Rumenia	150.000	170.000
U.S.A.	80.000	200.000
Belgio	44.000	70.000
Portogallo	8.000	20.000
Grecia (calcolo presuntivo)	5.000	15.000
Altri Paesi	10.000	20.000
Germania	1.985.000	4.250.000
Austria-Ungheria	1.450.000	2.950.000
Turchia	350.000	675.000
Bulgaria	100.000	150.000

Quindi, su 68 milioni di mobilitati : 9.175.000 morti e 17.370.000 feriti.

7 - In seguito ai trattati di pace, la Francia ha giustamente riavuto l'Alsazia-Lorena, che le era stata strappata nel 1871 contro il voto dei suoi abitanti e dove i Tedeschi avevano tentato senza successo una politica di germanizzazione ad oltranza. Le richieste di Clémenceau a proposito del Reno non erano suggerite da un nazionalismo stretto o da vedute imperialistiche, ma dalla preoccupazione della sicurezza. Quanto agli acquisti della Francia oltremare, sono acquisti reali, ma avvenuti nella forma di territori sotto mandato della Società delle Nazioni. L'Italia, da parte sua, ha potuto sentirsi delusa. È stata esclusa dalla spartizione coloniale e, soprattutto dietro l'azione di Wilson, le promesse del trattato di Londra non sono state interamente mantenute. Tuttavia, secondo il più fervido voto dei suoi rappresentanti alle conferenze della pace e di tutta la nazione, l'Italia ha potuto continuare la sua opera di unificazione con l'annessione delle terre irredenti.

### C) PERIODO 1920-1939

1 - La Commissione constata che lo studio bilaterale dei manuali sul periodo 1920-1939 non ha potuto essere intrapreso nei particolari, perché i programmi italiani non includono ancora questo periodo e gli autori di manuali italiani che vi dedicano uno o più capitoli lo fanno solo brevemente e a titolo personale.

2 - La Commissione si compiace, tuttavia, nel riconoscere che tale periodo è trattato sia nei manuali francesi sia nei manuali italiani con soddisfacente chiarezza e obiettività.

3 - La Commissione insiste sull'importanza che uno studio più approfondito di tale periodo venga compiuto nel più breve tempo possibile. Importa anzitutto, per una migliore comprensione internazionale, di non lasciare alla sola propaganda la cura di rievocare quegli avvenimenti.

#### *Risoluzioni finali*

1 - Perché una migliore comprensione si sviluppi tra la Francia e l'Italia, la Commissione ritiene, da un lato, che non convenga sopprimere, minimizzare o snaturare i conflitti che hanno messo di fronte i due paesi. L'insegnamento deve mostrarli nelle loro giuste proporzioni, presentare le loro cause e la loro evoluzione così come la scienza storica ce le rivela. Gli allievi comprenderanno da loro stessi l'inutilità di tali conflitti nei confronti dei benintesi interessi dell'uno e dell'altro paese. D'altro lato, la Commissione ritiene che convenga insistere sulla comune civiltà dei due paesi.

2 - Per ben comprendere i motivi delle azioni e i procedimenti di una persona, bisogna esser capaci di mettersi al suo posto. È lo stesso per le nazioni. Affinché i francesi possano giustamente apprezzare la politica internazionale dell'Italia, e reciprocamente gli Italiani quella della Francia, la Commissione propone che l'insegnamento storico nei due paesi comprenda un'esposizione dedicata alla politica interna, agli sviluppi economici e sociali, al movimento letterario, artistico e scientifico del paese vicino.

3 - È sempre facile e piacevole fare dell'ironia a spese altrui. Ma ciò che si ammette più difficilmente è che altri facciano dell'ironia a spese nostre. Avviene la stessa cosa nei rapporti tra i popoli, e l'ironia a senso unico ha creato molti attriti, ferite e, addirittura, durevoli contrasti. La Commissione ritiene che i professori e gli autori di manuali di storia dovrebbero evitare le espressioni ironiche nei riguardi di un altro paese, espressioni spesso ingiuste e inesatte, inadeguate a offrire un giusto apprezzamento del popolo vicino e a ben servire la verità storica. Le stesse osservazioni si possono applicare alle espressioni intinte di eccessiva veemenza o indignazione.

4 - In ogni modo, quando si tratti di discorsi canzonatori o irriverenti tenuti da un

personaggio storico nei confronti di una nazione straniera o di un personaggio di una nazione straniera, i professori e gli autori di manuali non dovrebbero citarli se non spiegando come e perché quei personaggi storici hanno potuto pronunciarli (carattere dell'autore del discorso, qualità dell'interlocutore, circostanze speciali).

5 - La Commissione si rallegra di aver potuto condurre a buon termine il lavoro di revisione bilaterale dei manuali di storia francesi e italiani fino al 1920. Essa ha preso per norma di ricollocare nella luce della scienza storica gli avvenimenti contestati o presentati in modo contestabile, ed ha coscienza di aver così lavorato al miglioramento dell'insegnamento storico e della mutua comprensione fra la Francia e l'Italia.

6 - La Commissione si augura che nello stesso spirito vengano studiati i metodi con i quali l'insegnamento e i manuali presentano o dovrebbero presentare la storia. dello sviluppo scientifico, tecnico e culturale.

Animate dallo stesso spirito che faceva affermare ad Ernesto Renan : « nel discutere sento che sono sempre un poco dell'opinione del mio contraddittore », è lecito affermare che le due Commissioni hanno onestamente assolto alla prima parte del lavoro, che intendono continuare nello stesso sentimento e nella stessa volontà di contribuire ad una maggior conoscenza reciproca della storia dei due nobili paesi ai quali appartengono.

Le tre riunioni conclusero il lavoro degli storici italiani e francesi sul problema dei manuali scolastici in uso nei due paesi. Complessivamente i risultati non furono clamorosi, né forse potevano esserlo, ma i lavori e le conclusioni diedero il segno di un desiderio comune di non più scrivere la storia al servizio della politica contingente, ma di farlo per l'intesa e la pace.

**IL VIAGGIO DI GIOVANNI  
GRONCHI PRESIDENTE DELLA  
REPUBBLICA ITALIANA A  
PARIGI (25-27 APRILE 1956)**

**Anna BEDESCHI**

Il 24 marzo 1956 l'ambasciatore francese a Roma Fouques-Duparc in un telegramma al ministro degli Affari Esteri Christian Pineau comunicava di aver trasmesso al presidente Giovanni Gronchi l'invito del presidente René Coty per una visita ufficiale a Parigi per il successivo mese di aprile.

L'ambasciatore annotava, inoltre, che si era immediatamente reso conto che il presidente Gronchi si era mostrato ben lontano dal considerare il viaggio un incontro puramente protocollare, che avrebbe colto l'occasione per un ampio scambio di vedute sui temi internazionali più scottanti del momento, in particolare quelli riguardanti la Germania e l'Unione Sovietica<sup>1</sup>.

Gronchi aveva espresso l'intenzione di far seguire l'incontro con Coty da altri tra i rispettivi ministri degli esteri come era avvenuto già con il primo viaggio presidenziale a Washington<sup>2</sup>. Gronchi confermava il suo proposito di non venire « ingabbiato » in situazioni di pura formalità.

Del resto fin dal momento della sua elezione alla suprema magistratura dello Stato egli aveva suscitato grande interesse e perplessità non solo nell'ambito interno, ma anche in quello internazionale per queste sue prese di posizione che non esitava certo a manifestare. Esponente di spicco della Democrazia Cristiana era stato eletto capo dello Stato il 29 aprile 1955 al quarto scrutinio con 685 voti, grazie al contributo non solo di gran parte della DC, ma dei socialisti e dei comunisti e di un consistente numero di deputati della destra<sup>3</sup>. Non si può non ricordare che nell'« operazione Gronchi » aveva svolto un ruolo di primo piano Pietro Nenni che già durante il XXXI Congresso del Partito socialista a Torino nel marzo del 1955 aveva proposto l'« apertura a sinistra » e il « dialogo con i cattolici »<sup>4</sup>. È indubbio che tale situazione aveva provocato molte inquietudini non solo nelle forze conservatrici italiane, ma anche in molti partners internazionali perché erano ben note le dichiarazioni di « aperture sociali » che il neo Presidente aveva sovente fatto nel corso della sua carriera politica. La stampa americana in particolare presentava la nomina di Gronchi come una vittoria delle sinistre. Egidio Ortona, allora consigliere economico presso l'ambasciata italiana a Washington, riferiva che un famoso giornalista americano, James Reston, in un articolo pubblicato a ridosso della nomina di Gronchi, parlava di fenomeni di indipendenza che cominciavano a pullulare in vari paesi, quali Germania, Giappone, Cina e Italia che stavano ad indicare che il mondo « non può e non vuole dipendere solo dai due colossi Stati Uniti e Unione Sovietica ». Il moto di indipendenza degli italiani, per Reston, era dimostrato dalla elezione di Gronchi<sup>5</sup>. Anche il discorso di investitura che Giovanni Gronchi pronunciava di fronte alle Camere riunite l'11 maggio 1955 suscitava polemiche e clamore all'interno della DC e nel più ampio contesto internazionale, specie in quello americano<sup>6</sup>. Esso tuttavia risultava un documento di grande interesse, non solo per comprendere il settennato presidenziale di Gronchi, ma anche tutto il pensiero politico del neo presidente<sup>7</sup>. Di

---

<sup>1</sup> Documents diplomatiques français (DDF), 1956, doc. 294.

<sup>2</sup> A. Bedeschi, *Spunti revisionistici nella politica estera di G. Gronchi, presidente della Repubblica*, in Aa.Vv. (a cura di), *L'Italia e la politica di potenza in Europa (1950-1960)*, Milano, Marzorati, 1992, pp. 59-73.

<sup>3</sup> Il processo che porta al Quirinale un « cattolico » con il concorso dei grandi partiti di massa esula da questo studio. Per una biografia politica di Giovanni Gronchi si vedano tra gli altri : G. Merli, *Dizionario storico del movimento cattolico in Italia. I protagonisti*, Casale Monferrato, Marietti, 1982, pp. 268-275 ; G. Baget Bozzo, *Il partito cristiano e l'apertura a sinistra*, Firenze, Vallecchi, 1977, pp. 30-34 ; M. Di Lalla, *Storia della Democrazia Cristiana*, vol. II, Torino, Marietti, 1981, pp. 81-87.

<sup>4</sup> Cfr. tra gli altri : P. Nenni, *Tempo di guerra fredda. Diari 1943-1956*, Milano, Sugarco, 1981, pp. 101-103 ; D. Ardia, *La politica internazionale del PSI negli anni '50*, in Aa.Vv., *La sinistra e 1956 in Italia e in Francia*, Padova, Liviana Ed. 1987, pp. 399-428.

<sup>5</sup> E. Ortona, *Anni d'America. La diplomazia 1953-1961*, Bologna, Il Mulino, 1986, pp. 128-130.

<sup>6</sup> Archivio storico del Ministero degli affari esteri (ASMAE), Direzione generale degli affari politici (DGAP), Italia, b.1506, telespresso n. 751/420.

<sup>7</sup> G. Baget Bozzo, *Il partito cristiano*, cit., p. 36.

particolare rilievo le parti del messaggio che toccavano il campo internazionale in cui operava l'Italia. Tra i « problemi fondamentali » risolti nel primo decennio della Repubblica, Gronchi ricordava « il superamento della nostra inferiorità di vinti ». Quindi tracciava con acutezza il quadro internazionale, formulando precise proposte per l'Italia : rivendicava un ruolo attivo per il paese nel consesso delle nazioni mostrandosi non alieno da quelle tensioni di « power politics » che costituivano uno dei motivi conduttori del suo pensiero politico che si era manifestato chiaramente già nell'autunno del 1948, quando ferveva il dibattito per l'adesione dell'Italia al Patto Atlantico<sup>8</sup>.

In una intervista che all'indomani della sua elezione Gronchi rilasciava al corrispondente della « Washington Post », Leo Wollemborg, il neo Presidente chiariva il suo punto di vista favorevole al Patto Atlantico e in genere alla politica di collaborazione e di solidarietà occidentale « pur avendo a suo tempo dissentito dalla frettosità con cui De Gasperi, dominato dal complesso di inferiorità di rappresentare un paese sconfitto, aveva dato l'adesione dell'Italia al Patto Atlantico »<sup>9</sup>. Anticipando un tema destinato a venire spesso ripreso nel corso della sua presidenza, Gronchi deplorava, nel colloquio con Wollemborg, che l'Italia fosse « ancora praticamente esclusa dai gruppi e dai meccanismi attraverso i quali la politica dell'Alleanza atlantica viene in effetti determinata da tre paesi, Stati Uniti, Gran Bretagna e Francia ». Egli auspicava una maggior considerazione e riconoscimento « a una nazione che ha una posizione strategica come la nostra ».<sup>10</sup> Certamente Gronchi non metteva in discussione l'appartenenza dell'Italia alla NATO, quanto un dato modo di appartenenza dell'Italia alla NATO. La sua aspirazione era quindi quella di restituire al Paese quel ruolo di « potenza » che aveva svolto nel passato. Effettivamente tra la fine del 1954 e il 1955 l'Italia aveva ottenuto riconoscimenti internazionali come l'intesa per Trieste che sistemava una delle più gravi questioni rimaste ancora aperte dopo il trattato di pace, il riconoscimento di « preziosa alleata » in una dichiarazione del Consiglio atlantico del maggio 1955, l'ammissione finalmente alla fine del 1955 all'ONU, il riconoscimento da parte di Churchill durante la visita di Scelba e Martino a Londra del ritrovato ruolo di « grande potenza » all'Italia, affermazione che veniva ribadita anche da Dulles nella sua visita a Roma in ottobre. Tuttavia in quella fase delle relazioni internazionali tra il 1953 e il 1956, tra la crisi della CED e la crisi di Suez, che molti studiosi definiscono come « prima distensione internazionale » e che vide tra i gesti distensivi più clamorosi lo svolgimento a Ginevra, nel luglio del 1955, del primo vertice del dopoguerra tra i « quattro grandi », l'Italia fu costretta a rimanere ai margini dei grandi avvenimenti internazionali e ad inviare a Ginevra solo un « osservatore », l'ambasciatore Renato Bova Scoppa<sup>11</sup>. Il governo italiano, avvertendo il profondo disagio per la posizione marginale nella quale era relegato il Paese, iniziava a svolgere un'azione più energica in sede NATO, per aumentare la cooperazione ed estenderla ai settori economico e sociale, in osservanza dell'art. 2 del Patto Atlantico la cui applicazione era stata sollecitata già da De Gasperi nel corso del secondo viaggio negli Stati Uniti e nel Canada nel settembre del 1951<sup>12</sup>. La richiesta di trasformare il sistema atlantico da alleanza meramente militare in

---

<sup>8</sup> E. Vezzosi, *La sinistra democristiana tra neutralismo e Patto Atlantico (1947-1949)*, in E. Di Nolfo, R.H. Rainero, B. Vigezzi (a cura di), *L'Italia e la politica di potenza in Europa (1945-1950)*, Settimo Milanese, Marzorati, 1988.

<sup>9</sup> L. Wollemborg, *Stelle, strisce e tricolore. Trent'anni di vicende politiche tra Roma e Washington*, Milano, Mondadori, 1983, pp. 32-34.

<sup>10</sup> L. Wollemborg, *Stelle, strisce e tricolore*, cit., p. 33.

<sup>11</sup> Al vertice di Ginevra venne affrontato, sia pure senza successo, il tema del controllo del disarmo che sia l'Est che l'Ovest auspicavano con ripetuti piani sottoposti ai comitati per il disarmo delle Nazioni Unite, cfr. A. Fontane, *Storia della guerra fredda. Dalla guerra di Corea alla crisi delle alleanze (1950-1967)*, Milano, Mondadori, 1968, pp. 152-155 ; si veda anche E. Ortona, *Anni d'America*, cit., pp. 133-134 nonché uno studio della Direzione Affari politici del Ministero degli Esteri sugli aspetti positivi e negativi della conferenza di Ginevra, ASMAE, DGAP, SU, B 368, 1955, telespresso n. 11/14081/G.

<sup>12</sup> Cfr. FRUS, 1951, vol. IV, p. 685 e p. 699.

alleanza politica e in strumento di cooperazione economica diventerà il motivo ispiratore degli orientamenti dell'Italia nelle sessioni atlantiche di quegli anni<sup>13</sup>. Gronchi, che in quello stesso periodo iniziava la sua presidenza, dava corso ad una politica parallela a quella del governo e non sempre coincidente, che spesso oltrepassava i limiti costituzionali delle sue prerogative. Egli, se da un lato si faceva interprete del disagio che l'alleanza militare provocava non solo in Italia, ma all'interno di tutto il blocco atlantico in un momento di distensione internazionale, dall'altro creava una certa apprensione e imbarazzo soprattutto nell'alleato americano. Come il nostro ambasciatore a Washington, Manlio Brosio, ricordava alla vigilia del viaggio di Gronchi negli Stati Uniti, l'art. 2 del Patto Atlantico riguardava solo il rafforzamento e la propaganda degli istituti democratici e la collaborazione economica, non concerneva la cooperazione e la consultazione politico-diplomatica sulle grandi questioni della politica internazionale. « Questa si è sviluppata », sosteneva Brosio, « dalla prassi del Consiglio atlantico, non da alcun articolo del trattato, perché non vi è articolo che lo menzioni »<sup>14</sup>.

Se Gronchi, nel discorso che pronunciò alle due Camere del Congresso americano riunite in seduta straordinaria il 29 febbraio, nel corso della visita negli Stati Uniti, riuscì a creare la sensazione che un problema atlantico e un problema italiano nel Patto Atlantico esistevano e meritavano la più seria attenzione<sup>15</sup>, nondimeno le posizioni dei vari partners del Patto erano assai composite. L'impostazione che il ministro degli esteri francese Christian Pineau dava dell'Alleanza e dei rapporti in genere tra Occidente e Oriente, veniva in quel periodo avvicinata a quella di Gronchi<sup>16</sup>. In realtà, come sottolineava Brosio dal suo osservatorio privilegiato, essa metteva in evidenza piuttosto la tensione che attraversavano in quel momento i rapporti franco-americani<sup>17</sup>.

Nell'analisi delle giornate parigine del presidente Gronchi dobbiamo distinguere ciò che può essere definito come un insieme di affermazioni di principi dagli orientamenti concreti e immediati dei governi.

Nell'indirizzo di benvenuto che il presidente Coty rivolgeva al Capo dello stato italiano veniva sottolineata l'esigenza delle nazioni alleate ad aiutarsi reciprocamente a sviluppare la loro economia, liberando i loro scambi e coordinandoli.

« Questo aiuto reciproco è, in particolare, l'obiettivo principale dell'Europa che vogliamo costruire voi e noi »<sup>18</sup>. Il presidente Coty, ricordando anche la recente visita di Gronchi a Washington, metteva in risalto la necessità che l'Italia riprendesse quel ruolo di grande potenza nei consessi internazionali che ormai le doveva essere restituito. Le incoraggianti espressioni di Coty davano spazio al presidente Gronchi per sollecitare una più effettiva solidarietà tra la Francia e l'Italia che avrebbe concorso ad eliminare, con l'esempio concreto, le divergenze che si erano sempre più insinuate all'interno dell'Alleanza atlantica<sup>19</sup>.

Gronchi passava poi ad affrontare un altro tema a lui caro, quello dell'aiuto economico alle aree sottosviluppate del mondo. « Si tratta di un compito nuovo e di grande respiro che si

---

<sup>13</sup> E. Di Nolfo, *Confronti a catena nel Mediterraneo*, in « Relazioni Internazionali », n. 1, 1980, p. 114. Intorno agli anni '54, '55, '56 nasceva la fase del cosiddetto « neoatlantismo » intesa a far assumere alla NATO « una funzione non solo militare, ma anche politico-sociale di integrazione e armonizzazione delle azioni e delle istituzioni dei paesi membri e [che] riproponeva al tempo stesso di rendere l'alleanza più sensibile a servire in modo aperto alla soluzione pacifica dei conflitti che essa doveva affrontare ».

<sup>14</sup> ASMAE, DGAP, B 440, 1956, telespresso/713, Brosio a Ministero degli affari esteri, segreto.

<sup>15</sup> G. Gronchi, *Discorsi d'America*, Milano, Garzanti, 1956, pp. 15-27, ASMAE, DGAP, SU, B 440, 1956, Brosio a Rossi Longhi, segreto, personale, 4 marzo 1956.

<sup>16</sup> Si veda in proposito l'intervista di Pineau rilasciata alla stampa americana alla vigilia di un suo viaggio a Mosca con il Capo del governo Guy Mollet del 2 marzo riportata dalla Pravda, ASMAE, DGAP, SU, B 440, 1956, telespresso 559/C segr. pol.

<sup>17</sup> ASMAE, Brosio a Rossi Longhi, cit, 4 marzo 1956.

<sup>18</sup> Archivio Storico della Presidenza della Repubblica (ASPRI), «Visita in Francia», 25-27 aprile 1956, AD, b. 93, Cer fasc 1321, n. 321.

<sup>19</sup> ASPRI, «Visita in Francia», cit.



pone ai nostri popoli e che ci permetterà di assicurare, per l'interdipendenza che esiste tra tutte le nazioni, il nostro benessere e insieme un più solido equilibrio dei rapporti internazionali »<sup>20</sup>. Queste aspirazioni di Gronchi di estendere la solidarietà atlantica ad aree sottosviluppate del mondo ben si confacevano al ruolo di grande potenza della Francia che per di più possedeva ancora territori coloniali, ma lo allontanavano dalla visione di Palazzo Chigi. La diplomazia italiana, infatti, quando cercava di indurre i membri dell'Alleanza atlantica e in particolare gli Stati Uniti ad applicare l'art. 2 del Patto, tendeva soprattutto a concretizzare la solidarietà economica e sociale in ambito strettamente atlantico, rafforzando i legami tra i membri dell'alleanza stessa<sup>21</sup>. Un tema che venne, nelle sue linee generali, trattato da Gronchi e in un contesto più particolare dal ministro degli esteri Gaetano Martino con Christian Pineau, fu quello relativo al processo di integrazione europea. Dopo il rilancio messo in moto dalla Conferenza di Messina del dicembre del 1955 per creare una Comunità economica europea, che avrebbe dovuto consentire l'abbattimento delle barriere doganali e tariffarie tra le nazioni aderenti e una Comunità per l'energia atomica, c'era stata nuovamente una battuta d'arresto anche a causa dell'atteggiamento molto cauto della Francia nell'affrontare la elaborazione di CEE ed EURATOM<sup>22</sup>. Durante la sua visita al Quai d'Orsay Gronchi affermava la necessità di conferire un compito più effettivo alle istituzioni di Strasburgo, « mirando soprattutto a creare un parlamento europeo elettivo che sia espressione diretta delle aspirazioni dei nostri popoli »<sup>23</sup>. Quest'ultima proposta rappresentava una novità assoluta. L'idea di dare vita ad un Parlamento eletto dai popoli europei non trovava riscontro in nessuna dichiarazione precedente del governo italiano. La proposta, intesa a promuovere un più rapido e profondo processo di integrazione tra gli stati del Vecchio continente veniva accolta da Parigi con relativa freddezza. Se l'Italia cercava, nella realizzazione di una Europa unita in modo sempre più stretto, la via per affermarsi nella comunità internazionale, la Francia che si percepiva come grande potenza, si mostrava riluttante a legami che andassero al di là di una integrazione settoriale. Infatti nel comunicato finale congiunto dei colloqui di Parigi non c'è menzione della proposta di Gronchi<sup>24</sup>. Il Presidente italiano in più circostanze, nel colloquio con Coty e nel saluto di commiato, aveva ripreso un altro dei temi a lui cari, quello della rinascita di una solidarietà latina che avrebbe potuto ridare vigore a quel complesso di idee, di culture e di affinità che univano Roma e Parigi, in nome della comune « latinità »<sup>25</sup>. In virtù di questa vicinanza culturale e di interessi, le due nazioni, nell'ottica di Gronchi, avrebbero dovuto giungere a posizioni comuni in tutti gli organismi in cui facevano parte, in particolare avrebbero dovuto promuovere le medesime istanze in seno alla NATO e all'ONU. Le dichiarazioni di principi non trovavano riscontro nella complessità delle situazioni reali. Martino lamentava nei colloqui con Pineau come il nostro Paese non venisse coinvolto nelle problematiche medio-orientali e rivendicava per l'Italia un ruolo come potenza mediterranea. Otteneva un riconoscimento, come risulta nel documento finale, a cui l'Italia ambiva da tempo: la pace e la sicurezza nell'area mediterranea toccavano

---

<sup>20</sup> « Relazioni Internazionali », Anno XX, n. 18, p. 535.

<sup>21</sup> Martino ribadiva il punto di vista del governo italiano anche il 2 maggio 1956, al momento della sua partenza per Parigi in vista di una nuova riunione del Consiglio atlantico, in « Relazioni Internazionali », cit., p. 538.

<sup>22</sup> In un Memorandum di conversazione del 1 marzo 1956, Martino riferiva al Segretario di Stato Dulles che grandi difficoltà nel portare avanti il processo di integrazione europea venivano dalla situazione francese. Pineau era del parere che sarebbe stato più facile portare avanti l'idea di un mercato comune dopo che si fosse creato l'EURATOM; Martino invece sosteneva che bisognava portare avanti i due progetti parallelamente. NARA-Department of State-Box 4404, in P.L. Ballini e A. Varsori (a cura di), *L'Italia e l'Europa (1947-1979)*, Rubettino, Soveria Mannelli, 2004, pp. 262-264.

<sup>23</sup> « Relazioni Internazionali », cit., p. 537.

<sup>24</sup> ASPRI, AD b. 93, cit., "Comunicato colloqui Parigi". Sulla posizione di G. Gronchi sui temi europeistici è interessante la raccolta dei suoi discorsi europeistici in G.P. Orsello (a cura di), *L'Italia e l'Europa, Centro italiano di Studi Europei Luigi Einaudi*, Ed. Abete, Roma, 1965, p. 281, e pp. 563-569.

<sup>25</sup> « Relazioni Internazionali », cit., p. 535.

direttamente gli interessi dei due Paesi e di conseguenza i due governi avrebbero dovuto mantenersi « in stretta consultazione per dare ogni possibile efficacia a quella politica di stabilità e di equilibrio che sola sembra atta a portare rimedio alla crisi attuale del Vicino Oriente »<sup>26</sup>.

Martino coglieva l'occasione per ricordare a Pineau l'opportunità che venisse riservato all'Italia uno dei due nuovi seggi che si sarebbero creati al Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite ora che finalmente era stata ammessa a far parte dell'Organizzazione internazionale. Pineau prendeva tempo, assicurava che ne avrebbe parlato alla Gran Bretagna, ma che già uno dei due era da tempo stato riservato alla Svezia<sup>27</sup>. Questa situazione di incertezze e vaghe promesse non faceva che accrescere il senso di frustrazione della nostra diplomazia. Era Pineau che affrontava il tema del disarmo che riteneva strettamente correlato a quello della riunificazione tedesca sottolineando che questo era anche il sentire dell'opinione pubblica dei paesi occidentali; Martino dissentendo anche su questo assunto per la troppo rigida correlazione tra disarmo e riunificazione della Germania riteneva che sarebbe stato opportuno tenere conto anche dell'opinione pubblica tedesca<sup>28</sup>. Se nonostante le dichiarazioni congiunte alla fine delle tre giornate parigine facessero trapelare un certo ottimismo nella volontà dei due Paesi a collaborare per un maggiore coordinamento nell'affrontare le grandi tematiche internazionali, il miglior risultato lo si era ottenuto sul piano economico riguardante accordi bilaterali tra i due paesi. Non c'era infatti nessuna esitazione da ambo le parti a voler proseguire sul cammino di una stretta cooperazione economica bilaterale iniziata nel giugno l'anno precedente con l'istituzione di un Comitato misto franco-italiano dove venivano prese misure concrete, in particolare in tema di scambi commerciali, di aiuti all'esportazione in Francia e di emigrazione<sup>29</sup>. La stampa italiana dava grande rilievo alla visita del presidente Gronchi e del suo seguito a Parigi sottolineando che non si era trattato di una semplice manifestazione di cortesia tra due paesi vicini che avevano superato i momenti bui. « Esteri », organo ufficiale di Palazzo Chigi non solo auspicava che la visita segnasse l'inizio di una nuova era nei rapporti tra i due Paesi, per la comunanza di interessi internazionali, ma si spingeva ad affermare che l'Italia poteva sentirsi affrancata dal ruolo di « partner minore ». Questa sensazione non veniva certo percepita in Francia dove la stampa aveva dato ben poca attenzione alla visita di Gronchi<sup>30</sup>.

---

<sup>26</sup> ASPRI, AD b, 93, cit. e DDF, 1956, cit, 275, pp. 663-666.

<sup>27</sup> DDF, 1956, cit., p. 664.

<sup>28</sup> DDF, 1956, cit. p. 666.

<sup>29</sup> ASPRI, 1956, AD, b 93, cit., Ministero degli affari esteri, Rapporti economici italo-francesi.

<sup>30</sup> DDF, 1956, n. 294, Fouques-Duparc, ambasciatore di Francia a Roma a Ministro degli affari esteri Pineau, 4 maggio 1956.

**UNE MANIFESTATION DE  
L'AMBIVALENCE DES RAPPORTS  
FRANCO-ITALIENS :  
LA VISITE OFFICIELLE À PARIS DU  
PRÉSIDENT SEGNI  
(19-21 FÉVRIER 1964)**

**Stéphane MOURLANE**

Les visites officielles de chefs d'État à l'étranger conservent après la Seconde Guerre mondiale une importance de premier ordre dans la politique internationale, et ce malgré la multiplication des contacts bilatéraux ou multilatéraux qui s'établissent à différents niveaux du gouvernement, de l'administration ou encore des milieux économiques. Ces visites ont une haute portée à la fois symbolique et politique ; elles constituent un moment privilégié entre deux États, un moment propice aux mises au point, aux échanges de vue sur diverses questions bilatérales ou relatives à l'actualité internationale. Elles mettent aussi en jeu le prestige du pays-hôte au travers des fastes du protocole d'accueil<sup>1</sup>.

En ce qui concerne les relations franco-italiennes, Romain Rainero a déjà souligné la plupart de ces aspects à propos de la visite à Rome du président Loubet en 1904<sup>2</sup>. Au milieu des années 1960, il ne s'agit pas comme en 1904 de renouer le fil des relations franco-italiennes. Néanmoins, la visite du président Segni du 19 au 21 février 1964 intervient après une période de malentendus et de divergences sur un certain nombre de questions essentielles relatives à l'organisation et à la sécurité de l'Europe<sup>3</sup>. Un fossé s'est creusé entre Paris et Rome sur la question de l'union politique européenne avec pour principaux points d'achoppement, le débat sur le caractère supranational des institutions européennes, les relations avec l'OTAN dont la question de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est en un sens le corollaire<sup>4</sup>. L'opposition de deux doctrines, « Une Europe des États et européennes » selon la formule du général de Gaulle d'un côté, et de l'autre côté une « Europe intégrée et atlantique », aboutit donc à l'échec du plan Fouchet dont une des conséquences est la mise au grand jour des divergences franco-italiennes, jusqu'alors mises sous le boisseau dans l'espoir de parvenir à un compromis.

L'année 1963 qui s'ouvre par le coup de tonnerre provoqué par le refus de la France de voir la Grande-Bretagne adhérer à la CEE et la signature d'un accord franco-allemand est une année de discorde ouverte entre Paris et Rome. La confiance n'est plus de mise et ce d'autant plus qu'à Paris, on s'interroge sur les perspectives qu'offrent en Italie la politique d'ouverture à gauche qui prend un nouvel élan avec l'intégration des sociaux-démocrates au gouvernement.

### • Une manifestation d'amitié

Quelles que soient néanmoins les divergences, les dirigeants français et italiens prennent soins de ne pas rompre tous les liens. On maintient l'idée que l'amitié franco-italienne ne saurait être ébranlée par le tumulte de la conjoncture internationale. Il s'agit là d'ailleurs du sens principal qui est donné à la visite du président Segni à Paris en février 1964. Le général de Gaulle écrit ainsi à son homologue italien au mois de janvier : « [...] convaincu que je suis que nos entretiens seront sûrement des plus utiles à nos deux pays et à l'Europe, certain aussi que votre visite en France va renforcer et renouveler les liens séculaires de l'amitié franco-italienne ! »<sup>5</sup>

Il est à noter qu'à ce moment les relations entre les deux pays s'améliorent grâce notamment aux avancées au sein de la CEE à la fin de l'année 1963. Le 23 décembre, à la

---

<sup>1</sup> R. Girault, *Etre historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 139.

<sup>2</sup> R.H. Rainero, « La visita del presidente francese Loubet a Roma nel quadro della riconciliazione italo-francese (aprile 1904) » in R. H. Rainero (a cura di), *Aspetti e problemi delle relazioni tra l'Italia e la Francia*, Milano, ed. Unicopli/CUESP, 2005, p. 97-112.

<sup>3</sup> S. Mourlane, « La France, l'Italie et la construction européenne : le temps des malentendus (1958-1965), *Relations internationales*, n°118, été 2004, p. 199-213.

<sup>4</sup> M. Vaïsse, « De Gaulle, l'Italie et le projet d'union politique européenne 1958-1963 », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 42-4, octobre-décembre 1995, p. 658-669.

<sup>5</sup> Archives nationales (ci-après AN), 5AG1/179 : lettre du général de Gaulle à M. Segni, Paris, 6 janvier 1964.

suite d'un « marathon agricole », sont adoptés de nouveaux règlements agricoles pour lesquels l'Italie a soutenu les efforts français<sup>6</sup>.

Par ailleurs, il semble du côté français que la personnalité des hommes au pouvoir en Italie à ce moment constitue un élément favorisant le rapprochement. Antonio Segni, élu président en mai 1962, est toujours apparu comme un homme modéré, notamment à l'époque où Fanfani et Gronchi donnaient à la politique extérieure italienne un caractère plus velléitaire<sup>7</sup>. Si le Quai d'Orsay rappelle que cet universitaire est partisan du Pacte atlantique et de l'Europe intégrée, c'est avec le « sens des réalités » et surtout on y souligne son « amitié sincère à la France, et son admiration pour le général de Gaulle ». De la même manière, la nomination du social-démocrate Giuseppe Saragat aux Affaires étrangères dans le cabinet Moro est perçue à Paris comme le signe encourageant de la reprise d'un dialogue plus cordial. Certes, l'ambassadeur Bérard note qu'il y a « deux hommes en Saragat » : l'un, « le chef social-démocrate, membre d'un gouvernement de centre-gauche, qui n'oublie pas l'appui qu'il a reçu des Américains et des travaillistes britanniques pour fonder le PSDI » et l'autre, « le Piémontais, antifasciste, ancien réfugié en France, qui aime à redire son attachement à notre pays et à notre culture et son admiration pour le général de Gaulle »<sup>8</sup>. Les deux hommes ne sont d'ailleurs pas des inconnus l'un pour l'autre puisque Saragat a été le premier représentant de l'Italie en France à la Libération. Un signe supplémentaire de l'orientation plus francophile de la politique étrangère italienne est trouvé dans la nomination par Saragat de Malfatti, le ministre conseiller à Paris, pour diriger son cabinet.

Dans un entretien accordé le 14 février au directeur du *Corriere della Sera*, Alfio Russo, Couve de Murville indique clairement la tonalité que l'on souhaite donner, du côté français, à cette visite : « Le but de la visite du président Segni et du ministre des Affaires étrangères Saragat n'est pas de régler des querelles italo-françaises. C'est avant tout une façon et une occasion d'exalter l'amitié et la sincérité des relations entre les deux États et entre les deux nations. »<sup>9</sup>

Le général de Gaulle, qui a gardé un vibrant souvenir de l'accueil reçu en juin 1959 à Rome – voyage auquel répond celui du président Segni – insiste donc pour donner à la visite un éclat protocolaire retentissant, comme en atteste le programme<sup>10</sup>. Le 19 février, jour d'arrivée, Segni dépose une couronne à l'Arc de Triomphe puis est reçu à déjeuner à l'Élysée. L'après-midi est consacré aux entretiens diplomatiques et la soirée à un dîner de gala à l'Élysée<sup>11</sup>. Le lendemain, la matinée est consacrée à la réception de la colonie italienne, au théâtre des Champs-Élysées, puis à un déjeuner à la Chambre de commerce. Cette dernière visite manifeste d'ailleurs l'importance que l'on accorde de part et d'autre des Alpes aux échanges commerciaux entre les deux pays. Le Quai d'Orsay ne manque pas de le souligner

---

<sup>6</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères (ci-après AMAE), série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 393 : note de la direction des Affaires économiques et financières, Paris, 6 février 1964.

Ces nouveaux règlements concernent l'organisation des marchés du riz, de la viande de bœuf et des produits laitiers. Le Conseil des Six met également au point les règles de fonctionnement du Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole (FEOGA).

<sup>7</sup> Voir notamment S. Mourlane, « Malaise dans les relations franco-italiennes : le premier colloque méditerranéen de Florence (3-6 octobre 1958) », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 113-1, 2001, p. 425-449.

<sup>8</sup> A. Bérard, *Un Ambassadeur se souvient*, t. 5 : *Cinq années au palais Farnèse*, Paris, Plon, 1982, p. 83 (repris du portrait de Saragat inséré dans le dossier spécial sur la visite du président Segni à Paris : AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 393).

<sup>9</sup> Cité in *Le Monde*, 15 février 1964 et *Chroniques étrangères. Italie*, n° 64, avril 1964, p.4.

<sup>10</sup> A. Bérard, *op. cit.*, p. 87.

<sup>11</sup> Parmi les invités se trouvent les membres du groupe d'amitié parlementaire France-Italie, présidé par le député-maire de Menton Francis Palmero et du groupe d'amitié France-Italie au Sénat présidé par le sénateur des Alpes-Maritimes, Joseph Raybaud. (AN, 5AG1/607).

au moment de la préparation de la visite de Segni en rappelant que la France est au troisième rang des pays fournisseurs de l'Italie (après l'Allemagne fédérale et les États-Unis mais devant la Grande-Bretagne) et qu'elle est le troisième client de l'Italie.

L'après-midi donne lieu à une manifestation particulièrement remarquée qui, elle aussi, au-delà de son caractère protocolaire revêt une signification politique. En effet, la réception de Segni et Saragat à l'Académie française où ils participent à une séance du dictionnaire répond à la nécessité de défendre les positions de la culture et surtout de la langue française en Italie car si celle-ci conserve toujours la première place les services du palais Farnèse de cesse d'attirer l'attention sur l'émiettement des effectifs des élèves au profit de l'anglais.

La dernière journée à Paris est également fastueuse, avec une réception à l'hôtel de ville de Paris, où est célébré le jumelage qui existe depuis 1956 entre Paris et Rome, et à la Sorbonne où le président Segni est accueilli par le recteur Roche, le ministre de l'Éducation nationale, Christian Fouchet, le conseil de l'Université dont Gaston Monnerville, président du Sénat, les doyens des cinq facultés et une centaine de professeurs en robe ainsi que les présidents des associations et syndicats étudiants à l'exception de l'UNEF qui a fait parvenir par le biais de l'ambassade d'Italie à Paris un courrier au président italien indiquant son refus de « recevoir dans les ruines de ce que fut l'Université française »<sup>12</sup>. Cette initiative soulève une polémique et déclenche l'ire de la presse conservatrice qui la juge « inadmissible »<sup>13</sup>. La manifestation projetée par le syndicat étudiant est interdite par le préfet de police. C'est donc sans aucun incident que la journée se termine par une soirée que le général de Gaulle offre à ses hôtes italiens à l'Opéra.

Avant de quitter la France, le président Segni tient à se rendre, le 23 février, au cimetière italien de Bligny, dans la Marne, pour se recueillir sur la tombe des trois mille cinq cents soldats italiens tombés pendant la Première Guerre mondiale. Il est accompagné par Jean Sainteny, le ministre des Anciens Combattants. Bérard écrit à propos de ce déplacement : « C'était faire ressortir que la France n'avait pas été la seule à secourir son alliée d'alors, apaisement d'amour-propre. »<sup>14</sup>

La presse hexagonale participe également à la célébration de l'amitié franco-italienne et donne un très large écho à l'ensemble de ces manifestations, en saluant leur caractère amical et en rendant hommage à la personnalité des hôtes de la France<sup>15</sup>. Les journaux saisissent cette occasion, non seulement pour mettre en perspective les relations franco-italiennes, mais aussi pour publier un certain nombre d'articles qui permettent aux lecteurs français de mieux connaître les réalités italiennes. Comme l'écrit René Girault à propos des effets des voyages officiels sur l'opinion publique : « Parce qu'il met en contact avec un étranger, symbole de l'Étranger, il rend manifeste à chacun l'existence de ce monde extérieur, trop souvent ignoré et méconnu. »<sup>16</sup>

Il est vrai que l'Italie et les Italiens bénéficient en France une image très souvent stéréotypée et figée dans le passé<sup>17</sup>. Dans ces conditions, la découverte des réalités italiennes au sein de l'opinion publique hexagonale n'est pas le moindre des intérêts de ce séjour des dirigeants italiens en France. La reconstitution de l'association « France-Italie », créé en 1926,

---

<sup>12</sup> *Le Monde*, 21 février 1964.

<sup>13</sup> *La Nation*, 20 février 1964.

<sup>14</sup> A. Bérard, *op. cit.*, p. 87.

<sup>15</sup> La presse catholique est la plus enthousiaste. *Témoignage chrétien* titre « Bienvenue M. Segni ! » (20 février 1964). Tandis que Wladimir d'Ormesson exalte dans *La Croix* « l'amitié franco-italienne » (18 février 1964). À noter le portrait de Segni particulièrement élogieux publié dans *Le Monde*, sous la plume d'André Fontaine (« La loi et la terre », 20 février 1964).

<sup>16</sup> R. Girault, *op. cit.*, p. 141.

<sup>17</sup> P. Milza, « L'image de l'Italie et des Italiens du XIXe siècle à nos jours », *Cahiers de l'IHTP*, n°28, juin 1994, p. 71-82.

avec pour vocation de « développer les relations d'amitié et les échanges dans tous les domaines » et « d'exercer une action d'information auprès du public français afin de resserrer la compréhension réciproque entre les deux pays »<sup>18</sup>, participe d'ailleurs du même élan.

Toutes les manifestations sont ponctuées de discours qui célèbrent l'ancienneté et la profondeur des relations entre les deux pays. Le toast prononcé par le général de Gaulle à l'issue du dîner clôturant la première journée de la visite est, de ce point de vue, significatif : « Que vous, Italiens, et nous, Français, comprenions aussitôt, que, de but en blanc, nos rapports soient remplis d'aise, c'est là l'effet des liens innombrables et privilégiés qu'ont créés entre nous, que n'ont cessé d'entretenir et que continuent de multiplier une étroite parenté latine, une commune civilisation vécue depuis deux millénaires, une perpétuelle osmose physique, intellectuelle et morale de deux peuples joints et voisins au bord de la Méditerranée. En dépit des vicissitudes, des disputes, parfois des conflits, l'Italie et la France se tiennent pour ce qu'elles sont, je veux dire deux filles d'une même famille naturellement plus rapprochées l'une de l'autre qu'elles ne le sont d'aucun pays de l'univers. »<sup>19</sup>

Si les discours du général de Gaulle se plaisent, non sans emphase, à mettre en exergue le caractère immanent des réalités nationales, il n'en reste pas moins que les relations entre les deux pays subissent l'épreuve de réalités plus quotidiennes.

### • L'évocation des questions bilatérales

L'évocation des questions bilatérales ne suscite pas de profonds malentendus. Néanmoins, parmi celles-ci, le président Segni souhaite accorder une place particulière à la question de l'immigration italienne en France. Globalement cette question ne suscite pas de problèmes majeurs dans les rapports entre les deux pays et elle est habituellement abordée dans le cadre d'une commission mixte. Les migrants italiens, qui sont un peu plus de 600 000 dans l'Hexagone lors du recensement de 1962 mais dont le nombre d'entrée est nettement sur le déclin depuis la fin des années cinquante, ne connaissent que peu de difficultés dans leur intégration. Le gouvernement italien est surtout préoccupé de voir disparaître toutes les mesures discriminatoires que ce soit en matière d'accès à l'emploi ou en matière sociale<sup>20</sup>. Dans cette perspective qui vise à améliorer les conditions de vie des migrants, la principale préoccupation en 1964 concerne la question du logement. En effet, la crise du logement en France, conséquence de l'arrêt des constructions, de l'entre-deux-guerres aux années cinquante, et de la pression démographique, aggravée au début des années soixante par le rapatriement massif des Français d'Algérie, ne permet pas le développement à un rythme convenable d'une politique d'immigration de grande ampleur. Ainsi la direction des affaires administratives et sociales du Quai d'Orsay relève que dans certains départements français,

---

<sup>18</sup> Article 2 des statuts de l'association (nous remercions M. Manuel Burrus, actuel directeur de l'association qui nous a transmis les statuts). C'est sur une suggestion de l'ambassadeur d'Italie qu'est créée l'association (AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 408 : note de la sous-direction d'Europe méridionale, 14 janvier 1964). L'assemblée constitutive se tient le 17 février 1964 sous la présidence d'Henri Fouques-Duparc (ancien ambassadeur de France à Rome). Parmi les personnalités membres de l'association : Tony Bouilhet, Marcel Brion, Henry Burnier, le professeur Armand Caraccio, André Chastel, René Clair, Raymond Cognat, André François-Poncet, Edmond Giscard d'Estaing, Guillaume Guillet, Jean Hugues, la duchesse de La Rochefoucauld, Wladimir d'Ormesson, Alexandre Parodi, Gaston Palewski (président à partir de 1966), Guy Périer de Féral, le professeur Renucci, Maurice Vaussard. (AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 408). Au cours de l'année 1964-1965, l'association organise une célébration du septième centenaire de Dante et un colloque sur les réseaux routiers français et italien et les liaisons entre les deux pays. Elle crée, en outre, un club de jeunes Français et Italiens.

<sup>19</sup> C. de Gaulle, *Discours et messages*, t. IV, Paris, Plon, 1970, p. 207-208

<sup>20</sup> AMAE, série Z, Europe, 1944-1970, vol. 393 : note de la direction des Affaires administratives et sociales, 31 janvier 1964.

les sociétés HLM refusent la candidature des Italiens<sup>21</sup>. En outre, les travailleurs isolés sont nombreux à vivre dans des conditions qualifiées par le Quai d'Orsay de « non satisfaisante ». Le quotidien communiste, *L'Humanité*, saisit d'ailleurs l'occasion de la visite du président Segni pour attirer l'attention de l'opinion sur cette question<sup>22</sup>. En Italie, le sort réservé suscite, comme toujours, une vive émotion<sup>23</sup>. La volonté du président italien de voir la question de l'immigration figurée dans le communiqué final, en des termes très conciliants, répond à ce titre à des considérations de politique intérieure. D'ailleurs, il est à remarquer que le compte rendu des conversations entre le général de Gaulle et le président Segni ne porte pas la mention de cette question, tandis que les ministres des Affaires étrangères, dans une réunion restreinte, évoquent très brièvement la perspective d'une prochaine visite en France du sous-secrétaire d'État italien à l'Émigration.

C'est d'ailleurs au ministre des Affaires étrangères qu'ils revient d'évoquer, le 21 février en fin de matinée, l'ensemble des questions bilatérales<sup>24</sup>. Celles-ci peuvent être rassemblées en trois ensembles : les communications transfrontalières, les problèmes économiques et les controverses territoriales.

Au moment où les travaux du tunnel sous le Mont-Blanc avancent à grands pas<sup>25</sup>, la multiplication des déplacements transfrontaliers en hommes et en marchandises, ainsi que la volonté de désenclavement de certaines régions alpines conduisent toutefois à envisager d'autres liaisons ferroviaires ou routières entre les deux pays. Les discussions portent essentiellement sur deux axes : l'un au sud des Alpes, la ligne ferroviaire Nice-Cuneo et l'autre au nord, le doublement routier du tunnel sous le Fréjus. Dans le premier cas, il s'agit du rétablissement d'une voie existante tandis que dans le second, il s'agit d'une amélioration réclamant une nouvelle percée transalpine<sup>26</sup>. Dans les deux cas, la requête est italienne et le gouvernement français répond en avançant des arguments financiers qui ont pour conséquence de retarder les échéances.

En revanche, c'est Couve de Murville qui apparaît en situation de requérant sur un problème économique particulier mais hautement important : l'exploitation du pétrole en Algérie. Cette question, constituée depuis la fin des années cinquante un point de tensions entre les deux pays<sup>27</sup>. Certes, celles-ci se sont atténuées avec d'une part la mort de Mattei, patron de *l'Ente Nazionale Idrocarburi* (ENI) et figure emblématique selon les Français de la lutte contre leurs intérêts et avec d'autre part la signature des accords d'Évian. Toutefois, si l'on estime du côté français que l'Italie n'a pas les moyens d'une grande politique en Afrique du Nord, on reste très attentif aux velléités de l'ENI<sup>28</sup>. Pour Couve de Murville, il ne faut pas aborder la question en ordre dispersé et il appelle en quelque sorte à une solidarité européenne dont on voit bien qui seraient les grands bénéficiaires : les entreprises françaises. Il ne croit d'ailleurs pas, comme le lui affirme ses interlocuteurs, que l'ENI échappe au contrôle du

---

<sup>21</sup> Idem.

<sup>22</sup> *L'Humanité*, 19-20 février 1964. Voir aussi S. Mourlane, « Le Parti communiste français et l'immigration italienne dans les années soixante » in M.-C. Blanc-Chaléard (dir.), *Les Italiens en France depuis 1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 145-155.

<sup>23</sup> A. Bechelloni, *La dernière vague migratoire italienne en direction de la France (1945-1960) : le poids des structures, la politique des États, les représentations de l'Autre*, thèse, Université de Besançon, p. 43-49.

<sup>24</sup> AMAE, série Z, Europe, 1944-1970, vol. 393 : réunion des ministres des Affaires étrangères de France et d'Italie, 21 février 1964.

<sup>25</sup> Voir S. Mourlane, « Le tunnel du Mont-Blanc : un projet à travers un siècle de relations franco-italiennes », *Collection EDYTEM - Cahiers de géographie*, n°2, 2004, p. 111-118.

<sup>26</sup>, Rappelons que le passage sous le Fréjus se fait par un tunnel ferroviaire et que les automobiles peuvent l'emprunter en embarquant sur des navettes.

<sup>27</sup> Voir notamment : S. Mourlane, « La guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 217, janvier 2005, p. 77-90.

<sup>28</sup> Voir B. Bagnato, « La politica « araba » dell'Italia vista da Parigi » *Storia delle Relazioni internazionali*, 1, 1989, p. 115-155.



gouvernement. Quoi qu'il en soit, Saragat tient à apaiser les craintes françaises et indique que son gouvernement informera son homologue français de l'évolution des discussions entre l'ENI et l'Algérie.

Les questions territoriales sont abordées dans le même esprit de dialogue même si les autorités locales, dans chacun des deux pays, font obstacles à un accord. L'affaire de la Carbo sarda, du nom d'une société italienne qui a pour projet d'établir une liaison transportant de Sardaigne en Toscane de l'énergie électrique voit ainsi l'opposition du conseil général de la Corse à la construction d'une ligne haute tension à travers l'île. Dans l'affaire de la villa Strohl Fern, du nom du peintre alsacien qui a légué cette propriété sur la colline du Pincio à la France en 1927 pour être utilisée à des fins culturelles, il s'agit du conseil municipal de Rome, sous l'impulsion des communistes, qui s'oppose aux travaux nécessaires au transfert dans cette villa du lycée français. Ces deux affaires mettent indiscutablement dans l'embarras les représentants des deux gouvernements soucieux de trouver au niveau bilatéral une harmonie qui fait défaut sur le plan multilatéral.

### • Les divergences multilatérales

Les questions multilatérales sont abordées à l'initiative des Italiens. À Paris, on n'est pas surpris que les Italiens abordent les sujets qui font l'objet de désaccords entre les deux pays. L'ambassade rapporte, en effet, au début du mois de février, des déclarations faites par Saragat à la télévision selon lesquelles « il parlerait franchement et clairement aux Français » et que « le gouvernement italien à l'intention de faire savoir qu'il n'est pas disposé à suivre Paris » dans sa politique européenne<sup>29</sup>. Dans les jours qui précèdent le voyage en France, la Farnesina envoie nombre de signaux dans ce sens<sup>30</sup>. La réunion préparatoire qui se tient à Rome entre Cattani et Lucet, le directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay confirme la volonté des Italiens de relancer le débat sur une Europe ouverte et démocratique (intégrant la Grande-Bretagne et disposant d'un parlement élu au suffrage universel) en partenariat avec les États-Unis<sup>31</sup>.

Ces questions sont abordées lors de l'entretien matinal du 20 février entre de Gaulle et Segni<sup>32</sup>. Ce dernier, plus respectueux que son prédécesseur, Gronchi, de l'ordre constitutionnel, reste en retrait au cours de la conversation et laisse presque exclusivement la charge des exposés à son ministre des Affaires étrangères, soutenu par Cattani. Saragat commence par brosser un tableau assez alarmiste de la situation intérieure italienne et évoque les dangers du communisme et la fragilité de la coalition gouvernementale. En conséquence, il estime qu'un relâchement des relations avec les États-Unis « pousserait l'Italie vers un neutralisme philo-soviétique ». Il renouvelle donc, en matière de défense, son attachement au principe de force multilatérale. En ce qui concerne l'Europe, il considère que la référence à la latinité à laquelle le général de Gaulle fait fréquemment appel, comme assise du développement européen, est un cadre « trop étroit ». D'un récent séjour à Londres, il retire

<sup>29</sup> AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 393 : télégramme n°278, Rome, 4 février 1964.

<sup>30</sup> L'ambassade rapporte également que le ministre signe un article publié dans la *Stampa* dans lequel il renouvelle les positions italiennes sur l'Europe (AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 393 : télégramme n°406, Rome, 15 février 1964). À noter que l'éditorial de la revue *Esteri*, la semaine qui précède le voyage en France du président, insiste également sur « les choses qui divisent et on parlera à Paris avec la franchise que l'on doit employer entre amis » (n°5, 15-31 marzo 1963).

<sup>31</sup> AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 393 : conversations franco-italiennes, Rome, 6 février 1963.

<sup>32</sup> AMAE, secrétariat général, entretiens et messages 1956-1966, vol. 20 : entretien entre le général de Gaulle et le président Segni, 20 février 1964. Sont présents du côté français Pompidou, Couve de Murville, Habib Deloncle, Bérard, De Carbonnel et Lucet, du côté italien Saragat, Cattani, Toscano, Malfatti.

Une réunion des ministres des Affaires étrangères se tient le 21 février pour aborder spécifiquement les questions bilatérales (AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 393).

l'impression que « la Grande-Bretagne est bien plus ouverte à l'Europe qu'on ne le croit ». Il réaffirme, en outre, l'attachement de l'Italie à la fusion des exécutifs et à l'établissement d'un Parlement européen. On s'achemine donc vers un *statu quo*. Le seul point de convergence réside dans la nécessité de fusionner les « trois communautés »<sup>33</sup>, décision à laquelle s'est ralliée la France depuis l'année précédente<sup>34</sup>. Pour le reste, le malentendu perdure. De Gaulle indique que la France veut, certes, « une alliance avec l'Amérique, solide certainement, mais sur des bases différentes de celles d'aujourd'hui ». Au sujet de la Grande-Bretagne, « ce n'est pas encore le moment » de son adhésion, dit-il. Enfin, il aborde le thème de la coopération politique européenne, selon la formule désormais habituelle avec les Italiens où se mêlent reproches et apaisements. Il leur impute, en effet, toujours une part de responsabilité<sup>35</sup>. Mais, dans le même temps, il reste soucieux d'amortir les effets du rapprochement franco-allemand sur les relations franco-italiennes. Les propos du général de Gaulle méritent ici d'être plus longuement cités :

« En ce qui concerne l'Europe, il y a un point que je tiens à établir en face des Italiens. Il n'existe aucun rapport entre les relations que nous avons avec vous et celle que nous avons avec les Allemands. Avec vous, au cours des siècles, il y a bien eu, de temps en temps, des guerres mais toujours sans conviction. Avec l'Allemagne, l'hostilité de nos deux nations a été terrible. Elle a entraîné de grands malheurs. Nous avons connu une grande oppression pendant la dernière guerre. C'est pourquoi, maintenant que les peuples français et allemands sont réconciliés, il importait dans l'intérêt de la paix et de notre coopération, de signer avec l'Allemagne un traité formel de réconciliation. Cette initiative a été prise par le chancelier Adenauer et nous l'avons acceptée. Ceci était nécessaire, car de cette façon se marquait un événement véritablement historique. La situation est tout autre pour vous. Bien entendu, s'il vous plaisait à vous aussi de collaborer avec nous, comme nous le faisons avec les Allemands, nous ne demanderions pas mieux. »

Le Général reprend ici les deux convictions qui sous-tendent sa conception des relations transalpines : la même appartenance à une communauté de civilisation, que l'histoire n'a jamais véritablement dissoute<sup>36</sup> et le renforcement des liens bilatéraux. C'est, rappelons-le une fois encore, le sens que l'on a souhaité donner à Paris à cette rencontre, mais les Italiens ne l'ont pas tout à fait entendu ainsi.

À la fin de la visite du président italien, on s'efforce, de part et d'autre, de minimiser la portée des divergences exprimées sur les rapports franco-italiens, mais personne n'en est dupe<sup>37</sup>. Le communiqué final ne le dissimule d'ailleurs pas. Le rapport du Quai d'Orsay,

---

<sup>33</sup> Le général de Gaulle emploie volontairement cette formulation car, dit-il, à ses interlocuteurs : « ce que vous appelez exécutifs ne le sont nullement. Les responsabilités appartiennent aux gouvernements [...] ». C'est évidemment toute la question de la supranationalité qui est ici en cause. S'en suit un échange entre le Général et Cattani au cours duquel ce dernier évoque « une erreur due à l'habitude : il ne faut pas employer le terme exécutif ». De Gaulle remercie le secrétaire général de cette remarque et ajoute de manière grinçante : « Venant de lui, elle a beaucoup de mérite et ceci représente de sa part un grand progrès ».

<sup>34</sup> E. Jouve, *Le général de Gaulle et la construction de l'Europe*, Paris, LGDJ 1967, p. 389.

<sup>35</sup> Il déclare : « Quant à la coopération politique, elle n'a pas abouti. Vous savez pourquoi et il faut bien dire que vous n'y êtes certainement pas pour rien ».

<sup>36</sup> Cette conception est déjà exprimée dans les propos tenus devant Alain Peyrefitte, le lendemain du traité de l'Élysée : « Ces contacts en profondeur ne sont pas nécessaires avec l'Italie, qui est de même nature que nous ; nous sommes des Latins. » Cité in A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. II, Paris, Fayard-De Fallois, 1997, p. 221.

<sup>37</sup> Voir notamment les titres de la presse française. *Le Monde* choisit pour son « bulletin de l'étranger » un euphémisme : « Cordiale franchise » (20 février 1964), *L'Aurore* évoque « Une visite amicale qui ne saurait dissiper de profondes divergences » (19 février 1964), *La Croix* « Un franc dialogue entre amis sur des sujets qui les divisent » (20 février 1964) et *Combat* « De Gaulle et Segni échangent avec franchise leurs divergences » (20 février 1964).

rédigé par Lucet, est éloquent : « De ces conversations, il y a peu de choses positives à dire. »<sup>38</sup>

La conclusion confirme le point de vue pessimiste de Paris sur la capacité de l'Italie à tenir le rôle d'un interlocuteur crédible et sur lequel la France puisse s'appuyer : « Il a paru résulter de tous ces entretiens que si l'atmosphère restait bonne entre les deux pays, on ne pouvait guère penser que l'Italie, paralysés par le souci de maintenir une coalition de partis assez précaire, puisse être en mesure d'avancer des idées qui lui soient propres et ne pas se borner à suivre aussi fidèlement que possible la politique des États-Unis. »<sup>39</sup>

De fait, le voyage de Segni en France confirme le tournant pris par les relations franco-italiennes un an plus tôt. La France ne cherche plus en l'Italie un appui à ses thèses, il s'agit de privilégier la voie bilatérale et de limiter les remous que pourraient provoquer les tumultes multilatéraux sur celle-ci. La multiplication des déclarations d'amitié prend en ce sens une dimension cathartique. Toutefois, la perspective bilatérale à laquelle le général de Gaulle est tant attaché n'offre guère de perspective ambitieuse tant du côté italien on est réticent à ce mode de rapport jugé trop exclusif. À l'évidence, à partir de ce moment, les relations franco-italiennes ont perdu le souffle des grandes ambitions.

---

<sup>38</sup> AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 393 : télégramme adressé aux représentants diplomatiques de France à Rome, Bruxelles, La Haye, Bonn, Luxembourg, Washington, Londres, New York, Madrid, n<sup>os</sup> 1220-1226, 575-581, 492-498, 26, 1988-1994, 4552-4558, 3870-3876, 1502-1508, 175-81, Paris, 22 février 1964.

<sup>39</sup> *Idem.*

**LES ENJEUX GEO-  
ECONOMIQUES DE LA LIAISON  
FERROVIAIRE LYON TURIN**

**Robert ESCALLIER**

Lors de la rencontre du 5 Juin 2003, entre le premier ministre français et son homologue italien, le gouvernement français a confirmé que la France tiendrait les engagements pris par le gouvernement de L. Jospin concernant la liaison ferroviaire Lyon-Turin<sup>1</sup>. Ceux-ci avaient paru être remis en question après l'audit sur les grands travaux d'infrastructure (de transport) remis au gouvernement français (ce qui avait entraîné la réaction sévère du Président du Comité pour la liaison européenne Transalpine<sup>2</sup>). M.Berlusconi de son côté a précisé que son homologue français avait (re)confirmé la date d'achèvement de la liaison en 2012<sup>3</sup>.

Les lignes ferroviaires transalpines en activité portent la marque de la technique du dix-neuvième siècle (qui les a réalisées), aussi ne répondent-elles plus aux exigences des transports modernes. « C'est la route et la voiture qui structurent désormais les communications dans les Alpes. » ; les propos de P.Guichonnet<sup>4</sup> paraissent plus valables encore aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans. (Les statistiques antérieures à la fermeture du tunnel routier du Mont Blanc appellent les constats suivants ) 80 % du trafic de marchandises entre la France et l'Italie s'effectuent par voie routière, le trafic ferroviaire représente moins de 20% du total et s'écoule quasi exclusivement par Modane et le tunnel ferroviaire du Fréjus. En trente années, le tonnage entre la France et l'Italie a été multiplié par quatre et la part du marché de la route est passé du quart à environ les quatre-cinquième du trafic. (Selon les projections élaborées par la commission inter-gouvernementale franco-italienne, le trafic de marchandises entre la France et l'Italie atteindrait 87 millions de tonnes en 2015 et peut être 126 Mt en 2025.)

Or la saturation du trafic routier est atteinte (comme l'observait pour l'Italie le magazine Il Mondo dès novembre 1998 publiant une étude particulièrement sévère sur la situation des autoroutes.) La densité de circulation sur le réseau autoroutier est plus élevée que dans aucun autre pays industriel alors que la qualité du réseau est la plus contestable : étroitesse, vétusté des voies...(D'ailleurs le Ministre des Travaux Publics E. Micheli déclarait à La Stampa le 4 août 1999 : « C'est la nature du trafic en Italie qui rend quasi inévitable la congestion. Chez nous, 72% des marchandises sont transportées par la route, c'est la proportion la plus élevée d'Europe...Si nous n'arrivons pas à développer les moyens alternatifs, le pays ne deviendra plus qu'une immense autoroute. »)

En France comme en Italie, toute solution durable passe par le transfert vers le rail d'une part substantielle des transports de marchandises. Encore faut-il convaincre les groupes de pression favorables à la route<sup>5</sup>. C'est ce vers quoi se sont orientés les gouvernements européens signataires de la convention alpine du 7 juillet 1991 prenant l'engagement au travers de l'article 11 du protocole « transport » du 31 octobre 2000 à s'abstenir de construire de nouvelles routes à grand débit pour le trafic transalpin.

---

<sup>1</sup> « J'ai confirmé en ce qui concerne le projet Lyon Turin, les engagements de la France. Nous sommes très motivés sur ce projet qui sera l'un des grands projets que nous présenterons à l'occasion d'un comité interministériel de l'aménagement du territoire... » Intervention de J.P. Raffarin du 05-06-2003.

<sup>2</sup> « Le comité d'audit des grands travaux a recommandé d'écarter la réalisation de la liaison Lyon-Turin dans les délais prévus. Je déplore cette recommandation qui est contraire aux décisions du sommet franco-italien et témoigne d'un manque de vision quant à l'importance nationale et européenne du projet. J'espère que le débat prévu à l'Assemblée Nationale et la décision politique du Gouvernement ne retiendront pas cette décision technocratique contraire au développement des échanges franco-italiens et au développement de la région rhônalpine et de l'Europe méridionale. » Déclaration de M. R.Barre du 14-08-2002.

<sup>3</sup> 2012 est en fait un retour à l'engagement arraché à la France par l'Italie suite à la rencontre à Périgueux entre M.Lunardi et M.Gayssot, de ramener la date d'achèvement des travaux de 2015 à 2012.

<sup>4</sup> « Histoire et civilisation des Alpes. II Destins humains ». Sous la direction de P.Guichonnet.1980

<sup>5</sup> Ainsi, en Italie, le transport par route représentait 5,6% du P.N.B et 111.000 entreprises de transport employaient environ 600.000 personnes (ISTAT, 1996). En France le nombre d'entreprises ne dépassait guère 38.000 la même année 1996.

C'est dans ce contexte de « *ras le bol* » du tout trafic routier, (exprimé courageusement par la Suisse qui a pris des mesures drastiques concernant la circulation des camions sur son territoire, limitée aux poids-lourds de 28 tonnes avec interdiction de circulation la nuit et les week-ends<sup>6</sup>, mettant en avant des raisons de sécurité et de protection de l'environnement,) qu'une nouvelle liaison ferroviaire a été lancée en commun par la France et par l'Italie.

Après des années d'atermoiement, la liaison Lyon-Turin<sup>7</sup> est entrée dans une phase active consacrée aux études, reconnaissances, travaux préliminaires en vue de proposer le tracé définitif du projet, les modalités de réalisation, les modes de financement et les conditions d'exploitation ; cette phase préliminaire s'achèvera en 2006<sup>8</sup>. L'objet de cette communication sera moins de rappeler les langueurs et les longueurs de la mise en route du projet de part et d'autre des Alpes, particulièrement en France, que d'en souligner les enjeux perçus à différentes échelles.

### • Les enjeux à l'échelle européenne

Le projet de la liaison Lyon -Turin s'inscrit dans un vaste plan d'amélioration des infrastructures circulatoires, favorable au rail, en l'Europe, (premier marché intérieur du monde). En décembre 1994, au Conseil Européen d'Essen, quatorze grands projets prioritaires d'infrastructures avaient été retenus<sup>9</sup> parmi lesquels deux « percées alpines » par voie ferroviaire : le tunnel du Brenner et le tunnel du Mont Ambin<sup>10</sup> entre la vallée de la Maurienne et le val de Susa. Avec les projets suisses (projets les plus avancés) de tunnels ferroviaires du Lötschberg - liaison région de Berne - région de Lombardie, et du Saint Gothard - tunnel de 57 kilomètres de long facilitant les communications entre Zürich, Lucerne, Le Tessin en direction de la Lombardie -, ces projets s'intègrent dans une perspective globale de renforcement du transport ferroviaire transalpin s'accordant ainsi à la présence dans cette Europe médio-alpine du premier ensemble industriel européen. Celui-ci comprend les régions du Bade Württemberg, de Bavière, la Suisse, le Piémont, la Lombardie, les régions de Rhône-Alpes et de Provence Alpes Côte d'Azur<sup>11</sup>.

Les enjeux des nouvelles liaisons ferroviaires sont bien sûr de favoriser une meilleure circulation des hommes et des marchandises : plus de rapidité, de sécurité et de confort, à un moindre coût, et de corriger le danger de saturation des réseaux existant, de permettre le rééquilibrage du trafic de la route vers le rail (particulièrement entre la France et l'Italie),

---

<sup>6</sup> La Suisse a conclu avec l'U.E, en Juin 1999, un accord sur les transports prévoyant l'ouverture progressive de son territoire aux poids lourds. A partir du 1.1.2001, autorisation de circulation des poids lourds jusqu'à 34 tonnes, portée à 40 tonnes en 2006. Mais une taxe de transit est prélevée sur les camions en vue d'alimenter le financement de la construction de deux nouveaux tunnels ferroviaires.

<sup>7</sup> La nouvelle liaison ferroviaire représente un trajet d'environ 270 kms impliquant pour le trafic voyageurs l'ouverture d'une ligne à grande vitesse sur la quasi totalité de l'itinéraire et pour le trafic marchandises d'une ligne( successivement indépendante ou mixte) adaptée au fret classique, au transport combiné (conteneurs transférés de camions sur des wagons) et surtout au feroutage (poids lourds chargés sur des wagons spéciaux).

<sup>8</sup> Rapport fait par M. Robert Del Picchia sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République Française et le gouvernement de la République italienne pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin. N° 246. Sénat (session ordinaire 2001-2002).

<sup>9</sup> Le 8 juillet 2003, la commissaire européenne chargée des transports Loyola de Palacio déclarait au Monde : « Vingt-deux projets ont été sélectionnés qui doivent concentrer les efforts. Ils représentent un volume d'investissements estimé à 250 milliards d'euros pour l'ensemble de l'Europe élargie... »

<sup>10</sup> Le tunnel franco-italien, d'orientation Ouest-Est à partir de Saint-Jean de Maurienne, creusé sous la massif du Mont Ambin (3378 m) serait d'une longueur de 52,7 kms, suivant une pente ascendante avec des rampes maximales à 6,5 % jusqu'à Modane, et aurait une vocation mixte voyageurs et fret.

<sup>11</sup> Observatoire Européen de Géopolitique. M. Foucher (1996).

d'établir des échanges plus sûrs et moins polluants, notamment en réduisant les émissions de polluants nocifs et les nuisances sonores. Au-delà des enjeux immédiats et concrets de nature technique et environnementale, la création de nouvelles liaisons ferroviaires porte avec elle d'autres dimensions de nature plus stratégique, macro-économique ou d'aménagement de l'espace.

Du renforcement du système circulatoire européen grâce à la création du maillon manquant entre les grands corridors de frets nord/sud et ses transversales sont attendus la mise en connexion de nouvelles régions d'Europe méditerranéenne et d'Europe médiane (en cours d'intégration à l'U.E.) entre elles et avec d'autres, ainsi que l'établissement dans les échanges macro-économiques d'une plus grande efficacité et fluidité. Faut-il rappeler que le degré et le niveau de fluidité des territoires que favorisent les grands équipements sont déterminants quant au choix de la localisation géographique des investissements financiers industriels, l'amélioration de la qualité des territoires étant une donnée majeure de la compétition globale dans le cadre de la mondialisation des économies. Enfin, ces grands équipements correspondent à une stratégie d'aménagement de l'espace européen afin que celui-ci soit moins concentré et moins marqué par la polarisation des grands centres de décision et de direction sise dans l'Europe du Nord-Ouest, dessinant une sorte de « *polygone d'or* » borné par Londres, Amsterdam, Francfort et Paris au centre duquel se place Bruxelles.

La liaison Lyon -Turin participera comme les autres liaisons ferroviaires à ce changement organisationnel; mais si les percées alpines entre la Suisse, l'Autriche et l'Italie conforteront le tropisme de l'Italie du Nord pour le monde germanique et au-delà pour l'Europe du Nord, la liaison Lyon -Turin s'inscrit à l'échelle macro-géographique dans une autre perspective, celle du développement des relations transversales Ouest-Est qui dépasse largement la relation franco-italienne.

On perçoit bien l'ambition et l'objectif de cette opération et l'attente qu'elle suscite dans les propos de Ricardo Illy, Maire de Trieste et co-Président du Comitato Transpadana qui déclarait: « Porte ouverte sur l'Europe de l'Est, Trieste est une ville charnière du nouvel axe ferroviaire rapide Lyon – Ljubljana, confirmant incontestablement son rôle historique et géographique... ». On est plongé dans la réalité de la connexion, valeur incontestable de la dynamique régionale au temps de la globalisation.

Avec l'intégration européenne réalisée dans le contexte historique de révolution des transports et de nouvelles technologies de l'information et de la communication, de mutations technologiques en général, les régions sont entrées dans un monde interdépendant largement influencé par la recherche d'espace économique compétitif. La logique du marché soustrait en partie le tunnel franco-italien au seul face à face inter-étatique dont les effets contraignants ont été mesurés lors de la réalisation commune précédente, celle du tunnel du Mont-Blanc soumise aux nombreux aléas politiques<sup>12</sup>.

La construction du tunnel ferroviaire doit être envisagée comme un élément faisant partie d'un tout : le système circulatoire européen, offrant à l'ensemble de l'Europe<sup>13</sup> de nouvelles possibilités multidirectionnelles<sup>14</sup>, d'autant qu'elles seront complétées par d'autres fécondées par la construction d'autres maillons du système ( dans les Alpes, les Pyrénées...). On évoque alors la fondation d'un « Arc Sud Européen ». Ce nouvel espace interrégional de Valence à Trieste (Fig. 1) se composerait de la région de Valence, de la Catalogne, des

---

<sup>12</sup> S. Mourlane « Le tunnel du Mont-Blanc : un projet à travers un siècle de relations franco-italiennes (1860-1965) » Communication au Colloque de Chambéry de 2001.

<sup>13</sup> L'Union Européenne contribuera au financement du projet à hauteur de 20% (sachant que pour les études la contribution peut s'élever jusqu'à 50% du coût).

<sup>14</sup> Ainsi lors de l'Assemblée générale du 22 janvier 2001, la CCI de Lyon déclare que la Transalpine « deviendra un maillon décisif d'une nouvelle organisation plus durable des flux dans l'espace européen et offrira aux acteurs économique un champ plus vaste et plus pertinent de coopération à l'échelle de l'union européenne ».

régions du Languedoc -Roussillon, de PACA et de Rhône-Alpes, du bassin genevois, du Piémont, de la Lombardie et du Vénétie correspondant à environ cinquante millions de personnes. Il serait promis à s'étendre au-delà vers les régions de l'Europe médiane, dimension confirmée par Bruxelles, la Commission européenne évoquant l'adjonction pour 2015 de la ligne Ljubljana-Budapest lors de la présentation le premier octobre 2003 des 29 projets de grands travaux. L'Union Européenne ainsi que la France et l'Italie manifestent à travers la réalisation de ce segment ferroviaire leur résolution à accélérer le processus d'intégration géo-économique des pays d'Europe centrale (Slovénie, Tchéquie, Hongrie et Pologne). Changements géo-politiques et changements macro-économiques vont ensemble.

Dans le dossier de consultation (de juin 2000) sur la liaison ferroviaire transalpine, réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du Réseau Ferré de France (RFF) que la réforme de 1997 a chargé de la gestion et du développement du réseau ferré français (et dont il est désormais le propriétaire, il est écrit que « la Transalpine ouvrira la voie au développement économique de ce nouvel espace interrégional, favorisant ainsi le rééquilibrage entre l'Europe du Sud et l'Europe du Nord . ». La démonstration s'appuie sur l'analyse des flux économiques interrégionaux. Ainsi, l'Italie après l'Allemagne et la France, est le troisième client de l'Espagne. La plupart des relations industrielles et commerciales s'effectuent entre la Catalogne d'une part, la Lombardie et le Piémont d'autre part. L'axe Barcelone-Milan devrait s'affirmer comme un axe structurant fort de l'espace économique sud-européen.

Si la liaison Lyon -Turin est ce nouvel outil de l'aménagement du territoire européen, on peut admettre à la suite de M. Foucher (1995) que la frontière orographique alpine représente un défi tout à fait comparable à celui de la Manche, à un verrou à faire sauter afin d'établir plus solidement la relation entre l'Europe des capitales et des places financières, à « l'Europe industrielle, de recherche de développement ».

### • Les enjeux régionaux vus de Rhône –Alpes et du Piémont.

Les ambitions de la région Rhône -Alpes<sup>15</sup> et du Piémont trouveront-elles les agents régulateurs et synergiques décisifs au travers de la construction de la Transalpine ? La région lyonnaise a la volonté d'acquiescer le statut de région économique forte en Europe, plus indépendante de Paris, tandis que le Piémont en perte de vitesse vis à vis de la Lombardie et surtout du Veneto attend de ce désenclavement et d'une nouvelle proximité géo-économique une remontée significative. Pour y parvenir, les acteurs locaux évoquent « l'effet moteur sur les deux espaces » (C.C.I. Lyon) de la construction du maillon ferroviaire qui effacerait l'effet frontière créé par la barrière montagneuse alpine. Pour le Président de la région Piémont, Enzo Ghigo la nouvelle infrastructure des transports sera « seule capable d'affirmer à la fois notre stratégie de développement économique, transfrontalière et transnationale, par une politique du développement durable pour le massif alpin »...projet « qui porte une dimension culturelle, sociale et économique de première importance pour cette grande eurorégion des Alpes occidentales ».

Tous les observateurs attentifs à la vie des régions de part et d'autre des Alpes prédisent des effets cumulatifs et synergiques suite à l'ouverture du tunnel et de la ligne de TGV. Chacun y perçoit une chance de meilleure structuration des territoires et de plus grande mobilité interrégionale propre à permettre des échanges plus productifs. « Le projet met également en réseau et en synergie des villes et des régions...Lyon, Genève, Turin, Suisse lémanique, Rhône-Alpes, Piémont. Notre objectif commun est de permettre aux quinze millions d'habitants concernés de constituer ensemble une grande région mondiale, élément

---

<sup>15</sup> La région Rhône-Alpes s'étend sur une superficie de 43.695 km<sup>2</sup> supérieure à celle de la Belgique (30.521 km<sup>2</sup>) et comprenait au recensement de 1999, 5,634 millions d'habitants (10,3 pour la Belgique) ; la capitale Lyon était une agglomération de 1, 6 Mh.



majeur dans la dynamique de l'Arc sud européen » déclare A.M. Comparini, Présidente du Conseil régional de Rhône-Alpes.

Le désenclavement géographique aurait-il un caractère d'automatisme sur le développement régional inter-frontalier ? L'Italie longtemps déficitaire vis à vis du marché français a rattrapé son retard et depuis 1998, les échanges globaux avec la France lui laissent un solde positif (800 millions d'euros en 1998, 272 en 2000). Dans les ventes italiennes, la part des biens d'équipement l'emporte sur celle des biens de consommation, l'économie italienne ayant atteint, dans plusieurs créneaux des biens à fort contenu technologique, un niveau remarquable. Selon une étude du Centre Franco-Italien de Management International (le CFIMI)<sup>16</sup>, les échanges franco-italiens se traduiraient par une perte de 100.000 à 150.000 emplois pour l'économie française, données qui confirment selon les auteurs à la fois le dynamisme des entreprises italiennes et « l'insuffisante agressivité commerciale de nombre d'entreprises françaises, malgré l'ampleur et la qualité du dispositif français de l'autre côté des Alpes (PEE, COFACE, Banques...) ».

Les armes économiques et techniques de la région Rhône-Alpes sont-elles suffisamment puissantes et variées pour bénéficier ou pour résister au dynamisme commercial des firmes italiennes et pour connaître un processus d'entraînement et d'accumulation ? Les réponses sont unanimement positives et déclinent les promesses d'une eurorégionalisation réussie.

Il existe entre Rhône-Alpes et l'Italie septentrionale des relations humaines et économiques intenses et fortes qui n'ont pas la même signification de part et d'autre des Alpes. Pour aller à l'essentiel les régions italiennes sont moins dépendantes de la relation Est-Ouest. La région Rhône-Alpes constatait à la fin des années 1990 un déficit commercial avec l'Italie considérable, soit 60% du déficit commercial français. L'Italie (principalement les régions du Piémont et de Lombardie) est le deuxième client (après l'Allemagne) et le premier fournisseur de Rhône-Alpes. Les exportations vers l'Italie comptent pour 14% du commerce extérieur tandis que les importations italiennes totalisaient 21% du commerce extérieur de la deuxième région économique française. On constate un creusement constant du déficit d'autant plus problématique que la région n'est performante comparativement que dans les domaines de l'énergie et de la vente de produits agricoles. Rhône-Alpes est déficitaire dans tous les secteurs industriels. Comme l'écrivent les rédacteurs du CFIMI (1999) : « Les résultats ne sont pas du tout flatteurs pour les entreprises de la région. Tous les organismes chargés de favoriser le développement des entreprises à l'étranger, notamment les PME, mentionnent le faible empressement des entreprises rhône-alpines pour se développer sur le marché italien. », entreprises reproduisant des comportements stéréotypés d'un autre âge. Une analyse plus poussée révélerait que Rhône-Alpes est à l'image de l'économie française, performante au niveau des grosses entreprises (qui prennent une part majeure dans la relation économique) et déficiente au niveau des PME dont la propension à exporter est deux fois moindre que celle des PME italiennes<sup>17</sup>.

Peut-on accepter sans réserve l'idée que la réalisation de l'axe ferroviaire Lyon-Turin optimise la complémentarité régionale, facilite le développement local, et dans une certaine mesure corrige le différentiel économique et entrepreneurial entre Rhône-Alpes et le Piémont (et la Lombardie). La liaison qui s'effectuera en guère plus d'une heure peut atténuer le tropisme parisien ici et le tropisme milanais là-bas encore qu'ils ne soient guère comparables ; elle valorisera les multiples formes de la coopération transfrontalière entre les métropoles, les

---

<sup>16</sup> *Les rapports entre Rhône-Alpes et l'Italie et l'incidence de la nouvelle politique italienne des transports..* de J.R Fayette, A. Baleyrier et C. Parmentier . Centre Franco-Italien de Management International (CFIMI). Université Jean Moulin (Lyon 3) Sept. 1999

<sup>17</sup> Voir le travail de Blandine Ageron : *Le processus d'internationalisation de la PMI* (en région Rhône-Alpes. Thèse de Doctorat de l'Université Jean Moulin de Lyon 3 (Septembre 1999).

municipalités, les universités, les technopôles...Mais il serait tout aussi absurde de ne pas considérer l'éventualité d'un échange inégal entre la région Rhône-Alpes et les provinces italiennes pour peu que l'écart économique s'accroisse. La dynamique d'une région s'exprime de façon optimale pour peu que les divers éléments qui la composent, se placent à des niveaux de développement comparables et dans des situations compatibles.

Rhône-Alpes et le Piémont sont-elles indispensables l'une à l'autre et trouveront-elles des espaces d'entreprendre communs et cumulatifs ? Le Piémont connaît des difficultés liées à la proximité de régions économiques fortes (la Lombardie) et très dynamiques (le Veneto), à la concurrence d'autres régions italiennes, à l'affaiblissement de ses bases industrielles traditionnelles et sans doute, aussi quoique difficile à mesurer, au caractère anémié de sa démographie. La région a perdu sa position de quasi monopole en matière de construction automobile du fait de la délocalisation des centres de production et subit les difficultés de son entreprise emblématique : la FIAT ; elle connaît aussi la délicate reconversion des entreprises du textile. L'effondrement démographique est particulièrement aigu dans tout le Nord de l'Italie. La population piémontaise, longtemps en surnombre et contrainte à l'exil, enregistre depuis le début des années quatre-vingt une érosion qui ne cesse pas de s'aggraver. Plus de 4,4 millions d'habitants en 1981, 4, 27 Mh en 2000, 4, 14 Mh en 2010 (4, 05 Mh hypothèse basse) et moins de 4 millions en 2020, la chute est brutale avec les conséquences connues d'une pyramide des âges déséquilibrée, d'un vieillissement<sup>18</sup> accru dont on pourrait décliner les inconvénients aux plans politique, économique, technologique, social et culturel. Le Piémont n'échappera pas à un appel indispensable à une immigration salubre, mais problématique qui ne peut plus être qu'externe. Le Piémont doit développer une nouvelle attractivité internationale<sup>19</sup> et européenne. Celle-ci passera-t-elle pour une large part par ses relations avec la France. Le dynamisme démo-géographique lyonnais est incontestable ; la croissance y est soutenue proche de 0, 5% par an dans la dernière période intercensitaire (1990-1999), l'excédent des naissances sur les décès expliquant les 2/3 de la croissance tandis que l'attractivité migratoire est bonne. Autour de l'agglomération lyonnaise sur dix pour cent du territoire régional s'agrègent 70% de la populations totale. L'ouverture du maillon ferroviaire donnera-t-il naissance de part et d'autre des Alpes à des flux de salariés jusqu'ici insoupçonnés ?

La complémentarité interrégionale trouvera dans maints domaines des opportunités de croissance. La région Rhône-Alpes constitue le deuxième pôle technologique et tertiaire français occupant de solides positions dans les domaines des biotechnologies, des NTIC, de la plasturgie, des nouveaux matériaux...Le Piémont cherche à compenser le déclin des activités anciennes par le développement de secteurs à haute technologie. La complémentarité avec la région Rhône-Alpes paraît évidente, pourtant comme le révèlent les travaux de K. Veronese (1997)<sup>20</sup> les entreprises piémontaises ont privilégié jusqu'ici une stratégie d'avantages par les coûts : énergie, charges sociales, offre de services publics... qu'une stratégie de coopération avec les entreprises de la région.

Le changement des comportements de part et d'autre des Alpes sera-t-il acquis lorsqu'il sera aussi facile et naturel de joindre Turin que Valence ou Grenoble, Lyon que Milan ou Cuneo ? L'avenir devrait réserver encore de sévères surprises au niveau régional si aucune révolution des mentalités ne se découvre ici et là-bas.

---

<sup>18</sup> Prof. Giacomo Büchi : L'economia piemontese. Torino e Genova, octobre/novembre 2002. En 2000, les 65 ans et plus représentaient 20, 2% de la population régionale (les moins de vingt ans 16, 3%), mais en 2010 leur proportion s'élèverait à 22, 3% et à l'ouverture de la liaison Lyon-Turin à 23, 2%.

<sup>19</sup> Les Jeux Olympiques d'hiver de 2006.

<sup>20</sup> Katia Veronese (1997) : Les avantages concurrentiels et d'interaction fonctionnelle entre Rhône-Alpes et le Piémont. Université de Turin. Faculté d'Economie.

**ITALIA E FRANCIA DI FRONTE  
ALLA CRISI DEL 1973  
UNA BREVE PREMESSA**

**Edoardo DEL VECCHIO**

Il 1973 evoca prevalentemente e spontaneamente la crisi energetica, ma è limitativo e fuorviante identificare il 1973 con essa.

In realtà fu molto di più. Preceduta e favorita dal crollo nel 1971 del sistema di Bretton Woods, la crisi del 1973 si traduceva in aumenti dei prezzi di numerose materie prime, tra i quali primeggiavano quelli energetici, ma anche in uno sviluppo massiccio dell'indebitamento del Terzo Mondo, incoraggiava progressi tecnologici rilevabili soprattutto nel settore dell'informatica, causava l'obsolescenza di numerosi settori industriali, accelerava un generale processo di deindustrializzazione nel mondo occidentale come in quello socialista, evidenziava i diversi ritmi di assimilazione dei nuovi processi di industrializzazione che prevalentemente si producevano nei paesi dell'Estremo Oriente, tra i quali primeggiava il Giappone. Ma innanzi tutto il profilo accidentato del periodo era all'origine di un gigantesco processo di redistribuzione del potere politica ed economica mondiale.

È perciò ugualmente limitativo e fuorviante identificare il complesso di crisi appena velocemente identificate con la sigla del 1973. Dobbiamo identificare dunque il 1973 con il decennio che va dal 1973 al 1983 e che solo per comodità continueremo a chiamare 1973.

Una crisi dunque decennale e generalizzata, vissuta in maniera diversa e a volte contrastante dal mondo industrializzato occidentale, dal mondo industriale estremo orientale, dal mondo comunista e soprattutto dai paesi in via di sviluppo tra i quali cominciava ad evidenziarsi decisamente il mondo islamico allora protagonista unicamente come produttore di petrolio, oggi, grazie soprattutto a quel decennio di crisi e alle ripercussioni dell'implosione dell'impero sovietico, protagonista della ricerca in atto dei nuovi equilibri internazionali che negli anni novanta gli Stati Uniti si illusero di poter determinare quasi monopolisticamente.

Non sarebbe infine azzardato affermare che la vera crisi del mondo bipolare fu quella del 1973 in quanto impose molte delle premesse per l'implosione dell'Unione Sovietica, indicò più precisamente come il futuro delle relazioni internazionali sarebbe stato un mondo diverso; non più quello bipolare nato dalla guerra fredda, né l'unipolare sognato dagli Stati Uniti, ma multipolare. Evidenziò inoltre la forza crescente dei paesi islamici, di altri paesi emergenti e dell'intero continente latino americano.

## **La Francia e il 1973**

Il 1973 comincia in Francia con la morte di Pompidou e la presidenza della repubblica di Giscard d'Estaing conquistata, con un debole scarto di voti che consacrava la bipolarizzazione francese, nell'aprile del 1974. Il nuovo presidente riteneva dunque necessario aprire a parte della sinistra. Già ministro delle finanze, comprese immediatamente i pericoli della crisi. Si doveva confrontare con il rallentamento economico mondiale che era affrontato da una Francia già socialmente frastagliata ed economicamente provata. Egli lasciava dunque ampio spazio al primo ministro Raymond Barre il quale tentò riforme che ampliavano la precedente politica di Pompidou di concentrazione industriale e di fusione delle imprese nel tentativo di favorire la competitività internazionale delle imprese transalpine. Le sue iniziative non trovavano comunque approvazioni in quanto la Francia usciva da un periodo di crescita senza precedenti e percepiva il 1973 come un fenomeno passeggero. Non si comprendeva dunque che era una crisi energetica combinata con quelle commerciali, finanziarie e produttive nazionali e mondiali. Inoltre questo ritardo sulla comprensione della gravità della situazione prolungava la crisi fino agli inizi degli anni '80 e sarà di conseguenza solo con il governo di sinistra del 1981 che, dopo l'esperienza di anni di crisi, affronterà e supererà i problemi con maggiore rigore, decisa austerità e prudenza nelle gestioni.

In realtà la Francia continuava la crescita del PNL al ritmo annuale del 2,5 % nel decennio considerato, diveniva il quarto esportatore mondiale, non comprendeva che il rallentamento della produzione industriale dal 1975 fosse una rimessa in discussione delle

strutture produttive, sottovalutava la disoccupazione vicina al 10% della popolazione attiva, viveva nel paradosso della coesistenza tra stabilità politico-sociale e disordine economico. Fino al 1982 l'idea di una riduzione prolungata del potere di acquisto era politicamente inconcepibile, infatti il peso della remunerazione dei salari nel valore aggiunto delle imprese passava dal 65% del 1968 al 71% del 1982.

Ma il comportamento atipico dell'economia faceva pensare che la Francia avrebbe evitato la crisi.

Infatti nel periodo precedente, dal 1966 al 1974, la Francia non aveva subito né la recessione britannica, né lo stop and go degli Stati Uniti. Si sperava di conseguenza in una rapida uscita dal tunnel, si esorcizzava il fantasma del 1929, i consumi si mantenevano stabili, la contaminazione delle crisi era scartata dai francesi.

In ogni caso l'eventualità di una recessione era respinta e, mentre il prezzo del petrolio aumentava tra la guerra del Kippur e l'elezione di Giscard d'Estaing da 115 a 375 franchi, le tendenze evidenziate durante la presidenza di Pompidou erano confermate attraverso l'accelerazione del boom degli investimenti. La precedenza era data alla esigenza di sostenere il mercato e nel 1974 i salari progredivano più dei prezzi del 6%.

In realtà la situazione energetica era pesante. Le risorse interne assicuravano solo il 23% del fabbisogno energetico, la bolletta era al 4% del PIL, le importazioni dei PVS non compensavano il rialzo dei prezzi, gli effetti deflazionistici dello choc inducevano le imprese a rallentare, il deprezzamento del franco nei confronti del dollaro e del marco portava al prelievo aggiuntivo del 1,1% del PIL.

Il deprezzamento del franco produceva inoltre un volume delle esportazioni inferiore alla bolletta energetica. Di conseguenza il mercato interno rallentava, l'inflazione nel primo anno di crisi era dell'1,1% al mese.

D'altra parte anche la crisi finanziaria era preoccupante. Nel 1974 l'indice della borsa era crollato del 14% e il ribasso dei tassi teneva lontano il capitale privato che si riduceva nei primi due anni del 50%. Ne derivava una duplice crisi inflazionistica. In primo luogo gli investimenti dovevano essere finanziati dal credito bancario che elevava il prezzo del denaro. Inoltre le imprese alzavano i prezzi per difendere i loro margini di profitto.

La crisi inflattiva non comportava una vera critica della politica economica in quanto c'era fiducia in una rapida ripresa. Del resto anche negli anni sessanta l'inflazione era stata assorbita dal paese con apparentemente lievi danni. L'inflazione era percepita come il prezzo dello sviluppo al servizio dell'incremento continuo di scambi internazionali e consumi.

Possiamo dunque individuare tre errori diagnostici.

Innanzitutto si era lottato contro l'inflazione dei costi, bolletta petrolifera, e quella della domanda interna limitando i profitti delle imprese a favore di prestazioni sociali. Queste scelte causavano prevalentemente maggiori tassi di disoccupazione e slittamento verso consumi correnti a danno di beni durevoli. Ne derivava che parte della bolletta era stata pagata dai salari.

Inoltre i governi francesi erano convinti che il paese e le imprese avrebbero accettato queste scelte ed invece cominciava un processo di dissociazione tra inflazione e idea di crescita.

Infine la politica budgetaria restava successivamente paralizzata tra riduzione delle spese e sostegno della crescita.

Il piano di raffreddamento del 1974 e quello di rilancio del 1975 di Fourcade si ispiravano ai principi direttivi del piano di stabilizzazione del 1963 di Giscard d'Estaing: riduzione dell'inflazione e mantenimento di una crescita ridotta, ma superiore alla media europea. Essi apparivano conciliabili sia con il rialzo dei tassi di interesse, sia con l'aumento della pressione fiscale e del controllo dei prezzi. Ma la combinazione di mantenimento di

bassi tassi di disoccupazione, progressione dei salari e salvaguardia dei profitti portava la Francia a vivere al di sopra delle proprie possibilità

I tentativi di normalizzazione passavano attraverso le tre fasi del piano Barre del 1976: stabilizzazione dell'inflazione al 10%; blocco della disoccupazione a 1,2 milioni di lavoratori anche a costo di lasciare le imprese sopradimensionate; prospettive di interventi selettivi per sostenere i consumi.

### **L'Italia e il 1973**

Settima potenza mondiale, allora davanti a Cina, Canada e Brasile, sesta nazione dell'OCSE e quarto paese della CEE, l'Italia affrontava la crisi in un periodo particolare, intermedia tra il miracolo economico, ormai vicino all'esaurimento, e l'« antimodèle », definizione coniata dai nostri confinanti d'oltralpe che lo specificavano meglio nella definizione « *société rouge et économie noire* ».

Il bilancio di questa stagione di europeizzazione dell'economia è controverso, ma fortemente segnato dal ridimensionamento del piano energetico previsto da Moro con 20 centrali nucleari che sarà seguito dal rifiuto del nucleare, dopo Chernobyl che mal si coniugava con l'assoluta mancanza di energia.

Il modello Made in Italy di conseguenza rallentava.

Le esportazioni di piccole e medie imprese reggevano nei limiti in cui riuscivano a sfruttare le ricorrenti svalutazioni rispetto al marco. Si accaparravano settori marginali dei mercati europei, cresceva la ricchezza privata di alcuni settori, cominciavano a farsi sentire le conseguenze del calo demografico allora non compensato dall'immigrazione.

In un periodo di crisi che colpiva particolarmente il paese per la debolezza finanziaria, per l'alta percentuale di sempre più costose importazioni energetiche e per un capitalismo sempre più voglioso di sostegni, lo stato italiano continuava a combinare il liberalismo economico con l'assistenza alle imprese e alle persone in maniera sempre meno equilibrata.

L'ipertrofia e l'inefficienza della pubblica amministrazione non potevano più essere sostenute durante la lunga e grave crisi accumulando presenze ingiustificate e assenze inqualificabili. Il deficit permanente, che aveva rappresentato la media del 2% del PIL dal 1950 al 1970, balzava dal 1970 al 1983 al 10%, il più alto tra gli stati industrializzati occidentali. La continuità di rilevanti deficit della pubblica amministrazione conduceva ad un indebitamento pubblico considerevole che l'OCSE valutava nel 1983 a più del 100% del PIL ed era finanziato in percentuale rilevante con l'emissione di Buoni del Tesoro a breve termine. La Banca d'Italia, inoltre, doveva acquistare quelli non sottoscritti vedendo sensibilmente limitata la propria autonomia.

La persistenza di consistenti esportazioni, soprattutto nell'area della CEE, era concessa dalla presenza di salari contenuti, dalla continuità dell'emigrazione interna rurale e dall'arretramento tecnologico particolarmente grave in un'era di grandi mutazioni. Conduceva tuttavia all'accrescimento dei disequilibri tra classi economiche e regionali.

I freni e disparità sociali, già evidenziati dall'« autunno caldo » del 1969 e dalla successiva stagione delle Brigate Rosse, e quelli commerciali, evidenziati e aggravati dallo shock petrolifero, mettevano l'Italia brutalmente di fronte alla dura realtà di una crisi nazionale ed internazionale.

Si accumulavano di conseguenza le occasioni mancate. Decrescevano i livelli degli investimenti strutturali a favore di interventi di sostegno sociale, la modernizzazione della Pubblica Amministrazione era rinviata, si verificava una generalizzata regressione industriale e il declino della qualità tecnologica delle esportazioni, cresceva inoltre la quantità di imprese italiane acquisite da gruppi economici stranieri.

## I rapporti Italo-Francesi nel 1973

Ovviamente le relazioni economiche italo-francesi erano quasi interamente all'interno della CEE. Già dal 1969, in conseguenza del rilancio del processo europeo con il Vertice dell'Aja, Italia e Francia seguivano linee parallele anche se parzialmente discordanti: allargamento della CEE a Gran Bretagna, Irlanda e Danimarca, impulso a processi di democratizzazione interna, rilancio dell'azione internazionale, approfondimento infine di politiche comuni, le vedevano abbastanza concordi.

L'inizio degli anni settanta segnava una svolta per lo sviluppo dell'integrazione europea.

Ma il 1973 segnava un divaricamento dell'Italia dalla Francia e dagli altri *partners* europei quando si trattò di rispondere al cambiamento radicale del quadro internazionale, all'instabilità monetaria creata dalla fine del sistema di Bretton Woods, dalla creazione del serpente monetario che creava un sistema di parità quasi fisse tra monete europee.

La Francia aderiva prontamente. L'Italia mostrava chiare divergenze mentre la CEE era in fase di rapida espansione del suo processo di integrazione.

La Francia procedeva ad una maggiore integrazione per raccogliere i frutti dell'aver meglio utilizzato la congiuntura favorevole degli anni sessanta ed operava alla fine degli anni ottanta grandi investimenti strutturali e produttivi ad alta intensità di capitali e tecnologica verso la piena occupazione e l'affermazione di una moneta forte. L'Italia risentiva invece di strette creditizie, di diminuzioni del tasso degli investimenti produttivi, degli scarsi risultati derivanti dalla programmazione economica. Si avvicina più al dollaro che alle monete europee creando le premesse per una forte dipendenza dalle importazioni europee, francesi in particolare.

Contrariamente a quanto avveniva in Francia si manifestava una crescente difficoltà delle esportazioni e la prevalente presenza tra esse di prodotti a scarso livello tecnologico.

Di conseguenza l'Italia non era in grado di compensare la crescente bolletta energetica e subiva una svalutazione della lira, l'appesantimento delle spese sociali, la crescita del debito pubblico, controlli diretti dei movimenti di capitali. La via economica italiana all'europesmo passava sempre più attraverso istituzioni economiche internazionali quali il GATT e il FMI.

Infine, quando serpente monetario era trasformato in SME dietro una prevalente iniziativa franco-tedesca, L'Italia era restia ad entrare e otteneva una banda di oscillazione più larga ritenuta essenziale per il sostegno alle esportazioni. Se Questa politica otteneva anche effetti positivi come stimoli alla riorganizzazione delle grandi imprese, rilancio di alcune imprese esportatrici di macchine utensili, il quadro di estrema episodicità e la mancanza di piani organici atti a fronteggiare le emergenze di quella lunga crisi continuava ad evidenziare le divergenti politiche economiche dei due paesi.

**MAURICE BARRÈS E L'ITALIA :  
APPUNTI DI VIAGGIO**

**Alessandro DE SERVI**



Che cos'è il tempo ? Se nessuno me ne chiede, lo so bene : ma se volessi darne spiegazione a chi me ne chiede, non lo so : così, in buona fede, posso dire di sapere che se nulla passasse non vi sarebbe il tempo passato, e se nulla sopraggiungesse, non vi sarebbe il tempo futuro, e se nulla fosse non vi sarebbe il tempo presente

SANT'AGOSTINO, *Le confessioni*<sup>1</sup>

Nel 1917 veniva pubblicata, contemporaneamente sia in Italia sia in Francia, la prima ristampa, in edizione di lusso, dell'opera di Maurice Barrès (1862-1923), *Dix Jours en Italie*. La prima edizione dello scritto – che raccoglieva una serie di dieci articoli apparsi tra il 25 maggio e il 27 giugno su *L'Écho de Paris* – era stata realizzata un anno prima, nel 1916, a Parigi per i tipi dell'editore Crès. Sempre quest'ultimo, inoltre, si era anche incaricato di realizzare, l'anno successivo, la citata seconda edizione distribuita in Francia<sup>2</sup>. In Italia, viceversa, conclusa, nel gennaio del 1917, la stampa dell'opera per i tipi della Libreria Internazionale di Firenze, con il fedele titolo di *Dieci giorni in Italia*, la curatela di questa prima italiana dello scritto di Barrès veniva affidata all'Istituto francese di Firenze e al periodico *L'Eroica*, fondato da Ettore Cozzani (1884-1971) a La Spezia nel 1911.

La pubblicazione, con testo francese a fronte e, come specificato sulla copertina, ornata da *gravures* di Emilio Mantelli, era stata realizzata, stando a ciò che veniva indicato sul frontespizio, «a beneficio delle opere di soccorso ai feriti e ai militari della guerra d'Italia»<sup>3</sup>. Quella che, a prima vista, dovrebbe essere interpretata come una iniziativa editoriale finalizzata, con il ricavato della vendita, a sostenere le spese relative alle cure mediche destinate ai soldati impegnati al fronte, può, d'altra parte, mascherare un ulteriore scopo di carattere politico-propagandistico. Nel 1917, infatti, vengono contestualmente pubblicate in Italia altre due opere del letterato e uomo politico francese di deciso orientamento nazionalista. I fratelli Treves, a questo proposito, danno alle stampe un breve libro dal titolo *L'anima della Francia e la guerra*, che consiste in una parziale traduzione di una serie di articoli pubblicati da Barrès sull'*Écho de Paris* e raccolti, tra il 1915 e il 1920, nella monumentale opera, realizzata in 12 volumi *L'âme française et la guerre*<sup>4</sup>. Accanto all'iniziativa editoriale dei fratelli Treves, l'Istituto Editoriale Italiano realizzava, con il titolo de *La dottrina nazionalista*, un'edizione molto parziale e complessivamente riduttiva, uscita per la prima volta nel 1916 e poi immediatamente ristampata l'anno successivo, dell'opera *Scènes et doctrines du nationalisme*. Quest'ultima era stata pubblicata per la prima volta in Francia nel 1902 e consisteva in un'ampia raccolta di articoli, discorsi e interventi pubblici d'impronta nazionalistica, svolti da Barrès fino a quel momento nella sua intensa azione politica e giornalistica<sup>5</sup>. La rilevante attività pubblicistica che vede, come protagoniste, le

---

<sup>1</sup> Augustinus, Aurelius <santo>, *Le Confessioni*, introduzione, traduzione e note di A. Landi, Torino, Ed. Paoline, 1984, Libro XI, 14.17.

<sup>2</sup> M. Barrès, *Dix Jours en Italie*, Paris, G. Crès, 1916. Réimpressions : nouvelle édition de luxe. Texte français et version italienne avec gravures de E. Mantelli – Paris, G. Crès, 1917 (A. Zarach, *Bibliographie barrésienne 1881-1948*, Paris, Presses Universitaires de France, 1951, p. 22. La bibliografia è stata riprodotta su supporto elettronico dalla Bibliothèque Nationale de France nel 1995 ed è qui disponibile sotto la segnatura numm – 83017). I dieci articoli apparvero sui numeri de *L'Écho de Paris* del 25, 26, 29, 31 maggio, 8, 10, 12, 14, 26 e 27 giugno 1916 (Ivi, p. 140). Cfr. F. Broche, *Maurice Barrès*, Paris, Lattes, 1987, pp. 490-492.

<sup>3</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, testo francese e traduzione a cura dell'Istituto francese di Firenze e della rassegna « L'Eroica » della Spezia, Firenze, Libreria Internazionale, 1917.

<sup>4</sup> Id., *L'âme française et la guerre*, 12 voll., Paris, Émile-Paul, 1915-1920. Di quest'opera, i primi sei volumi furono stampati tra il 1915 e il 1917.

<sup>5</sup> Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, Paris, Juven, 1902. La prima ristampa è apparsa, con tiratura limitata, nel 1925 (Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, 2 voll., Paris, Plon, 1925). La medesima opera è stata nuovamente ristampata nel 1987 (Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, Paris, Éd. du Trident, 1987). In

traduzioni in italiano delle opere dell'autore francese, ponendo, da un lato un problema di carattere filologico, ne suggerisce contestualmente un altro di carattere più strettamente politico. In altri termini, il quesito che ci si può porre è quello di domandarsi quali aspetti dell'elaborazione dottrinale di Barrès si volevano filtrare in Italia attraverso le edizioni di questi scritti. Una comparazione dei tre testi secondo un criterio sincronico piuttosto che diacronico, d'altra parte, può consentire di raggiungere tale obiettivo, con l'ulteriore intenzione di constatare il contributo che la dottrina del letterato francese fornì al panorama delle idee politiche nazionalistiche italiane, senza, tuttavia, addentrarci nei meandri del dibattito politico interno all'A.N.I., dato che non è questa la circostanza nella quale affrontarlo.

Il punto di partenza di tale disamina risulta essere lo scritto *Dieci giorni in Italia*. In esso, Barrès narra del viaggio da lui compiuto lungo il fronte di guerra italo-austriaco, tra il 10 e il 19 maggio del 1916. Superata, come specifica l'autore, « les anxiétés de Verdun », egli decide di trascorrere un breve periodo sul fronte isontino, nel quale, egli afferma, « j'ai vu un nombre incroyable d'hommes, de choses et de pays ; j'ai causé avec les plus illustres personnages »<sup>6</sup>. Il testo, rispetto alle altre due pubblicazioni, è soprattutto un diario di viaggio nel quale il letterato francese narra le tappe del suo percorso. Partito, infatti, dalla Francia il 9 maggio insieme ad una piccola delegazione, il letterato francese giunge il giorno successivo a Torino dove, per la mancanza di treni diretti verso Venezia, è costretto a rimanere fino a sera. Qui ha occasione di visitare la collina di Superga, dove sorge la « belle église » e, da « vieux pèlerin des routes d'Italie », come egli si definisce, ha modo di cogliere la « puissante nature d'Italie »<sup>7</sup>, che apprezzerà ulteriormente visitando le Alpi carniche e le Dolomiti qualche giorno più tardi. Partito, quindi, dal capoluogo piemontese in serata e assaporata, la mattina successiva, per qualche ora, l'atmosfera inebriante di Venezia, che saluta solo con un arrivederci, dal momento che vi tornerà nel suo viaggio di ritorno in Francia alcuni giorni più tardi, Barrès, raggiunge Udine, l'11 maggio. Nel tragitto egli attraversa quella che definisce « la région la plus napoléonienne, si je puis dire, de l'Italie » e, rievocando le gloriose campagne militari di Napoleone nonché, più tardi, quelle di Napoleone III, Barrès traccia un « ponte » ideale tra le vittorie del « premier Consul » e quelle di suo nipote, che « ouvraient les chemins de Vienne »<sup>8</sup>, con ciò che tutti sperano rappresentino, in quei giorni le trincee italiane. La mattina del 12 maggio, il letterato francese racconta che, allo spuntar dell'alba, parte in automobile da Udine per raggiungere il Carso, quella « terra irredenta, pays à recouvrer »<sup>9</sup>. Qui, esaltando lo spirito eroico che caratterizza i soldati dell'esercito italiano, ha modo di visitare le trincee disseminate lungo il fronte italo-austriaco. In queste righe, Barrès racconta che, nei dialoghi avuti con numerosi ufficiali italiani, questi avevano più volte espresso il convincimento che da lungo tempo l'Austria-Ungheria mirava a occupare i territori di confine italiani, tanto che le organizzazioni difensive asburgiche disseminate lungo tutto il fronte ne sarebbero state la concreta testimonianza. Così il letterato francese scrive : « C'est pour les officiers qui nous accompagnent une juste occasion de célébrer le courage de leurs soldats, et de dénoncer l'éternelle hostilité secrète de l'Autriche »<sup>10</sup>. La sera di quello stesso giorno, l'uomo politico lorenese ha l'occasione di incontrare re Vittorio Emanuele III (1869-

---

questo contributo si farà riferimento, per correttezza filologica, all'edizione del 1902, della quale sarà riportata la versione originale francese delle citazioni tratte dall'edizione italiana consultata (Id., *La dottrina nazionalista*, Milano, Istituto Editoriale Italiano, 1916). Occorre precisare, infine, che l'edizione italiana riporta esclusivamente l'Appendice all'edizione francese del 1902.

<sup>6</sup> Id., *Dieci giorni in Italia*, cit., pp. 14 e 11. Cfr. A. Horne, *Il prezzo della gloria. Verdun 1916*, Milano, Rizzoli, 2003.

<sup>7</sup> M. Barrès., *Dieci giorni in Italia*, cit., pp. 6 e 14.

<sup>8</sup> Ivi, p. 20.

<sup>9</sup> Ivi, p. 28. Il corsivo è dell'autore.

<sup>10</sup> Ivi, p. 30.

1947) in una piccola casa di campagna nei pressi di Udine. « Ce qui frappe d'abord, chez ce souverain, c'est la supériorité morale »<sup>11</sup>, scrive Barrès a proposito del Monarca italiano, tanto da paragonare il Savoia a re Luigi IX di Francia quanto alla devozione completa rispetto all'adempimento di tutti i doveri morali e materiali di un uomo di stirpe reale.

Tra il 13 e il 14 maggio, il nostro Autore ha l'occasione di visitare, oltre che la stessa Udine, anche Grado, Aquileia, e le Alpi carniche. Nel raccontare quelle medesime bellezze naturali che fin dal primo giorno l'avevano impressionato, egli riconosce di utilizzare, nella sua narrazione, un tono che, forse, non è il più adeguato in relazione alla guerra in corso. Si giustifica, d'altra parte, affermando che tale modo di esprimersi risulta essere una conseguenza di questa « pays d'enchantement ». Lasciando Udine la mattina del 15 maggio e dopo aver visitato i dintorni di Gorizia, la sera di quello stesso giorno il letterato francese e la sua delegazione incontrano il Capo di Stato Maggiore italiano Luigi Cadorna (1850-1928). Il Generale piemontese era arrivato direttamente dal Trentino, specifica Barrès, proprio nel mentre aveva avuto inizio la *Strafexpedition*. Nel testo, infatti, egli stesso afferma di non essersi potuto recare sul fronte atesino dal momento che, in quei giorni, era in corso la « Spedizione punitiva » condotta, tra il 15 e il 24 maggio, dall'esercito austro-ungarico per ordine del Capo di Stato Maggiore Franz Conrad von Hötzendorf (1852-1925). Egli scrive a questo proposito: « Le 15 mai après-midi ! Remarquez cette date et cette heure. C'est l'instant où les Autrichiens, après une cannonade terrible, commencée le 14 au matin, lancent, de l'Adige à la Brenta, leurs attaques d'infanterie »<sup>12</sup>. L'autore torna più volte sulla strategia militare adottata da Cadorna in questi concitati momenti e, riferendosi a questi proprio come ad un autentico capo militare, egli afferma che il Generale costituiva, per i suoi alleati, una imprescindibile fonte di « confiance ». A quel punto, però, dopo aver passato due intensi giorni nei quali visita buona parte di quelle zone di confine, la mattina di mercoledì 17 maggio, Barrès e il suo gruppo iniziano il viaggio di ritorno verso la Francia e si fermano nuovamente a Venezia. Qui il letterato francese incontra Gabriele D'Annunzio (1863-1938) nell'abitazione che il Vate ha occupato sul Canal Grande, il celebre « *Palazzino Rosso* ». Dopo aver assistito insieme ad un concerto con musiche da camera di César Frank e Maurice Ravel, Barrès racconta di essersi recato con il Vate in gondola presso il Casino degli Spiriti, nella parte nord della città, e di aver proseguito fino al cimitero antistante. Egli narra di aver con lui così lungamente parlato, da non essersi accorto che tale conversazione si era prolungata – egli afferma – fin dopo la mezzanotte. Proprio in quella circostanza, nella Venezia « perdue dans cette épaisseur de noir » Barrès rammenta di aver avuto l'impressione della nascita di un « nouvel D'Annunzio »<sup>13</sup>. Ma il suo viaggio volgeva ormai verso l'epilogo. Così il giorno successivo, dopo aver avuto l'occasione di visitare, per contrasto con il buio della notte precedente, « la ville éblouissante comme jamis », egli raggiunge la stazione dove lo aspetta il treno che lo riporterà, di lì a poche ore, in Francia.

L'indubbio fascino della descrizione « giornalistica » di Barrès a proposito del suo viaggio in Italia non deve, tuttavia, far trascurare il risvolto politico che questo scritto assume nel contesto di quegli anni. L'effettivo valore dell'opera, infatti – a prescindere dagli indiscussi meriti letterari – è misurabile all'interno del quadro geo-politico nel quale si trova a essere immersa. L'entrata dell'Italia nella Prima guerra mondiale il 24 maggio 1915 segna, dopo la rottura della Triplice Alleanza il 3 maggio dello stesso anno, l'adempimento del Patto di Londra stipulato con le forze dell'Intesa circa un mese prima. « Il n'y a qu'une seule guerre. C'est de quoi l'opinion doit prendre conscience dans chacun des pays de l'Entente », scrive Barrès quasi a sancire la comunanza d'intenti che deve legare Italia e Francia nella guerra contro i tedeschi, dal momento che « les Italiens, officiellement, ne sont en guerre

---

<sup>11</sup> Ivi, p. 34.

<sup>12</sup> Ivi, pp. 58 e 69. Cfr. L. Soundhaus, *Franz Conrad von Hötzendorf. L'anti Cadorna*, Gorizia, Leg, 2003.

<sup>13</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, cit., pp. 81-82.

qu'avec les Autrichiens. Mais les Autrichiens s'appellent *Tedeschi* » e che « la décision de la guerre se prépare partout où l'on tue des Teutons »<sup>14</sup>. In tutto il diario, il letterato e uomo politico francese non trascura di sottolineare l'eroismo e i meriti dei soldati italiani nell'« unité de front ». Contestualmente, tuttavia, non può evitare di mettere in luce come, storicamente, il rapporto tra i due Stati, negli ultimi decenni, sia stato segnato da profonde frizioni, nonché, dal 1882, dall'alleanza dell'Italia con la Germania e l'Austria-Ungheria. Le tensioni italo-francesi si erano verificate all'interno di quell'atmosfera revanscista, conseguente alla sconfitta della Francia nella Guerra franco-prussiana del 1870-71, che, se da un lato era stata caratterizzata dal movimento politico del boulangismo e dall'*affaire Dreyfus*<sup>15</sup>, dall'altro aveva visto Barrès intimamente e direttamente coinvolto in quanto lorenese e parlamentare eletto, nel 1889, nelle file dello schieramento del generale Boulanger<sup>16</sup>. Non a caso, nelle prime pagine del suo diario, egli rammenta un viaggio precedentemente intrapreso, all'età di vent'anni, in Italia, dove, recatosi a Roma, aveva avuto modo di sentire « un homme politique, philosophe et publiciste, homme d'action et de réflexion, M. Bonghi, déclarer « Chez nous, quel que soit le parti qui occupe le pouvoir, une chose est nécessaire et durera, l'alliance allemande... » », tutto ciò alimentando la sua delusione, tanto da provare « l'amer sentiment d'aimer sans être aimés »<sup>17</sup>.

Se quel viaggio aveva rappresentato, per lo scrittore francese, la constatazione di una frattura tra i due Stati, che in quel momento pareva insanabile, ora, quando « l'aube d'une Europe nouvelle se leva », l'Italia torna ad assumere, ai suoi occhi, quella funzione nobile garantita dalla « force animatrice de cette terre des chefs-d'œuvre »<sup>18</sup>. In questa prospettiva, il pensiero di Barrès e quello nazionalista italiano sono accomunati dall'idea che la guerra assuma una « funzione purificatrice », nel senso che essa permetterà di superare definitivamente la contrapposizione tra borghese e soldato, tra il concetto di « acquisto » e quello di « conquista », a favore della prevalenza della figura del « guerriero » su quella del « mercante »<sup>19</sup>. È evidente che, se nel caso francese si trattava della « reazione » alla *debacle* del 1870, in Italia la questione era quella di dar seguito alle rivendicazioni irredentiste manifestatesi nei territori di confine con l'Impero Austro-Ungarico. L'acquisizione dei territori ai margini delle due realtà statuali – l'Alsazia e la Lorena, nel caso francese – non era, tuttavia, l'unico scopo della guerra contro la Germania, nel corso della quale Barrès esalta il legame italo-francese nel suo diario di viaggio. Sarebbe stata, bensì, la mera conseguenza di un altro elemento, in assenza del quale ogni aspirazione sarebbe risultata vana. Il letterato francese scrive, con riferimento all'Italia : « Aujourd'hui, la fusion nationale est parfaite, c'est un des effets de cette guerre »<sup>20</sup>. La guerra, pertanto, viene a costituire, da un lato lo strumento attraverso il quale le varie componenti « naturalmente differenti » della Nazione – e qui si può evidenziare la diversità rispetto al concetto unitario e omogeneo del *Volkstum* tedesco<sup>21</sup>, sul

<sup>14</sup> Ivi, pp. 6 e 15. Il corsivo è dell'autore.

<sup>15</sup> V. Petyx, *Miraggi e ossessioni nella cultura francese dopo il Settanta*, in « Rivista di filosofia », LXXXIII (1991), i, pp. 17-51 ; Id., *Dimenticare la Rivoluzione. La cultura di destra nella Francia di fine Ottocento*, Napoli, La città del sole, 1995 ; M. Diani, *Metamorfosi del nazionalismo. Durkheim, Barrès e l'Affaire Dreyfus*, in « Intersezioni. Rivista di storia delle idee », XII (1992), I, pp. 481-504 ; C. Charle, *Gli intellettuali nell'Ottocento*, Bologna, il Mulino, p. 256 ; P. Milza, *Zola et l'Italie*, in R.H. Rainero (a cura di), *Aspetti e problemi delle relazioni tra l'Italia e la Francia*, Milano, Cuesp, 2005, p. 137.

<sup>16</sup> D. Barjot, J.-P. Chaline, A. Encrevé, *Storia della Francia nell'Ottocento*, Bologna, il Mulino, 2003, p. 385 ; S. Vajda, *Maurice Barrès*, Paris, Flammarion, 2000.

<sup>17</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, cit., pp. 6-7. Barrès intraprende, in gioventù, numerosi viaggi per tutta Europa, recandosi, oltre che in Italia, anche in Spagna, in Grecia e in Egitto. Cfr. A. Brillì, *Il viaggio in Italia. Storia di una grande tradizione culturale*, Bologna, il Mulino, 2006, pp. 207, 243 e 439 nota 55.

<sup>18</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, cit., pp. 7 e 6.

<sup>19</sup> V. Petyx, *Dimenticare la Rivoluzione*, cit., p. 37.

<sup>20</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, cit., p. 33.

<sup>21</sup> J.W. Burrow, *La crisi della ragione. Il pensiero europeo 1848-1914*, Bologna, il Mulino, 2002, pp. 210-215.

quale si tornerà in seguito – si fondono in un'unità organica ; dall'altro, essa funge da banco di prova in relazione alla quale constatare l'effettiva superiorità morale di un popolo. In questa prospettiva, allora, l'ammonimento espresso da Barrès nella citazione precedente non è rivolto esclusivamente agli italiani, ma anche ai francesi, nel senso che non solo la guerra favorisce la fusione nazionale, ma permette anche la rivitalizzazione di quella già forgiata. Tutto ciò è ben espresso nell'opera *L'anima della Francia e la guerra*, la cui pubblicazione, realizzata dai fratelli Treves, consentiva di veicolare tale messaggio anche all'interno dell'opinione pubblica italiana.

Sono necessarie, a questo punto, alcune precisazioni a riguardo. L'evidente insufficienza dell'idea di esercito come mera istituzione e strumento di nazionalizzazione – ipotesi quest'ultima, tra l'altro, maturata anche nel contesto della politica italiana post-unitaria<sup>22</sup> – è il primo aspetto da porre in rilievo. Nella dottrina di Barrès, l'esercito non è semplicemente una parte della Nazione, ma finisce con il costituirne l'essenza. In questa prospettiva, allora, il valore morale della guerra è identificabile nella sua effettiva capacità di far partecipare ogni individuo al destino dell'esercito e, quindi, della Nazione stessa. Alla luce di ciò, di conseguenza, si possono spiegare anche le rivendicazioni del nazionalismo italiano, volte ad un rafforzamento dell'esercito anche in chiave di una più intensa politica imperialistica. Analizzando parallelamente, nel suo lungo dialogo con D'Annunzio svoltosi il 18 maggio, la situazione dell'Italia e quella della Francia, di conseguenza, Barrès ricorda come : « Réunissant notre expérience, nous sommes d'accord, tous deux, pour considérer que dans nos deux pays la nation, à cette heure, c'est l'armée, et que chacun, à l'arrière, vaut dans la mesure où il se raccorde aux soldats »<sup>23</sup>. È stato correttamente osservato che rilevanza fondamentale nell'elaborazione politica di Barrès ebbe l'*affaire* Dreyfus, nel senso che, nella celebre contrapposizione con Emile Zola (1804-1902), il letterato nazionalista ribadì il concetto per cui il valore di un uomo non risiede nell'individuo singolarmente preso, ma nella sua capacità di rappresentare la Nazione<sup>24</sup>. È evidente che, proprio alla luce di questa considerazione e in rapporto a quanto sin qui detto, l'effettiva incarnazione della Nazione da parte del singolo si manifesta attraverso l'esercito o, per meglio dire, attraverso la sua azione che raggiunge l'apice, appunto, nella guerra. Da questo punto di vista, allora, ad un concetto di « esercito passivo » – che rischia di svolgere una mera funzione simbolica –, subentra l'idea di « esercito attivo », all'interno del quale confluiscono le energie della Nazione. Per questo motivo, il nazionalismo diviene « cura » della società solo nella guerra.

Per quanto, così come nel caso del nazionalismo italiano, una simile impostazione possa prestare il fianco alla considerazione per cui la dialettica internazionale diviene fondamentalmente uno scontro frontale tra Stati il cui risultato è quantificabile in relazione alla potenza del singolo contendente, nell'esposizione di Barrès, tuttavia, subentra il concetto di « guerra santa ». Accomunate, infatti, Francia e Italia, nella lotta contro i « Teutons », all'interno della traduzione italiana de *L'âme française et la guerre* si legge come « i francesi si battono con la coscienza di compiere un atto di religione », dal momento che per « primi essi inventarono l'idea di guerra santa » ; aggiungendo, quindi, come « per sollevare la nazione unanime, bisogna che essa si riconosca campione di Dio, il cavaliere della giustizia. [...] bisogna esser convinti che lottiamo contro i barbari – Islam in antico, pangermanismo oggi – o contro despoti, militarismo prussiano e imperialismo tedesco »<sup>25</sup>. Proprio in queste ultime righe si dispiega quello che Carl Schmitt (1888-1985) chiarì nella sua opera *Il nomos della terra*, pubblicata a Colonia nel 1950<sup>26</sup>. La Prima guerra mondiale, infatti, avrebbe

---

<sup>22</sup> R. Romanelli, *L'Italia liberale (1861-1900)*, Bologna, il Mulino, 1979, pp. 51-56.

<sup>23</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, cit., p. 80.

<sup>24</sup> M. Diani, *Metamorfosi del nazionalismo*, cit., p. 482.

<sup>25</sup> M. Barrès, *L'anima della Francia e la guerra*, Milano, Treves, 1917, pp. 50-51.

<sup>26</sup> C. Schmitt, *Il nomos della terra*, a cura di F. Volpi, Milano, Adelphi, 1991.

rappresentato, per il giurista tedesco, la fine dello *Jus publicum Europaeum*, ovvero di quell'equilibrio tra Stati in relazione al quale l'avversario, inteso come *justus hostis*, era riconosciuto in posizione paritaria e, quindi, non più criminalizzato ma considerato come antagonista rispetto al quale confrontarsi. Il processo di sfaldamento dell'equilibrio politico sorto con l'Età moderna era rilevabile, secondo Schmitt, già sul finire del XIX secolo e le parole di Barrès ne costituiscono la dimostrazione. La « guerra santa » prospettata dal letterato francese è la riproposizione di un modello universalistico – non più, tuttavia, come si avrà modo di chiarire, secondo l'esempio della *universitas Christiana* – che, in precedenza, si era affermato con l'Impero medioevale. La conseguenza fondamentale consiste nel fatto che lo Stato « nemico » non è più un avversario posto in una posizione paritaria rispetto ad un suo simile e rispetto al quale ci si misura. Esso non può essere considerato che un « diverso » da criminalizzare, al punto che la funzione dello scontro armato diviene quella di annientare l'avversario. Così, se Italia e Francia si battono « pour la défense de la civilisation », Barrès esplicita poi, riferendosi alla nuova alleata, l'idea schmittiana poc'anzi descritta, affermando : « Aux yeux de l'Italien qui raisonne, une chose n'est pas tout à fait nationale si elle demeure territoriale. Toujours préoccupé de son origine latine, il aime avoir des pensées universelles, et, plein de feu, il s'échappe du cercle étroit de ses intérêts propres après les avoir assurés<sup>27</sup> ».

Parallelamente a ciò, se il tributo di sangue torna ad essere l'elemento che contraddistingue l'*ethos* nobiliare, nella contrapposizione con l'etica borghese riemerge la funzione sociale dell'aristocrazia e di quello spirito guerriero il quale, dalla Rivoluzione francese in poi, era stato soppiantato dai principi produttivistici e, per certi versi cosmopoliti, della società industriale<sup>28</sup>. Tutto ciò è dimostrato dal fatto che « cette dure guerre que nous avons subie, qui nous fut imposée, elle l'a voulue. C'est grande noblesse »<sup>29</sup>.

La pubblicazione dei *Dieci giorni in Italia* sotto la curatela de *L'Eroica* di Cozzani<sup>30</sup> aveva, come obiettivo, quindi, quello di consolidare, anche a livello dottrinario, la posizione interventista sostenuta dal pubblicista ligure e da quella limitata parte dell'opinione pubblica di orientamento nazionalista. Non è un caso, infatti, che nel testo, Barrès si esprima positivamente circa alcuni nazionalisti italiani, tra i quali Alfredo Rocco (1875-1935), Guglielmo Ferrero (1871-1942) – che condivide con lui il principio dell'antagonismo tra civiltà latina e civiltà germanica –, e lo stesso Gabriele D'Annunzio, con il quale ha in comune, probabilmente, il passaggio da una iniziale forma di decadentismo, attraverso il « culto dell'io », ad un'esaltazione della massa come nerbo della Nazione militante<sup>31</sup>.

<sup>27</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, cit., p. 15.

<sup>28</sup> V. Petyx, *Dimenticare la Rivoluzione*, cit., pp. 19-25. Scrive, a questo proposito Enrico Corradini (1865-1931): « Dovere essenziale del nazionalismo è la formazione di una coscienza guerresca da opporre alla coscienza pacifista » (E. Corradini, *Il culto della morale guerresca*, in Id., *Scritti e discorsi 1901-1914*, a cura di L. Strappini, Torino, Einaudi, 1980, p. 221. Il corsivo è nel testo). Cfr. Z. Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Paris, Colin, 1972, p. 19; F. Gaeta, *Il nazionalismo italiano*, Roma-Bari, Laterza, 1981.

<sup>29</sup> M. Barrès, *Dieci giorni in Italia*, cit., p. 16. Le parole dell'autore sembrano concretizzare quanto presagito da Corradini, che individuava nella guerra lo strumento attraverso il quale favorire la solidarietà nazionale e l'avvento di una nuova civiltà guerriera (E. Corradini, *La morale della guerra*, in Id., *Discorsi politici 1902-1924*, Firenze, Vallecchi, 1925, p. 149).

<sup>30</sup> M. Carlino, *Cozzani, Ettore*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, XXX, 1984, pp. 552-555. Cfr. F. Perfetti, *Il movimento nazionalista in Italia (1903-1914)*, Roma, Bonacci, 1984; D. Cofrancesco, *Per un'analisi critica della destra rivoluzionaria: dal nazionalismo al fascismo*, Genova, Ecig, 1984; A. D'Orsi (a cura di), *I nazionalisti*, Milano, Feltrinelli, 1981.

<sup>31</sup> Circa questo aspetto di D'Annunzio: G. La Rosa, *Il disprezzo delle classi subalterne*, in *L'Italia e la « grande vigilia »*. *Gabriele D'Annunzio nella cultura politica italiana prima del Fascismo*, Milano, Franco Angeli, 2006 (in corso di stampa). Circa l'incontro tra Barrès e D'Annunzio a Venezia nel 1916, dopo l'incidente aereo occorso al Vate: G. Polvani, *Un dannunziano francese e un pittore visionario*, in M. Barrès, *Il greco o il segreto di Toledo*, Pavia, Editoriale Viscontea, 1989, p. 15; F. Broche, *Maurice Barrès*, cit., p. 491. Cfr. C. Charle, *Gli intellettuali nell'Ottocento*, cit., pp. 331-336.

Il percorso avviato con l'analisi del diario di viaggio di Barrès prosegue con le altre due opere pubblicate tra il 1916 e il 1917, alle quali si è fatto riferimento all'inizio di questo intervento. Essendo entrambe di carattere più strettamente teorico, soprattutto nello scritto *La dottrina nazionalista*, possiamo trovare quei tratti che accomunano il nazionalismo italiano con la teoria politica di Barrès, comunanza che evidentemente proprio la pubblicazione delle tre opere voleva ribadire quale fondamento della recente alleanza italo-francese. La scelta stessa dei curatori di pubblicare la sola Appendice al testo originario del 1902 – contenente, tra gli altri, il Programma elettorale per la sua candidatura (quella volta fallita), nel collegio di Nancy, del 1898, nonché una serie di articoli pubblicati dopo il 1893 « Contre les étrangers »<sup>32</sup> – è finalizzata ad esplicitare una serie di temi comuni al nazionalismo italiano. L'attacco frontale è rivolto, anzitutto, contro l'internazionalismo socialista di matrice proletaria – che si associa a quello sferrato contro l'internazionalismo massonico di carattere più strettamente borghese. L'« errore intellettuale dei socialisti »<sup>33</sup>, secondo Barrès, è stato quello di considerare la Rivoluzione francese come la premessa storica di una forma di cosmopolitismo, già *in nuce* nell'elaborazione dottrinarica del socialismo utopistico, e tradottosi, da Karl Marx (1818-1883) in poi, nell'internazionalismo socialista. « La Rivoluzione francese – scrive – ha detto semplicemente che i diritti dell'uomo e del cittadino erano gli stessi da per tutto, perché son dei diritti attinenti alla qualità di uomo, ma nessuna conseguenza ne deriva sul modo con cui l'umanità si organizzerà »<sup>34</sup>. Quest'ultima, infatti, secondo il nostro Autore, ha seguito un'evoluzione fondamentale basata sul principio delle nazionalità, il quale è stato pienamente esplicitato proprio a seguito della Rivoluzione del 1789. Se « il nazionalismo è la legge che domina sull'organizzazione dei popoli moderni », Barrès precisa, in qualità di « vérité historique », come occorra accettare « [...] qui come nell'ordine economico, la legge dell'evoluzione e la direzione generale secondo la quale, attraverso un lento sconvolgimento, si sostituisce all'antica organizzazione per contratti l'unione di coloro che parlano una stessa lingua e che delle comuni leggende hanno amalgamati e fusi »<sup>35</sup>. Da queste parole emergono alcuni aspetti fondamentali della dottrina nazionalistica dell'uomo politico francese veicolata nel quadro politico italiano.

Il primo aspetto da rilevare consiste nel concetto di « organizzazione per contratti », che Barrès indica anche come « diritto storico », contrapponendolo a quello « naturale » derivante dall'organizzazione secondo il principio della nazionalità. Con queste espressioni egli rifiuta la tradizione personalistica di matrice feudale, la quale, legando le parti secondo un

---

<sup>32</sup> M. Barrès, *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 431. L'Appendice contiene, oltre al Programma di Nancy, i tre articoli, apparsi sul *Le Figaro* il 23 maggio, il 6 giugno il 13 luglio 1893, raccolti e pubblicati nello stesso anno nella brochure *Contre les Étrangers* (A. Zarach, *Bibliographie barrésienne 1881-1948*, cit., pp. 8 e 78). Vi è poi un articolo apparso su *Le Journal* il 22 gennaio 1897 con il titolo *Sur un journal doctrinaire*, qui riproposto e parzialmente rivisto con il titolo *Erreur intellectuelle des socialistes* (F. Broche, *Maurice Barrès*, cit., p. 276). È, infine, riportato con lievi modifiche lo scritto *Notes sur les idées fédéralistes*, apparso, per la prima volta, su *La Quinzaine* nel 1895. Quest'ultimo articolo non è indicato nella bibliografia di Zarach. Cfr. Z. Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, cit., pp. 227-229.

<sup>33</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 31 (« Erreur intellectuelle des socialistes », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 440).

<sup>34</sup> Id., *La dottrina nazionalista*, cit., p. 42 (« La Révolution française a simplement dit que les droits de l'homme et du citoyen étaient les mêmes partout, parce que ce sont des droits qui tiennent à la qualité d'homme, mais il ne s'ensuit aucune conséquence sur la manière dont l'humanité s'organisera », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 444).

<sup>35</sup> Id., *La dottrina nazionalista*, cit., pp. 45-46 (« Le nationalisme [vous dis-je] est la loi qui domine l'organisation des peuples modernes », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 445 ; « [...] ici comme dans l'ordre économique, la loi de l'évolution et la direction générale selon laquelle, par une lente poussée, à la vieille organisation par contrats se substitue l'union de ceux qui parlent une même langue et que rapprochent des légendes communes », *Ibidem*).

criterio gerarchico di derivazione, tuttavia, contrattuale<sup>36</sup>, delineava la struttura di potere sulla base del principio della *fides*, che prescindeva, a sua volta, dalla provenienza geografico-culturale – o, secondo la terminologia di Barrès, dalla nazionalità – delle parti in questione. Il compito di costituire la Nazione, in altri termini, non era affatto affidato, secondo l'uomo politico lorenese, al Monarca, come affermato dalla dottrina legitimista dell'Antico Regime, ma era una conseguenza del radicamento dell'individuo alla propria terra e alle proprie tradizioni, secondo un indirizzo di pensiero che, tra l'altro, associa all'idea di Patria « une et indivisible », il fatto che la « nazionalità francese è fatta [...] di nazionalità provinciali. Se una di queste manca, il carattere francese perde uno dei suoi elementi »<sup>37</sup>. È assolutamente evidente, alla luce di queste parole, l'opportunità di pubblicare l'opera di Barrès anche in Italia. Comune alla realtà francese è, infatti, anzitutto il carattere composito della Nazione italiana. Inoltre vi è un'evidente affinità circa il concetto di nazionalità, inteso dal punto di vista della subordinazione dell'individuo alla Nazione, sia come entità trascendente il singolo soggetto, sia come fondamento etico-morale verso la realizzazione del quale è rivolta l'azione di ogni suo membro. Ma l'importanza deve essere letta anche e soprattutto in chiave irredentistica. La conquista dei territori contesi all'Impero Austro-Ungarico – come l'Alsazia e la Lorena, rivendicati dalla Francia al *Reich* guglielmino –, infatti, non avrebbe semplicemente determinato il congiungimento degli italiani posti sotto il governo asburgico con i compatrioti, sudditi della Corona sabauda, ma avrebbe consentito il *completamento* della Nazione italiana. In altri termini, portando agli estremi il ragionamento di Barrès, la Nazione italiana si sarebbe potuta dire completa, e quindi effettivamente esistente, solo nel momento in cui tutte le sue componenti spirituali, legate anche ai territori irredenti, si fossero ricongiunte. Ecco così giustificata la necessità della guerra contro gli Imperi centrali sostenuta dai nazionalisti di entrambi i paesi, nonché quella di una solida alleanza, sulla base di una comunanza d'intenti e di spirito, tra la Francia e l'Italia, tanto celebrata dal nostro autore nei *Dieci giorni in Italia*.

L'opportunità, tuttavia, di pubblicare in Italia una scelta delle opere di Barrès sulla base di alcune affinità ideologiche con il nazionalismo italiano è rinvenibile anche per ciò che attiene la genesi e l'essenza stessa del concetto di Nazione elaborato dall'uomo politico francese. Per chiarire tale aspetto, occorre analizzare il concetto di *straniero*, essenziale nell'elaborazione dottrina del nostro Autore. Letto in chiave etimologica, infatti, secondo il termine latino *extraneum*, esso indica colui che è esterno ad una determinata realtà, che ne è, in altri termini, estraneo. Nel pensiero del letterato francese, allora, tale termine deve essere analizzato in relazione al fatto che « [...] per paese intendiamo, non un territorio, ma l'insieme dei cittadini »<sup>38</sup>. Lo straniero diventa, quindi, il « non cittadino ». Ciò comporta due conseguenze. In primo luogo, il fatto che il concetto di razza, derivante da una simile impostazione, risenta maggiormente dell'influenza ambientale storicamente determinata piuttosto che del monismo immanentistico proprio del concetto tedesco di *Volk*.

Il letterato e uomo politico francese non svolge una disamina circa la « purezza » della razza francese, che rischia di essere « contaminata » dall'elemento straniero, o che lo è già inevitabilmente, come riteneva Joseph-Arthur de Gobineau (1816-1882). Pone, piuttosto, la questione nazionale, similmente al caso italiano, nei termini della tutela di un patrimonio culturale, politico ed economico, che deriva da una comune e voluta convivenza sociale, nella

<sup>36</sup> G. Poggi, *Le vicende dello Stato moderno*, Bologna, il Mulino, 1978, pp. 42-45 ; G. Formigoni, *L'Italia dei cattolici. Fede e nazione dal Risorgimento alla Repubblica*, Bologna, il Mulino, 1998, p. 17.

<sup>37</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 165 (« La nationalité française, selon nous, est faite des nationalités provinciales. Si l'une de celles-ci fait défaut, le caractère français perd un de ses éléments », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 501).

<sup>38</sup> Id., *La dottrina nazionalista*, cit., p. 92 (« [...] par pays, nous entendons non pas un territoire, mais l'ensemble des citoyens », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 467).



quale l'elemento biologico tende ad esaurirsi in caratteri nazionali non solo acquisiti e trasmissibili, ma acquisibili da coloro che francesi non sono ancora<sup>39</sup>. Non esclusivamente il tempo, tuttavia, consentirà tale trasmissione per via ereditaria, dal momento che condizione essenziale perché ciò possa avere inizio è la volontà politica di ampliare la comunità francese attraverso il processo di « naturalizzazione ». Quest'ultimo è in realtà possibile, ma non auspicabile, secondo Barrès, in relazione alla congiuntura politico-economica che vive la Francia tra la fine del XIX secolo e i primi anni del XX. È evidente – ed è questo il secondo aspetto al quale si è fatto riferimento in precedenza – la maggiore « permeabilità » del concetto di Nazione di Barrès rispetto, per esempio, all'idea di razza ariana che sarà propria dell'ideologia nazista. Il problema, a mio modo di vedere, per il letterato francese, è di carattere « quantitativo », e non « qualitativo ». Nella traduzione italiana della sua opera, infatti, si dice come « *contro il naturalizzato*, che pretende di fare una parte in politica [concederemo dapprima solo] dei diritti privati, riservando i diritti politici alla sua discendenza »<sup>40</sup>. La ragione della concessione dei diritti politici solo ai discendenti è evidente: coloro che vivranno su un determinato territorio per decenni assorbiranno la tradizione, la cultura e il patrimonio di ricordi – e i morti – propri della comunità territoriale all'interno nella quale si trovano ad essere immersi. Da questo punto di vista, nella polarità tra « fattore sociologico » e « fattore naturale », il nostro Autore propende per una derivazione del primo dal secondo, nel senso che la comunità sociale si forgia sulla base di quei caratteri ambientali all'interno dei quali essa si trova calata. Così egli, riportandole nella sua opera, condivide le parole espresse dal socialista Léon Hennebicq, secondo cui « tutte le grandi forze sociali, l'arte, la religione, il diritto, la morale, dipendono dalla tradizione storica e geologica delle società »<sup>41</sup>. In ciò appare evidente l'influenza della tesi lamarckiana di ereditarietà, la quale risulta strettamente connessa all'elemento ambientale piuttosto che a quello biologico di matrice darwiniana<sup>42</sup>. Da questo punto di vista, allora, la pubblicazione di una parte di *Scènes et doctrines du nationalisme* in Italia acquista un significato particolare se teniamo conto dell'affinità dottrinarie circa il concetto storico e politico – ma nient'affatto etnico – dell'idea di Nazione propugnata dai nazionalisti italiani e quello dello scrittore francese. La teoria deterministica del concetto di Nazione in Barrès, inoltre, si sposa molto bene con quell'orientamento teorico, proprio anche di una parte del nazionalismo italiano, che sosteneva l'ormai prossima estinzione dell'Impero Austro-Ungarico a causa degli insanabili conflitti, a sfondo nazionalistico, che dilaniavano l'interno dei territori asburgici alla vigilia della Prima guerra mondiale. Tale implosione, infatti, non avrebbe fatto altro che dichiarare la vittoria del principio nazionalistico, consentendo all'Italia – oltre che alla Francia – di entrare in possesso delle terre irredente. Occorre, tuttavia, fare una precisazione circa l'approccio ideologico che guida l'edizione italiana dell'opera *barrèsienne* del 1902. Per quanto vi sia affinità circa l'idea di Nazione elaborata dal letterato francese e quella concepita dal movimento nazionalista italiano, tale vicinanza risulta solo parziale. Viene, infatti, a mancare

<sup>39</sup> J.W. Burrow, *La crisi della ragione*, cit., pp. 219-224. Scrive Corradini similmente: « Or la virtù nazionale è lo sforzo di volontà di cui è capace un popolo a crear la sua storia » (E. Corradini, *La vita nazionale*, in Id., *Scritti e discorsi 1901-1914*, cit., p. 91).

<sup>40</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 24 (« *Contre le naturalisé*, qui prétend jouer un rôle politique et à qui nous ne laisserons que des droits privés, réservant les droits politiques à ses descendants », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., pp. 437-438). I corsivi sono nei testi.

<sup>41</sup> Id., *La dottrina nazionalista*, cit., p. 51 (« Toutes les grandes forces sociales, l'art, la religion, le droit, la morale dépendent de la tradition historique et géologique des sociétés », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 447).

<sup>42</sup> V. Collina, *Natura e politica in Maurice Barrès e in Charles Maurras*, in M. Donzelli e R. Pozzi (a cura di), *Patologie della politica. Crisi e critica della democrazia tra Otto e Novecento*, Roma, Donzelli, 2003, pp. 347-349. Cfr. anche D. Fisichella, *La democrazia contro la realtà. Il pensiero politico di Charles Maurras*, Roma, Carocci, 2006.

l'aspetto del « radicamento » localistico al suolo come presupposto del sostegno alla comunità nazionale, fondamentale nell'elaborazione dottrinarie del nostro Autore. Ciò è rilevabile dal confronto tra un passo della versione originale di *Scènes et doctrines du nationalisme* e la sua traduzione italiana. Barrès scrive : « Pour refaire de l'énergie française, il faut tirer toutes ses conséquences du principe que *la patrie est plus forte dans l'âme d'un enraciné que dans celle d'un déraciné* »<sup>43</sup>. La versione italiana, per quanto fedele, traduce erroneamente ma, a mio avviso, volontariamente, i termini « enraciné » e « déraciné » con quelli di « equilibrato » e « squilibrato ». Ciò perché i curatori erano consapevoli della scarsa rilevanza che assumeva l'elemento territoriale in chiave di definizione della comunità nazionale italiana. Al contrario della Francia, infatti, i cui confini geografici erano ormai da lungo tempo storicamente definiti, in Italia ciò che aveva a che fare con le radici locali, veniva considerato un grave attentato al principio dell'Unità nazionale. In questi termini, allora, se il concetto di Nazione italiana rimaneva riferibile soprattutto all'aspetto culturale, quello politico veniva ad identificarsi con le rivendicazioni irredentiste, nel senso, tuttavia, di una sostituzione al tema *barrèsienne* del radicamento al suolo, quello più realistico dell'ingrandimento territoriale.

Barrès scrive acutamente : « Si vede come il nazionalismo generi, per necessità, socialismo »<sup>44</sup>. Come è stato correttamente posto in evidenza, l'uomo politico francese è tra i primi a sottolineare il legame tra il concetto di nazionalismo e quello di socialismo<sup>45</sup>, stabilendo la derivazione del secondo dal primo. Tale concetto deve essere compreso alla luce di quanto sin qui detto circa la difesa dallo « straniero ». Gran parte della riduzione italiana di *Scènes et doctrines du nationalisme* è dedicata alla tutela della manodopera nazionale. Numerosi sono gli appelli di Barrès circa il ricorso a forme di protezionismo e di autarchia economica volti a proteggere la Francia non solo nei confronti degli operai stranieri, ma anche nei riguardi della « féodalité financière » internazionale e di certi industriali i quali, pur condannando il principio della libera concorrenza quanto al prodotto, ricorrono alla manodopera straniera quando questa risulta essere più conveniente. Barrès a questo proposito scrive : « Ma se andando contro l'opinione degli economisti ortodossi e dei socialisti collettivisti si crede che l'idea di patria è bella, buona, legittima, bisogna che l'influenza di questa concezione si faccia sentire sull'economia sociale, come si fa sentire sulla politica, sull'educazione pubblica e si arriva a questa conclusione : il pianeta non è un'officina, ma una raccolta d'officine che hanno degli interessi forse solidali, certo separati »<sup>46</sup>.

È evidente, in queste parole, la sua concezione antiborghese e la critica nei confronti dell'*esprit d'industrie*, proposto dai liberali, dopo i fatti dell'Ottantanove, come presupposto per la costituzione di una forma di cosmopolitismo sulla base, come si è già avuto modo di

---

<sup>43</sup> M. Barrès, *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 450. Si riporta, di seguito, la traduzione italiana completa : « Per rifare dell'energia nazionale bisogna trarre tutte le conseguenze del principio che *la patria è più forte nell'animo d'un equilibrato che in quello d'uno squilibrato* » (Id., *La dottrina nazionalista*, cit., p. 54). I corsivi sono nei testi.

<sup>44</sup> Id., *La dottrina nazionalista*, cit., p. 16 (« On voit comment nationalisme engendre nécessairement socialisme », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 434).

<sup>45</sup> B. Di Porto, *Il nazionalismo tra continuità e rottura con il Risorgimento*, in R.H. Rainero (a cura di), *Da Oriani a Corradini. Bilancio critico del primo nazionalismo italiano*, Milano, Franco Angeli, 2003, p. 27 ; Z. Sternhell, *La destra rivoluzionaria. Le origini francesi del fascismo 1885-1914*, Milano, Corbaccio, 1997, pp. 28-29. Cfr., per taluni aspetti, anche : P. Drieu La Rochelle, *Socialisme fasciste*, Paris, Gallimard, 1934 (l'edizione italiana di tale opera corrisponde a : Id., *Socialismo fascista*, Roma, E.G.E., 1973).

<sup>46</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., pp. 83-84 (« Mais si, contrairement à l'opinion des économistes orthodoxes et des socialistes collectivistes, on pense que l'idée de patrie est belle, bonne, légitime, il convient que l'influence de cette conception se fasse sentir en économie sociale, de même qu'elle se fait sentir dans la politique, dans l'éducation publique, et on arrive à cette conclusion que la planète n'est pas un atelier, mais une collection d'ateliers ayant des intérêts peut-être solidaires, mais distincts », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 463).

dire, del principio della produttività<sup>47</sup>. Per Barrès il concetto di Nazione non può prescindere da quello di solidarietà nazionale – il *socialismo*, appunto, così come lo intende il nostro Autore – la quale, opposta all'internazionalismo marxista, si sostanzia nel mutuo soccorso tra ciascuna componente organica della Nazione. In questa prospettiva, egli scrive come « gli elementi energici di cui la società francese ha bisogno, li troverà in sé stessa col favorire l'accesso ai più diseredati, ai più poveri, coll'evearli a maggiore benessere, a maggiore istruzione professionale »<sup>48</sup>. La politica sociale che ne deriva, quindi, criticando da un lato l'infondatezza della legge del materialismo storico e dall'altro i principi liberali del capitalismo e della libera concorrenza, ripropone sia forme di associazionismo in chiave organica e mutualistica – come il sindacato « ou groupe corporatif »<sup>49</sup> –, sia un modello di ascetismo anticapitalistico rifacentesi alle elaborazioni dottrinarie di Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865).

Occorre, da ultimo, fare un'importante precisazione quanto alla scelta operata dai curatori circa i testi da riprodurre nell'edizione parziale italiana di *Scènes et doctrines du nationalisme*. Il numero di pagine dedicate alla « diaspora » e all'integrazione degli ebrei all'interno della comunità nazionale è decisamente ridotto – ciò, tra l'altro, in contrasto con l'effettiva posizione antisemita assunta da Barrès nella politica francese. Ciò si spiega nell'ambito delle molteplici posizioni che assunse il movimento nazionalista italiano in merito al problema dell'antisemitismo. Tutt'altro che univocamente accettata, infatti, l'ostilità verso la popolazione ebraica in Italia, come è stato osservato<sup>50</sup>, rappresentò uno dei punti di frizione tra i nazionalisti ed ebbe un impatto moderato anche rispetto all'opinione pubblica. Ciò, del resto, sarebbe stato confermato anche negli anni del regime di Mussolini, soprattutto in relazione alla legislazione antisemita elaborata nel ventennio fascista rispetto, al contrario, a quella adottata nel *Reich* hitleriano. La scelta dei curatori pone, viceversa, in una posizione di preminenza la questione della tutela dell'operaio contro il lavoratore e il prodotto straniero. Tale pericolo è espresso non semplicemente come conseguenza della concorrenza internazionale in un regime di libero mercato – rispetto al quale Barrès sostiene la politica protezionistica (« Il nazionalismo è un protezionismo »<sup>51</sup>) –, ma, soprattutto, come incapacità della Nazione ad « assimiler »<sup>52</sup> la componente straniera rappresentata, in altre parole, dall'operaio immigrato che lavora in Francia. Ritorna, in questi termini, il problema « quantitativo », e non « qualitativo », relativo alla questione nazionale.

Si è detto come Barrès ritenga che la Rivoluzione francese abbia proclamato esclusivamente l'uguaglianza dell'uomo nella sua qualità di essere vivente, senza far riferimento ad alcuna forma di egualitarismo. In questa prospettiva, egli scrive come la « [...] protesta contro l'uomo astratto dei diritti dell'Uomo e delle teorie di Kant dimostra che i

---

<sup>47</sup> V. Petyx, *Dimenticare la Rivoluzione*, cit., pp. 20-21.

<sup>48</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 16 (« les éléments énergiques dont il est bien vrai que la société française a besoin, elle les trouvera en elle-même, en favorisant l'accession des plus déshérités, des plus pauvres, en les élevant à plus de bien-être, à plus d'instruction professionnelle », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 434).

<sup>49</sup> Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., pp. 456-457.

<sup>50</sup> S.B. Galli, *Gualtiero Castellini e Scipio Sighele tra irredentismo e nazionalismo*, in « Annali del Museo Storico Italiano della Guerra », n. 12/13 – 2004/2005, pp. 71-129 (in particolare la lettera di Sighele a Castellini in appendice, pp. 125-128); Id., *Dall'irredentismo al nazionalismo: appunti sul pensiero politico di Gualtiero Castellini* in R.H. Rainero (a cura di), *Da Oriani a Corradini*, cit., pp. 161-176. Circa la posizione di Corradini, cfr. L. Strappini, *Introduzione*, in E. Corradini, *Scritti e discorsi 1901-1914*, cit., p. XVI.

<sup>51</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 54 (« Le nationalisme est un protectionnisme », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 449).

<sup>52</sup> Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 471.

socialisti non sono necessariamente dei logici ebbri dell'assoluto e ciechi alle realtà »<sup>53</sup>. Da questa citazione, a margine della nuova polemica contro i socialisti, emergono alcune importanti considerazioni. Dapprima, la critica del letterato francese, comune alla cultura transalpina maturata nella seconda metà dell'Ottocento, è rivolta contro il neokantismo. Nella contrapposizione tra « ragione » e « fatti », Barrès, in linea con la sua impostazione filosofica, propende per quell'indirizzo deterministico in relazione al quale l'azione dell'uomo non è volta a cogliere, in via razionale, il modello ideale sul quale plasmare la realtà fattuale<sup>54</sup>. Ciò comporterebbe, infatti, una sostanziale astrazione da quelle grandi forze legate alla « tradizione storica e geologica della società », a cui si è fatto cenno in precedenza. È evidente il superamento del modello giusnaturalistico moderno, peraltro già da tempo violentemente attaccato dall'orientamento tradizionalista e teocratico sviluppatosi, in seno alla Restaurazione, all'interno del pensiero controrivoluzionario<sup>55</sup>. D'altra parte, la critica è indirettamente rivolta anche al giusnaturalismo medioevale, al quale fanno riferimento alcuni pensatori reazionari francesi e italiani<sup>56</sup>. Barrès scrive : « Compito della filosofia del secolo decimottavo e della Rivoluzione francese, fu di porre la società sul diritto naturale »<sup>57</sup>. Indubbiamente il riferimento del nostro Autore al diritto naturale – decisamente opposto rispetto a quello di matrice illuministica – costituisce la dimostrazione della necessità di derivare il modello politico e sociale dall'ordine immutabile della Natura, impastata di *terre* e di *morts*. L'influenza positivista aveva spostato lo sguardo dal « perché » al « come » è determinata la realtà, concentrando l'attenzione sulle leggi immanenti che la regolano ed escludendo dall'indagine le cause prime. In questa prospettiva, la realtà fattuale, conoscibile attraverso la corretta applicazione del metodo scientifico, finiva con il non aver più alcun legame con il Piano provvidenziale divino, tanto che l'atto fideistico era rivolto ora alle leggi scientifiche piuttosto che all'« ordine ontologico di origine divina »<sup>58</sup>. La reazione al positivismo con forme di irrazionalismo legate all'istintività derivante dal viscerale – e determinato – legame con la propria terra e i propri antenati accomuna Barrès ad una parte del nazionalismo italiano. La riproposizione delle gerarchie derivanti dall'immutabile ordine naturale, d'altra parte, non permettono di identificare in maniera completa, come è stato sottolineato<sup>59</sup>, tale orientamento di pensiero con la dottrina fascista. Ciò poiché risulta del tutto assente l'aspetto « creativo » legato al concetto di « uomo nuovo », a favore, viceversa, di una forma di naturalismo determinista. Da questo punto di vista, allora, si possono altresì comprendere le difficoltà riscontrate da una parte del nazionalismo italiano a confluire all'interno del nascente movimento fascista.

<sup>53</sup> Id., *La dottrina nazionalista*, cit., p. 52 (« [...] protestation contre l'homme abstrait des Droits de l'Homme et du Kantisme prouve que les socialistes ne sont pas nécessairement des logiciens ivres d'absolu et aveugles aux réalités », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 448).

<sup>54</sup> V. Petyx, *Dimenticare la Rivoluzione*, cit., p. 27. Scrive Corradini : « La nazione è un fatto [...]. Al contrario, [...], l'umanità è tutt'al più una possibilità [...] » (E. Corradini, *La vita nazionale*, cit., p. 99).

<sup>55</sup> M. Boffa, Voce *Controrivoluzione*, in F. Furet e M. Ozouf (a cura di), *Dizionario critico della Rivoluzione Francese*, Milano, Bompiani, 1994, II, pp. 743-751. Cfr. M. Ravera, *Introduzione al tradizionalismo francese*, Roma-Bari, Laterza, 1991.

<sup>56</sup> È il caso, per esempio, di Joseph de Maistre (1753-1821) e, in Italia, di Cesare Cantù (1804-1895). A questo proposito : D. Fisichella, *Joseph de Maistre pensatore europeo*, Roma-Bari, Laterza, 2005 ; A. De Servi, *Per un profilo del pensiero politico di Cesare Cantù*, in *Annali dell'Istituto di Storia moderna e contemporanea – Università Cattolica del Sacro Cuore*, XII (2006), pp. 141-164.

<sup>57</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 40 (« Le rôle de la philosophie du dix-huitième siècle et de la Révolution française fut d'asseoir la société sur le droit naturel, [...] », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 443).

<sup>58</sup> V. Collina, *Natura e politica in Maurice Barrès e in Charles Maurras*, cit., p. 345.

<sup>59</sup> P. Milza, *Fascismo : l'impossibile modellizzazione ?*, in A. Campi (a cura di), *Che cos'è il Fascismo ? Interpretazioni e prospettive di ricerca*, Roma, Ideazione, 2003, p. 224.

Natura e storia, contrariamente al pensiero controrivoluzionario proprio della Restaurazione, finiscono con l'essere riuniti in funzione nazionale<sup>60</sup>. Ne consegue che l'ordine naturale, ritenuto immutabile, si stacca progressivamente da una visione trascendente, per legarsi, viceversa, in via necessaria ai caratteri fisici propri del luogo naturale. Alla luce di ciò, la storia, da estrinsecazione della caduta dell'uomo a seguito del peccato originale – come nel pensiero reazionario della Restaurazione –, diviene la progressiva e necessaria sedimentazione delle tradizioni e, al contempo, l'assimilazione di queste da parte di coloro i quali sono radicati sul territorio. In questa prospettiva l'aspetto religioso, da componente universale dell'ordine naturale – l'*universitas Christiana* al quale si è fatto cenno in precedenza – diviene, più limitatamente, caratteristica specifica propria della singola Nazione. Non è un caso, a questo proposito, che la valorizzazione del cattolicesimo propugnata dai nazionalisti italiani fosse legata al fatto che la Chiesa costituiva una colonna della vita della Nazione. I controrivoluzionari, è stato osservato, sintetizzavano il proprio pensiero con la necessaria ricerca di un « nemico », il quale, emerso come conseguenza dei fatti rivoluzionari, doveva essere respinto attraverso una religione intesa sempre meno dal punto di vista spirituale e concepita, viceversa, come apparato dogmatico volto a legittimare l'organizzazione politica<sup>61</sup>. La religione, tuttavia, ora non è più la chiave di volta dell'ordine sociale, dal momento che quest'ultimo discende dai caratteri naturali della Nazione, della quale la religione può essere una componente, come può non esserlo. Il rifiuto di forme di egualitarismo, in questa prospettiva, non si riflette tanto nell'ambito interno alla società nazionale, quanto soprattutto in chiave internazionale. Così Barrès scrive come « l'idea di patria deve racchiudere un'ineguaglianza, ma a detrimento degli stranieri e non, come adesso, a detrimento dei connazionali »<sup>62</sup>. Il « nemico », in questa prospettiva, non è più universalmente riconosciuto come il fautore dei valori secolari di matrice rivoluzionaria, ma individuato, in prospettiva nazionale, nello « straniero ».

È necessario analizzare un ultimo aspetto in rapporto alla scelta operata dai curatori dell'edizione italiana di *Scènes et doctrines du nationalisme*. La questione in oggetto è quella relativa alle *Notes sur les idées fédéralistes*. Indubbiamente, la questione nazionale in Italia non si inseriva all'interno della disputa circa la forma di Stato contesa, come in Francia, tra Monarchia e Repubblica<sup>63</sup>. Essa, al contrario, focalizzava la propria attenzione in chiave risorgimentale, nel senso della necessità del completamento di quella « missione » del popolo italiano – l'unificazione della Patria – che le tre guerre d'indipendenza ottocentesche avevano avviato ma non concluso<sup>64</sup>. L'opportunità di pubblicare, tuttavia, le parole di Barrès, sottende l'intenzione di creare una polemica comune nei confronti del sistema partitico – inteso come

<sup>60</sup> V. Collina, *Natura e politica in Maurice Barrès e in Charles Maurras*, cit., p. 349 ; D. Fisichella, *Joseph de Maistre pensatore europeo*, cit., p. 28.

<sup>61</sup> C. Galli, *Introduzione*, in Id. (a cura di), *I controrivoluzionari. Antologia di scritti politici*, Bologna, il Mulino, 1981, pp. 25-26. Come specifica l'autore, l'analisi del pensiero controrivoluzionario da questo punto di vista è operata da Schmitt, come esempio concreto di 'politico', nel senso di una perfetta applicazione della categoria 'amico-nemico' (C. Schmitt, *Il concetto di "politico"*, in : Id., *Le categorie del 'politico'*, a cura di G. Miglio e P. Schiera, Bologna, il Mulino, 1972, pp. 101-165). È, per esempio, l'orientamento assunto da Antonio Capece Minutolo, Principe di Canosa (1763-1838). A questo proposito : N. Del Corno, *Introduzione*, in *Gli « scritti sani ». Dottrina e propaganda della reazione italiana dalla Restaurazione all'Unità*, Milano, Franco Angeli, 1992, p. 48.

<sup>62</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 85 (« L'idée de patrie implique une inégalité, mais au détriment des étrangers, et non, comme aujourd'hui, au détriment des nationaux », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 464).

<sup>63</sup> D. Frescobaldi *Introduzione*, in Id. (a cura di), *La controrivoluzione (Barrès, Maurras, L. Daudet)*, Firenze, L'Arco, 1949, pp. 8-15 ; F. Broche, *Maurice Barrès*, cit., pp. 243-262.

<sup>64</sup> Circa il concetto di missione, scrive Corradini : « [...] una nazione è soprattutto un consentimento di generazioni che seguono a generazioni, per una missione, da compiere attraverso i secoli » (E. Corradini, *La vita nazionale*, cit., p. 90).

proiezione, in chiave istituzionale, dei profondi conflitti sociali derivanti dalle distinzioni di classe prospettate dalle dottrine socialiste – e dell’organizzazione parlamentare, che finivano con il soffocare la forza vitale della società nazionale. L’uomo politico francese scrive : « abbiamo piena fiducia nel decentramento, che faciliterà la vitalità e permetterà lo sviluppo di quella *vis medicatrix naturae* inerente ad ogni organismo »<sup>65</sup>. L’aspetto importante da sottolineare risiede nel fatto che, quando egli parla di decentramento, non si riferisce semplicemente ad una forma d’amministrazione, quanto all’espressione della comunità nazionale attraverso la libera associazione nelle forme corporative e nelle istituzioni di carattere locale. Tanto che poi afferma : « [...] noi confondiamo la libertà d’associazione con il decentramento », e poco dopo aggiunge : « Bisogna aiutare tutti gli organismi naturali a formarsi, favorire tutte le *affinità*. Coll’estensione delle personalità civili, la trasformazione proprietaria si può effettuare lentamente e pacificamente. La proprietà delle collettività diventerà sempre più l’istrumento di lavoro, e risolverà ciò che i collettivisti chiamano la « socializzazione dei mezzi di produzione ». Il lavoratore non sarà più un salariato ; non sarà più nemmeno un funzionario e diventerà semplicemente un socio<sup>66</sup> ».

Si ripropone, in questi termini, quell’interazione tra nazionalismo, sindacalismo e libertà che aveva contrassegnato anche lo sviluppo del movimento nazionalista in Italia<sup>67</sup>. Il richiamo, tra gli altri, ai comuni e ai sindacati come unità fondamentali della Nazione, comparando « *il movimento corporativo moderno al movimento comunale del XII secolo* », permette di creare un ponte tra l’elaborazione di Barrès e l’Italia, quando egli afferma che « Il federalismo non è solo politica interna, è politica d’esportazione che avrebbe un rimbombo [anche] sull’Italia, dove riapparirebbe per il maggior bene della civiltà italiana [...] »<sup>68</sup>.

Per quanto in questa sede non sia possibile approfondire il progetto politico di Barrès, inteso dall’autore come « esperimento sociologico », è interessante rilevare come la sua ipotesi di corporativismo nazional-territoriale di matrice tradizionalista, se da un lato si accomuna – nella sola finalità organica – alla progettualità politica del corporativismo produttivistico espressa da Alceste De Ambris (1874-1934) e da D’Annunzio nella *Carta del Carnaro*<sup>69</sup>, d’altro canto si pone in antitesi rispetto all’elaborazione dottrinarie dello Stato fascista. È stato scritto, infatti, che il legame tra l’ordine sociale e quello morale nella dottrina di Barrès avrebbe generato un culto dello Stato, il quale avrebbe obbligato « l’individuo a sottomettersi assolutamente al potere coercitivo della società per il tramite dello Stato »<sup>70</sup>. In effetti, tale rischio, per quanto effettivo – è l’ipotesi della Repubblica plebiscitaria di modello

<sup>65</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., pp. 140-141 (« [...] nous mettons notre confiance dans la décentralisation qui facilitera la vitalité et permettra le jeu de cette *vis medicatrix naturae* inhérente à tout organisme », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 491). I corsivi sono nei testi.

<sup>66</sup> Id., *La dottrina nazionalista*, cit., pp. 65-66 (« [...] nous confondons la liberté d’association et la décentralisation. Il faut aider à se former tous les organismes naturels, favoriser toutes les *affinités*. Par l’extension des personnalités civiles, la transformation propriétaire peut s’effectuer lentement et pacifiquement. La propriété des collectivités deviendra de plus en plus l’instrument de travail et résoudra ce que les collectivistes appellent la “socialisation des moyens de production”. Le travailleur ne sera plus un salarié ; il ne sera pas non plus un fonctionnaire et il deviendra un pur associé », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 456). I corsivi sono nei testi.

<sup>67</sup> F. Perfetti, *Il nazionalismo italiano dalle origini alla fusione col fascismo*, Bologna, Cappelli, 1977, pp. 9-10.

<sup>68</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., pp. 66 e 172 (« *On peut comparer le mouvement corporatif moderne au mouvement communal du XII<sup>e</sup> siècle* », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 457 ; « Le fédéralisme, ce n’est pas seulement de la politique intérieure, c’est une politique d’exportation qui aurait du retentissement [...] sur l’Italie, où il réapparaîtrait, pour le plus grand bien de la civilisation italienne [...] », Ivi, p. 504). I corsivi sono nei testi.

<sup>69</sup> R. De Felice, *Introduzione*, in Id. (a cura di) *La Carta del Carnaro nei testi di Alceste De Ambris e Gabriele D’Annunzio*, Bologna, il Mulino, 1973, pp. 7-31 ; A. De Servi, *L’abbozzo di uno Stato nuovo : la « Carta del Carnaro »*, in *L’Italia e la « grande vigilia »*, cit.

<sup>70</sup> M. Diani, *Metamorfosi del nazionalismo*, cit., p. 482. Cfr. P. Milza, *Fascismo : l’impossibile modellizzazione ?*, cit., pp. 224-226.

bonapartista<sup>71</sup> – finiva con l’essere escluso dall’ipotesi politica del letterato francese. La progettualità organica da lui prospettata, infatti, mirava alla costituzione di una comunità politica – quella nazionale – composta da una pluralità di singole unità nazional-territoriali stabilite inevitabilmente sulla base del principio deterministico legato alla terra e ai morti. Come è stato correttamente osservato<sup>72</sup>, quindi, la libertà dell’individuo si concretizzava nella presa di coscienza del singolo circa il suo rapporto con la natura, nei confronti della quale egli si trovava ad essere legato in via causale secondo la legge del nazionalismo. La libertà nella Nazione è, di conseguenza, la constatazione di un « fatto » naturale, rispetto al quale lo Stato istituzione costituisce, viceversa, un ostacolo in quanto tendente ad attuare politiche di omogeneizzazione « contro natura ». In questa prospettiva l’uguaglianza non consiste nell’uniformità, come credono i nostri burocrati, ma nell’uguale riconoscimento di necessità diverse »<sup>73</sup>. Il richiamo al federalismo di Proudhon, inoltre, avvalorava l’ipotesi di un’organizzazione politica mutualistica di stampo corporativo, volto a circoscrivere il raggio d’azione dell’istituzione statale.

Alla luce di tutti questi aspetti, in conclusione, occorre affermare che, a prescindere dalle somiglianze e dalle divergenze tra la dottrina del nazionalismo italiano e la componente *barrèsienne* di quello francese, il viaggio compiuto da Barrès in Italia nel 1916 ebbe un forte significato simbolico, consolidando, intellettualmente, l’alleanza tra Italia e Francia sancita l’anno precedente. Tuttavia, esso ebbe, probabilmente, un ulteriore e involontario effetto : quello, cioè, di contribuire ad alimentare, anche attraverso le contestuali traduzioni italiane di altre opere del letterato francese, la storiografia italiana successiva – ormai superata –, che ha considerato, come punto fondamentale della sua analisi, la dipendenza intellettuale dei nazionalisti italiani da quelli francesi<sup>74</sup>.

---

<sup>71</sup> S. Pistone, *Bonapartismo*, in *Dizionario di politica*, diretto da N. Bobbio, N. Matteucci e G. Pasquino, Milano, Tea, 2000, pp. 107-108 ; C. Guarnieri, *Cesarismo*, in *ivi*, pp. 136-139.

<sup>72</sup> V. Collina, *Natura e politica in Maurice Barrès e in Charles Maurras*, cit., p. 348.

<sup>73</sup> M. Barrès, *La dottrina nazionalista*, cit., p. 147 (« L’*égalité* ne consiste pas dans l’uniformité, comme nos bureaucrates le croient, mais dans une égale reconnaissance des nécessités différentes », Id., *Scènes et doctrines du Nationalisme*, cit., p. 494).

<sup>74</sup> F. Perfetti, *Il nazionalismo italiano dalle origini alla fusione col fascismo*, cit., p. 29.

## RECHERCHES RÉGIONALES

*se propose de faire mieux connaître les Alpes-Maritimes et les contrées limitrophes telles qu'elles apparaissent au travers des recherches en sciences humaines et sociales.*

*La revue publie, dans un esprit multidisciplinaire, des travaux originaux, des résumés de thèses ou de mémoires de maîtrise, des documents d'archives, des données statistiques, des notes de lecture, toutes les informations qui font progresser la connaissance ou facilitent les études ultérieures.*

*En assurant ce périodique, la Direction des Archives du Conseil général des Alpes-Maritimes reste fidèle à sa mission qui est essentiellement de fournir aux chercheurs les instruments de documentation indispensables à la réalisation de leur œuvre.*

### FONDATEURS

*Etienne Dalmasso*

*Andrée Devun*

### COMITÉ DE RÉDACTION

*Jean-Bernard Lacroix*

*Loïc Rognant*

*Ralph Schor*



CONSEIL GÉNÉRAL DES ALPES-MARITIMES

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES  
CENTRE ADMINISTRATIF DÉPARTEMENTAL  
06206 NICE CEDEX 3 - TÉL. 04 97 18 61 71